

ReSciLaC

Revue des Sciences du Langage et de la Communication



Numéro 7 / 2018 / 2nd semestre

© LASODYLA – REYO / UAC

ISSN : 1840-8001

Université d'Abomey-Calavi
Faculté des Lettres, Langues, Arts et Communication
LASODYLA-REYO / UAC – 2018



ReSciLaC

Revue des Sciences du Langage et de la Communication

Dépôt légal N°8184 du 15/10/2015
Bibliothèque Nationale, 4ème trimestre
ISSN: 1840-8001 – ReSciLaC N°7 – 2nd semestre, juin 2018

Liens électroniques :

- <http://www.worldcat.org/title/rescilac-revue-des-sciences-du-langage-et-da-la-communication/oclc/957341200> - <https://searchworks.stanford.edu/view/11844535>

Directeur de publication

Prof. Akanni Mamoud IGUE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Rédacteur en Chef

Prof. Aimé Dafon SEGLA (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Comité de rédaction

Dr Moufoutaou ADJERAN (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Dr Guillaume CHOGOLOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Comité scientifique et de lecture

Prof. Aimé Dafon SEGLA (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Akanni M. IGUE (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Blaise DJIHOUESSI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Céline PEIGNE (INALCO, Paris)

Prof. Christophe H. B. CAPO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Flavien GBETO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Florentine AGBOTON (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Gratién Gualbert ATINDOGBE (Buea, Cameroun)

Dr Guillaume CHOGOLOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Jean Euloge GBAGUIDI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Julien K. GBAGUIDI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Dr Katia GLOVSKO (Université de Bologne, Italie)

Prof. Kofi SAMBIENI (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Laré KANTCHOA (Université de Kara, Togo)

Prof. Maxime da CRUZ (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Tchaa PALI (Université de Kara, Togo)

Prof. Martina Drescher (Université de Bayreuth)

Dr Etienne K. Iwikotan (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Prof. Romuald TCHIBOZO (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Dr Michael AKINPELU (Université de Regina, Canada)

Adresse

Laboratoire de Sociolinguistique, Dynamique des Langues et Recherche en Yoruba (LASODYLA-REYO)

Université d'Abomey-Calavi.

laboratoiresociolinguistique@yahoo.fr

Site : <https://lasodyla.uac.bj>

Consignes aux auteurs

Modalités de soumission

Deux appels à contribution permanents sont lancés en **mars** et en **octobre** afin de permettre la diffusion de deux volumes annuels. Les frais de lecture et de publication s'élèvent à 40.000F CFA. Les articles doivent être envoyés au directeur de publication à l'adresse suivante : **laboratoiresociolinguistique@yahoo.fr**

Chaque proposition est évaluée par deux instructeurs anonymes dans un délai d'un mois (les propositions sont anonymées pour la relecture). Un article proposé pourra être refusé, accepté sous réserve de modifications, accepté tel quel. Les articles peuvent être rédigés en français ou en anglais, ou en version bilingue.

Ils doivent comporter un résumé de 10 lignes maximum en français et en anglais, ainsi que 5 mots-clés en français et en anglais. Le nombre de pages ou de caractères d'un article n'est pas limité. En revanche, un minimum de 8 pages est requis.

Présentation des contributions

Mise en page: Format A5¹ ; Marges = 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ; Reliure = 0 cm ;

Style normal (pour le corps de texte) : Police Palatino Linotype 12 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, interligne simple.

Titre de l'article : Police Palatino Linotype 14 points, sans couleurs, majuscules, gras ; paragraphe centré, pas de retrait, espacement après = 18 points, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 1 : Police Palatino Linotype 14 points, sans couleurs, gras ; paragraphe gauche, espacement avant = 18 points, espacement après = 12 points, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 2 : Police Palatino Linotype 12 points, sans couleurs, gras ; paragraphe gauche, espacement avant = 12 points, espacement après = 6 points, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 3 : Police Palatino Linotype 12 points, sans couleurs, italiques ; paragraphe gauche, espacement avant = 12 points, espacement après = 3 points, pas de retrait, interligne simple.

Notes : notes de bas de page, numérotation continue, 1...2...3... ; Police Palatino Linotype 12 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Bibliographie : Police Palatino Linotype 12 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas d'espacement, interligne simple. La norme APA est exigée pour la présentation des références bibliographiques.

¹ Les tirés à part sont au format A4, la version papier de la revue est imprimée au format A5. Les pages sont identiques aussi bien dans les tirés à part que dans la revue version papier.

Présentation

ReSciLaC (Revue des Sciences du Langage et de la Communication) est une revue du Laboratoire de Sociolinguistique, Dynamique des Langues et Recherche en Yoruba (LASODYLA-REYO) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC). ReSciLaC est une revue pluridisciplinaire qui accueille des contributions abordant un grand nombre de champs d'études des sciences humaines et sociales.

ReSciLaC permet de faire la diffusion de travaux de jeunes chercheurs ou de chercheurs confirmés *en sociolinguistique, en linguistique, en didactique des langues, en communication, en littérature, en philosophie du langage, en sciences de l'éducation, en sociologie, en histoire, en histoire de l'art, etc.*

L'objectif de ReSciLaC est d'encourager des discussions scientifiques et théoriques les plus larges possibles portant aussi bien sur les sciences humaines que sur les sciences sociales.

Sommaire

Lettres & Langues

- ETUDE AFRO-FEMINISTE DE *Trop c'est trop* DE PROTAS ASSENG, **Adeleke Joseph Ajibola** (Nigeria).....10
- ASPECTS LINGUISTIQUES ET EXTRALINGUISTIQUES EN TRADUCTION, **Pascal Adebayo ALAO** (Nigeria).....22
- ANALYSE LEXICO-SEMANTIQUE ET SOCIOLINGUISTIQUES DES PARLERS JEUNES URBAINS : REGARD CROISE DE OUAGADOUGOU À LOME, **Bernard KABORE** (Burkina Faso) & **Palakyém MOUZOU** (Togo).....34
- ENGLISH DIDACTICS IN INITIAL TEACHER TRAINING: WITH SPECIFIC REFERENCE TO COMMUNICATIVE LANGUAGE TEACHING, **Paulin SOME** (Burkina Faso).....50
- LES PARTICULES KA ET NI DU DADJRIWALE : FONCTIONS DISCURSIVES ET VALEURS SEMANTICO-PRAGMATIQUES, **Damanan Joachim N'DRE** (Côte d'Ivoire).....69
- LIRE ET S'INFORMER DANS UN FRANÇAIS "BÂTARD" : OPINION D'UN PUBLIC CONCERNÉ, **Rasheed Oyewole OYELESO** (Nigeria).....89

Information & Communication

- VERS L'INVENTION DU E-COMMERCE AFRICAIN : EXEGESE DU CAS DU BENIN, **Géraud AHOUANDJINOÛ & Martina NOUTAÏS**, (Bénin).....106
- REPRESENTATIONS MEDIATIVES ET REDUCTION DE L'INCERTITUDE SUR LES STRATEGIES ET TACTIQUES DE COMBAT DE BOKO HARAM AU CAMEROUN, **Alexandre T. DJIMELI** (Cameroun).....135
- DISCOURS COMBATTANT DES MILICES CONGOLAISES : HYMNES, FORMULES ET NEO-LEXIES, **Biennu BOUDIMBOU** (Congo Brazzaville).....158

DISCUSS IN SOCIOLOGY OF RELIGION, Balogun, O. O. E. & Odunlami, Idowu Adeniyi, & Akinsanya Adebayo Olatunde (Nigeria).....	179
ESSENCE OF VOCATIONAL TRAINING FOR TECHNICAL COLLEGE STUDENTS' PERFORMANCE IN AUTO-MECHANICS IN OGUN STATE, NIGERIA'S NATIONAL TECHNICAL CERTIFICATE EXAMINATION, LEMO, O. O. & Oyenuga, A. O. (Nigeria).....	189
THE EFFECT OF INSTRUCTIONAL SUPERVISION IN QUALITY ASSURANCE ON THE ADMINISTRATION OF SECONDARY SCHOOL EDUCATION IN NIGERIA, ODUMADE, Akorede Serifat & OLOWOYE, Adebisi Olufemi & ALAKE, Moses Ajibola (Nigeria).....	199
ENTREPRENEURSHIP EDUCATION AS PIVOT FOR YOUTH EMPOWERMENT AND POVERTY ALLEVIATION, OKUSANYA ADEDOYIN OPEYEMI & OSEJI AKPORS SUNDAY & GABRIEL ADEWALE SOYEBI, (Nigeria).....	210
POLITIQUE LINGUISTIQUE D'INTEGRATION DES ETUDIANTS ALLOPHONES A L'UNIVERSITE D'ABOMEY- CALAVI, Cécile HOUNNONTIN (Bénin).....	223
NOMS YORÙBÁ COMME ELEMENT DIDACTIQUE POUR ENSEIGNER LA GRAMMAIRE EN CLASSE DE FLE EN MILIEU YORÙBÁ DU NIGÉRIA, AJANI AKINWUMI LATEEF (Nigeria).....	246

Lettres & Langues

ETUDE AFRO-FEMINISTE DE *Trop c'est trop* DE PROTAIS ASSENG

Adeleke Joseph Ajibola,

Le village français du Nigeria, Ajara-Badagry (Nigeria)

josephadeleke@yahoo.com

Résumé

*L'une des caractéristiques de la littérature africaine postmoderniste est sa contestation, basée sur les réalités quotidiennes en Afrique. Qu'il s'agisse de la poésie, de la prose ou du théâtre, les éléments langagiers utilisés ainsi que les thèmes discutés montrent souvent les défis préoccupants des écrivains, hommes et femmes servant comme porte-parole de leur peuple. La richesse de la littérature africaine émergente se voit donc en fonction du style employé par les auteurs concernés, pour la présentation des idées ou thèmes très significatifs qui se trouvent dans les œuvres. Dans la pièce du théâtre *Trop c'est trop* du dramaturge camerounais Protais Asseng, œuvre qui constitue notre texte d'étude, nous remarquons l'existence de l'un des problèmes majeurs qui mine la paix au foyer conjugal, en particulier parmi les conjoints pauvres – le manque de planning familial. Tout en nous appuyant sur la critique afro-féministe, nous aimerions mettre en exergue l'importance de ce thème comme elle se trouve dans la pièce. Pour ce nous examinerons les rôles ainsi que les paroles des personnages dans cette pièce, hommes et femmes, pour montrer comment le dramaturge utilise sa pièce pour défendre les droits des femmes et préconise l'afro-féminisme dans son œuvre, malgré qu'il est un homme écrivain.*

Mots-clés : *afro-féminisme, réalisme, oppression, émancipation*

Abstract

*One of the characteristics of the postmodern African literature is its confrontation, based on daily realities in Africa. Be it poetry, prose or drama, elements of language used as well as the themes discussed often show the challenges preoccupying the writers, male and female, serving as their people's mouth piece. The richness of the emerging African literature is seen on the basis of style used by the authors concerned, for the presentation of very significant ideas and themes, which are found in the text. In the play *Trop c'est trop*, of the Cameroonian playwright Protais Asseng, which is the text under consideration in this article, we notice the existence of one of the major problems militating against peace among couples – lack of family planning. Using the afro-feminist theory, we intend to bring out importance of this theme as found in the play. Thus we shall examine the roles as well as speeches of characters in the play, men and women, to show how the playwright uses his play to defend the rights of women, and project afro-feminism in his work, despite that he is a male writer.*

Keywords: *afro-feminism, realism, oppression, emancipation*

Introduction

Les affaires familiales font partie des thèmes largement abordés dans la littérature africaine. Ces affaires se présentent de différentes façons dans différentes œuvres. Par exemple il se trouve le mariage et ses exigences, les

problèmes de la stérilité, de la jalousie et des bagarres entre les conjointes, surtout dans les familles polygames, la lutte parmi les enfants, la sorcellerie, l'envie, les attaques diaboliques ainsi de suite. De plus, en réalité et dans les œuvres littéraires, pendant l'ère coloniale et après les indépendances, on trouve toutes sortes d'oppression dont souffrent les Africains à tous les niveaux de la société. Alors que la stérilité ou manque d'enfants constitue un problème majeur pour certain, avoir trop d'enfants est un autre contre lequel luttent certaines gens au foyer. Le cas du couple dans *Trop c'est trop* est ce qui nous préoccupe dans cette communication.

Trop c'est trop est, certes, l'histoire d'un couple dont le mari, Bakony désire avoir un 13^e enfant pour des raisons égoïstes. Généralement, le désir de Bakony se conforme aux idées des gens à propos des femmes. A l'avis de Béatrice Rangira Gallimore, concernant les rôles des femmes : « Cependant, le corps féminin est non seulement fait pour procurer la jouissance sexuelle à l'homme mais aussi pour lui procurer la force procréatrice. Sous ce double rôle que lui confère le mariage, le corps féminin-produit quitte le marché pour être le corps-producteur » (56).

C'est une mentalité pareille que possède Bakony mais sa femme lui refuse son obligation. Le refus de Bissabey, aboutissant enfin à l'émancipation des femmes constitue le tremplin sur lequel se développe le thème de la révolte contre l'oppression de la femme par l'homme dans cette pièce. Nous nous appuyons sur la théorie de l'afro-féminisme pour illustrer comment Asseng nous présente ce thème.

1.Cadre théorique

Les écrivains réagissent contre le problème de l'oppression de façons différentes d'une époque à une autre, d'une personne à une autre. Généralement, on reconnaît trois catégories majeures d'oppression chez les Africains : l'oppression raciale, l'oppression sexiste et l'oppression classiste, qui constituent trois points focaux de l'afro-féminisme. L'afro-féminisme est le type de féminisme spécifiquement trouvé chez les Noirs, en Afrique et aux Etats-Unis, qui vise à revendiquer les droits des Noirs. Cela veut dire le féminisme ou lutte des femmes africaines, contre l'oppression des femmes et hommes africains. Ainsi les efforts des théoriciens de « Womanism », y compris ceux de l'Afro-Américaine Alice Walker (1984) et en particulier des critiques nigérianes Chikwenye Ogunyemi (1996) et Kolawole (1997) entre autres, restent très appréciables. Par le « womanism » nous disons la lutte des Noires contre l'oppression des Africains à trois points : le racisme, le sexisme et la classe (Bestman 7). De plus, ce que préconise le « STIWANISM » de

Molara Ogundipe-Leslie (1994) aussi, concernant la préoccupation des écrivains engagés, est la défense des droits et des hommes et des femmes africains, du point de vue de l'afro-féministe.

Jusqu'aux années soixante du siècle passé, la plupart des choses écrites concernant les femmes africaines étaient par les hommes. Et elles sont des représentations souvent sexistes. Selon Bernard Mouralis (1994), un aspect qui caractérise l'image masculine de la femme est « l'un que l'on peut qualifier de réaliste, (qui) dénonce une situation de fait, marquée par l'inégalité, la discrimination, le préjugé, la bonne conscience dont est victime la femme » (21-22). Ainsi se trouvent les personnages féminins stéréotypiques telles les sorcières, les prostituées, les femmes fatales, impuissantes, infidèles, incorrigibles, totalement dépendantes et économiquement dépourvues.

Il y a beaucoup d'années Poulain de la Barre, dans *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, note que « ce qui a été écrit par les hommes sur les femmes doit être suspect, car ils sont à la fois juge et partie » (7). Ce qui est intéressant est que certains écrivains africains, comme Sembène Ousmane, Ahmadou Kourouma et Protais Asseng, peut-être suite à l'observation pareille dans la littérature africaine, sont devenus sympathiques avec les femmes et utilisent leur œuvre telle *Les bouts de bois de Dieu*, pour défendre les droits des femmes.

Trop c'est trop est une pièce du théâtre écrite par un homme, qui « déchaîne les passions entre féministes et antiféministes ». La préoccupation du drame est la révolte d'une femme, Bissabey contre la demande excessive de son mari, Bakony, au foyer conjugal, révolte ou lutte qui commence comme une comédie mais en fin prend une dimension internationale assez remarquable en la faveur de la femme.

2. Biographie de l'auteur

Protais Asseng est un dramaturge camerounais et l'auteur de *Trop C'est Trop*. Ingénieur en conditionnement de l'air, Protais Asseng a été cheminot et séminariste avant de décider de devenir homme littéraire depuis 1969. Parmi ses œuvres sont les pièces *J'accuse* et *Les funérailles d'As-Houran*. A propos de *Trop c'est trop* il déclare de manière sincère dans la pièce : « Comme toutes les majorités, silencieuses parce qu'opprimées, les femmes demeurent une des plus grandes inconnues de mes connaissances culturelles. Ce que les hommes savent d'elles n'est que ce que les hommes ont voulu et réussi à faire d'elles ». (88).

Au fait, *Trop c'est trop* fut présentée lors du 9^e Concours Théâtral Interafricain et a gagné le deuxième prix, celui des « Auditeurs ». Selon les

commentaires des gens y compris les auditeurs présents à son émission, *Trop c'est trop* discute de deux sujets importants. D'un côté, selon Berthe Razanantsoa du Madagascar, c'est « une pièce comique pleine de suspense qui fait réfléchir sur les problèmes des femmes » (89). D'ailleurs, l'importance accordée au traitement médical traditionnel aussi est bien soulevée par le dramaturge dans la pièce.

3. Analyse thématique : refus à l'oppression et émancipation de la femme inconnue

3.1. Refus à l'oppression

La plupart du temps, on remarque la lutte des femmes contre l'oppression comme elle existe dans les sociétés patriarcales (Busari 279). Au sens général, aucune révolte ne sera possible à entamer si et quand il manque la prise de conscience parmi les gens. Concernant l'émancipation de la femme africaine et la lutte contre l'oppression, la prise de conscience s'avère donc inévitable, en particulier parmi les femmes, comme affirme Rosamund Metcalf (20). C'est assurément ce genre d'expérience qui provoque l'intrigue dans le foyer conjugal de Bakony et Bissabey dans *Trop C'est Trop*.

D'abord, afin d'être nommé « Papa National » et, bien sûr, pour recevoir une médaille de la part du Président de la République lui-même, Bakony désire de sa femme un treizième enfant. « Le Gouvernement venait de proclamer cette loi pour laquelle tout père de famille de plus de douze enfants était décoré d'une médaille d'or et proclamé « Papa National ». (95).

Comme d'habitude chez beaucoup d'hommes égoïstes, le mari Bakony rêve déjà aux bénéfices anticipés dans cette entreprise – la gloire nationale marquée par la décoration et l'hymne national, une allocation spéciale à vie, le voyage gratuit par train sur tout le réseau national et le droit à la retraite anticipée (96). Sans considérer les implications de cette grossesse pour sa femme, tout ce qui l'intéresse est la maternité, comme elle préoccupe pas mal des gens dans la société traditionnelle (Ndinda 8). Suppliant sa femme d'accepter sa demande il lui dit :

Ce serait plutôt bête de ne pas avoir cette médaille alors que nous nous en trouvons si près avec nos douze enfants. Si tu voulais m'en faire un treizième, je serais un homme comblé. Et puis, que te coûte une treizième petite grossesse quand tu as déjà porté douze ? Ton refus catégorique m'a désolé... je me demande s'il n'est pas à l'origine de ce qui m'arrive. (96)

Et qu'est-ce qui lui est arrivé ? Il se sent mal à l'aise presque partout dans son corps, pour des raisons ignorées par lui. Au contraire, par un geste aussi comique que sérieux, Bissabey, considérant cette demande exagérée et ridicule de son mari, lui refuse d'être un outil à employer et à abandonner au gré de l'époux. Elle lui déclare : « Et moi, je te le répète : c'est non. Je t'ai donné douze enfants, tous bien portants. Le Gouvernement nous aide à les élever. Me faire porter une treizième grossesse pour une médaille, fût-elle en or, je te redis non et non, car trop, c'est trop » (97).

Ce refus catégorique joue un rôle imprévu dans le drame. Auparavant, Bissabey se comportait docilement envers son époux, donnant l'image typique de la femme africaine totalement soumise. Elle lui a donné déjà douze enfants, ce qui l'encourage de lui demander davantage, même si ce nombre paraît déjà trop. Considérant la demande de son mari comme forme d'oppression contre laquelle il faut qu'elle lutte, elle prend quelques démarches y compris ajouter quelque poudre faite des arbustes dans le repas de Bakony, à l'insu de celui-ci. Ainsi Bissabey réussit à rendre son époux « enceinte » et celui-ci commence par manifester les symptômes de la grossesse, dans la maison et en public. La femme se rend compte que son mari a envie de cracher et d'uriner ; la poitrine du mari Bakony a tendance à se développer et le bout de ses mamelons est dur au toucher. (99) Convaincue que son mari est finalement « enceinte », Bissabey essaie de convaincre Bakony et lui conseille d'aller voir le docteur Assiko, gynécologue renommé, pour confirmation.

Se rendant chez Assiko, représentant des praticiens de la médecine moderne, le pauvre mari ne soupçonne point la collaboration de ce gynécologue, avec sa femme Bissabey. Quelle grande déception pour Bakony ! Avec un cœur troublé il raconte sincèrement à Assiko ses expériences douloureuses:

Tout d'abord, par des lourdeurs, des somnolences suivies d'un état de fatigue générale. Un appétit fantaisiste et une constante envie d'uriner. J'ai beau croquer de la kola, ma bouche est toujours pleine de salive. Bissabey a pris ma température. Elle l'a trouvée anormale pour un homme normal... j'ai réellement l'impression d'être... enceinte. Je n'ai plus un seul pantalon à ma taille. (107)

Le docteur lui répond : « La plupart de ces symptômes sont effectivement signes de grossesse » (107). La soi-disante « grossesse » de Bakony, est donc finalement confirmée par Assiko. Déçu par cet éminent médecin, Bakony décide d'aller voir quelqu'un d'autre, le sorcier Manga-Mbo, « le seul homme à qui Dieu a donné la sagesse, le seul homme pour lequel

aucun fait n'est mystère et aucun mystère ne demeure sans lumière » (116), en qui il a toute confiance.

Quelle ironie d'entendre le sorcier dire à Bakony : « C'est par elle (la femme) que Satan est venu jusqu'à toi » (118). La parole de Manga-Mbo a une signification inconnue à l'égard de Bakony, car il (Bakony) ignore encore la collaboration entre sa femme par qui Satan est venu jusqu'à lui, et le sorcier par qui il recherche la solution à ses malheurs. Le mari « enceinte » ne comprend donc nullement la parole mystérieuse du sorcier qui l'avertit de se méfier des femmes et du chiffre 13. Avec un suspens inattendu de la part du sorcier, celui-ci fait savoir à Bakony : « Etranger, je ne connais que trois choses qui puissent gonfler le ventre d'un homme : la nourriture, la boisson, la maladie... Il n'y a donc qu'un enfant qui puisse développer ton ventre de façon démesurée. Et peut-être même deux enfants si j'en juge par le volume » (121).

Au lieu de se laisser abattre, le sorcier conseille Bakony de se lever et de remercier Allah pour sa puissance et sa justice. Bakony n'y comprend absolument rien lorsque Manga-Mbo loue Allah, qui, « après avoir sorti la femme du sein de l'homme, lui a confié le don de concevoir à nouveau la vie. » (122). Il fait allusion à la grossesse de Bakony, une opportunité donnée aux hommes d'enfanter. Encore une fois, Bakony est déçu, cette fois-ci par l'homme pratiquant la médecine traditionnelle, en qui il a eu tellement espoir auparavant. Frustré, découragé, déstabilisé, il dit : « Incroyable ... ce n'est pas possible ... c'est impensable... Je n'y crois pas... Je n'y crois plus, ni à la science ... non ... ni aux sorciers... non... ni même à Allah...non. Je ne crois plus en rien... en personne...incroyable...impensable... » (122).

Chez lui, Bakony devient de plus en plus perturbé, angoissé. Il perd la foi en toute connaissance, scientifique, traditionnelle, métaphysique. A sa femme qui désire savoir le résultat de sa visite chez le sorcier, Bakony répond, se servant des registres religieux pour renforcer sa désatisfaction, son mécontentement à l'égard de tout: « Ma femme Bissabey, je ne sais plus à quel saint me vouer. J'ai passé en revue tous ceux qui peuplent mon catéchisme et mon calendrier. Aucun ne semble faire le poids contre les diables qui m'accablent. Même Dieu est de l'avis des fous qui prétendent que je suis enceinte » (123).

L'impression donnée par le sorcier Manga-Mbo, pour laquelle il veut que Bakony remercie Dieu, est d'avoir replacé l'homme à son statut d'origine : donneur de vie. Donc le cas de Bakony « n'est qu'un retour normal aux sources ; l'homme reprend sa place dans la multiplication des humains » (124). Cette idée déplait beaucoup à Bakony.

Contrairement à l'homme angoissé et coléreux, qu'est Bakony, qui se sent ridicule partout où il va, et par conséquent veut se débarrasser de ce ballonnement appelé grossesse, la femme prépare joyeusement pour l'accouchement de « l'enfant sans pareil ». Déjà elle pense aux noms à donner à l'enfant « miraculeux », que cela soit un garçon ou une fille. Bissabey informe son mari quelques noms conçus par elle tels Dieudonné, Angéline, Jonas. Du point de vue symbolique, chaque nom est significatif. Ainsi elle se donne la responsabilité autrefois accordée aux hommes, donner aux enfants des noms dès qu'ils sont nés, car les femmes sont souvent marginalisées dans des situations pareilles. Comme préconise Romuald-Blaise Fonkoua : « la place qui est accordée à la femme témoigne de la pesanteur des lois de la patrimonialité, d'un système patriarcal, du rôle du père, de la fonction du mâle, bref d'une vision phallique du réel » (119).

Ce qui paraît plus sérieux encore est la publicité donnée à toute cette histoire fameuse du couple Bakony-Bissabey, dans la presse locale et internationale : *La Gazette du Peuple*, le *New York Times* et *Le Figaro*. Avec les photos du gynécologue Assiko et de Bakony, celles prises lors de la consultation dernière du mari « enceinte », à l'Hôpital Central où travaille Assiko, le monde entier sait de quoi il s'agit. Les stations de radio et de télévision, les journaux divers ainsi que les lettres en provenance des quatre coins du monde, tous parlent de cet événement, de manière sérieuse : la grossesse portée par un homme et l'imminent accouchement pour lesquels les Homosexuels de France félicitent Bakony (128), et le Premier Ministre de l'Inde l'invite « à tenir une série de conférences favorables à la limitation des naissances, dans nos principales villes : New Delhi, Bombay, Calcuta, Madras... » (129) On lui demande de venir en Inde et aider les Indiens à contenir cette vague humaine » (129), c'est -à-dire leur immense population. Quelle ironie car, au dire de Bissabey qui a donné douze maternités sans aucune gloire, une seule maternité de Bakony lui donne déjà une tête d'affiche, avec les préparatifs de R. F. I., la B. B. C., et la Voix de l'Amérique entre autres, pour des séries d'émissions télévisées. L'ironie en est que toutes ces affaires ne font que rendre Bakony de plus en plus souffrant.

Lors de sa deuxième visite chez le gynécologue Assiko, Bakony demande avec inquiétude comment il va accoucher. Le docteur lui informe de la possibilité d'une intervention chirurgicale, une césarienne qui aura lieu éventuellement. Bien que Bakony préfère que l'accouchement soit chez lui et que ça soit une affaire secrète de la famille, son avis n'est pas respecté. Par coïncidence, l'accouchement de ce treizième enfant est prévu pour vendredi le treize, marqué sur le calendrier. A la surprise du mari ébahi, alors que c'est

l'homme qui porte la soi disante grossesse, c'est la femme qui fixe la date de l'accouchement et planifie toutes les démarches, une affaire dont découle l'ironie.

Les horaires de son accouchement sont bien chronométrés à la minute près, par exemple des premières contractions à 8h10, suivie de la vérification de la progression de la tête de l'enfant à 9h10, l'expulsion à 10h03, l'épisiotomie à 10h30 et la sortie des nouveau-nés à 10h35 suivie de leurs premiers cris à 10h38. Ensuite la délivrance et expulsion du placenta à 10h46, la stérilisation à l'alcool à 11h, l'annonce de la nouvelle à midi et finalement la conférence de presse à 12h36. Quelle journée bien planifiée par Bissabey, femme normalement marginalisée qui est actuellement en contrôle de la situation alors que c'est le mari qui s'oblige de lui obéir pas à pas.

3.2. Emancipation de la femme inconnue

Une expérience inoubliable se produit le jour de « l'accouchement ». Bissabey, bondissant sur le ventre de son mari, chatouille celui-ci qui rit bruyamment. La cure de rire produit un effet de soulagement dans le corps de cet homme, mais pas dans son état émotionnel, social et psychologique. Dès que Bissabey sort pour aller appeler le médecin, Bakony médite son sort par un monologue intérieur : « Voici venue l'heure ... de boire mon calice... Va-t-il, après m'avoir tripoté comme une citrouille, m'ouvrir le ventre comme une baleine échouée sur la côte ? Si c'était à refaire, je ne le referais plus jamais car... Trop c'est trop » (141).

Les éléments de comparaison dans le monologue de Bakony, « une citrouille » et « une baleine » auxquels il se compare, sont assez réductifs pour un homme qui se juge au-dessus de sa femme, c'est -à-dire supérieur à elle. Bien que Bakony commence à regretter son souhait d'avoir un treizième enfant, une chose qu'il promet à ne jamais refaire, rien n'empêche la presse mondiale et les femmes de partout, y compris près de 150 000 manifestantes, de se réunir sur la place du monument du Soldat inconnu d'abord, et chez Bakony-Bissabey plus tard. Bakony apprend du speaker sur sa radio ce que fait ce grand rassemblement à la place du marché central où l'émancipation des femmes est en train d'avoir lieu. Le speaker informe :

Les femmes ont allumé un grand feu dans lequel elles ont jeté tous leurs vêtements de corps. J'ai vu flamber des soutiens-gorge de toutes les tailles. Des panties et corsets de toutes les couleurs, des gaines, des porte-jarretelles et, bien entendu, des centaines et des centaines de slips. Je n'ai jamais vu autant de soieries, de dentelles et de froufrous réunis (143).

Sous le slogan scandé à l'unisson par toutes les manifestantes, « POUR QUE VIVE LA FEMME », les flammes des choses en train de brûler montent droit au ciel. Toutes ses actions et diverses paroles prononcées ou défilées ont leurs significations vis-à-vis de la satire de la masculinité qui se présente.

D'ailleurs, d'innombrables panneaux défilent, y compris les Homosexuels de France, venus tout exprès de Paris. La femme autrefois inconnue, Bissabey, devient peu à peu héroïne. Chez elle, un drapeau portant le titre de la pièce est planté devant le portail avec l'inscription : « TROP C'EST TROP ». Au lieu de la chanson de Manu Di Bango, le cri de guerre de toutes les femmes venues des quatre coins du monde s'entend :

- maternité – Paternité – Egalité – Hi Han ;
- maternité – Paternité – Egalité – Hi Han ;
- maternité – Paternité – Egalité – Hi Han (145).

Ajouté au cri des femmes qui sont en train de considérer la maternité et la paternité comme égales est celui des hommes :

- tous pour Un – Un pour Tous ;
- tous pour Un – Un pour Tous ;
- tous pour Un – Un pour Tous (146).

Lorsque les femmes sont en train de crier l'égalité des sexes, dans le chant des hommes, l'unité entre tous se proclame. En ceci se voit l'harmonie des deux sexes, la complémentarité que préconise l'afro-féminisme. On fera bien de poser une question : En quoi consiste la signification de tous ces gestes : les manifestations, le brûlage des vêtements de femmes, les cris de guerre ainsi de suite ? L'explication de Bissabey nous est très importante à cet égard.

Etant Présidente du Mouvement pour la Libération de la Femme Africaine (M. L. F. A.), mouvement qui ressemble actuellement à ceux existant dans plusieurs pays, Bissabey explique à son mari affolé qui le supplie de n'en pouvoir plus, quelques-uns des objectifs de l'émancipation féminine en général :

Nous voulons que la femme soit libérée de tous les carcans dans lesquels l'homme l'enferme. Ce que vous appelez « la Femme au Foyer » n'est qu'une traduction moderne et féminine de l'esclavage. La femme africaine n'a pas seulement sa place dans les maternités, les plantations ou entre les casseroles... (mais) dans les bureaux, dans les usines, sur les tribunes politiques et sur les podiums des stades. Elle a sa place partout où l'espèce humaine est appelée à se développer. (154)

Ce discours de Bissabey résume ce que l'attitude des femmes révoltées a déjà montré au cours de leur lutte depuis des années. La préoccupation des

idéologues de l'afro-féminisme, selon Angela Davis citée par Akunna Nnabuike (2017) est que « la femme noire demande une nouvelle gamme de définition de la femme ; elle demande à être reconnue comme une citoyenne, une compagne, une confidente et non comme une vilaine matriarche ou une auxiliaire pour fabriquer des bébés » (6). Quoique cette pièce paraisse bizarre en tant que création fictive, sur le plan de féminisme matérialiste elle préconise l'évolution de la femme africaine – de son enclos contraignant (les carcans ou l'esclavage, les maternités, les plantations, les casseroles) vers le monde libéral de l'extérieur (les bureaux, les usines, les tribunes politiques, les podiums des stades).

Les mots et expressions relevés dans le discours de Bissabey sont très significatifs. Du point de vue afro-féministe, au lieu de ne remplir que des rôles domestiques, la femme est encouragée de participer aux activités politiques, professionnelles, sportives parmi beaucoup d'autres. Ainsi elle sera en mesure de se développer pleinement comme fait l'homme dans la même société. Voici ce que désirent des féministes, comme préconise Jiff Mokobia (174) concernant les femmes dans la société africaine contemporaine. D'ailleurs, le refus de Bissabey de se faire pour Bakony une pondeuse d'enfants et de médailles, après douze maternités, montre la nécessité de la planification familiale pour tous les couples mariés, y compris les Africains, comme conseille Eburn Delano (1991).

Enfin, au moment de l'accouchement, beaucoup de femmes se précipitent toutes sur le ventre de ce misérable époux dont le ventre ballonné se dégonfle peu à peu. Le pauvre mari crie : « Je dégonfle ! Je dégonfle ! » Son cri révèle sa soumission à la volonté de sa femme. Aussi est-il que par cette technique de réduction, le dramaturge dépeint l'humiliation de l'homme orgueilleux qui est maintenant à la merci des femmes qui se sont mises au-dessus de lui. D'une manière, l'homme qui en veut un treizième enfant se voit opprimé par celles-là qui, normalement, sont opprimées par l'homme. Nous trouvons un renversement de rôles, chose rare dans les œuvres des hommes mais très remarquable ici, du point de vue féministe (Ogonwa 172).

En fin de compte, le pauvre mari accepte son échec d'être nommé « Papa Nnam », n'étant pas en mesure de se donner un treizième enfant tellement désiré. Malgré cette déception, il finit par apprécier non seulement ses douze enfants mais aussi sa femme qui lui a appris comment être satisfait et apprécier le bonheur qui l'entoure déjà dans sa famille. Du point de vue afro-féministe, la pièce nous montre une importante dimension de la lutte des femmes contre l'oppression de la femme et l'unité de tous les deux sexes. Dans *Trop C'est Trop*, la femme Bissabey et ses collaborateurs, hommes et

femmes, militent contre l'opresseur non pas pour l'anéantir, comme préconisent les féministes radicales mais pour établir l'égalité entre l'homme et la femme, pour donner à la femme valeur pour vivre en complémentarité avec l'homme surtout dans la société africaine. Bissabey qualifie donc à être appelée une femme idéaliste, comme Yesufu Mamudu (242-243) décrit ces femmes pareilles.

Conclusion

L'article a bel et bien examiné le contenu de *Trop C'est Trop*, une pièce qui paraît comique mais dans laquelle se trouve un sujet très important - l'émancipation de la femme, suite à la revendication, à la lutte contre l'oppression de la femme. Le style de Protais Asseng rend la pièce intéressante car le sérieux du thème abordé, l'oppression de la femme par l'homme, est présenté par cet écrivain satiriste, homme servant comme porte parole des femmes opprimées ou marginalisées. Les figures de style comme la comparaison, l'ironie, le contraste et l'énumération entre autres, s'emploient par le dramaturge pour effectivement montrer la beauté de son œuvre. D'ailleurs son effort démontre son engagement en tant qu'écrivain et le succès de l'afro-féminisme dans cette pièce satirique.

Bibliographie

- Bestman, Ajoke Mimiko : « Vers une critique de l'écriture féminine en Afrique noire », Communication présentée lors du Premier Séminaire International de l'Association des Enseignants de Langue, Littérature et Linguistique Ouest-Africaine (WALATA) à Badagry, Nigeria du 18 au 21 septembre, 2002.
- Busari, Kawther : « Vers les nouvelles perspectives du féminisme » in Onyemelukwe, Ifeoma M. (Ed.). *New Perspectives in African Literature and Criticism*. Department of French, Ahmadu Bello University, Zaria, 2015, pp. 279-295.
- De Beauvoir, Simone. *Le Deuxième Sexe*. Tome 1, Paris : Gallimard, 1949.
- Delano, Egun. *Guide sur la planification familiale* (traduit par M. Bongono Michel), Ibadan : Spectrum Books Ltd. 1991.
- Fonkoua, Romuald-Blaise : « Ecritures romanesques féminines : l'art et la loi des pères », *Notre Librairie Revue du Livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien*. 117, 1994, pp. 112-125.
- Gallimore, Béatrice R. : « De l'aliénation à la réappropriation chez les romancières de l'Afrique noire francophone », *Notre Librairie Revue du Livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien*. 117, 1994, pp. 54-60.

- Kolawole, M. E. *Womanism and African Consciousness*. Trenton New Jersey: Africa World Press, 1997.
- Mamudu, Yesufu: "L'Image de la femme dans *Electre* de Jean Giraudou », *Journal of Humanities*, Department of French, Ahmadu Bello University, Zaria, 2. 2, 2013, pp. 240-259.
- Metcalf, Rosamund: « The Liberation of Female Consciousness in African Literature », Emanuel Ngara et Andrew Morrison, Eds. *Literature, Language and the Nation*. Harare: Atoll, 1989.
- Mokobia, Jiff : « La femme de la société africaine contemporaine chez Calixthe Beyala » in Omonzejie, Eunice E. ed. *Women Novelists in Francophone Black Africa. Views, Reviews and Interviews*. Porto-Novo: Sonou d'Afrique. 2011, pp. 173-182.
- Mouralis, Bernard : « Une parole autre : Aoua Keita, Mariama Bâ et Awa Thiam », *Notre Librairie Revue du Livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien*. 117, 1994, pp. 21-27.
- Naindouba, Maounde, Asseng, Protais : *L'Etudiant de Soweto. Trop c'est trop*. Paris : Hatier, 1981.
- Ndinda, Joseph : « Ecriture et discours féminin au Cameroun : trois générations de romancières. », *Notre Librairie Revue du Livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien*. 118, 1994, pp. 6-12.
- Nnabuike, Pauline Akunna : « La violence contre la femme : étude de *rebelle* de Fatou Kéïta ». Communication présentée lors de la Conférence de University French Teachers Association of Nigeria, à Badagry, Nov. 12-16, 2017.
- Ogonwa, Chika: "La dénonciation de la mère patriarcale dans les deux premiers romans de Calixthe Beyala" in *TRIPLE L International Journal of Arts, Languages, Linguistics and Literary Studies*, Department of French, Faculty of Humanities, Imo State University, Owerri Nigeria, 1. 2, 2017, pp. 172-179.
- Ogundipe-Leslie, Molar. *Re-creating Ourselves: African Women and Critical Transformation*. New Jersey: Africa World Press, 1994.
- Walker, Alice. *In Search of our Mothers' Gardens*. London: The Women's Press, 1984.

ASPECTS LINGUISTIQUES ET EXTRALINGUISTIQUES EN TRADUCTION

Pascal Adebayo ALAO

Olabisi Onabanjo University, Ago-Iwoye (Nigeria)

Résumé

Nous essayons dans cet article de démontrer les deux aspects indissociables linguistique et extralinguistique qui bien sûr posent des défis aux traducteurs. La nécessité de distinguer les différences entre deux langues est énorme, pour que le traducteur prenne garde des pièges que posent les aspects linguistiques et extralinguistiques. Employant la méthode de beaucoup d'ouvrages de traductologies, cet étude s'appuie sur une investigation de la réalité des exercices des textes à traduire aux vingt étudiants de Département des langues étrangères de notre Université. La cadre théorique de Nida Eugène (1964) est adoptée par cette recherche. Il est établi que pour avoir une traduction efficace, un traducteur doit avoir une connaissance des langues cibles.

Mots-clés: *linguistique, extralinguistique, piège, connaissance, cadre théorique*

Abstract

We try to show in this article the two inseparable aspects : linguistic and extralinguistic which of course pose some challenges to translators. The necessity to distinguish the difference between two languages is enormous, so that the translator would be careful of the traps which the aspects of linguistic and extralinguistic present. Using the method of numerous books of traductologies, this study builds on an investigation of the reality of exercises of texts administered on twenty students in the department of Foreign languages of our University. The theoretical framework of Nida Eugene (1964) was adopted for this work. It is established that to have an effective translation, a translator must have an adequate knowledge of target languages.

Keywords: *linguistic, extralinguistic, trap knowledge, theoretical framework*

Introduction

Après des années dans les activités de la traduction, on a pu observer et étudier les innombrables problèmes tant linguistiques qu'extralinguistiques auxquels enseignants et étudiants de traduction sont confrontés ; ces problèmes non seulement ont toujours été mal définis et mal abordés mais également restent peu ou pas du tout résolus. Nos récentes recherches nous ont permis de définir clairement ces deux aspects indissociables – linguistiques et extralinguistiques – de la traduction et de proposer des solutions théoriques appropriées aux problèmes qu'ils posent, notamment dans la pratique de l'opération traduisante.

1. La Problématique

Parfois la différence entre deux langues est très frappante et il suffit d'en profiter. Deux langues semblables peuvent à la fois se différencier nettement et il faut analyser les différences pour les problèmes qu'elles peuvent poser. Plus deux langues sont proches par la structure et la civilisation. Le plus grand est le danger de confusion dans la valeur de leurs lexiques respectifs. C'est le cas par exemple de ce problème des aspects... linguistiques et extralinguistiques Dans la traduction.

Il faut donc distinguer nettement les différences entre les deux langues pour que le traducteur prenne garde des pièges que posent des aspects linguistiques et extralinguistiques. Le manque de formation chez le traducteur sur ces différences entre les deux langues ; dans le cas de l'anglais, le français et le yoruba peut amener à une mauvaise traduction et conséquent c'est la transmission des idées différentes des intentions de l'auteur aux lecteurs :

La communication est très importante à tout cadre de la société. Il est donc essentiel que des textes ou des messages destinés au public soient facilement compréhensibles. Ils doivent être rédigés dans une langue intelligible à tous : outre des phrases simples exprimant clairement la pensée ou l'idée, une construction logique et le choix des mots contribuent grandement à la compréhension d'un texte.

L'échec de communication peut avoir de graves conséquences comme l'erreur, le malentendu ou même la guerre. La langue constitue l'instrument de communication humaine et c'est ironiquement aussi le moyen principal de la communication humaine parmi les gens.

2. Méthodologie

Suivant la méthode de beaucoup d'ouvrages de traductologie, cette étude s'appuie sur une investigation de la réalité des exercices des textes à traduire aux vingt étudiants de quatrième année à l'Université Olabisi Onabanjo, Ago – Iwoye, Nigéria. Les traductions se sont servi de guide pour fonder une réflexion sur la nature et les méthodes de travail des étudiants et des traducteurs apprentis qui ne sont pas bien sensibilisés de pièges : linguistiques et extralinguistiques en traduction.

Etant donné que notre étude dans un cadre scolaire ou pédagogique ; il a fallu donner aux étudiants et aux traducteurs apprentis des textes à traduire : L'objectif était de relever des points de faiblesses touchant aux extralinguistiques en traduction. Ils ont traduit des textes de Yoruba vers le français et vice versa. Mais nous constaterons le véritable problème des

aspects linguistiques et extralinguistiques en traduction. Tous les étudiants parlent couramment le yoruba.

3. Cadre théorique

La cadre théorique de Nida Eugene (1964) est adoptée par cette recherche. Ses propos, nous les présentons ci-après :

- i. Par cette théorie, le traducteur cherche transmettre le message du texte original d'une manière que le texte cible. Il doit transmettre le vouloir dire de l'auteur et non, pas le texte physique ;
- ii. Le traducteur peut avoir recours à l'équivalence dynamique surtout quand les deux langues de travail sont tout à fait différentes, ayant des cultures dissemblable et l'une ayant des mots, des concepts et des expressions qui n'existent pas dans l'autre afin de faire promouvoir la lisibilité et la compréhension du texte source et de transmettre le sens exacte ;
- iii. Cette théorie cherche à transmettre le sens du texte original en évitant l'usage des mots étrangers, des terminologies et des vocabulaires difficiles aux lecteurs cibles.

4. Les Aspects linguistiques en traduction

C'est actuellement un fait établi et une vérité universelle de dire que la conjonction entre linguistique et traduction est pleinement réalisée car, comme le dit Mounin :

les linguistes ont pris conscience du fait que les problèmes posés par la traduction sont de leur compétence, et les usagers de la traduction prennent de plus en plus conscience du fait qu'il est utopique de penser résoudre ces problèmes sans le secours de la linguistique (1963 :66).

Dans le même ordre d'idée, il est courant de trouver, notamment dans le monde universitaire, des filières jumelant linguistique et traduction d'une part, linguistique, traduction et terminologie d'autre part et l'on peut se demander pourquoi un tel jumelage. Cette question semble trouver sa réponse dans le fait que l'art de la traduction pose depuis fort longtemps des problèmes que seule la linguistique semble en mesure de résoudre scientifiquement : problèmes de sémantique ou de lexicologie, de mot à mot, d'intraduisibilité, de polysémie, de vocabulaire techniques, d'idiotismes, de contexte, de syntaxe, etc., autant de problèmes reconnus propres à la traduction (notre propre expérience dans l'enseignement et la pratique de la traduction nous l'a démontré) et auxquels la linguistique apporte des solutions on ne peut plus acceptables.

D'abord, identifions les problèmes linguistiques en traduction :

- (i) Sémantiquement, penser, du sens d'un texte d'une langue à une autre ;
- (ii) Faire le mot à mot, c'est-à-dire traduire littéralement à tout va ;
- (iii) Les acceptations d'un mot dans une langue ne coïncident pas forcément avec celles du même mot dans une autre langue ;
- (iv) Une réalité non linguistique est désignée par un mot dans une langue, mais par un groupe de mots dans une autre langue ;
- (v) Les structures syntaxiques différentes d'une langue à l'autre ;
- (vi) Des mots ou expressions dits intraduisibles ;
- (vii) La stylistique différente d'une langue à l'autre.

Ensuite, voyons en quoi ces aspects sont-ils réellement des problèmes en traduction. Comme le soulignent Vinay et Darbelnet, « *le traducteur...part du sens et effectue toutes les opérations à l'intérieur du domaine sémantique* » (1958 : 37). Or, pour Saussure :

le sens d'un mot dépend étroitement de l'existence ou de l'inexistence de tous les autres mots qui touchent ou peuvent toucher la réalité désignée par ce mot: par exemple, le sens du mot **redouter** se voit délimité par l'existence d'autres tels que craindre, avoir peur, etc...dont l'ensemble forme, non pas un inventaire par addition, mais un système, c'est-à-dire une espèce de filet dont toutes les mailles sémantiques sont inter dépendantes. Si l'on déforme une maille, toutes les autres se déforment par contrecoup...(1960 : 98).

Et le traducteur, étant non linguiste, n'est pas conscient de ce fait néanmoins significatif. De là, le problème de la traduction mot pour mot, qui n'a jamais pu fonctionner de façon satisfaisante et ce, pour la simple raison que les mots n'ont pas forcément la même surface conceptuelle dans des langues différentes. Tel est le cas avec l'exemple de la traduction des mots français boire, consommer, déguster, par mu en yoruba, ou par drink, take, taste en anglais (on remarquera que les trois concepts différents du même mot en français comme en anglais sont exprimés avec un seul terme lexical en yoruba).

Au niveau des réalités non linguistiques, on sait maintenant que chaque langue a des mots spécifiques pour les désigner, car ces réalités constituent la civilisation et la culture de ladite langue; une autre langue qui ne partage pas les mêmes réalités ne peut guère disposer de mots spécifiques équivalents. Par exemple, les yoruba du Nigéria et du Bénin, en Afrique occidentale ont un seul terme pour désigner la couleur *noire*, tandis que le français et l'anglais en ont des variantes de la même couleur. De même, la langue yoruba ne conçoit en

général que trois couleurs - noir, rouge et blanc - alors que le français et l'anglais en conçoivent des centaines. En terme de traduction, les difficultés proviennent dans ces cas de l'impossibilité de traduire les termes des couleurs existantes du français et/ou de l'anglais vers le yoruba; dans le jargon de l'opération traduisant, on parle de l'«intraduisible » de ces termes, des 2 langues européennes à la langue africaine considérée. Cette intraduisible nait, non pas de la *richesse des dites langues européennes par opposition à la pauvreté des langues africaines* (ce qui serait subjectif et intuitif), mais plutôt de la différence de civilisation et de culture. D'autre part, une même réalité linguistique est désignée par un mot dans une langue, mais par un groupe de mots dans une autre langue, comme le montrent les quelques exemples suivants tirés des exercices divers des étudiants :

Français	Anglais	Yoruba
Vert (1)	green (1)	o lomiewe (3)
Boucher (1)	butcher (1)	a lapa ta (3)
Ecrire(1)	to write (2)	koiwe (2)
Courir (1)	to run (2)	sa ere (2)
Être impuissant ff)	to be impotent (3)	kura(1)
Dépeche-toi! (2)	hurry up! (2)	yara/sira(1).

(1 = un mot; 2 = deux mots; 3 - trois mots).

5. Problèmes linguistiques

Syntaxiquement, chaque langue a son modèle structural différent de celui d'une autre; tandis que l'une est statique, nominalisant un procès, l'autre est dynamique, du fait qu'elle exprime un état par un verbe. Ainsi, *j'ai mal à la tête* du français et *I have headache* de l'anglais passent difficilement traduits en yoruba qui exprime le même état par *orinfomi* (littéralement *la tête me martèle*). De même, les expressions *j'ai faim* du français, par rapport à *I am hungry* de l'anglais et *àebimpa mi* (littéralement *la faim me tue*) du yoruba ne présentent aucun parallélisme structural.

Stylistiquement parlant, c'est un fait que des langues différentes expriment par des structures linguistiques différentes un même fait physique invariable, ce qui prouve, selon Harris (cité par Mounin) que «la structure de telle ou telle langue ne se conforme pas, a beaucoup d'égards, à la structure du monde physique [...], c'est-à-dire à la structure de l'expérience objective d'où [une autre] tire vraisemblablement [ses] significations » (p.54). Il s'en suit une difficulté, voire une impossibilité à traduire une expression formulée selon la structure de l'expérience objective d'une langue vers une autre.

En yoruba, une langue africaine dont le peuple est fortement imprégné de la culture traditionnelle, les situations représentées dans les trois expressions en langues européennes sont quasi inexistantes. Pour traduire alors ces mêmes expressions en yoruba, on ne peut que recourir à une équivalence de situations, d'où on a respectivement: *otutu mu ju* (= il fait trop froid); *kiomodele*(= saluer sa fille en faisant l'éloge de sa lignée familiale); *dobaleki baba re*(= se prosterner pour saluer son père). Les situations que l'on a ici montrent tout simplement qu'en yoruba, on ne connaît guère la neige, de même que culturellement, *embrasser tendrement sa fille* et *serrer la main à son père* relèvent du tabou.

6. Les aspects extralinguistiques de la traduction

Le terme '*extralinguistique* s'applique à tout ce qui ne ressort pas de la linguistique, même si tout est exprimé par et dans la langue.

Nous distinguons dans cet article plusieurs aspects dits extralinguistiques à savoir :

- (a) *culturel*: en théorie de la traduction, bon nombre de linguistes ont souligné à toute occasion qui se présente, le rôle ne peut plus important que jouent les paramètres culturels en traduction. Il serait peut-être opportun de rappeler ici quelques affirmations des linguistes à cet égard ;
- Mounin (1976) affirmait que : « pour traduire une langue étrangère, il faut remplir deux conditions dont chacune est nécessaire et dont aucune en soi n'est suffisante: étudier la langue étrangère; étudier l'orthographe (la culture) de la communauté dont cette langue traduite est l'expression. Nulle traduction n'est totalement adéquate si cette double condition n'est pas satisfaite » (1963 :236) ;
 - Lederer (1972)avoue qu'en traduction, les seules connaissances (aspects) linguistiques ne suffisent pas; il faut y ajouter les connaissances extralinguistiques (aspects culturels et autres) qui, selon elle, « .. servent à '[traduire] la signification des mots et des phrases, pour en retirer un sens. Plus ces connaissances sont étendues, plus le sens de l'énoncé prend de précision, et donc plus aisé à traduire » ;
 - Cordonnier, J. L., dans son article intitulé 'Aspects culturels de la traduction : quelques notions clés' (2002), va plus loin en disant qu'il est naturellement souhaitable de faire appel également à d'autres sciences humaines pour travailler à une traductologie aux multiples facettes, pensant en particulier à la littérature, à l'histoire, aux sciences du langage, à l'anthropologie, à la sociologie, à la psychanalyse, à la

philosophie. Aussi Cordonnier prône-t-il une archéologie de la traduction et une pratique située dans le cadre d'une éthique ;

- Meschonic H. (cité par Cordonnier) forgea dans les années 70 le concept de 'langue culture' selon lequel «une langue et sa culture forment un tout indissociable ». Ce spécialiste veut qu'on pense la traduction dans un vaste cadre culturel comprenant l'histoire, la littérature, le langage et la politique.

Autant d'observations que nous-même avons pu confirmer au cours des années d'expérience dans la pratique de la traduction, Il s'avère nécessaire de préciser à ce niveau qu'il s'agit dans tout cela surtout de la traduction de la langue anglaise vers celle française et vice-versa. Le problème est plus profond lorsqu'il s'agit de la traduction de l'une quelconque des deux langues européennes vers une langue africaine, en l'occurrence le yoruba.

Avant d'aller plus loin, l'on peut se demander pourquoi cette emphase sur l'aspect culturel de la traduction? D'abord, comment définit-on le mot culture dans le contexte de cet article? Nous partageons la définition donnée par Diki-Kidiri, selon laquelle : « ... la culture [est] l'ensemble des expériences vécues, des productions réalisées et des connaissances générées par une communauté humaine vivant dans un espace à une même époque [...]. C'est donc un microcosme qui peut paraître étrange de l'extérieur, mais qui est *totalitairement* cohérent de l'intérieur, car elle régit de façon absolue, la totalité du rapport de l'homme à l'existant, et donc sa vision du monde » (2000).

Les exemples qui suivent révèlent l'importance des faits culturels en traduction; ici la traduction de l'anglais vers le français ou vice-versa ne pose absolument aucun problème, étant déjà bien établie. L'intérêt est beaucoup plus porté sur la traduction d'une langue africaine, par exemple le yoruba, vers ces deux langues européennes.

Yoruba	Français	Anglais
1. ekaaro	bonjour	good morning
2. ebami ire	bon appetit	-
3. mobayin ire	-	-
4. teninteni	-	-
5. ohuntaawif'ogbologbongbo	-	-
6. odabamo	-	-
7. akura	-	impotent
8. oro	-	-
9. amala	-	-
10. iyan	igname pilé	pounded yam

11. ewedu	-	-
12. ila	gombo	okro
13. eba	-	-
14. gari	-	-
15. oguro	vin de palme	palm wine
16. aluko lo losun	-	-
17. ifa	-	-
18. opele	-	-
19. setutu	-	sacrifice
20.ebooda	-	-

De ce lexique de vingt termes qui caractérisent la culture yoruba, au dessus seulement cinq trouvent plus ou moins leurs équivalences en français comme en anglais, les autres (-) n'y existant pas. La raison de ces lacunes est liée au fait que tous ces mots ou expressions sont bien conceptuels et conceptualisés dans la culture yoruba, mais ne le sont guère dans les deux langues européennes. Evidemment, il en sera de même pour des termes bien conceptuels en anglais et/ou en français dont la traduction en yoruba n'aurait pas le même sens, voire serait impossible à faire, tout simplement parce que cette langue africaine ne peut guère les conceptualiser. Quelques exemples:

Français	Anglais	Yoruba
1. bon appetit	-	E bami ire
2. pause-cafe	tea break	-
3. brun	brown	-
4. technologie	technology	imọ ẹrọ
5. hiver	winter	-
6. printemps	spring	-
7. été	summer	-
8. automne	autumn/fall	-
9. neige	snow	yinyin
10. embracer	to embrace	-
11. donner un baiser	to kiss	-,

b) **social**: l'aspect social dans ce contexte réfère à ce qui sociologiquement et anthropologiquement caractérise une société donnée; ceci inclut : l'humour, le jeu de mots, les blagues, les gestes, l'appellation des êtres humains et des choses. Que signifient tous ces mots-clés?

- **normes** : ce mot au pluriel désigne les relations familiales et bien établies ainsi que les usages sociaux caractéristiques de la société. Dans le contexte du présent article, nous regroupons sous 'normes', l'humour, le jeu de mots, les

blagues, les gestes, les croyances et les valeurs, les rites, le mode de vie, le comportement, l'éthique, etc ;

- *humour* : l'humour, tout comme le jeu de mots et la blague, peut-être défini comme étant l'expression d'une idée qui fait rire ou sourire. Étant donné que nous avons à travers le monde entier des sociétés culturellement différentes les unes des autres, il est évident que l'humour, le jeu de mots et la blague seront tout aussi différents et variés d'une société à l'autre. Par exemple, des remarques qui peuvent faire éclater de rire en Anglais britannique vont passer plats, voire inaperçus chez un Américain ou Un Australien, et vice-versa. Il en serait de même des plaisanteries qui passeraient bien dans une société européenne, mais qui n'obtiendraient que des mines renfrognées chez des Africains. La raison en est qu'il s'agit d'un aspect profondément ancré dans la culture des sociétés concernées. Et, comme le dit Whorf :

“... the intertwining of formal linguistic features and socio-cultural elements contained in a joke is often so specific to a single language community that, beyond its frontiers, the joke is unlikely to succeed” (1956:69).

Dans le même ordre d'idée, Chiaro affirme que le concept même d'humour paraît s'entourer de frontières linguistique, géographique, diachronique, socioculturelle, voire personnelle et que, par conséquent : «...when a comic situation- is too culture-specific, it will not be seen as amusing outside the culture of origin » (1992).

Compte tenu de cette réalité, est-il alors vraiment possible de traduire l'humour, le jeu de mots, la blague ou plaisanterie d'une langue source vers une langue cible? D'une part, toutes ces expressions - humour, jeu de mots, blague, etc.- sont basées sur un circuit de communication comportant des codes et des signes linguistiques et non linguistiques, voire métalinguistiques inhérents; tandis que leurs 'dénotations peuvent être plus ou moins traduites, leurs connotations ne peuvent guère l'être, du fait qu'elles résistent au processus d'exportation.

D'autre part, pour Laurian (1989), 'tenter de traduire une blague d'une langue à une autre reviendrait à commettre l'assassinat de blague car, selon elle, pour faire passer ladite blague dans ce cas, 'il faudra adjoindre des explications, une introduction éclairante ou des notes de bas de page', ce qui déformerait le concept d'origine. Whorf (op.cit.) est également de cet avis; en effet, d'après lui :

Anyone who has ever tried to translate an English joke into another language will know that it is no easy task. No matter how well the translator knows the target language, cultural references and polysemous items may well involve them in longwinded explanations, after which the recipient rarely reacts with

a laugh. Similarly, when a joke in a foreign language is translated into English, results tend to be equally disastrous.

Jokes, it would seem, travel badly [...] No two languages are ever sufficiently similar to be considered as representing the same social reality. The worlds in which different societies live are distinct worlds, not merely the same world with different labels attached" (1956: 69).

Que faire alors pour la traduction de l'humour et des blagues? A cette question, Laurian (op.cit.) répond qu'il faut d'abord une compréhension effective de ces aspects socioculturels et ce, sur la base des connaissances communes à la source et à la cible. Selon cette experte en traduction, ces connaissances communes constituent des présupposés cognitifs des situations de traduction classées ici en huit catégories:

- 1^{ère} catégorie : les références précises des mots (en particulier pour les langues ou les références extralinguistiques de l'une sont inexistantes pour l'autre);
- 2^{ème} catégorie : les connotations précises des mots (et en particulier dans les cas où les connotations liées à une référence pour une langue n'ont rien de commun avec celles liées à la référence correspondante de l'autre langue);
- 3^{ème} catégorie : les homonymies, ambiguïté et doubles sémantismes de chaque langue;
- 4^{ème} catégorie : la perception des ressemblances phoniques;
- 5^{ème} catégorie : les mentalités, les comportements et les traits psychologiques propres ou données pour propres à un groupe linguistique;
- 6^{ème} catégorie : les types de textes, types de styles, types de publications propres à un groupe linguistique;
- 7^{ème} catégorie: les valeurs (morales, religieuses, scientifiques, etc.) qui imprègnent les locuteurs d'une langue;
- 8^{ème} catégorie: l'environnement social, politique, économique, d'un groupe linguistique (actualité et histoire).

A tout cela, nous ajoutons deux autres connaissances non moins importantes qui constitueraient les 9^{ème} et 10^{ème} catégories; il s'agit respectivement des particularités grammaticales (notamment morpho-syntaxiques) de chacune des langues en présence et des implicites langagiers (en particulier les paraboles, les proverbes et autres incantations) qui sont très courants, notamment dans les langues africaines. De même, la 10^{ème} catégorie doit inclure les croyances et les rites qui sont fondamentalement porteuses de

sens dans certaines langues (celles africaines par exemple), mais dépassent l'entendement humain dans d'autres (les langues européennes en l'occurrence).

Inutile de préciser à ce niveau que le traducteur professionnel doit systématiquement faire siens tous ces présupposés cognitifs.

7. Comment résoudre tous ces problèmes extralinguistiques?

Les problèmes extralinguistiques pourraient être résolus par le biais de l'enseignement lors de la formation des traducteurs. A cette fin, nous proposons une activité pédagogique à trois étapes:

- 1^{ère} étape : bien déterminer les langues de travail (anglais et français par exemple) plus une langue africaine et ce, bien évidemment en fonction des besoins;
- 2^{ème} étape : établir dans les trois langues ainsi choisies un corpus :
 - (a) de faits et d'objets socioculturels courants ;
 - (b) de blagues, de plaisanteries, de jeux de mots couramment utilisés ;
 - (c) d'un éventail important de valeurs et de croyances spécifiques.

D'autres activités socio-culturelles (théâtre, diverses cérémonies et autres festivals), la presse (électronique et écrite), la littérature, etc., pourraient jouer ici un rôle déterminant;

- 3^{ème} étape : faire régulièrement des exercices pratiques de traduction mettant en avant tous ces aspects extralinguistiques; ceci devra absolument s'accompagner d'un bain linguistique et culturel.

Ces étapes, une fois fidèlement et systématiquement suivies, devront permettre aux traducteurs, notamment ceux en herbe, non seulement d'acquérir un vocabulaire adéquat, mais aussi et surtout d'être sensibles aux façons dont chaque peuple appréhende les êtres et les choses.

Conclusion

Cet article définit clairement les problèmes que posent tant à l'enseignement et à l'apprentissage qu'à la pratique même de la traduction, les aspects linguistiques (relevant de la langue) et les aspects extralinguistiques (ne relevant pas de la langue en tant que telle). Il n'en demeure pas moins que ces deux aspects sont indissociables dans la réalité de l'opération traduisant, les premiers servant de véhicule aux seconds pour leur donner leur pleine signification. Ces problèmes qui vont des réalités linguistiques (sémantique, stylistique, structures syntaxiques, etc.) à celles non linguistiques (en l'occurrence socioculturelles) ne peuvent être résolus, du

moins selon notre analyse, que par la connaissance on ne peut plus approfondir de la langue, mais également par une espèce de bain socio-culturel et ce, dès la formation des traducteurs en vue d'une réelle professionnalisation du métier. Tout ceci atténuera de beaucoup, nous l'espérons, les difficultés qui semblent inhérentes à l'art même de la traduction.

Références

- Chiaro, D. (1992) : *The language of jokes : analysing verbal play*: London: Routledge.
- Cordonnier, J-L. (1995): *Traduction et Culture*; CREDIT, Paris: Hatier-Didier, Collection LAL.
- Cordonnier, J-L. (2002): 'Aspects culturels de la traduction : quelques notions des', *META*, Journal des Traducteurs et Organe d'information et de recherche dans les domaines de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation, Vol. 47, No. 1 (mars), pp. 38-50.
- Diki-Kidiri, M. (2000): 'Terminologie européenne et terminologie africaines: éléments de comparaison', *Réseau International Francophone d'Aménagement Linguistique (RIPAL)*, No. 21 (juin), pp. 32-38.
- Diot, R. (1989) : "Humour for intellectuals : can it be exported or translated?" The case of Gary Trudeau's *In Search of Reagan's Brain*", *META*, Vol. 34, No. 1 (mars), pp. 84-87.
- Harris, Z.S. (1954): "Distributional Structure", *WORD*, Nos. 2-3, pp. 146-162.
- Laurian, A-M (1989): "Humour et traduction au contact des cultures", *META*, Vol. 34, No. 1 (mars), pp. 5-14.
- Meschonnic, H. (1973)'. *Pour la poétique II*. Paris; Gallimard.
- Mounin, G. (1963) : *Les Problèmes Théoriques de la Traduction*. Paris: Gallimard, Collection TELL, No. 5.
- Mounin, G. (1976): *Linguistique et Traduction*. Bruxelles : Dessart et Mardaga.
- Nida E.A (1964). *Toward a science of translating*, Brill, Leyde.
- Saussure, F. de (1960) : *Cours de Linguistique Générale*. Paris :Payot
- Seleskovitch, D. & Lederer, M. (1986): *Interpréter pour Traduire*. Publication de la Sorbonne, Paris : Didier Erudition.
- Vinay, J-P. & Darbelnet, J. (1958): *La Stylistique Comparée du français et de l'anglais*. Paris: Didier.
- Whorf, B.L. (1956): *Language, Thought and Reality* (selected writings), Carroll, J.B. (ed.), Cambridge, Mass., MIT Press.

ANALYSE LEXICO-SEMANTIQUE ET SOCIOLINGUISTIQUE DES PARLERS JEUNES URBAINS : REGARD CROISE DE OUAGADOUGOU À LOME

Bernard KABORE

Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
kabernardo2@yahoo.fr

&

Palakyém MOUZOU

Université de Kara (Togo)
stephenmouzou@yahoo.fr

Résumé

La langue est un produit social qui n'est pas à l'abri des facteurs comme le temps, l'espace et le groupe social. Ainsi constate-t-on que les langues en présence dans un espace donné sont sujettes à des variations diverses. Cela est perceptible en milieu urbain qui fait faire aux locuteurs des langues. Ce phénomène d'émergence de "nouveaux parlers" est plus accentué chez les jeunes dont les pratiques langagières sont faites d'appropriation des langues de leur milieu comme pour célébrer une rencontre interculturelle et montrer une dissolution d'identités hétérogènes pour une identité commune par la langue. L'objet de la présente réflexion est de faire une analyse lexicosémantique de ces parlers d'une part et, d'autre part, une analyse sociolinguistique. Nous allons nous intéresser également aux procédés argotiques et rhétoriques de ces parlers, les significations y associées, leurs fonctions voire le statut sociolinguistique desdits parlers.

Mots-clés : *analyse lexicosémantique, sociolinguistique, parlers des jeunes urbains.*

Abstract

Language is a social product which is not without the influence of factors such as time, space, and social group. As a result, languages present in a given space are subject to various variations. This is noticeable in urban area that makes language speakers develop new languages. The phenomenon of "new languages" occurs more with the youth whose language practices are made of their appropriation of the languages in their environment as to celebrate intercultural encounter and show dissolution of identities in favour of a common language. This investigation seeks to carry out a lexico-semantic and sociolinguistic analysis of these "languages". We are also going to look at the slangy and rhetorical procedures of these "languages", and their associated meanings, as well as the sociolinguistic status of the said languages.

Keywords: *lexico-semantic analysis, sociolinguistics, urban youth languages.*

Introduction

La langue est un produit social soumis aux facteurs extérieurs comme le temps, l'espace et le groupe social. En effet, il est loisible de constater des variations sur les langues surtout celles de grande portée communicative. Cette variation est une réalité tangible dans nos milieux urbains ; en plus, elle est l'apanage des jeunes dont le parler présente bien des singularités par

rapport à celui d'autres locuteurs. A titre illustratif, il nous est servi des expressions comme "yaawisdu" c'est difficile", caillou " "difficile ; "gamateur" "menteur", etc.

Ces expressions vont au-delà de leur sens dénoté comportant donc des glissements de sens non accessibles à tous, ; d'où l'intérêt de la présente réflexion intitulée « Analyse lexicosémantique et sociolinguistique des parlers jeunes urbains : regard croisé de Ouagadougou à Lomé ».

Nous voulons montrer de façon générale, qu'en milieu urbain, la langue comme l'habillement est devenu un fait distinctif chez les jeunes. L'on assiste de ce fait à l'émergence d'un parler spécifique à ce groupe social qui se veut comme une dissolution d'identités au profit d'une identité commune par la langue. Les questions qui constituent le fil d'Ariane de cette étude sont les suivantes :

- quels sont les procédés de création lexicale du parler jeune en milieux urbains de Ouagadougou et de Lomé ?
- quelles sont les motivations qui sous-tendent le recours à de telles pratiques linguistiques ?
- les motivations sont-elles les mêmes chez les jeunes dans les deux milieux urbains ?
- comment pouvons-nous caractériser un tel parler sur le plan sociolinguistique ?

A ces questions nous avons émis les hypothèses ci-après :

- les procédés de création utilisés par les jeunes sont divers englobant la néologie formelle et la néologie sémantique ;
- les motivations qui sous-tendent une telle pratique sont d'ordre cryptique et socio-distinctif ;
- les motivations dans les deux villes sont les mêmes ;
- ce type de parler est un parler identitaire interethnique.

La vérification de ces hypothèses a nécessité l'adoption de la démarche méthodologique suivante :

- Constitution des focus groups : nous avons assisté à des débats auprès de notre public cible et avons enregistré leurs conservations.
- Recueil de données par entretien : en vue de vérifier le degré de connaissance des mots ou expression relevés par la technique du focus group, nous avons élaboré un guide d'entretien et recueilli le point de vue des enquêtés sur leur parler.

Quant au choix de nos enquêtés, nous avons pris en compte le caractère multiethnique et la configuration socioculturelle (scolarisés ou non scolarisés).

Au total, nous nous sommes intéressés à quatre (04) groupes de jeunes dans trois (03) secteurs de chaque ville, cadre de notre étude. Les groupes sont constitués pour la plupart d'étudiants, de particuliers et de diplômés évoluant dans le secteur informel, avec un âge dans l'intervalle de dix-huit (18) à trente-cinq (35) ans.

La présente étude se veut transversale. Elle s'intéresse à la lexicologie, à la sémantique et à la sociolinguistique. En ce sens, elle veut dégager les différents procédés de création lexicale et cerner le sens des mots et expressions du parler jeune en milieu urbain ; elle entre également en droite ligne de la sociolinguistique urbaine car, pour emprunter à Moïse (2002, p. 80) sa pensée « la ville fait faire aux langues et aux locuteurs des langues ». Autrement dit, en milieu urbain, les langues se transforment et se créent. Notre travail est organisé de la façon suivante : situation sociolinguistique de Ouagadougou et de Lomé (1), résultats et discussions (2), statut sociolinguistique du parler jeune (3).

1. Situation sociolinguistique de Ouagadougou et de Lomé

De par les langues en présence à Ouagadougou et à Lomé, conformément aux fonctions qu'elles assument, l'on peut les classer en deux (2) pôles : les pôles véhiculaire et grégaire.

1.1. Pôle véhiculaire

Le pôle véhiculaire est constitué par des langues interethniques. A ce niveau, nous avons :

- A Ouagadougou :
 - Le mooré : il est la langue ethnique (des mossés) et langue véhiculaire. Cette véhicularité s'explique par la masse critique de ses locuteurs dans la ville de Ouagadougou, terre des Moosés considérés comme les autoctones de la localité. De ce fait, le mooré constitue un passeport de communication entre des gens d'origines ethniques diverses ;
 - Le dioula : à Ouagadougou, le dioula est présent car il constitue une langue interethnique parlée par des locuteurs venus pour diverses raisons (professionnelles, commerce, etc.). Aussi, la plupart des locuteurs des langues minoritaires qui ont une certaine connaissance du dioula ont recours à celui-ci au détriment du mooré ; cette situation, à y voir de près, pourrait exprimer un refus d'aliénation au modèle dominant dans la ville de Ouagadougou, une sorte d'irrédentisme linguistique ;

- le français : langue officielle du pays, le français se présente aujourd'hui à Ouagadougou comme un symbole de l'urbain, prisé par tous. Contrairement au mooré, véhiculaire du fait du nombre de ses locuteurs. Le français s'impose comme une langue de prestige, d'où à côté de son apprentissage institutionnel, il existe l'apprentissage sur le tas. En effet, le français introduit par les administrateurs coloniaux au Burkina Faso, a été considéré comme langue d'unité nationale dans le pays caractérisé par la multiplicité de ses langues dont le sceau commun est l'oralité ; donc des langues non écrites. En plus, le français est présenté comme le moyen d'ouverture au monde extérieur, notamment occidental. Quant au mooré, il est une langue acquise d'abord en milieu familial et, ensuite en milieu extra-familial pour les besoins de communication.

L'on pourrait donc dire que dans la ville de Ouagadougou, le français et le mooré sont en situation de diglossie véhiculaire compte tenu de leur forte présence dans la sphère communicationnelle et à des niveaux enchevêtrés (niveau familial, extra-familial formel et informel). Seulement le premier est langue officielle de droit et le second de fait ; aussi le français, dans le formel, est écrit et parlé, alors que mooré est seulement parlé.

- A Lomé :

- L'éwé : elle est l'une des trente langues nationales et parlée par 35,85% de la population togolaise (Afeli 2003, p. 118). Avec le kabiyè, elle jouit d'un privilège car, introduites comme langues de communication dans la presse en 1974 et langues d'enseignement en 1975. C'est la langue maternelle de la quasi-totalité et la langue véhiculaire de la totalité du Sud-Togo : elle est parlée comme langue seconde par toutes les communautés ethniques du Sud, surtout sous sa forme gen-mina, qui est le parler dominant de la capitale (Afeli 1992). Au plan national, l'éwé est une langue véhiculaire du Togo avec une forte concentration au sud du pays ;
- Le français : langue officielle du Togo, la langue française est la plus prisée donc la plus parlée. Tout comme à Ouagadougou, le français s'impose à Lomé comme une langue de prestige, d'où à côté de son apprentissage institutionnel, il existe l'apprentissage sur le tas. Elle est la langue d'unité nationale et est marquée par

une variété d'usages dont le sceau commun est l'oralité. En plus, le français est présenté comme le moyen d'ouverture au monde extérieur, notamment occidental. C'est la langue de grande communication nationale.

1.2. Pôle grégaire

Le pôle grégaire est constitué des autres langues, parlées uniquement en famille ou entre des gens du même groupe ethnique dans certains quartiers. Il s'agit donc de langues minoritaires dans les villes de Ouagadougou (san, bissa, gulmancema, fulfuldé, etc.) et de Lomé (kabiyè, aja, ifè, tem, moba, fon, etc.). Dans la capitale togolaise, il est remarquable dans des quartiers comme Agoè-Zongo et Agbalépédo d'entendre plusieurs personnes parler le tem. C'est valable pour le kabiyè à Agoè-Assiyéyé, Adéticopé, etc.

2. Analyse lexico-sémantiques des données

Les données que nous avons recueillies se caractérisent par une absence d'homogénéité. Cela s'explique par le fait qu'il y a autant de vocabulaires particuliers qu'il y a de groupe ; chaque groupe créant son propre parler lié à des événements partagés, à des activités communes. De ce fait, nous n'avons retenu que les mots ou expressions récurrents chez nos enquêtés. Cette section se focalise sur les champs lexicaux couverts par ces données et les procédés de création observés en y incluant les nuances sémantiques suscitées par ces formes de création.

2.1. Champs lexicaux des données

Par champ lexical, nous entendons l'ensemble des mots ou expressions qui désignent une même réalité ou un même secteur. C'est également l'aire de signification couverte par un mot ou un groupe de mots (Dubois 2012, p. 276). Les mots ou expressions du corpus renvoient à différents champs lexicaux dont les plus fréquents sont : nourriture, boisson, pécuniaire, amour, femme, caractères, querelles, toponymes et habillement.

- le champ lexical de la nourriture : kybe "se saouler" », wumane "drogué", joke "manger" à Ouagadougou et pays bas "fond du riz ou du haricot préparé", azõ "haricot", éza "repas ou nourriture", bèter "manger", kouroufa "gari" à Lomé;
- le champ lexical de la boisson : deux doigts "sodabi", kola "boisson locale fabriquée à base de sorgho", tchaps "boisson locale généralement appelé tchakpalo", eau chaude "tea", transfert "alcool" à Lomé;

- le champ lexical pécuniaire : zedo“argent”, do “jeton”, kaanga“dette” à Ouagadougou et djè “argent”, bal “100F”, kpó “25F”, séké ou sé “50F”, chogomé “75F”, kolo ou thou “1000F”, brique ou bâton “million” à Lomé;
- le champ lexical de l’amour : sele“coucher avec une fille”, ils n puki“faire des rapports sexuels” à Ouagadougou et mougou “faire l’amour”, évè“sexe”, botosse/amortisseurs “derrières d’une fille”, adja “bêtizard, infidèle”, zoubi “bisous” à Lomé;
- le champ lexical relatif à la femme : teedo“fesse”, rwane“fille-mère”, p umdi“une fille qui est en forme” à Ouagadougou et mimbo, go“fille”, mimbo choco “jolie/belle fille”, boto “copine”, bouton magique “sein”, zenf “petite amie” à Lomé;
- le champ lexical relatif aux caractères : gamatre“menteur”, dimidimi“fou”, yaaba“professionnel” à Ouagadougou et ézagor“gourmand”, zonouan “fumeur, soulard”, monfo “borné”, oflou “être bête” à Lomé;
- le champ lexical relatif aux querelles : blèm “problème”, slap “gifle”, gnébra “se battre”, buruga “se quereller”, gbéta “coup de tete” à Lomé.
- Le champ lexical relatif aux toponymes : Logone “Lomé”, Raka “Kara”, DapCity “Dapaong”, SokCity “Sokodé”, Moscou “Sotouboua”;
- le champ lexical relatif à l’habillement : gbololó “habit large ou ample”, djobalá “pantalon long et ample”, casse-goudron “chaussures fabriquées à partir de pneus”, agbara “tissu traditionnel pour homme” à Lomé.

Pour chaque champ lexical, la liste peut être rallongée. Ce type de parler recouvre des champs lexicaux variés, brassant quasiment tous les domaines de la vie sociale. Dans leur réalisation, les jeunes font usage de plusieurs procédés de discours qui seront examinés dans la partie suivante.

2.2. Procédés énonciatifs ou de discours

Les données collectées permettent un classement en différents groupes conformément aux procédés énonciatifs ou de discours observés chez les jeunes. Ces procédés, propres à ce type de parler, sont divers. Cette diversité pourrait tenir de la panoplie des thèmes abordés touchant les aspects de la vie sociale (sexe, nourriture, alcool, etc.). Il n’y a, à proprement parlé, pas de nouvelle forme lexicale. Les jeunes font plutôt usage des formes existantes dans différentes langues qu’ils maîtrisent pour faire passer le message entre eux, dissimulant ainsi le sens aux non-initiés. Ces formes sont soit entièrement

prises ou légèrement modifiées dans leur utilisation. Ainsi déterminons-nous minoritairement, ceux argotiques et, majoritairement les procédés rhétoriques.

2.2.1. Procédés argotiques

Comme le définit Dubois (2012, p. 48-49), « *l'argot est un parler social réduit au lexique, de caractère parasite [...], employé dans une couche déterminée de la société qui se veut en opposition avec les autres* ». Les procédés argotiques doublent, avec des valeurs affectives, un vocabulaire existant et ont pour but de n'être compris que par des initiés ou marquer son appartenance à un groupe donné. C'est le propre des parlers qui veulent « tout dire et tout cacher ». Les procédés argotiques observés dans ce corpus sont l'aphérèse, la troncation ou l'apocope, la suffixation parasitaire, la verlanisation et l'emprunt.

2.2.1.1. Aphérèse

L'aphérèse consiste en la suppression d'un phonème, d'une ou de plusieurs syllabes à l'initiale d'un mot. Dans les cas observés dans le parler jeune, il s'agit de la suppression d'une syllabe initiale. L'aphérèse est utilisée tant dans la langue parlée que celle écrite surtout avec les SMS. Cela suppose que les utilisateurs ont une familiarité de ce discours.

Exemples :

Gram(me)	"programme"
Blème	"problème"
Zon	"maison"

Dans ces exemples, "pro-" a été supprimé de programme et de problème ne laissant donc que *gramme* encore orthographié *gram* et *blème* ou encore *blem*. De même, "mai-" a été supprimé de maison ne gardant que *zon*.

2.2.1.2. Apocope

Selon Dubois (2012 : 43), l'apocope « est un changement phonétique qui consiste en la chute d'un ou de plusieurs phonèmes ou syllabes à la fin d'un mot ». Dans le parler jeune et comme on le constate aussi quelques fois dans la langue courante, il sert à créer des mots courts résultant de la troncation de mots plus longs.

Exemples

Chou	"chouchou"
Bro	"brother"

Mani	“manière”
Taw ←Thou	“thousand”
Kpó	“kpóno ² ”
Kal ou Cal	“caleçon”

Dans la graphie des apocopés, les jeunes utilisent tant la transcription orthographique comme c’est le cas dans *chou*, *bro*, *mani* et *kpo* que la transcription phonétique comme dans *taw* et *kal*.

2.2.1.3. Suffixation parasitaire

La suffixation parasitaire consiste à adjoindre un suffixe quelconque à une base lexicale ou un radical. Les suffixes utilisés par les jeunes sont « -o », « -to » et « -mè ».

Exemples :

Corpo	“corps”
Dico	“dictionnaire”
Exo	“exercice”
Tèto	“tête”
Hancho	“hanche”
Fèssò	“fesses”
Textò	“texte ou sms”
Pato	“pâte ou tô”
Viando	“viande”
Seinto	“seins”
Painto	“pain”
Rimè	“riz”

Pour certains mots, le passage par l’apocope est obligatoire comme dans *dico* de dictionnaire ou *exo* de exercice. Mais, ce n’est pas toujours le cas pour tous les mots. Dans *corpo* par exemple, il a fallu adjoindre directement le suffixe « -o » à corps, réalisé [kɔʁ] sans passer par l’apocope. Il s’agit du même phénomène pour *hancho* et *fesso* qui ont adjoint le suffixe « -o » respectivement à *hanche* [hãʃ] pour obtenir *hancho* [hãʃo] et à *fesse* [fɛs] pour obtenir *fesso* [fɛso].

La suffixation parasitaire a concerné également les suffixes « -to » et « -mè » qui ont été ajoutés à *pain* et *sein* pour le premier afin d’obtenir *painto*[pɛto] et *seinto*[sɛto] puis à *riz* pour le second afin d’obtenir *rimè* [rimɛ].

²Kpóno est un mot éwé qui désigne 25F CFA.

Cette adjonction a été sollicitée par les locuteurs pour des raisons de snobisme et de repli identitaire.

2.2.1.4. Verlanisation

La verlanisation est l'un des procédés argotiques qui consiste à intervertir des sons ou des syllabes de certains termes. Le résultat de ce procédé donne le verlan. Tel qu'il se présente dans les groupes auditionnés, il s'agit essentiellement d'une interversion phonique et est utilisé comme tel dans leurs correspondances par messagerie.

Exemples :

Zeko	“causer”
Zepo	“poser”
Vocère	“cerveau”
Tomo	“moto”
Pocha	“chapeau”
Raka	“Kara”
Zarbi	“bizarre”
Louja	“jaloux”
Tisbè	“bêtise”
Téko	“côté”
Sépa	“passé”
Mifa	“famille”
Zoubi	“bisous”
Zéga	“gâzé”

L'observation des données recueillies nous permet d'affirmer que les jeunes enquêtés utilisent ce procédé majoritairement pour les dissyllabes dont le schème morphologique est CVCV. Les jeunes utilisent essentiellement la transcription phonétique lorsqu'il s'agit du verlan.

2.2.1.5. Emprunt

L'emprunt est l'un des phénomènes lié au contact des langues. Il est défini par Loubier (2001, p. 21) comme « *le procédé par lequel les utilisateurs d'une langue adoptent intégralement, ou partiellement, une unité ou un trait linguistique (phonologique, lexical, sémantique, syntaxique, etc.) d'une autre langue* ». De façon générale, l'emprunt est utilisé pour combler des vides terminologiques mais, selon le corpus obtenu, les jeunes dans leur parler l'utilisent juste par snobisme et surtout pour cacher le sens de leurs conversations aux non-initiés.

Cool	“bien”	Saba	“coup de pied”
Team	“groupe”	Kôrô	“frère ou soeur plus agé(e)”
Phone	“téléphone”	Dôgô	“frère ou soeur moins agé(e)”
Display	“faire le show”	Suudi	“saluer en formant le poing”
Gbangban	“célébrer une joie”	Dimidimi	“fou peu équilibré mentalement”
Djè	“argent”		
Dra	“problème”		

Les termes sont empruntés à l’anglais (cool, team, phone, display...), au baoulé de la Côte d’Ivoire (djè, gbangban, dra...), au mooré (saba, ...), au dioula (kôrô, dôgô, ...), et au français (suudi, dimidimi). Ces deux derniers mots, empruntés au français et utilisés par les groupes de jeunes de Ouagadougou proviennent respectivement de « souder » et de « demi-demi ». Ils illustrent le phénomène de *relexification exogène* pour reprendre les termes de Calvet (1999 : 45). C’est en effet « le changement de la forme phonétique des signes lorsque le nouveau signifiant vient d’une autre langue ».

2.2.1.6. Abréviation

L’abréviation consiste à retrancher des lettres dans un mot ou une suite de mots à des fins d’économie de temps et d’espace. Il est généralement distingué une abréviation syntaxique et une abréviation lexicale. Cette étude étant d’orientation lexicosémantique, nous nous intéressons donc à l’abréviation lexicale qui consiste à tronquer une partie d’un mot.

Exemples :

bb	“bébé → chéri(e)”
cv	“ça va”
jtp	“je t’en prie”
jvp	“je vous en prie”
pp	“photo de profile”
stp	“s’il te plaît”
svp	“s’il vous plaît”
mdr	“mort de rire”
rstp	“réponds, s’il te plaît”

Ces abréviations illustrent encore une fois le caractère identitaire des parlars jeunes. C'est essentiellement le langage utilisé par les jeunes surtout dans leurs conversations par messagerie. Cela reflète bien entendu le souci d'économiser car, dépendants généralement des parents, ils n'ont pas assez de moyens pour s'appeler constamment. Le procédé utilisé est de tronquer le mot juste après la première lettre.

2.2.1.7. Hybridation

Ces mots et expressions sont formés à partir du mooré et du français ou encore du mooré et de l'anglais. Pour le premier cas, on a *dik/depaare* qui veut dire "brusquer quelqu'un", *Yaa/sors* "c'est impossible". En ce qui concerne les mots hybrides mooré/anglais, nous avons relevé un seul cas : *wuman*. Il s'agit d'une composition par le phénomène de l'apocope. En effet, une réécriture nous donnerait *wuge+man* c'est-à-dire "drogué". Il y a dans le corpus d'autres mots hybrides dont la formation est plus complexe. Dans le cas de notre corpus, il s'agit de création lexicale à partir de suffixes du français ; initialement, ces suffixes sont :

- Eur dans *gamataire* "menteur", *vunumataire* "handicapé physique" ;
- Age dans *gariase* "nourriture".

A travers ces exemples, on note une déformation phonétique de consonnes et de voyelles pour se conformer aux sons du mooré. Ainsi le son [z], alvéolaire sonore, devient [s] alvéolaire sourde. De même, la voyelle [œ] devient palatale. Nous pouvons donc parler à la suite de Calvet (1999, p. 45) de *relexification endogène*.

Au regard de ce qui précède, l'on remarque que le phénomène de contact de langues n'est pas sans impact sur la variation intralinguistique. En effet, le mooré, langue à classes, a ses suffixes propres ; mais dans ce parler, les locuteurs ont recours au français dans la formation de leurs lexies. Cela est dû au statut de ces locuteurs qui sont, pour la plupart soit des locuteurs légitimes du français (élève, étudiants, travailleurs...) soit des locuteurs occasionnels de ladite langue et ayant un niveau de scolarisation peu avancé.

2.2.2. Procédés rhétoriques

Encore appelés procédés stylistiques, les procédés rhétoriques ne sont rien d'autres que les figures de styles utilisées dans l'énonciation ou la production de discours. Ils sont réputés en tournures de styles dans le but de dissimuler ou de rendre explicite un message. Tout se joue sur le sens du message. Mais en plus, les procédés rhétoriques ont la capacité de rendre compte de l'éloquence de leurs utilisateurs. A la lumière du corpus, l'un des

faits explicatifs résiderait à l'intentionnalité qui caractérise ce type de parler. Autrement dit, il s'agit d'un type de parler délibéré pour signifier dans des circonstances et des situations différentes de la communication. Nous pouvons, au regard des données, relever la métaphore et le transfert de sens.

2.2.2.1 Métaphorisation

Il s'agit d'un procédé par lequel on transporte la signification propre d'un mot à une autre signification qui ne lui convient qu'en vertu d'une analogie, d'une comparaison sous entendue. Autrement dit, la métaphore participe d'une modification par translation qui est un procédé permettant d'atténuer l'expression d'une réalité, dure ou indécente.

Exemples :

Relief	“pâte d'hier”
Deux doigts	“sodabi”
Brique	“million”
Cerveau	“idée, nouvelle”
Pays bas	“vagin”
Tempo	“du calme”
Cola	“boisson locale alcoolisée”

Dans les milieux jeunes, ce procédé permet en outre de masquer le sens à ceux qui ne sont pas du groupe. Au plan sémantique et comme le précise Dubois (1982, p. 106), « *cette modification résulte de la conjonction des deux opérations de base : addition et suppression de sèmes* ». Une analyse approfondie permet de constater qu'entre le mot utilisé et le sens qu'il désigne, il existe une intersection sémique. En guise d'exemples, entre *brique* et la glose *million*, l'intersection sémique est la « valeur » ou encore le « poids ». En effet, c'est le sème commun qui permet de métaphoriser. Il en est de même pour *pays bas* et sa glose *vagin*. Le sème commun est « partie » ou « contrée » généralement séparée.

2.2.2.3 Transfert de sens

Il s'agit d'une modification de la dénotation. Celle-ci peut être considérée comme l'élément invariant en objectif de la signification d'une lexie par opposition à la connotation qui renvoie à des significations variables, secondaires, subjectives de cette lexie. Dans Mouzou (2015, p. 307), il est déjà évoqué le fait que ce procédé sémantique « *consiste à faire passer un terme d'un domaine à un autre sans changement morphologique, le rendant ainsi polysémique*

dans la langue et monosémique dans le domaine [d'utilisation]. La nature de son sémantisme n'est déterminée dans ce cas que par la nature du complément ou du contexte entier. ». On quitte ainsi d'un sens premier à un sens second. Le transfert de sens peut s'accompagner, dans certains cas, de changement de classe grammaticale ou se doubler de métaphore. Par exemple, en mooré, *kanga* est un substantif et, dans ce type de parler il a un emploi adjectival. Nous entendrons couramment dire *viimayaakangace* qui signifie « la vie est dure », il en est de même de *robre* dans un énoncé comme *birobe* « un enfant idiot ». De même, nous pouvons citer *booge*, « fondre » comme sens dénotatif et « avoir peur » dans le parler des jeunes ; *bukedont* le premier sens est « ramollir » va désigner « devenir sage » dans le parler des jeunes.

Au Togo, *négro* dont le sens dénotatif est « nègre », c'est-à-dire « personne de race noire » est utilisé dans les milieux jeunes pour désigner « frère ». En mina, éwé véhicularisé, *vodouá* qui signifie « homme/femme fort(e) » dans le parler jeune désigne en fait « fétiche » dans la langue ordinaire.

3. Statut sociolinguistique de parlers jeunes

Définir le statut d'un parler qui n'est pas reconnu au niveau officiel n'est pas chose aisée au regard de l'ambiguïté et de la complexité des outils d'appréciation. Il s'agira essentiellement de relever les motivations d'un tel parler et de dégager la représentation de ce parler pour la communauté qui le pratique.

3.1. Motivations relatives à l'usage du parler

En vue de caractériser ce parler sur le plan sociolinguistique, nous allons d'abord voir quelles sont les fonctions qui sous-tendent l'usage de ce type de parler. A cet effet, nous avons posé à nos enquêtés les questions suivantes.

- Pourquoi utilisez-vous ce type de parler ?
- Dans quelles circonstances ?
- Est-ce une façon de vous distinguer des autres locuteurs?
- Nous avons recueilli les réponses ci-après de quelques enquêtés, à Ouagadougou comme à Lomé :
- "on les utilise pour ne pas se faire comprendre par tous"
- "dans le grin avec les camarades"
- "non, c'est juste une façon de coder le message"
- "pour faire passer un message entre amis"
- "avec les amis du grin"
- "non juste une façon de s'exprimer à travers des codes "

- "pour faire passer une information codée"
- "avec des camarades, des amis"
- "non, juste une façon de s'exprimer à travers des codes"
- "pour communiquer. Mais pour ne pas choquer des personnes en utilisant les termes" "qui conviennent"
- "dans le quartier avec des amis"
- "non, c'est pour masquer les messages".

A la lumière de ces réponses, nous pouvons dégager les fonctions suivantes :

- ***La fonction cryptique***

La fonction cryptique est attestée par le mot « code ». En effet, le code étant un ensemble de signes et une combinatoire propre à un groupe social déterminé, les locuteurs ont recours à ce type de parler non accessible à tous. Du reste, ils le disent clairement en affirmant qu'ils l'utilisent pour « ne pas se faire comprendre par tout le monde ».

A cela, on pourrait ajouter les lieux d'utilisation de ce parler (les quartiers généraux (QG) et les grins qui sont des appellations désignant des lieux où les groupes de jeunes se rencontrent habituellement autour du thé) qui sont des espaces de convenance entre jeunes. Cette fonction cryptique va de pair avec la fonction socio-distinctive.

- ***La fonction socio-distinctive.***

A travers les réponses, l'on note une allusion fréquente à certaines expressions : « ne pas choquer certaines personnes », ne pas se faire comprendre par tout le monde ». Cela constitue une façon de se distinguer des autres et de se définir de façon spécifique. Autrement dit, il y a, entre autres objectifs, l'exclusion des autres.

- ***La fonction de doublage***

Les enquêtés ont conscience de l'existence d'autres mots qu'ils utiliseraient dans d'autres circonstances. C'est ce qui ressort des propos suivants : « il s'agit de ne pas choquer certaines personnes en utilisant des termes qui conviennent ». il s'agit, en convoquant Trimaille (2002) de « variations maîtrisées et utilisées par les jeunes pour déjouer l'assignation sociale et identitaire ».

- ***Fonction de libération linguistique***

Le français étant une langue complexe régie par une kyrielle de règles orthographiques, grammaticales, il rebute beaucoup de jeunes non seulement à l'écrit mais aussi à l'oral.

De ce fait ce type de parler constitue une manière de se libérer de la chape de la langue française, loin des exigences du bon usage. Au regard de ces fonctions, quel statut sociolinguistique pouvons-nous accorder à ce type de parler ?

3.2. Essai de définition sociolinguistique du parler jeune

Pour essayer de donner à ce type de parler un statut sociolinguistique, voyons d'abord ce que les enquêtés pensent de leur parler :

Etudiant : « C'est juste des argots qu'on utilise pour échanger, s'amuser » ;

Enseignant : « C'est de l'argot de QG (lieu où se rencontrent les jeunes habituellement autour du thé) pour se faire comprendre difficilement des autres » ;

(boutiquier) : « C'est juste des propos entre jeunes » ;

(chauffeur) « C'est une façon de coder les messages » ;

(coiffeur) « C'est une façon de parler, en utilisant des mots des expressions manipulable entre nous et on se reconnaît dans ça, on n'a pas besoin d'être mossi ou quoi... ». A travers ces réponses, nous pouvons retenir :

- la différenciation sociale qui expliquerait la différenciation linguistique « se faire comprendre difficilement », « se faire comprendre difficilement des autres », « des propos entre jeunes » ;
- l'émergence d'un parler entre membres de groupes à la composition pluriethnique « on se connaît dans ça, on n'a besoin d'être mossi ou quoi... ».

Nous parlerons alors d'un « we code » (code utilisé par ceux qui font partie du groupe) par opposition à un « they code » (code utilisé par ceux qui ne font pas partie du groupe). Ce « we code » naît des langues véhiculaires enrichies des apports conscients ou non, des différentes communautés ou d'autres langues en présence.

De ce fait, nous parlerons, pour désigner ce type de parler, de parler identitaire interethnique car pour CALVET (op.cit., p.70) « ces groupes se construisent leurs formes identitaires différenciées des formes véhiculaires, (..) et des formes vernaculaires familiales ».

Conclusion

Au terme de cette réflexion, que pouvons-nous retenir ? Les objectifs que nous nous sommes fixés étaient d'identifier les procédés de création lexicale

du parler jeune en milieu urbain, les motivations qui sous-tendent le recours à tel parler et son statut sociolinguistique.

Il ressort de l'analyse des données que les procédés sont divers tout comme les motivations qui vont de la fonction cryptique à la fonction de libération linguistique. Ces motivations sont semblables chez les jeunes loméens tout comme chez les jeunes ouagalais, indépendamment de leur appartenance ethnique et socioculturelle, ce qui nous permet de conclure qu'il s'agit d'un parler identitaire interethnique s'apparentant au génie linguistique des jeunes locuteurs en milieu urbain, expression d'une démarcation sociale et d'une revendication socio-identitaire.

Bibliographie

- Afeli, K. A.(2003).*Politique et aménagement linguistique au Togo : bilan et perspectives*,Lomé : Université de Lomé.
- Binisti, N.(2000).« Les marques identitaires du "parler interethnique" des jeunes marseillais »,*Le plurilinguisme urbain*. Acte du colloque de Libreville « Les villes plurilingues », 25-27 septembre 2000, Institution de la francophonie, Didier Edition,269-299.
- Calvet, L-J. (1999).*Pour une écologie des langues du monde*, Paris : Plon.
- Dubois, J.(2012).*Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Paris : Larousse.
- INSD. (2006).*Recensement général de la population*, Ouagadougou : INDS.
- Kafando, W. G.(2016).*Influence des « SMS » sur les performances orthographiques des élèves de l'enseignement post-primaire et secondaire en français dans la région du centre au Burkina-Faso*, Thèse de doctorat unique, Ouagadougou, Université de Ouaga I, Pr. Joseph Ki-Zerbo.
- Messaoudi, L. et al.(2013).*Technolectes, dictionnaires et terminologies*. Rabat : Laboratoire Langage et Société.
- Moïse, C. (2002). « Pour quelle sociolinguistique urbaine ? »,*Ville-Ecole-Intégration*. Enjeux N°130, 29-86.
- Mouzou, P.(2015).*Terminologie mathématique français-kabiyè*,Thèse de doctorat unique, Lomé : Université de Lomé.
- Trimaille, C. (2002).« Variations dans les pratiques langagières d'enfants et d'adolescents dans le cadre d'activités promues par un centre socioculturel et ailleurs », *Cahier du français contemporain* N°8, 79-98.
- <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/1980-v25-n3-meta289/002156ar.pdf>
consulté le 05.02.2018 à 08:59

ENGLISH DIDACTICS IN INITIAL TEACHER TRAINING: WITH SPECIFIC REFERENCE TO COMMUNICATIVE LANGUAGE TEACHING

Paulin SOME

Université de Koudougou (Burkina Faso)

paulinsome@yahoo.fr

Abstract

This study explores English teachers' teaching practices and their compatibilities with the Communicative Language Teaching Approach. Since the late 70's, the government in Burkina Faso has recommended a Communicative Approach (ACOM) to language learning and language teaching. Yet, the first format of the EFL syllabus (1984) did not tally with the communicative teaching principles as it was mainly a grammar-based one. This state of affairs has led to the adoption of a new syllabus which is meant to take into account principles akin to the Communicative Approach in 2010. However, from observation, the teaching practices have not followed the innovations brought about in the teaching learning process in as much as teachers still hold to their traditional grammar translation practices. With the adoption of the Competency-Based Approach (CBA) by CONFEMEN Countries Members in 2003, ELT teachers' workload has increased. In addition to the difficulties they already faced in coping successfully with the Communicative Approach, they encounter a new challenge which urges them to adopt the Competency Based Approach. On the basis of the two recommendations made by CONFEMEN (2003): one on CBA (171) and the other on ACOM (173) at the States General Assembly on the use of French in Africa, I have explored the competence levels as possible entries to the implementation of the Competency-Based Approach to language teaching and language learning. My research work focuses on the initial teacher training programme with the hope that the teachers thus trained will help popularise the proposals I make.

Keywords: *Communicative Language Teaching (CLT), Competency-Based Approach (CBA), didactics of languages, syllabus and curriculum*

Résumé

Cette étude a pour ambition d'explorer les pratiques d'enseignement de l'Anglais au Burkina Faso et leurs compatibilités avec l'Approche Communicative adoptée par le Gouvernement Burkinabè en 1970. En juillet 2010, un nouveau programme d'enseignement a été adopté et prône la prise en compte des principes de la communication, notamment l'inclusion du concept de fonction dans l'élaboration des fiches pédagogiques et dans l'enseignement. Cependant, à l'observation des pratiques d'enseignement, peu d'enseignants font cas de ce programme dans leurs pratiques. Depuis l'adoption de l'Approche par les Compétences par les pays Africains membres de la CONFEMEN en 2003, j'ai décidé d'explorer les niveaux de compétence des apprenants prônés par le Conseil de l'Europe à travers le « Cadre commun de référence pour les langues : apprendre, enseigner, évaluer » (2000) comme une entrée possible vers la mise en application de l'Approche par les Compétences propos. Ce travail de recherche porte sur la composante didactique u programme de formation initiale des enseignants avec l'espoir que ces enseignants pourront contribuer à la vulgarisation des propositions faites.

Mots-clés: *Approche Communicative (ACOM), Approche par les Compétences (APC), Didactique des langues, Syllabus et Curriculum*

Introduction

This paper unveils recurring issues regarding the field of English as a Foreign Language in Burkina Faso classrooms. Over the years, we have noticed a discrepancy between the Communicative Approach advocated and the teachers' teaching practices. In this paper, we are mostly interested in the issues surrounding English language teacher education in initial teacher training as this could be instrumental in understanding the difficulties teachers encounter in implementing the new programme. Those issues might include the deterioration of the teachers' fluency level in EFL, their reluctance to change, the congruence between the knowledge acquired at the Teacher Training College (ENS) and the realities in the classroom, and the compatibility between teaching practices and the Communicative Language Teaching Approach.

According to Rogers et al. (2014), it may be predicted that learning and knowing a foreign language will contribute, in a number of ways, to an individual's well-being. This approach seems to coincide with interpreting a language as a life skill, represented by Rogers et al. in their course book series.

1. Statement of the Problem

Despite the urge to adopt Communicative Language Teaching strategies by adopting the new syllabus in 2010, the current English language teaching practice does not reveal any effective implementation of the recommended teaching methods. Indeed, in the practice of our English language teaching, the lack of communicative interaction is a common thing we observe as ELT supervisors.

National orientations setting the official policy for teaching and learning foreign languages in Burkina stress the development of learners' communicative abilities as the ultimate goal of teaching and learning foreign languages. Thus, the National commission for the design of English language teaching and learning programmes (1994) recommends the use of CLT to reach this goal. Introducing CLT is then assumed to help learners to develop greater competence in the use of English for communication. In so doing, these learners will no longer be 'communicatively incompetent'. Several workshops and seminars were organised in order to provide the teachers with the necessary competences for the teaching of English for communication purposes.

The new syllabus developed in 2010 for the teaching and learning of English in post-primary education promotes the use of CLT and encourages teachers to go beyond the mere teaching of grammar and vocabulary items,

and to engage learners in the development of communicative skills and communicative competence.

As a teacher trainer taking an active part in teachers' initial and in-service training for about 18 years, I can say that during teachers' pre-service and in-service training, the standard and recommended teaching and learning approach used is supposed to be CLT. However, surprisingly the recurrent criticism leveled at the teaching of English is that, after seven years of learning English, learners are unable to communicate effectively using this language. As one would suspect, this situation may be the result of teaching practices which do not lend themselves to the attainment of the Communicative goals pursued. One even wonders whether this goal of communicative competence is a realistic one to achieve given the context in which English is taught and learnt in Burkina Faso.

Facing the teachers' difficulties in effectively implementing CLT, I believe that reviewing the English didactics in initial teacher training could be an alternative towards a better implementation of the new syllabus. Thus, aiming at the communicative goals advocated. My own experience in teacher training, supervision and certification reveals the need to develop English language teachers' professional competence in CLT. This study is needed to solve the problems raised during these years of experience. Thus, I assume that acting upon the didactics course of the pre-service training programme can be a solution in achieving the goal of effective communicative language teaching. I believe that once well trained, these teachers can easily make use of the acquired teaching skills in order to bring the learners to use English communicatively. This section leads us to the objectives of the study.

2. Objectives of the Study and Research Questions

The ambition of the present presentation is to show how I can help the trainees to better implement the new syllabus in Burkina Faso through a supplement to the didactics component of the initial teacher training programme. Hence, my research work has three objectives:

First, I would like to consider the way English teachers deal with the communicative component of language teaching and second, I want to investigate the major principles sustaining Communicative Language Teaching drawing insights from the Common European Framework of Reference for foreign language teaching and learning. This framework will be considered in assessing the implementation of the new program in Burkina Faso.

3. Methodology

This section examines the rationale underpinning the choice of the research design for this study in relationship to the research problem. It specifies the methodological approach used, deals with the research field, provides a description for the research population and sampling procedures, data collection instruments, and gives an account of how the fieldwork was carried out. It eventually discusses difficulties and limitations of the research. The study area covers the thirteen (13) regional directorates of the Ministry of secondary and higher education all over the country. The following research questions will guide this study:

Research question 1: do the English teachers' teaching practices encourage communicative language learning?

Research question 2: does the current syllabus facilitate the design of classroom activities coherent with the CLT principles?

Research question 3: can the competence levels designed in the Common European Framework of Reference for Languages help the English teachers in facilitating the implementation of the new syllabus?

3.1. The Research Design

The research problem of this study mainly focuses on how the current English didactics course, centred on communicative language teaching, can help trainee teachers in developing learners' communicative competence. Seeking to address this issue calls for inquiry on what the present use of Communicative Language Teaching and learning principles are, considering the official orientation in Burkina Faso.

3.3. Population and sampling

3.3.1. The Population

3.3.1.1. The English language teachers

Ideally the population of English language teachers concerned by this study should be all those who are currently teaching in general post-primary and secondary education in the thirteen (13) regional directorates of the ministry of Secondary and Higher Education across the country. All of them should have been involved because they are required to teach according to communicative language teaching principles and implement the new syllabus. However, due to practical constraints such as distance, teachers' availability, time and money, I did not include all of them. I used a criterion sampling strategy to conduct this study based on criteria such as: gender, teachers currently teaching in post and secondary education, teachers with or without

pre-service training, certified and non certified teachers, teachers located in urban and rural areas and teachers with at least two years of teaching practice. The rationale underlying the consideration of these criteria is the chance to get varied and rich insights from a varied range of actors of the same group of participants.

3.3.3. The Data Collection Instruments

In order to achieve my research objectives and answer the research questions, three types of instruments, namely questionnaires, interviews and observations were used for data collection:

- A questionnaire for teachers to get their views on the use of communicative principles in their lessons, and about their use of the new syllabus in connection with CLT, and to get their views on the proposals I am making to supplement the new syllabus. The questionnaire was made up of six sections: section A deals Teacher's bio data, section B was about Teacher's practices regarding communicative language teaching, section C is about Teacher's perception of the new syllabus, section D is related to Teacher's views about seminars on the new syllabus, section E is about Teacher's assessment of the new syllabus and section F questions Teacher's view point regarding a supplement to the new syllabus;
- An interview protocol for ELT supervisors to capture advisors' and inspectors' views on the contributions the Common European Framework of Reference for Languages could make in defining acceptable competence levels for learners with regards to the new syllabus and with the ultimate goal of developing Communicative skills. The following are some of the questions contained in the interview guide: would you say that the English teachers' classroom practices encourage communicative language learning? What is your view point on the new syllabus in use in our context? Has the new syllabus brought about any changes in the teaching practices? Do the English teachers succeed in implementing the new syllabus? Suppose we had a selected set of competence levels to focus on, per term and per learning level, could this facilitate the teachers' job in implementing the new syllabus? Would you favour incorporating this scheme in the didactics component at initial teacher training? What suggestions can you make for a better implementation of the new syllabus?
- A Communicative Language Teaching oriented observation grid for classroom observation to identify difficulties ELT teachers face in

teaching English for communicative purposes in line with the new syllabus. The main focus of the observation grid is to check the following items: the methodological concerns, the variety of skills the teacher uses, the materials used and the way the teacher deals with the language taught, teacher's classroom management skills, the classroom atmosphere and the degree of occurrence of interactions.

The quantifiable variables are represented in graphs and commented on in relation to my literature review, the research objectives and questions. I also used the Microsoft Excel Software to create graphs of numerical information in per cent form. This enabled me to compare or correlate data from various sources. Responses involving opinions are dealt with through content analysis.

3.3.4. Data Collection Procedures

3.3.4.1. Pilot-testing the Data Collection Instruments

To check whether the data collection instruments would work properly, I pilot-tested them to avoid misunderstanding and misinterpretation as much as possible. This piloting enabled me to assess how long it takes a respondent to fill in the questionnaire. Thus, the questionnaires for teachers and interview protocol for supervisors were pilot-tested each with five respondents for the teachers' questionnaire and two supervisors for the interview protocol in Koudougou. I opted for five respondents per instrument for the pilot-test because I supposed that this number is enough to reveal the difficulties that might hinder the implementation of the data collection instruments at a wider scale. The pilot-test provided interesting feedback which led to the improvement of the wording of some questions.

3.3.4.2. Field work

The actual fieldwork lasted from September 2013 to December 2013. During this field inquiry, I first travelled to Tenkodogo, the capital city of the 'Centre-Est' regional directorate where I conducted interviews with colleague supervisors and entrusted them with the questionnaires for the teachers posted in this region so that the colleagues could forward them to me once completed. Second, I went to Dédougou, the main town in the 'Boucle du Mouhoun' regional directorate. I proceeded the same way as in the previous region I visited. As far as the interviews proper were conducted, I used a set of questions and the answers were transcribed. The observation sessions were conducted by solely by the researcher, only the questionnaire was entrusted to

them for completion by the teachers. Although this procedure might cause some bias, it was the most appropriate one to my mind to collect the data.

3.3.4.3. Difficulties and Limitations of the Study

The major difficulty I faced was the time when the research work was actually carried out. Indeed, the field work with the questionnaire administered to the teachers and the observation sessions took place at the beginning of the school year after two months of holidays, and as such, it proved difficult to make any appropriate appointment with these teachers. Anyhow, I managed as I could with delays in receiving the feedbacks.

The study has some weaknesses which can be summarised as follow: The specificity of the teacher sample made it hard to build a coherent sampling of the teachers. Using other pedagogical supervisors to get teachers fill in the questionnaire could be unreliable and non valid since the answers obtained under supervision of the hierarchy may be biased. Yet, I am confident that the supervisors managed to get the teachers fill in the questionnaires without any constraints since I asked them to put no pressure on the teachers. The low size of female participants to the study appears to be another limitation to the work.

As a concluding note however, I can say that the validity and meaningfulness of my findings are rather linked to the wealth of information from the targeted samples than the sheer number of respondents.

4. Findings of the Study

This section is a synthesis of the data gathered through the data collection instruments.

4.1. Results from the Questionnaires, Interviews and Classroom Observations

In this part, I present the findings related to the research questions. To check the answer to each question, data were collected with the questionnaire to the teachers, interviews with pedagogical supervisors, the interviews with teacher trainers and through the classroom observation with a grid. First, I present findings from each instrument, then I discuss them in line with the literature reviewed and finally I analyse them and draw conclusions according to the research questions.

To avoid confusion, I will label the questions as follows:

TQ 1= Teachers' questionnaire Q 1;

TTQ 1= Teachertrainers' questionnaire Q 1 ;

PSQ 1= Pedagogicsupervisors' questionnaire Q 1 ;

TOQ 1= Teachers' observation Q 1.

4.1.1. Research question 1:do EFL teachers' teaching practices encourage communicative language learning?

To answer this question data were collected from TQ6 and presented in Graph 1, TTQ1, PSQ1, PSQ2 and TOQ3, in section II related to varieties of sub-skills.

Answers from the teachers' questionnaire (TQ):

Graph 1 synthesises the answers collected from TQ6.

TQ6: Would you say you take into account the Communicative Language Teaching principles when teaching English?

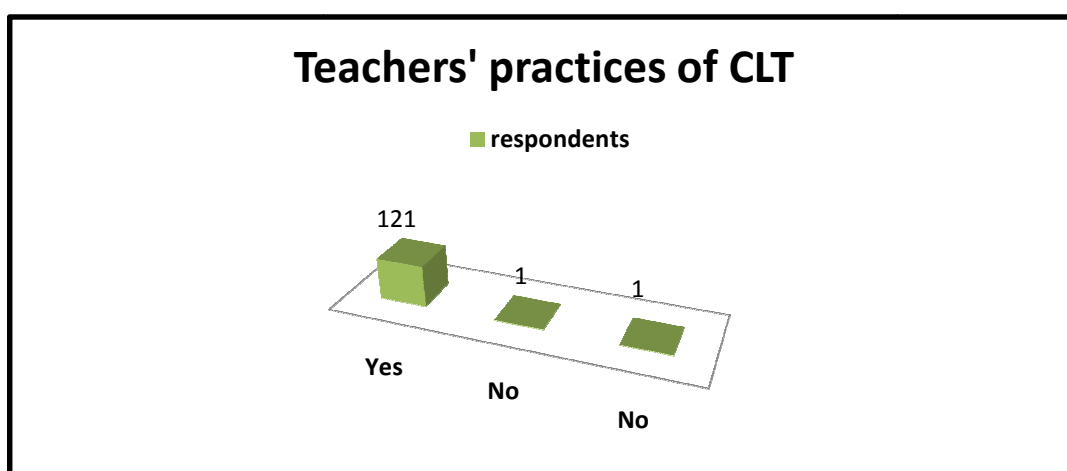


FIGURE 1: Teachers' practices of CLT principles

Figure 1 reveals that almost all the teachers claim to follow communicative teaching principles in their teaching practices. One hundred and twenty-one (121) of them say they follow the Communicative teaching principles; one says that he does not follow Communicative teaching practices while another did not provide any answer to the question. Despite this overwhelming majority of respondents, the teaching practices as I observed them did not confirm this trend. On the contrary, the English teachers' practices are rather akin to the Grammar Translation Method in that they merely present a learning item, then proceed to organise practice exercises with their learners. The only cases when they venture to mention the communicative aspects is when they instruct their learners to build meaningful sentences of their own using the newly taught item, at the production stage.

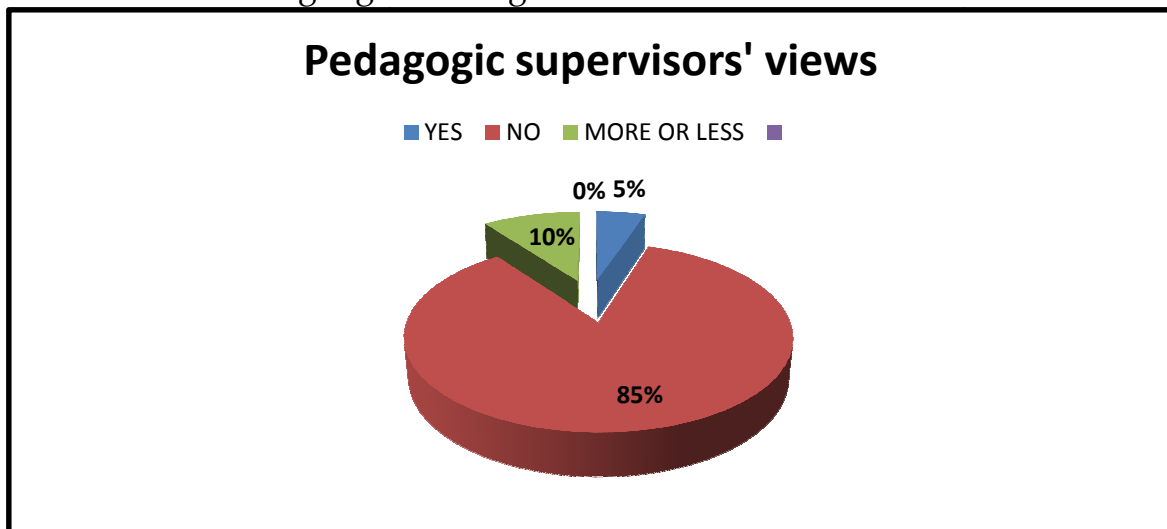
Answers from the interview with teacher trainers (TTQ):

TTQ 1: Do EFL teachers' practices encourage communicative language learning? The teacher trainers interviewed consider that the English teachers

they have visited so far do not encourage communicative language learning in their practices. For both teacher trainers: *“Although the educational authorities have made it clear that the teaching of foreign languages (including English) has to be communicatively oriented, many English teachers today still resort to ancient teaching styles which cannot encourage communicative language teaching.”*

Answers from the interview with pedagogic supervisors (PSQ):

PSQ1: Would you say that the EFL teachers’ teaching practices encourage communicative language learning?



Graph1: Pedagogic supervisors’ views about teachers’ practices and communicative language learning

For this question, the figures in graph 1 indicate that only five percent (5%) of the respondents found that the teachers’ practices encourage communicative language learning. Ten percent (10%) of them found that the practices more or less encourage communicative language learning and eighty-five percent (85%) of the respondents say their practices do not encourage communicative language learning. In a nutshell, for the majority of the respondents a large proportion of the teachers do not encourage communicative language learning in their practices.

Answers from the teacher observations:

TOQ 3: Does the lesson deal with both transactional and interactional skills?

The classroom observations revealed that teacher-pupil interaction is the most prevailing to the detriment of pupil-teacher and pupil-pupil interactions. All the teachers I observed failed to interact with more than one pupil, whereas this could have encouraged pupils to take the floor in the classroom. Likewise, the ratio of pupil-teacher and pupil-pupil interactions are

rather very low (none of the eight teachers have been able to deal properly with interactions.)

To conclude on research question 1, the data collected from the different instruments show that, contrary to what is claimed, teachers' practices do not foster communicative language learning. What the literature review provides as principles on which to design a good communication oriented lesson is not taken into account by EFL teachers in Burkina Faso. The striking example is shown in the very scarce use of pupil-teacher and pupil-pupil interactions while conducting the lessons at the practice stage. One of the characteristics inspired the design of Communicative Language Teaching syllabus in Burkina Faso was the language functions involved in the communicative events or what the learner will be able to do with or through the language; for example, making introductions, giving explanations, or describing plans. Van Ek and Alexander (1980).

4.1.2. Research question 2: "does the current syllabus facilitate the design of classroom activities coherent with the CLT principles by EFL teachers?"

To answer this research question, data were gathered from TQ16 and TQ17 and illustrated in Figure3 and Figure4. Findings from TTQ6, TTQ7 and TTQ8 are reported as answers to research question 2. Findings were also collected through PSQ5. ELT teachers' assessment of the new syllabus: Findings from TQ 16 are illustrated in Graph3.

TQ16: To what extent are you satisfied with the new ELT syllabus?

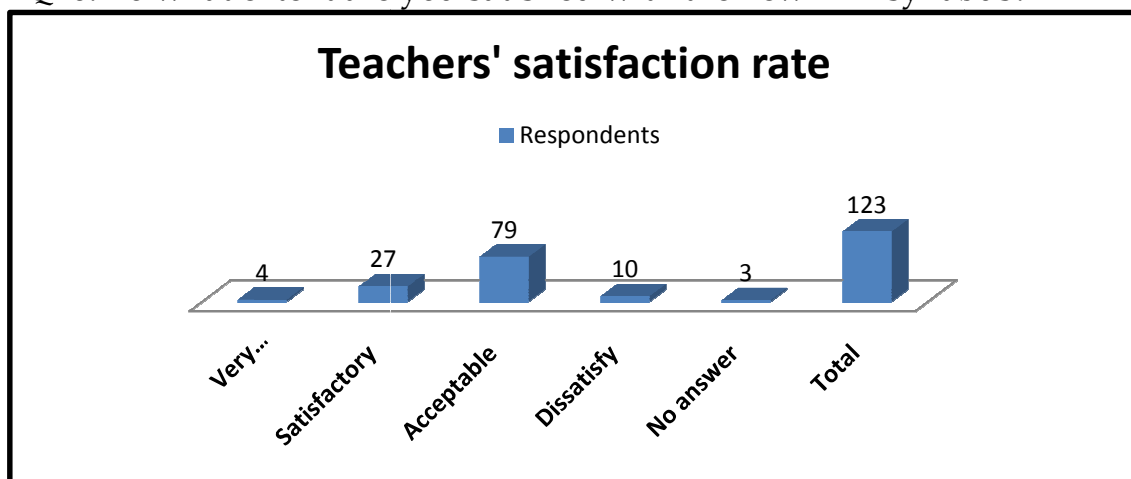


Figure2: Teachers' satisfaction rate with the new syllabus

As Figure 2 shows, (110) respondents (89.43%) find the syllabus very satisfactory, satisfactory or acceptable according to the figures. Ten (10) teachers are dissatisfied with the new syllabus while three (3) teachers provide

no answer to the question. Given the number of respondents who expressed some satisfaction with the new syllabus, it can be concluded that the reform had been expected. Yet, why is it that not all the teachers readily refer to this new syllabus while preparing their lessons?

The answers to TQ 17 are illustrated in Figure 4 below: TQ 17: ‘Does the new syllabus facilitate the design of your lessons?’

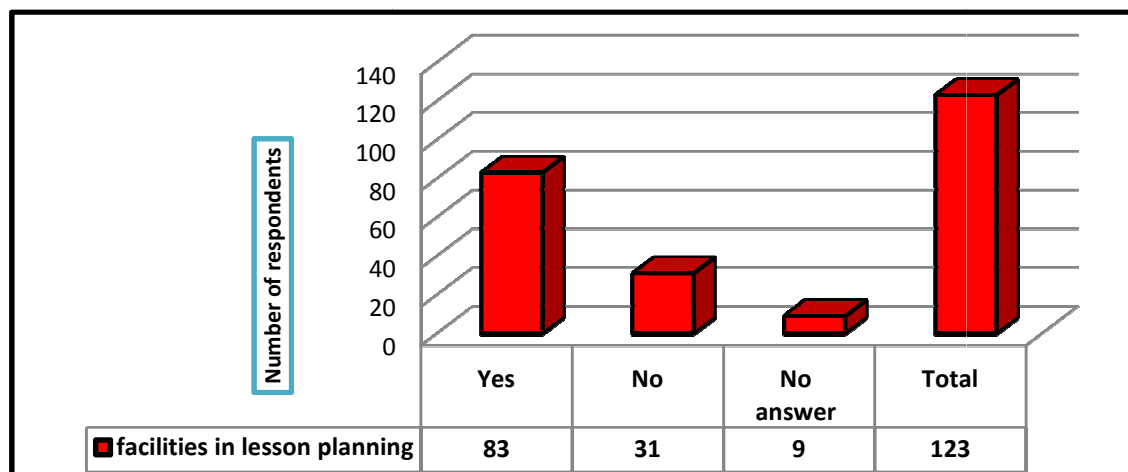


Figure3: Facilities in lesson planning

Figure3 indicates that (83), that is (67.47%), say the new syllabus has facilitated their tasks in planning their lessons. Thirty-one (31), that is (25.20%), say it has not changed anything in their ways of planning their lessons whereas (9), that is (7.31%), did not answer this question. From the teachers’ answers, I can assume that the new syllabus has made it easier for the teachers in designing their lessons. Thus, I can further suppose that the new syllabus has allowed the majority of the teachers to design lessons in accordance with the communicative language teaching principles as advocated. But, in actual fact, is it the case when we have a close look at the lesson plans as designed by the same teachers who claim to have noticed some facilities thanks to the new syllabus, or claim to have observed some facilities in the ways they deliver their lessons?

Findings from interviews with teacher trainers:

TTQ6: Does the current syllabus facilitate the English teachers’ design of classroom activities coherent with CLT practices?

To check whether the new syllabus facilitates the design of classroom activities, I asked teacher trainers’ opinions. Their responses showed that due to the fact that it provided predetermined aims and objectives, supportive materials and language functions, the teachers’ work is alleviated.

TTQ7: In your opinion, do the English teachers find it easy to implement the new syllabus?

The two teacher trainers interviewed found that English teachers are not at ease in implementing the new syllabus. To justify their answers, both teacher trainers argued, in approximately the way, that *“when the syllabus was introduced in 2010, some teachers asked for special training sessions on its use; which meant that they had some difficulties related to the implementation of this new syllabus.”* Teachers’ performance during the trainers’ recent class visits corroborates the idea that they are not at ease with the new syllabus either.

TTQ8: If yes, in what aspects?

The two teacher trainers stated that the new syllabus did not provide sufficient guidance to the teachers in terms of facilitating its implementation.

Data yielded by the interview with pedagogic supervisors:

PSQ5: What is your viewpoint on the new syllabus in use in our secondary schools?

The pedagogic supervisors interviewed declared that the new syllabus is better than the former one, especially in terms of content, topic and various skills, focus on teaching objectives, students’ needs, teaching language functions and contextualisation of the learning, organisation guidelines, orientations and designs. Compared to the former one that was grammar/structure based, the new syllabus can be considered as a good material but still needs to be improved. All the interviewees said it somehow enables to cater for the communicative concerns of language teaching and learning (It is advisable to provide some statements in the form of quotes from the interviewees).

However, they also maintained that the new syllabus embodies some weaknesses related to the lack of model lesson plans focusing on communicative teaching so that teachers could see practically how to manage. Only one supervisor stated that the new syllabus is ineffective; this view is rather marginal.

The pedagogic supervisors also said that the activities are now learner-centred, contextualised, interactive and a bit oriented towards developing communicative skills; there is meaningfulness in learning. *“The new syllabus has brought about changes in ELT in providing teachers with more guidance (with aims and objectives stated, functions and skills to be focused on regarding the level of pupils)”* (the pedagogic supervisors). Undoubtedly, supervisors shared the opinion that the new syllabus has introduced some positive changes in comparison with the former one. It can be noticed that the supervisors contrasted the changes which occurred in the new syllabus with the former

syllabus and not the changes actually expected in the ELF teachers' practices regarding purposes of teaching and learning for communication.

4.1.3. Research question 3: "Can the competence levels designed in the Common European Framework of Reference help the English teachers in facilitating the implementation of the new syllabus?"

The answers to TQ20, TQ20.1, TQ20.2 and TQ20.3 are summarised in Graph 5 below: **TQ20: Would you be in favour of a supplement to the new syllabus?**

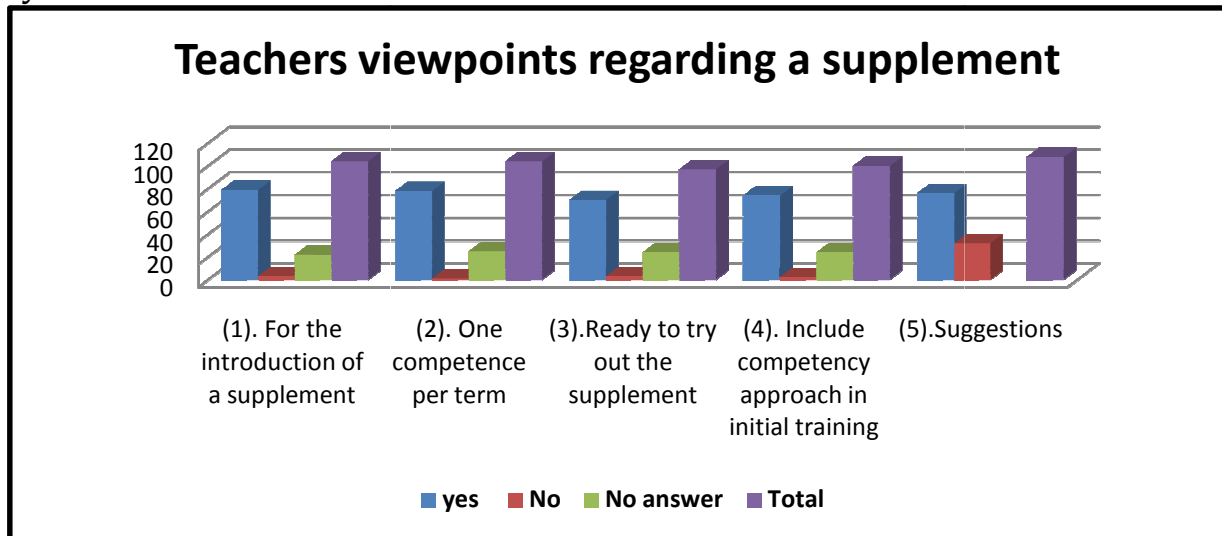


Figure 4: Teachers' viewpoints regarding a supplement to the current syllabus

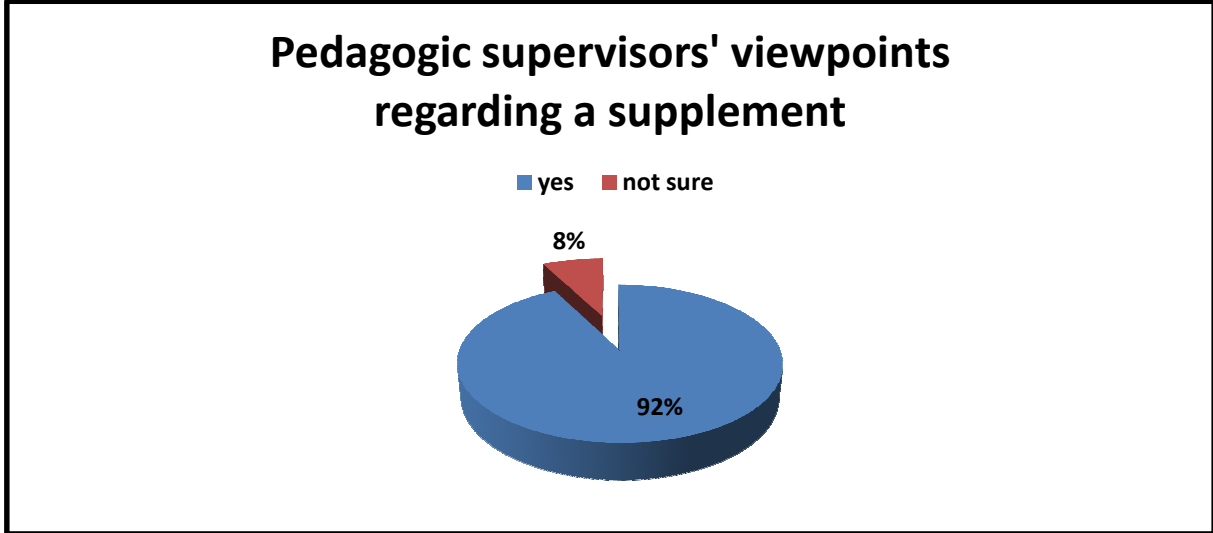
Data in figure 4 indicate that the majority of the respondents: (94), (76.42%) are favourable to the introduction of a supplement to the syllabus which would facilitate its implementation. The same proportion is in favour of stating competence levels for each term and the same percentage of respondents would agree to see these competence levels introduced in initial teacher training. With regard to these figures, I can say that the option for competence levels is welcome by the majority of teachers and this rate of approval also appears as an encouragement for me to go forward with the work. The next section presents, analyses and interprets the results from the teacher trainers.

Teacher trainers' perceptions: TTQ10: Suppose you had a selected set of competence levels to focus on, per term and per learning level of study. Could this facilitate the teachers' job in better implementing the new syllabus?

The teacher trainers have a positive view regarding the competence levels. They consider "this would boost the teacher's implementation of the new syllabus and improve lesson presentation". They also believe that the proposal will enable teachers to develop learners' communicative competence according to

the competence levels targeted. Pedagogic supervisors: The answers to PSQ10 are illustrated in Graph 6 below.

PSQ10: Suppose we had a selected set of competence levels to focus on, per term and per learning levels, could this facilitate the teachers' job in implementing the new syllabus?



Graph 2: Pedagogic supervisors' viewpoints regarding a supplement to the syllabus

As shown in Graph2, the idea of supplementing the new syllabus with competence levels to focus on, per term and per learning level wins the approval of (92%) of the pedagogic supervisors interviewed. Only (8%) voice a doubt about this idea. It is interesting to notice that none of the pedagogic supervisors strongly rejects this idea. Thus, it sounds like an invitation to materialise the dream I have had in undertaking this research work.

Research question 3 was meant to inquire about whether the competence levels designed in the Common European Framework of Reference for Languages could help the English teachers in facilitating the implementation of the new syllabus.

To answer research question 3, I asked the participants to the study if ever they have had any seminars related to the new syllabus. The data collected from the different investigation tools reveal that a large proportion of the samples (109), (88.61%) admit they did not attend any seminar on the new syllabus. Only nine (9), (7.31%) say they have attended a seminar on the new syllabus while (4) gave no answer. Thus, it appears crucial for the authorities to organise training sessions for the teachers to make the syllabus more accessible to them.

As a partial synthesis of findings for research question 3, the majority of the ELT teacher respondents are favourable to the introduction of a supplement to the syllabus and are willing to implement the supplement proposed. The same proportion is in favour of stating competence levels for each term, and would agree to see these competence levels introduced at initial teacher training. With regard to these figures, I can say that the option for competence levels is welcome by the majority of teachers and this rate of approval also appears as an encouragement for me to go forward with the work.

The teacher trainers and the ELT pedagogic supervisors, I have interviewed, also have a positive view regarding the competence levels. They consider the proposals in the following terms: *“this would boost the teacher’s implementation of the new syllabus and improve lesson presentation”*. They also believe that the supplement will enable teachers to develop learners’ communicative competence according to the competence levels targeted.

5. Implications

I discussed the findings of the study based on the questionnaire for teachers, the interviews conducted during data collection with teacher trainers and pedagogic supervisors and observations of teachers’ practices in class. The findings suggest that the EFL teachers’ practices in Burkina Faso do not favour communicative language teaching despite the syllabus provided which advocates teaching communicatively. Thus, three categories of proposals are made for a better implementation of the new syllabus. The first category of proposal made consists in making the syllabus available for all the teachers. The type of suggestions includes incorporating the scheme in the didactics component at initial teacher training at the Teacher Training College in Koudougou and providing in-service training sessions for teachers in the field. The second category comprises revising and supplementing the new syllabus by specifying competence levels to focus on per term and per grade level. There is equally the need to design communicative activities related to the different skills as the third category of suggestions.

The implications I suggest are meant to propose alternatives to EFL teachers, which can make the syllabus more exploitable and more accessible to them. These proposals are based on a synthesis of suggestions made in the Common European framework, and can stand as contributions to the improvement of Communicative Language Teaching principles.

The way EFL teachers practise CLT has prompted me to investigate into strategies which can help them better come to grips with teaching

communicatively. The ambition of the present research was to show to what extent, by providing a supplement to the didactics component of the initial teacher training programme, I can help the trainees in better implementing the new syllabus in Burkina Faso.

Conclusion

As stated from the very beginning of this work, my purpose in dealing with this topic has been to point out that initial didactics is an ideal opportunity that should be seized to instill in teachers the ability to reflect on their working situations and implement theoretical principles for better learning outcomes.

In the first section of my work, I have shown how I can help the trainees to better implement the new syllabus in Burkina Faso by providing a supplement to the didactics component of the initial teacher training programme.

The results I have reached are presented the findings from the research questions shown below: Research question 1: do EFL teachers' teaching practices encourage communicative language learning?

Despite the overwhelming majority of respondents, the teaching practices as I have observed them did not confirm this trend. On the contrary, the English teachers' practices are rather akin to the Grammar Translation Method in that they merely present a learning item, then proceed to organise practice exercises with their learners. The only cases when they venture to mention the communicative aspects is when they instruct their learners to build meaningful sentences of their own using the newly taught item, at the production stage.

Research Question 2: "does the current syllabus facilitate the EFL teachers' design of classroom activities coherent with the CLT principles?"

From the teachers' answers, I can assume that the new syllabus has made it easier for the teachers in designing their lessons. Thus, I can further suppose that the new syllabus has allowed the majority of the teachers to design lessons in accordance with the Communicative Language Teaching principles. But, in actual fact, this is not the case when we have a close look at the lesson plans the same teachers design. What they claim is totally different from what they present in their lessons.

Research question 3 sought to test how the competence levels designed in the Common European Framework of Reference can help the English teachers in facilitating the implementation of the new syllabus.

The majority of the ELT teacher respondents are favourable to the introduction of a supplement to the syllabus and are willing to implement the supplement proposed. The same proportion is in favour of stating competence levels for each term, and would agree to see these competence levels introduced at initial teacher training. With regard to these figures, I can say that the option for competence levels is appreciated by the majority of teachers and this rate of approval also appears as an encouragement for me to go forward with the work.

The teacher trainers and the ELT pedagogic supervisors, I have interviewed, also have a positive view regarding the competence levels. They consider the proposals in the following terms: "this would boost the teacher's implementation of the new syllabus and improve lesson presentation". They also believe that the supplement will enable teachers to develop learners' communicative competence according to the competence levels targeted.

In a nutshell, I can say that the results of this study have been appreciated by the teachers in charge of teacher training, the teachers and the trainees. It foreshadows a positive input for the learners' development of communicative competence. My contribution to the debate on the development of Communicative Language Teaching is worth praising for the teaching community I belong to. The impact of the contribution on the pupils will be dealt with in future studies.

References

- Assemblée Nationale. (2007). *Loi No 013-2007/AN portant sur l'orientation de l'Éducation du Burkina Faso*.
- CAIES. 2004. Rapport Général de la 5^e Conférence Annuelle des Inspecteurs de l'Enseignement Secondaire (CAIES) – Bobo-Dioulasso 13-18 décembre 2004.
- Circular Letter, (1983). N° 105/MENAC/ICESD Containing General Guidelines for the Teaching of Foreign Languages in Burkina Faso.
- Circular letter N° 2004 - 080 /MESSRS/SG/DGIFPE Commission Nationale de Réforme des Programmes de L'Enseignement du Second degré, Décision N°321/enac/sd du 17 juillet 1994.
- Council of Europe. (2011). *Common European Framework of Reference for Languages: Learning, Teaching, Assessment* (CEFR). http://www.coe.int/t/dg4/linguistic/CEFR_EN.jpg
- CONFEMEN. (2003). Rapport Général des Etats Généraux de l'Enseignement du Français en Afrique subsaharienne francophone. Libreville, Gabon.

- Dewey, [HYPERLINK "http://en.wikipedia.org/wiki/John_Dewey"](http://en.wikipedia.org/wiki/John_Dewey) \o "John Dewey" John . (1902). *Curriculum Theory*. [HYPERLINK "http://en.wikipedia.org/wiki/Curriculum_theory"](http://en.wikipedia.org/wiki/Curriculum_theory).[Http://www.exchanges.state.gov/forum/vols/vol41/no10/p2/htm](http://www.exchanges.state.gov/forum/vols/vol41/no10/p2/htm).
- De Vaus (2001). *Research Design in Social Research*, London and Thousand Oaks, Sage.
- Dooley, D. (1984:248). *Social Research Methods*. Englewood Cliff, NJ: Prentice-Hall Inc; Garrison, DR, & Anderson, T.
- Finochiaro, M., and C. Brumfit. (1983). *The Functional-Notional Approach from Theory to Practice*. New York: Oxford University Press.
- Ghrayeb, O., Damodaran, P., Vohra, P., (2011). Art of triangulation: an effective assessment validation strategy, *Global Journal of Engineering Education*, Vol. 13, No. 3, pp.96–101.
- Halliday, M. A. (1970). *Language structure and function*. Harmondsworth: Penguin.
- Harmer, J. (1991). *The practice of English language teaching*, New York, Longman.
- Harvey, Russell B. (2002). *Research methods in anthropology: qualitative and quantitative approaches*. Boston: AltaMira Press.
- Hymes, D. (1972). *On Communicative competence*. Harmondsworth: Penguin.
- Johnson K. (1982). *Communicative Syllabus Design and Methodology*. Oxford: Oxford University Press.
- Kourago, P. (1987). "Curriculum renewal and INSET in difficult circumstances" .*ELT Journal* Volume 41/3 July 1987.
- Kourago, P. (2008). *Approche par compétence et approche communicative: similarités et implications pour la rénovation du curriculum de langues vivantes*. Annale de l'Université de Ouagadougou.
- Krashen, S.D. and Terrell, T.D. (1983). *The natural approach: Language acquisition in the classroom*. Hayward, CA: Alfermany.
- Millogo, D. S. (1981). *L'enseignement de l'anglais dans les établissements secondaire de Haute Volta: situation - difficultés- perspectives*. Mémoire pour l'Obtention du Certificat de fin de Stage Préparatoire aux Fonctions d'inspecteur de l'enseignement secondaire. CREFD.
- Penny, U. (1996). *A Course in Language Teaching, Practice and theory* ;Cambridge: CUP.
- Prabhu, N. (1983). *Procedural syllabuses*. Singapore: Paper presented at the RELC Seminar.
- Richards, Jack C. (2006). *Communicative Language Teaching Today*. New York:Cambridge University Press

- Robert, K. J. (1989). *The Second Language Curriculum*. Cambridge University Press, New York, USA.
- Rodgers et al. (2014). Theoretical perspectives and an agenda for research. R.M. Perloff-Sex Roles, 2014. Springer.
- Smith, Stanley and Shores (1950). Fundamentals of curriculum development <http://academic.sun.ac.za/theology/netact/whatiscurriculumdevelopment.pdf>
- Swan, M. (1985). A critical look at the communicative approach. *English Language Teaching Journal*, pt. 1, 39(1), pp. 2-12.
- Van Ek, J.A. (1977) *The Threshold Level for modern language learning in schools*. London, Longman.
- Van Ek, J. A. (1980). *Threshold Level English*. Oxford: Oxford University Press.
- Van Ek, J. A. & Trim, J. L. M. (1991). *Threshold Level*. Cambridge: Cambridge University Press.

LES PARTICULES KA ET NI DU DADJRIWALE³ : FONCTIONS DISCURSIVES ET VALEURS SEMANTICO-PRAGMATIQUES

Damanan Joachim N'DRE

Université Alassane Ouatara (Côte d'Ivoire)

Résumé

Le présent article traite des particules KA et NI du dadjriwalé. Il a pour objectif de mettre en évidence la plurifonctionnalité de ces particules énonciatives. Il s'agit de particules ayant plusieurs acceptions suivant le contexte d'énonciation. Elles remplissent la fonction de mise en relief dans le processus de topicalisation et ont pour rôle d'insister par emphase sur le sujet du discours. Elles introduisent dans l'unité phrastique complexe des subordonnées conditionnelles et/ou temporelles. Ces deux particules ont par ailleurs des rôles distincts. NI est une particule de comparaison et de coordination. Elle permet de comparer deux ou plusieurs termes d'une phrase complexe—et de coordonner deux ou plusieurs propositions indépendantes. KA permet d'induire, selon le contexte, des valeurs du progressif, de l'habituel et de l'intentionnel.

Mots-clés : *Particules, marqueurs, énonciation, topicalisation, conditionnel, subordonnant, coordonnant, comparatif*

Abstract

This article discusses the KA and NI particles of dadjriwalé. Its objective is to highlight the plurifunctionality of these enunciative particles. It is about particles having several meanings according to the context of enunciation. They fulfill the function of emphasis in the process of topicalization and their role is to insist by emphasis on the subject of the speech. They introduce conditional and / or temporal subordinates into the complex sentence unit. These two particles also have distinct roles. NI is a particle of comparison and coordination. It makes it possible to compare two or more terms of a complex sentence and to coordinate two or more independent propositions. KA can induce, depending on the context, values of the progressive, the habitual and the intentional.

Keywords: *Particles, markers, enunciation, topicalization, conditional, subordinating, coordinating, comparative*

Introduction

Les particules KA et NI sont de « [...] petits mots employés par l'énonciateur pour signaler à son co-énonciateur la force illocutoire de son discours et/ou son attitude vis-à-vis de la situation de communication [...] » (C. Détrie, 2010 : 755). Ces deux particules, marqueurs de discours dans la langue, sont syntaxiquement non marquées. Elles n'ont aucune incidence sur

³ Le dadjriwalé est une variante du godié, langue kru de Côte d'Ivoire (L. Marchese, 1983). Les langues kru sont divisées en deux sous-groupes. Il y a, d'une part, le groupe occidental, comprenant les langues guéré, grébo, wobé, etc., et d'autre part le groupe oriental, comprenant les langues bété, dida, godié, etc. (L. Marchese, 1989). Les langues kru sont actuellement rattachées, à l'intérieur du phylum Niger-Congo, au groupe nord Volta-Congo qui comprend aussi les langues gur et les langues Adamawa-Ubangiennes (K. Williamson & R. Blench, 2000).

la syntaxe des constituants des énoncés les contenant. Invariables, elles ne véhiculent, isolément pris, aucune valeur dénotative. En revanche, les particules *KA* et *NI* ont des fonctions discursives très importantes. Les deux particules établissent des relations d'interdépendance entre les composantes du discours. Ainsi, participent-elles, par leur force illocutoire dans le discours, à la construction du sens des énoncés (J. R. Searle, 1969 ; K.F. Ameka, 1998 ; L. Miladi, 2009). Suivant le contexte d'énonciation, *KA* et *NI* peuvent être analysées, d'une part, comme des particules de topicalisation ou comme des conjonctions de subordination et/ou de coordination et d'autre part, comme des marqueurs aspecto-temporels. En tant que particules de topicalisation, *KA* et *NI* autorisent, à l'intérieur de l'énoncé, la reprise du sujet du discours. En tant que conjonctions de subordination, elles confèrent à certaines constructions phrastiques complexes des valeurs de condition et/ou d'hypothèse, d'une part et des valeurs de comparaison, d'autre part. Comme conjonction de coordination, elles jouent le rôle de relateur entre deux ou plus de deux propositions indépendantes. Et enfin, en tant que marqueurs aspecto-temporels, *KA* et *NI* induisent les valeurs du progressif, de l'habituel, etc.

Du reste, la présente étude a pour but d'analyser et d'expliquer les faits de discours. Elle accorde une attention aux relations d'interdépendance entre les fonctions syntaxiques, sémantiques et pragmatiques. Les particules *KA* et *NI* permettent-elles réellement de mettre en évidence les relations d'interdépendances qu'entretiennent ces fonctions langagières ? N'ayant aucune incidence sur la syntaxe des constituants et ne véhiculant par ailleurs aucune valeur dénotative, comment est mise en contribution leur aptitude à assurer des fonctions révérencielles évidentes dans la construction du sens des énoncés ? Ce sont à ces questions que nous tentons de répondre dans la présente étude.

Notre objet est organisé suivant un plan tripartite décliné ainsi qu'il suit : dans un premier temps, nous traitons du cadre théorique dans lequel s'inscrit le travail. Dans un deuxième temps, nous étudions les particules *KA* et *NI* dans les constructions de topicalisation. Dans un troisième temps, nous insistons sur leurs fonctions discursives dans les constructions hypothétiques puis les caractérisons selon qu'elles fonctionnent comme des subordonnants, des coordonnants ou comme des marqueurs aspecto-temporels. Mais avant, situons le cadre théorique et la méthode de travail de notre étude.

1. Cadre théorique et méthode de travail

1.1 Cadre théorique

La théorie la mieux indiquée, dans la présente étude, nous semble-t-il, est celle qui modélise les relations grammaticales ; et le prédicat est l'élément central de cette modélisation (L. Tesnière, 1959 ; A. Martinet, 1985 ; M. Riegel & J-Ch Pellat, 1994 ; M. Gross, 1981). C'est autour de lui que s'organisent les faits syntaxiques, sémantiques et pragmatiques. Nos analyses s'inscrivent, pour ainsi dire, dans une perspective fonctionnaliste. « Expliquer les relations entre unités significatives, pour le fonctionnalisme, [c'est] montrer comment s'organise autour du prédicat, noyau de l'énoncé, une série de relations hiérarchiques, les fonctions, dont chacune contribue à rendre compte de façon spécifiquement linguistique de la réalité ou de l'expérience extralinguistique. » (D. Faïta, 1977 : 31, Cité par D. N'dré, 2012 : 214). Les particules *KA* et *NI* étant syntaxiquement marginales, elles sont analysées en fonction de leur rôle sémantique et du statut pragmatique qu'elles ont dans le discours (J. Moeschler & A. Reboul, 1994 ; J. Moeschler, 1996). Et, c'est dans la mise en évidence de la réalité linguistique et de l'expérience extralinguistique que s'inscrivent les fonctions sémantiques et pragmatiques des particules *KA* et *NI*. Du point de vue sémantico-pragmatique, les particules *KA* et *NI* tirent leurs valeurs du contexte d'énonciation. La variabilité de leurs sens ou de leurs significations est tributaire des différentes interprétations qu'elles suscitent suivant la situation d'énonciation.

1.2 Méthode de travail

Les exemples cités dans la présente étude sont tirés d'un recueil de données collectées lors d'une enquête lexicale et grammaticale à Okromoudou, village situé dans la sous-préfecture de Dahiri, département de Fresco. Les données grammaticales sont issues principalement de récits, de contes et de chants. Les particules *KA* et *NI* sont en majuscule. C'est un choix délibéré pour simplifier et mieux cerner leur caractérisation du point de vue descriptif. En principe, la particule *KA* a trois formes, suivant le ton qui lui est affecté. Ce sont : *kā*, *ká* et *kà*. La particule *NI*, elle, a deux formes, relativement au terme qui lui est affecté. Ce sont *nī* et *ní*. Chaque forme véhicule, selon le contexte d'énonciation, une ou plus d'une valeur énonciative. Le tableau ci-dessous en est une illustration :

		Contexte d'énonciation					
Marqueurs		Topicalisation	Condition hypothese	Comparaison /coordination	aspect	cohésion ⁴	adresse
KA	kā	+	+	-	+	-	-
	*K à	-	-	-	-	-	+
	*K á	-	-	-	-	+	-
Nl	nī	+	-	-	-	+	-
	ní	-	+	+	-	-	-

Ce tableau nous donne une vue synoptique des valeurs que véhiculent les différentes particules dans le discours, relativement à la situation de communication. Les marqueurs frappés de l'astérisque ne nous intéressent pas fondamentalement dans la présente étude. La particule KA (Kà) à ton bas n'est employée que dans les formules d'adresse, en l'occurrence les salutations. C'est pourquoi nous l'avons définie comme marqueur d'adresse comme l'indiquent en (1) et en (2) les constructions suivantes :

- (1) làgàn àjō (kà)⁵
n.p salutation PART
Lagan, bonjour !
- (2) làgàn àjō kà kà kà⁶
n.p salutation PART.RED
Lagan, bonjour

La particule KA (Ká) à ton haut, a une valeur de cohésion discursive. Elle est employée dans des énoncés négatifs. Dans ces énoncés, l'on pourrait l'analyser comme étant en fonction de discontinuité avec le morphème de négation bè (cf. infra, 4.1).

⁴ Nous appelons « marqueur de cohésion » toute particule dont le rôle est de permettre une articulation cohésive dans le discours. L'absence de telle particule entraîne automatiquement un « vide syntaxique » et, par ricochet, une construction discursive considérée souvent comme erronée.

⁵ La mise entre parenthèse de la particule signifie qu'elle peut être omise, donc facultative. Par contre, sa reprise, trois fois de suite, en (2), est pleine de signification. Elle peut être, d'une part, une marque de reconnaissance ou de gratitude de la part du locuteur-énonciateur ; comme elle peut être, d'autre part, une marque de mécontentement, selon que le locuteur-énonciateur n'a pas apprécié, de la part de son interlocuteur, un geste ou un acte.

⁶ La réplique successive de la particule traduit l'état d'âme de la personne qui salue.

- (3) lòbòŋɔ̄ ɓè kó tlō ní ɔ̄ ká dàgɔ́ zī
 n.p NEG POST long CNJ 3.SG PART n.p dépasser
 Lobognon n'est pas plus grand que Dago.

2. KA et NI dans les constructions de topicalisation

En dadjriwalé comme dans la plupart des parlers godié en général, les particules *KA* et *NI* font office, entre autres, de marqueurs de topicalisation. Ces deux particules ont des signifiés virtuels. Leur valeur sémantique réelle n'est acquise que dans le discours. Elles attribuent au sujet du discours une valeur de topique, par sa reprise, à l'intérieur de l'énoncé, grâce à l'élément de rappel correspondant. La topicalisation, en effet, est une opération linguistique qui consiste à faire d'un constituant de la phrase l'élément central de l'acte d'énonciation (J. Dubois & al., 1974). L'assertion porte sur cet élément central. Il est appelé « topique ou thème » et s'oppose à « rhème ou commentaire » (S. Prevost, 1998-2003). Le thème, c'est le sujet du discours ; ce dont on dit quelque chose. Il procède d'un choix du locuteur ; selon que celui-ci vise à mettre en relief tel ou tel élément de son énonciation.

Du point de vue informationnel, le thème constitue l'information ancienne, moins informative. Celle-ci est connue à la fois du locuteur et de son interlocuteur. Le rhème, lui, c'est le commentaire, l'information nouvelle, plus informative. Elle est celle en attente de laquelle l'interlocuteur prête une attention particulière au propos du locuteur. Dans l'opération de topicalisation donc, deux types d'informations sont mis en contribution pour éveiller la conscience de l'interlocuteur. Ce sont, de toute évidence : l'information connue véhiculée par le terme topicalisé: le *thème* et l'information nouvelle contenue dans le reste de l'énoncé: le *rhème* (J. Haiman, 1978 ; K. Lambrecht, 1994 ; B. Combettes, 1998 ; B. Caron, 2000 ; S. Prevost, 2003). Nous le rappelons, l'opération de topicalisation consiste en une reprise de l'élément topicalisé par le pronom de rappel correspondant.

2.1 Le marqueur de topicalisation KA

Soit en (4) et en (5) les énoncés suivants :

- (4) kénī kā ɔ̄ jì pī sā
 n.p PART 3.SG savoircuisiner POST
 Kéni sait faire la cuisine.

- (5) dàgɔ́-sī̄ k̄ā wā té jí kó nán
 n.p-PL PART3.PL durcir yeux POST bien
 Dago et les siens sont bien courageux.

Dans ces énoncés, les noms *kénī* et *dàgɔ́-sī̄* constituent respectivement les sujets du discours. Ils sont mis en relief par topicalisation, grâce à leur reprise immédiate, à l'intérieur de ces énoncés, par les indices pronominaux de rappel correspondant.

Dans ces deux énoncés, la particule *KA* est employée pour renchérir sur d'éventuels propos d'un locuteur virtuel faisant état en (4), des qualités culinaires de *kénī* ; en (5), de la bravoure ou du courage dont fait preuve Dago et sa suite. En s'exprimant comme il est fait ici, le(s) locuteur(s) réel(s) du discours partage(nt) l'avis de son ou ses interlocuteur(s) (virtuel(s)). Dans la mise en relief par topicalisation, *KA* a donc une valeur d'insistance, d'approbation, de reconnaissance sur des conceptions partagées entre le locuteur et l'interlocuteur fictif. Comme *KA*, *Nl* également est une particule de topicalisation dans la langue, en ce sens qu'elle occasionne la reprise du terme sujet par le pronom anaphorique de rappel correspondant.

2.2 Le marqueur de topicalisation *Nl*

Soit en (6) et (7) les énoncés ci-dessous :

- (6) àmó nī nī plī̀ nán-nò-ɲ̄̄
 moi PART1.SG COP bien-faire-AGENT
 Moi, je suis un bienfaiteur (faiseur de bien).

- (7) kénī nī ɔ̄ plī̀ glí-ɲ̄̄
 n.p PART3.SG COP hypocrisie-femme
 Kéni est une hypocrite.

Nous observons effectivement que les constituants nominaux sujets en (6) et en (7) sont repris immédiatement après la particule *Nl*. C'est la preuve que comme *KA*, *Nl* est aussi un marqueur de topicalisation. Mais à la différence de *KA* qui induit des valeurs d'opinions partagées entre deux interlocuteurs, *Nl* induit des valeurs d'une comparaison tacite. Le caractère tacite de la valeur comparative qu'insinue *Nl* réside dans l'absence matérielle du propos qui indiquerait la comparaison objective. Autrement dit, *Nl* est

⁷ Le suffixe -st est une marque de pluriel d'accompagnement. Il est uniquement réservé à des noms propres de personnes. Ainsi, suffixé au nom propre comme c'est le cas dans l'énoncé en (5), il évoque l'idée d'un groupe d'individus ayant plus ou moins des mêmes liens de filiation ou d'alliance (D. N'dré, 2012).

employé pour insinuer une idée contraire de celle qu’aurait soutenue un interlocuteur à propos de quelqu’un comme l’indique en (8) l’énoncé suivant :

- (8) βέλω plū plē-kó-nanò-ηλῶ
n.p COP cœur-POST-bonté-femme
Bello est une femme vertueuse (une femme au grand cœur).

Cet énoncé pourrait être l’opposé de l’énoncé en (7) que nous reprenons ici en (9) pour mettre en évidence l’idée de comparaison qu’induit la particule *Nl* :

- (9) κένι nī ῶ plū glí-ηλῶ
n.p PART3.SG COP hypocrisie-femme
Kéni est une hypocrite.

Ces deux énoncés entretiennent un lien argumentatif logique à valeur oppositive grâce à la particule *Nl*. Il s’agit ici d’une comparaison objective entre deux propos différents. Dans la comparaison entre deux propos, le propos contenant *Nl* est celui qui suit toujours le propos dépourvu de la particule *Nl*. La particule *Nl* pourrait être rendu en français par le marqueur « quant à » qui est, de toute évidence une particule de topicalisation (B. Combettes & S. Prevost, 2001 ; S. Prevost, 2003). Ainsi, l’énoncé en (9) peut être paraphrasé en français par : *Quant à Kéni, elle est hypocrite.*

2.3 Remarque à propos des marqueurs de topicalisation *KA* et *Nl*

Dans les énoncés ci-dessus, les particules *KA* et *Nl* peuvent être supprimées comme nous pouvons l’observer ci-dessous :

- (10) κένι ῶ jì pī sā
n.p 3.SG savoircuisiner PART
Kéni, elle sait faire la cuisine.

- (11) δάγ’-sī wā té jí kó nán
n.p-PL 3.PL durcir yeux POST bien
Dago et les siens, ils sont bien courageux.

- (12) κένι ῶ plū glí-ηλῶ
n.p 3.SG COP hypocrisie-femme
Kéni, elle est une hypocrite.

Nous le voyons, la suppression de ces deux particules n’entame en rien la valeur « topicalisante » des énoncés les contenant. Mais cela ne saurait

signifier - loin s'en faut - que leur emploi est d'ordre facultatif. Au contraire, leur insertion entraîne, pour chacune, en ce qui le concerne, la reprise obligatoire du sujet par le pronom anaphorique correspondant. Les particules *KA* et *NI* sont, par conséquent, de véritables marqueurs de topicalisation dans la langue. Leur rôle est d'accentuer la mise en relief et d'apporter une nuance significative dans le sens globale de l'énoncé. Autrement dit, les particules *KA* et *NI* induisent des valeurs emphatiques et sont considérées, de ce point de vue, comme des intensifs (M. Cissé, 2008). En tant que marqueurs de topicalisation, *KA* et *NI* confèrent au constituant préalablement connu, grâce au contenu informationnel de l'énoncé, la valeur de topique ; c'est-à-dire le constituant au sujet duquel se fonde la prédication. Ce constituant, du point de vue syntaxique, est, dans une phrase assertive, le sujet grammatical de l'énoncé. Ainsi, dans une phrase assertive simple, l'absence de la reprise anaphorique du sujet ne pose aucun problème d'agrammaticalité ; la structure canonique de la phrase étant sujet-verbe-objet (S + O + V) dans la langue. L'on pourrait alors supprimer le pronom anaphorique de rappel dans les énoncés ci-dessus et ceux-ci se réduiraient à de simples assertions avec une valeur modale de neutralité, en l'occurrence, l'habituel :

(13) kénī jì pī s̄ā
 n.p savoircuisiner POST
 Kéni sait faire la cuisine.

(14) dàgó-sī té jí kó nán
 n.p-PL durcir yeux POST bien
 Dago et les siens sont bien courageux.

(15) kénī plū glí-ŋl̄ō
 n.p COP hypocrisie-femme
 Kéni est une hypocrite.

Ces différents énoncés donnent la preuve que la visée communicative du sujet-énonciateur est au centre des différentes transformations que peut subir un énoncé.

3. *KA* et *NI* dans les constructions hypothétiques et/ou temporelles

Une construction est dite hypothétique si la réalité que pose le locuteur dans son énonciation est un fait supposée probable, peu probable ou irréalisable. La supposition est la condition sine qua non de l'énonciation dans les constructions hypothétiques (H. Vairel, 1982 ; J.-M. Adam, 1992 ; M. Riegel

& J-Ch Pellat, 1994). Cette supposition de la réalité posée par le locuteur dans son énonciation réside dans l'emploi de la particule *si* en français et *if* en anglais par exemple (B. Caron, 2008). En dadjriwalé, contrairement au français et à l'anglais, deux particules permettent au locuteur de construire des énoncés hypothétiques. Ce sont les particules *KA* et *NI*, selon que l'énoncé est au positif ou au négatif, respectivement (V. Godé, 2008). Ces deux particules énonciatives ont valeurs d'hypothèse et/ou de condition. Ce sont ces valeurs là qui permettent au locuteur-énonciateur de supposer la réalité qu'il pose dans son énonciation (H. Vairel, 1982 ; A. Patard, 2006). Les constructions hypothétiques admettent toujours deux propositions : [*si P, Q*] (J-M. Adam, 1992). Ces deux propositions entretiennent une relation d'interdépendance mutuelle. Cette relation d'interdépendance est qualifiée de mutuelle parce que, l'existence de l'une est nécessaire à la réalisation de l'autre. *si P* précédant *Q*, en général, c'est à son existence que *Q* doit sa réalisation dans l'énonciation. Entre le contenu propositionnel de *P* et le contenu propositionnel de *Q* « s'instaure [pour ainsi dire] une relation vériconditionnelle d'implication logique, la vérité de l'un conditionnant la vérité de l'autre » (H. Vairel, 1982). Autrement dit, la réalité supposée de *P* « est donnée comme la condition de l'énonciation de *Q* » (Ibid, 1982). C'est pourquoi, *si P* est définie, dans les constructions hypothétiques, comme la protase (placée avant) et *Q* comme l'apodose (placée après). En effet, comme c'est le cas partout ailleurs, en dadjriwalé, la protase « doit être établie pour que l'apodose soit réalisé ».

Dans la langue, la structure logique de la construction hypothétique est : [*KA/NI P (ni) Q*]. Dans cette structure, *P* exprime la condition et *Q* la conséquence (V. Godé, 2008). Dans cette construction, normalement, *KA* ou *NI* s'insère entre le constituant sujet et le verbe dans *P*. La structure logique réelle de la construction hypothétique dans la langue est donc : [*S KA/NI P*] (*ni*) *Q*]. Dans cette structure, *P* représente la subordonnée ou l'enchâssée et *Q* la principale ou la matrice. À l'intérieur de *P*, *KA* et/ou *NI* sont chargées des valeurs de supposition. *P* et *Q* sont reliées entre elles par le morphème *NI* qui sert de translatif entre les deux propositions (L. Tesnière, 1959).

Dans la langue, comme c'est d'ailleurs le cas dans beaucoup de langues à travers le monde, l'on relève une similitude fonctionnelle entre la construction hypothétique à valeur potentielle et la subordonnée temporelle. Du point de vue de la morphosyntaxe, en effet, rien ne permet de distinguer ces deux constructions adverbiales. Elles sont toutes deux introduites de la même façon par les mêmes marqueurs énonciatifs. Il existe donc un lien étroit entre ces deux subordonnées (V. Godé, 2008 ; B. Caron, 2008).

3.1 KA et NI dans les hypothétiques à valeur potentielle

Les particules *KA* et *NI*, nous l'avons dit, permettent de construire des énoncés hypothétiques. *KA* permet de construire des énoncés hypothétiques affirmatifs ; alors que *NI* permet de construire des énoncés hypothétiques négatifs.

- **le potentiel positif**

- (16) kénī kā jī nī ā klānì-ò jà ā ɓlī
n.p PARTvenir PART2.PL aider-HORT-elle CNJ 2.PL piler
sáká-á
riz-DEF
Si Kéni vient, aidez-la à piler le riz.

- **le potentiel négatif**

- (17) kénī ní jī nī à jī sáká-á ɓlī
n.p PARTvenir PART1.PL FUT riz-DEF piler
Si Kéni ne vient pas, nous pilerons le riz.

La particule *nī* à ton moyen établit le lien de subordination entre les deux propositions. Son absence est possible et véhicule l'état d'âme du locuteur :

- (18) kénī ní jī à jī sáká-á ɓlī
n.p PARTvenir 1.PL FUT riz-DEF piler
Si Kéni ne vient pas, nous pilerons le riz.

Cet énoncé signifierait que le locuteur n'apprécierait pas l'attitude du sujet du discours s'il refusait d'accomplir la tâche qui lui a été confiée. Le locuteur exprime ainsi son état d'âme, n'osant dire ce qu'il ferait dans ce cas. Mais on imagine aisément que le sujet du discours pourrait subir la colère du locuteur.

3.2 KA et NI dans les subordonnées temporelles :

Comme dans les constructions hypothétiques, le même constat est fait au niveau des constructions subordonnées temporelles, à savoir les énoncés affirmatifs et les énoncés négatifs.

- **au positif**

(19) n̄ k̄ā lī n̄ī n̄ mlā j̄ú
 1.SG PARTmanger-HAB PART1.SG boire-HAB eau
 Quand je mange, je bois de l'eau.

(20) ̄ō k̄ā j̄ú k̄ó m̄ō d̄ā k̄ó n̄ī ̄ō tū
 3.SG PARTeau POST partir ADV COP PART3.SG pleurer
 Quand elle va au marigot, elle pleure.

- **au négatif**

(21) n̄ n̄í lī n̄ī n̄ mlā ɓè j̄ú
 1.SG PARTmanger-HAB PART1.SG boire-HAB NEG eau
 Quand je ne mange pas, je ne bois pas de l'eau (non plus).

(22) ̄ō n̄í j̄ú k̄ó m̄ō n̄ī ̄ō tū
 3.SG PARTeau POST partir PART3.SG pleurer
 Quand elle ne va pas au marigot, elle pleure.

Tous ces énoncés mettent en exergue la similitude structurale et/ou fonctionnelle des constructions hypothétiques à valeur potentielle et des subordonnées temporelles. Les mêmes particules les introduisent à l'intérieur de la structure phrastique complexe, aussi bien au positif qu'au négatif. Retenons, du reste, que les particules *KA* et *NI* ont des fonctions oppositives dans la morphosyntaxe des énoncés complexes les contenant. Elles introduisent corrélativement des subordonnées à valeur hypothétique et/ou temporelle.

3.3 *KA* et *NI* dans les hypothétiques à valeur irréal

Dans les constructions hypothétiques à valeur irréal, la comparaison avec les subordonnées temporelles n'est plus pertinente. Elle est même inexistante. Il existe, cependant, à l'intérieur même des constructions hypothétiques, une comparaison. En effet, les valeurs potentielle et irréal s'opposent dans forme des particules introduisant ces constructions là. À l'irréal, les particules *KA* et *NI* reçoivent le dérivatif **-a** comme suffixe aspecto-temporel, comme nous pouvons l'observer en (23) et en (24) dans les constructions ci-dessous :

- **l'irréel positif**

(23) kēni **kā-ā** jī **nī** à **jī-ā** sáká-á 6lī
 n.p PART-SUF venir PART1.PL FUT-SUF riz-DEF piler
 Si Kéni venait, nous pilerions le riz/ Si kéni était venue, nous aurions
 pilé le riz.

- **l'irréel négatif**

(24) kēnī **nī-ā** jī **nī** à là **6lī-ā** zà sáká-á
 n.p PART-SUF venir PART1.PL NEG piler-SUF NEG riz-DEF
 Si Kéni ne venait pas, nous ne pilerions pas le riz.

Toutes ces constructions hypothétiques montrent bien que le potentiel et l'irréel expriment des éventualités ou des suppositions. Le potentiel traduit en réalité les valeurs du conditionnel. Selon ces valeurs, la réalisation probable du procès peut s'avérer conforme à la réalité. Dans les constructions hypothétiques dites « potentielles », en effet, l'écart entre l'expression de l'acte et la probabilité de sa réalisation est mince. C'est pourquoi l'on dit souvent que le potentiel exprime des faits situés dans l'ordre du réel. Au contraire du potentiel, l'irréel traduit les valeurs de l'hypothétique proprement dit. Selon ces valeurs, la réalisation du procès ne peut s'avérer conforme à la réalité. L'irréel exprime des faits contrefactuels, situés hors du réel, suivant les valeurs modales de l'imparfait (J-M. Adam, 1992). L'irréel signale simplement que les faits sont révolus et que l'action du procès qu'exprime le verbe n'a pu jamais se réaliser. C'est pourquoi à l'irréel, la réalisation du procès est d'ordre fictif et/ou imaginaire ; cette réalisation étant objectivement impossible. Dans l'irréel « [...] la protase est une assertion fictive, c'est à dire "énoncée à partir d'un repère subjectif imaginaire, décroché du sujet actuel et permettant une représentation complexe » (A. Culioli, 1999: 160).

La traduction en français des constructions ci-dessus permet de comprendre que l'imparfait se confond au plus-que-parfait dans la langue. Autrement dit, dans la langue, le suffixe -a convient « à l'expression de l'irréel du présent » et à celle « de l'irréel du passé ». Il confère aux particules *KA* et *NI* une valeur d'auxiliaire (C. Blanche-Benveniste, 2002). Il affecte ces marqueurs de condition et/ou d'hypothèse (S. De Vogüé, 1999) aussi bien dans la protase qu'au verbe conjugué dans l'apodose. Situait le procès hors de l'actualité, le suffixe -a véhicule deux valeurs fondamentales : la valeur temporelle et la valeur modale. Sa valeur temporelle réside dans le fait que le procès qu'il dénote est situé dans le passé (G. Guillaume, 1929 ; J-C. Chevalier, M. Launay & al., 1982 ; L. Gosselin, 1999 ; J. Bres, 2005). Quant à sa valeur modale, elle

réside dans le fait que le procès qu'il dénote est envisagé en dehors de la réalité (J-M. Adam, 1992 ; M. Riegel & J-Ch Pellat, 1994).

4. *KA* et *NI* particules exprimant par ailleurs des valeurs différentes

Les analyses précédentes révèlent une uniformité de valeurs pour les deux particules *ka* et *ni*. Analysées précédemment comme des constructeurs d'hypothèses et de marques de topicalisation, les particules *KA* et *NI* expriment ailleurs des valeurs différentes. Ici, il est question de mettre en évidence ces valeurs là. En effet, suivant la visée communicative du locuteur-énonciateur et corrélativement au contexte d'énonciation, *KA* peut être analysée comme une particule aspectuelle. La particule *NI*, quant à elle, peut être analysée soit comme une conjonction de subordination à valeur comparative, soit comme une conjonction de coordination.

4.1 La particule *NI* comme comparatif et/ou coordonnant

- *NI* comme comparatif

Outre le rôle qu'elle a dans la mise en relief par topicalisation et dans les constructions hypothétiques, la particule *NI* fonctionne par ailleurs comme un mot-outil à valeur de conjonctions de comparaison et/ou de coordination. En tant que comparatif, *NI* établit, en filigrane, un rapport de comparaison entre la proposition principale et la proposition subordonnée dite de comparaison. Ce rapport est exclusivement d'ordre quantitatif⁸. Parce que *NI* n'est traduite en français que par les expressions « moins...que » ou « plus...que ». Elle n'établit alors que des rapports d'inégalité ou de gradation entre la principale et la subordonnée (C. Fuchs, N. Fournier & al., 2008 ; S.H. Bat-Zeev, 1995) :

(25) kēnī té jí kó ní ǝ zī làgàn
 n.p dur vieux POST CNJ 3.SG dépasser n.p
 Kéni est plus éveillée que Lagan.

(26) kēnī ǝ̀ ylí ní ǝ ká làgàn zī
 n.p NEG gros CNJ 3.SG PART n.p dépasser
 Kéni n'est pas plus grosse que Lagan.

⁸ Dans la langue, il y a d'autres mots-outils véritablement ancrés dans la production des subordonnées comparatives. Le rapport de qualité est exprimé, entre autres, par la conjonction de subordination **plan** « comme » :

ǝ kò plan ǝ́ bá
 3.SG COP CNJ 3.SG.POSS père

Il est comme son père.

Notre but n'étant pas ici de lister les différents mots-outils entrant dans la production de telles subordonnées, que l'on nous excuse de ne rien en dire davantage. Une étude de la phrase complexe dans la langue permettrait de donner des détails.

La particule **ní** introduit une subordonnée de comparaison dans structure phrastique complexe. L'énoncé en (25) est à l'affirmatif ; alors que l'énoncé en (26) est au négatif. Dans la subordonnée de cet énoncé complexe, l'on note la présence d'un marqueur de distanciation. Il s'agit de la particule **ka** à ton haut. Cette particule est en rapport de discontinuité avec le morphème de négation **ɓè**. Ce marqueur est la trace d'un écart cognitif, virtuel entre les deux protagonistes de la comparaison, à savoir **Kéni** et **Lagan**.

Notons que dans une subordonnée comparative à la forme négative, les deux lectures « moins...que » et « plus...que » sont possibles. L'énoncé en (26) pourrait aussi bien être rendu en français par :

(27) *Kéni est moins grosse que Lagan.*

- **Nl comme coordonnant**

La particule *Nl* fonctionne également comme une conjonction de coordination. Comme telle, elle relie deux ou plus de deux propositions indépendantes. Soit en (28) et (29) les énoncés ci-dessous :

(28) **dàg'ò** **lì** **ní** **ɓ** **mlāà** **ɲú**
 Dago manger-ACC CNJ il boire-ACC eau
 Dago a mangé et il a bu de l'eau.

(29) **dàg'ò** **lì** **ní** **ɓ** **mlāà** **ɲú** **ní**
 Dago manger-ACC CNJ il boire-ACC eau CNJ
ɓ **jī** **mɔ̄**
 il FUT boire-ACC
 Dago a mangé, a bu de l'eau et est parti.

En (28), il s'agit de deux propositions indépendantes qui sont reliées par la particule *Nl* ; alors qu'en (29), il s'agit de trois propositions indépendantes. Pour cette dernière série de propositions indépendantes, l'insertion de la particule *Nl* entre les deux premières propositions n'est pas obligatoire. Elle l'est en revanche pour la dernière proposition. Dans une série de propositions indépendantes, l'insertion de la particule *ni* comme coordonnant n'est obligatoire que pour la dernière proposition. Elle est facultative pour les premières :

(30) **dàg'ò** **lì**, **ɓ** **mlāà** **ní** **ɓ** **jī** **mɔ̄**
 Dago manger-ACC il boire-ACC CNJ il FUT boire-ACC
 Dago a mangé, il a bu et il est parti.

Cependant, pour un effet de sens, le locuteur-énonciateur, a la possibilité de faire abstraction, dans son énonciation, de cette particule. Ceci permet de dire que dans une énonciation, seule la visée communicative compte. Mais l'absence de la particule *NI* dans une succession de propositions indépendantes, bien que possible, est rare⁹.

4.2 KA comme marque aspectuelle

J. Dubois & al. (1974) définissent la notion d'aspect comme une catégorie grammaticale exprimant la représentation du sujet parlant du processus qu'exprime le verbe. Il peut s'agir du déroulement du processus ou de son achèvement. Ici, deux types d'aspect sont importants. Il s'agit du progressif et de l'habituel. A ces deux types d'aspects fondamentaux, peuvent être greffés l'intentionnel et le constatif. Soit les deux énoncés suivants :

(31) *kā n̄ būdō*
PART1.SG laver (se)
Je me lave.

(32) *kā n̄ nōw̄ lēbē*
PART1.SG faire travail
Je travail.

Deux lectures possibles sont envisageables pour ces deux énoncés. La première permet de considérer la particule *KA* comme l'expression des valeurs de l'habituel et/ou du constatif. Les deux énoncés décrivent une action habituelle, répétitive, continue et/ou permanente. Dans ces deux énoncés le locuteur fait état de ses qualités de travailleur en (32) et de quelqu'un de très propre en (31). Le locuteur exprime son état d'âme. Il semble dire implicitement qu'il déteste la saleté d'une part (31) et qu'il hait les paresseux d'autre part (32). La deuxième lecture en revanche, permet de considérer *KA* comme l'expression des valeurs du progressif ; les mêmes énoncés pouvant être traduits, respectivement, par :

(33) Je suis en train de me laver.
(34) Je suis en train de travailler.

⁹ L'absence de la particule *NI* fait appel au phénomène de la parataxe.

des rapports d'inégalité ou de gradation. Comme coordonnant, elle ne relie que deux ou plusieurs propositions indépendantes. Quant à la particule *KA*, elle a pu parallèlement, être analysée comme marque aspectuelle. En tant que telle, elle induit, selon le contexte d'énonciation, les valeurs du progressif, de l'habituel et de l'intentionnelle. Soulignons par ailleurs, pour terminer, que *KA* et *NI* ne sont pas les seuls mots outils que possède la langue. Il en existe plusieurs. Bien que n'ayant aucune incidence sur la syntaxe des constituants – à l'instar de *KA* et *NI* – ils permettent néanmoins de construire des énoncés complexes induisant différentes valeurs sémantico-pragmatiques. Une étude de la phrase complexe dans la langue permettrait de mettre en évidence leur force illocutoire dans le discours et de donner des détails.

Références bibliographiques

- Adam, J-M. (1992). Si hypothétique et l'imparfait. Une approche linguistique de la fictionnalité, In *Études littéraires* n°25, pp 147-166.
- Ameka, K. F. (1998). Particules énonciatives en Ewe. In *Faits de langues*, n°11-12, *Les langues d'Afrique subsaharienne*, pp. 179-204.
- Bat-Zeev, S. H. (1995). Subordonnées circonstancielles et dépendance sémantique. Comparaison, concession et condition : grammaticalisation et sens des connecteurs. In *Faits de langues*, n°5, *La comparaison*. pp. 145-154.
- Blanche-Benveniste, C. (2002). Auxiliaires et degrés de « verbalité ». In *Syntaxe et sémantique*, n° 3, pp. 75-97.
- Bres, J. (2005). L'imparfait : l'un et/ou le multiple. À propos des imparfaits narratifs et d'hypothèse. In *Cahiers chronos*, n°14, pp, 1-32.
- Chevalier, J-C., Launay, M. & al. (1982). De l'hypothèse en espagnol. In *Information grammaticale* 13, pp 12-16.
- Caron, B. (2000). Topicalisation et focalisation dans les langues africaines. In *Afrique et Langage*. Peeters, Louvain, n°1, pp 7-42.
- Caron, B. (2008). La structure énonciative des subordonnées conditionnelles. *Subordination, dépendance et parataxe dans les langues africaines*. In *Afrique et Langage*, n°12, Peeters, Louvain, pp 145-158.
- Caudal, P., Vettors, C. & al. (2003). L'imparfait, un temps inconséquent. In *Langue française*, n°138, pp. 61-74.
- Cisse, M. (23 Déc. 2008). Approche énonciative et discursive de la « structure thématique » des énoncés en wolof. In *SUDLANGUES*, n° 10, pp 71-85 <http://www.sudlangues.sn/> (Consulté le 01 octobre 2016).

- Combettes, B. & Prevost, S. (2001). Évolution des marqueurs de topicalisation. In *Cahiers de praxématique*, n°37, pp103-124.
- Combettes, B. (1998). Thématization, topicalisation et éléments non-référentiels : le cas de l'adjectif détaché. In *Cahiers de praxématique*, n°30, pp. 133-159.
- Culioli, A. (1999). *Pour une linguistique de l'énonciation 2 - Formalisation et opérations de repérage: L'homme dans la langue*. Paris: Ophrys.
- Detrie, C. (23 Juillet 2010). De voir à tu vois / vous voyez : fonction sémantico-énonciative et postures énonciatives construites par ces particules interpersonnelles. <http://www.linguistiquefrancaise.org> (Consulté le 01 octobre 2016).
- De Vogüé, S. (1999). Le champ des subordonnées dites conditionnelles du français : conditions, éventualités, suppositions et hypothèses. In *Linx*, n°41 pp. 93-118.
- Dubois, J. & al. (1974). Topicalisation, topique. In *Dictionnaire de Linguistique et des Sciences du Langage*, pp. 489-90.
- Faïta, D. (1977). Le fonctionnalisme parmi quelques théories syntaxiques. In *Langue française* n° 35, pp 26-40
- Fuchs, C., Fournier N. & al. (2008). Structures à subordonnée comparative en français : problèmes de représentations syntaxiques et sémantiques. In *Linguisticae Investigationes*, John Benjamins Publishing Company, , LXXXI (1), pp.11-61.
- Godé, V. (2008). *Le dadjriwalé, langue kru de Côte d'Ivoire*. Paris, L'harmattan.
- Gosselin, L. (1999). Les valeurs de l'imparfait et du conditionnel dans les systèmes hypothétiques. In *Cahiers chronos*, 4, pp 29-51.
- Gross, M. (1981). Les bases empiriques de la notion de prédicat sémantique. *Formes syntaxiques et prédicats sémantiques*. In *Langage*, n°63, pp. 7-52.
- Guillaume, G. (1929). *Temps et verbe*. Paris, Champion.
- Haiman, J. (1978). Conditionals as topics. In *Language*, n° 54, pp 564-589.
- Lambrecht, K. (1994). *Information structure and sentence form: Topic, Focus, and the mental representations of discourse referents*. Cambridge University Press.
- Marchese, L. (1983). *Atlas linguistique kru*. Abidjan, Institut de Linguistique Appliquée (ILA).
- Marchese, L. (1989). kru. In *Benodr-Samuel, John (éd.) : The Niger-Congo languages*, Lanham, New York/London, University Press of America, pp. 119-139.
- Martinet, A. (1985). *Syntaxe générale*. Paris, Armand Colin.

- Miladi, L. (2009). Les fonctions discursives de la particule énonciative *to* du polonais dans les constructions à segment détaché à gauche. In *Revue des études slaves*, tome 80, fascicule 1-2, *La cohérence du discours dans les langues slaves*, pp. 87-103.
- Moeschler, J. & Reboul A. (1994). *Dictionnaire encyclopédique de pragmatique*. Paris, Seuil.
- Moeschler, J. (1996). *Théorie pragmatique et pragmatique conversationnelle*. Paris, Armand Colin.
- N'dré, D. (2012a). Classes nominales et deixis : cas des suffixes de pluriel *-si* et *-nyì* du *dadjriwale*. In *Linguistik Online*, vol 56, n°6, pp 65-80.
- N'dré, D. (2012b). Les constructions passives, réfléchies et réciproques en *dadjriwalé*. In *Revue ivoirienne des arts et de la culture, des lettres et des sciences humaines*, SANKOFA, vol.1, n°2, pp.213-242.
- Patard, A. (2006). L'imparfait dans les phrases hypothétiques [si IMP, COND] : pour une approche aspectuo-temporelle. In *Presses universitaires de la Méditerranée*, pp 125-148.
- Prevost, S. (1998). La notion de thème : flou terminologique et conceptuel. In *Cahiers de Praxématique* n°30, pp 13-35.
- Prevost, S. (2003a). *Quant à* : analyse pragmatique de l'évolution diachronique (14e-16e siècles). In Combettes B., Theissen A., Schmedecker C. (éd) *Ordre et distinction dans la langue et le discours*. Paris, Champion, pp. 443-459.
- Prevost, S. (2003b). Détachement et topicalisation : des niveaux d'analyse différents. In *Cahiers de praxématique*, n°40, pp 97-126.
- Riegel, M. & Pellat, J-C. (1994). *Grammaire méthodique du français*, Paris, PUF.
- Searle, J. R. (1969). *Speech Acts. An Essay in the Philosophy of Language*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Searle, J. R. (1979). *Intentionality and the use of language*. In *Meaning and use*, ed. A. Margalit, Dordrecht Reidel.
- Tesnière, L. (1959). *Éléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck.
- Vairel, H. (1982). Les Phrases conditionnelles/ hypothétiques en français. La Valeur de Si A, B. In *L'Information grammaticale*, n° 14, pp. 5-10.
- Williamson, K. & Blench, R. (2000). The Niger-Congo languages: A classification and description of Africa's largest language. In Heine, Bernd/Nurse, Derek, *African Languages – An Introduction*. Cambridge, Cambridge University Press: pp. 11–42.

Abréviations

ACC	accompli
AUX	auxiliaire

COP	copule
DEF	défini
DEM	démonstratif
HORT	hortatif
INACC	inaccompli
NEG	négation
n.p	nom propre
PART	particule
PL	pluriel
1.PL	1 ^{ère} pers. du pluriel
2.PL	2 ^{ème} pers. du pluriel
3.PL	3 ^{ème} pers. du pluriel
POST	postposition
RED	réduplication
SG	singulier
1.SG 1 ^{ère}	pers. du singulier
2.SG 2 ^{ème}	pers. du singulier
3.SG 3 ^{ème}	pers. du singulier
SUF	suffixe

LIRE ET S'INFORMER DANS UN FRANÇAIS "BÂTARD" : OPINION D'UN PUBLIC CONCERNÉ

Rasheed Oyewole OYELESO

The Nigeria French Language Village (Badagry, Lagos, Nigeria)

wolerash@yahoo.com

Résumé

Cette recherche traite de la valorisation du français régional en Afrique, aussi connu sous le nom de français "bâtard" en montrant son importance et son rôle dans le processus d'information et d'éducation d'un public hétérogène de tout niveau avec une dose d'humour afin de leur donner plaisir au cours de la lecture. Deux ouvrages, notamment le journal hebdomadaire "Gbich" et l'essai "Situations Drap ; ça arrive à tout le monde" ont retenu notre attention pour leur popularité ainsi que leur particularité. A l'aide d'un questionnaire destiné aux lecteurs et un bref entretien avec les auteurs de ces deux ouvrages, des révélations, notamment, l'opinion des lecteurs, ont montré que le "français bâtard" pouvait s'avérer être un moyen très efficace d'encourager la lecture chez une jeunesse qui s'éloigne petit à petit de l'habitude de lire.

Abstract

This research deals with the recognition of the regional French in Africa, also known under the name of "bastardized French" by showing its importance and its role in the process of informing and educating a heterogeneous public of different background with a dose of humour aimed at providing some pleasure while reading. Two documents, including the weekly newspaper "Gbich" and the the essay "Situations Drap; ça arrive à tout le monde" have retained our attention for their popularity as well as their peculiarities. With the help of a questionnaire intended for the readers and a brief interview with the authors of these two works, some revelations, especially the opinion of readers, have shown that the "bastardized French" could be a very effective way to encourage reading among youth who have slowly lost the habit of reading.

Introduction

L'expression "bâtard" est un qualificatif généralement utilisé pour exprimer un dégoût ou un mépris envers la personne désignée. Selon des contextes bien définis par le dictionnaire *Le Petit Robert* (2008 :380), le qualificatif s'utilise :

- soit pour désigner un enfant né hors mariage. *Enfant bâtard*. → un produit adultérin ou illégitime ;
- soit pour désigner une chose vivante qui n'est pas de race pure, un croisé ou un hybride. Exemple vue de la perspective des animaux : *Son chien Dick, affreux bâtard de caniche et de barbet* » ;

- soit comme un terme injurieux à l'égard de quelqu'un que l'on méprise.
→ Exemple: « *J'm'en fous moi, il dit c'qui veut ce bâtard* » (Pour dire que la personne est un bouffon).

Cependant, aujourd'hui, ce mot à une nouvelle acception dans son rôle de qualificateur. Il est désormais aussi utilisé dans les recherches sociolinguistiques sous le néologisme de "*la batarsité*" pour faire état de la naissance de langues hybrides surtout en Afrique et dans les Antilles.

D'après Kesteloot (2006), *la batarsité* du français a ses origines depuis la période qui suivit les indépendances. Cette période fut illustrée par des écrivains presque aussi brillants que ceux de la Négritude et ces derniers avaient les mêmes motifs idéologiques que leur prédécesseurs voir : (« manifester l'âme noire », puis plus tard « l'africanité » ou « l'authenticité »). Pour y arriver, ces écrivains, Kourouma, Makan Diabaté, Guillaume Oyono, Zadi Zaourou, Sony Labou Tansi, pour ne citer que les plus notoires, ont pris à la lettre cette volonté d'être « plus Africain » jusqu'à « subvertir le français ». *Ils entreprendront en toute lucidité ce travail de déconstruction /reconstruction, consistant à violer sans scrupules l'outil linguistique de l'ancien colonisateur « pour faire des bâtards à la langue française ».* Kesteloot (Opcit :8)

Des critiques littéraires s'en ont servi pour caractériser un genre de langue non standard utilisé dans leurs écrits romanesques. Ce genre de langue non standard est souvent le résultat du déplacement géographique d'une langue standard hors de son milieu naturel vers un autre milieu étranger où elle sera imposée une cohabitation avec d'autres langues pratiquées dans leur milieu naturel. Cette cohabitation donnera plus tard naissance à une autre langue qui aura pour parents les langues en cohabitation dans un environnement particulier, voir dans une communauté plurilingue. (Aboa Abia : 2009)

En Afrique francophone, le mot « bâtard » a été aussi utilisé par Massa Makan DIABATE (1995), un Malien, auteur de la célèbre *Trilogie de Kouta* pour décrire le type de français utilisé dans ces narrations. C'est en ces mots suivants qu'il décrit le genre de français qu'il utilise:

J'essaie de donner à mon français, qui n'est pas le français de France, une coloration africaine, en y mêlant des proverbes, des récits et surtout en faisant, comme je l'ai toujours dit, « quelques petits bâtards à la langue française », (...) mais je pense que je suis fondamentalement francophone. Diabaté (35)

L'expression « quelques petits bâtards à la langue française » se réfère naturellement aux entorses effectuées à la langue française. Cet acte est non seulement le signe d'une appropriation du français qui a acquis le statut de langue seconde, mais aussi et surtout l'expression d'une revendication de copropriété, conséquence d'une coprésence du français et des langues africaines sur un territoire national bien déterminé. La francophonie africaine en général surtout la francophonie sénégalaise en particulier, est une francophonie ouverte au souffle fécond des langues et cultures africaines. C'est cette particularité qui fait sa richesse.

Il est aussi important de faire remarquer cette variété régionale de français bien que méprisée par les Colons et les puristes étaient plutôt appréciée par certains Leaders Africain tel que Senghor que cite Thiam (2009 :18) «*Nous sommes pour une langue française, mais avec des variantes, plus exactement des enrichissements régionaux* ».

Pour lui, la variété régionale du français, aussi connue sous le nom de *francowolof*, est une langue parlée qui se conforme à une norme locale implicite et assure les fonctions de langue véhiculaire entre sénégalais francophones appartenant à la classe moyenne lettrée. Il s'agit en réalité d'une variété fonctionnelle du français qui, tout en étant proche du niveau standard, comporte des régionalismes qui l'écarte du niveau standard (ibid)

En suivant les pensées philosophiques de Diabaté et Senghor (Thiam 2009), cette recherche prend en compte le même phénomène de la variante linguistique dans un autre pays africain, notamment la Côte d'Ivoire qui observe une mutation linguistique du français très avancée. Notre objectif est de chercher à comprendre le rôle et l'influence d'un tel genre de français dans la presse et la littérature ivoirienne, non pas au hasard mais à travers le sondage d'opinion de quelques lecteurs Ivoiriens très assidus.

1. Qu'entendons-nous par particularités régionales ?

Les particularités régionales dans le français en Afrique se réfèrent à l'ensemble des phénomènes de métissage d'une langue par le biais de l'interférence discursive. Le métissage de cette langue présente des particularismes régionaux qui donnent à cette langue des caractères spécifiques de la norme endogène. En d'autres mots, on peut aussi l'appeler le français mésolectal. Selon Suzanne Lafage (1996), le français mésolectale est propre à la "classe moyenne lettrée" qui fait en selon une "norme locale implicite". Il s'agit donc d'un français qui, tout en étant proche du niveau standard présente les particularités suivantes:

- des variations lexématiques (formation nouvelle ou emprunt) ;
- des variations sémantiques (transfert, restriction ou extension de sens, métaphorisation) ;
- des variations grammaticales et morphosyntaxiques (changement de genre, de catégorie grammaticale, de construction, de collocation) ;

Le français en Afrique présente donc un mélange de formes attestées en français standard (africanismes sémantiques) et de formes néologiques (africanismes lexématiques : formations locales et emprunts). En voici quelques cas :

Exemples de néologismes sémantiques.

- i- J'ai *payé* un nouveau sac. Pour dire : je vais *acheter* autre sac.
- ii- L'examen était *caillou*. Pour dire : L'examen n'était pas facile

Exemples de néologisme morphologique par dérivation et reduplication

- i- *Pétroler* : dérivé du mot pétrole, veut tout simplement dire tricher. C'est une expression très populaire chez les étudiants. Exemple : Il pétrole beaucoup dans ces affaires
- ii- *Bête-bête* : une reduplication du mot « bête » pour dire « idiot/stupide », Exemple : Moi, je n'aime pas les histoires bête-bête comme ça.

Les emprunts aux langues locales devenus une norme. Exemples :

- i. Je vais prendre des *allocos* pour diner. *allocos* (langue baoulé de Côte d'Ivoire) pour représenter des frites de bananes plantains mûres.
- ii. (...) Il y a le *kpèlèbè* pour faire le feu, il y a l'huile *zomi*, il y a *sodabi* et tout ce qui est *enfant de palmier*. (Sika'a, 23/7/2013).

Le kpèlèbè : est un fouillis traditionnel sec qui sert à faire du feu. On s'en sert beaucoup dans la cuisine en milieux ruraux aussi bien qu'urbains. Il est emprunté du *fon* (Corneille 2013 :38). Le *zomi* quant à lui est un genre d'huile de palme très appréciée par sa saveur et sa qualité. Il existe aussi en *éwé*. Le *sodabi* est le vin de palme locale du Togo qui est aussi connu sous le nom de *koutoukou* ou *bangi* en Côte d'Ivoire (Agbotoun 2013 :38).

2. Méthodologie

Les lecteurs qui ont fait l'objet de notre recherche étaient des réguliers facilement retrouvables devant des kiosques de journaux et dans des bibliothèques publiques de la ville d'Abidjan précisément dans le 14^e

arrondissement d'Abidjan couvrant la commune d'Abobo et le quartier Kennedy. Les documents de référence étaient le Journal hebdomadaire *Gbich* et un livre "*Situations Drap, ça arrive à tout le monde*" écrit par une Ivoirienne, Aline Apoutri.

Le sondage d'opinion s'est fait surtout à l'aide de questionnaires distribués aux lecteurs réguliers de l'un des deux documents. Les questionnaires ont été distribués puis retournés étaient en nombre de 100 sur 120. Les questions cherchaient à savoir si leurs lecteurs étaient informés du fait qu'ils ne lisaient pas un français standard mais un français africanisé avec beaucoup de particularités régionales.

3. Schématisation des questions

Les questionnaires adressés aux lecteurs ont été conçus de manière simple sur trois modèles de questions, à savoir, les questions ouvertes, les questions à choix multiples et les questions fermées. A l'appui de ces questionnaires, un bref entretien avec le Rédacteur en Chef du journal *Gbich* et celui de l'auteur du livre a permis d'avoir une idée plus précise sur les objectifs de ces documents. Sur ce, tout en nous focalisant nos objectifs de recherche, les questions se sont focalisées sur les thèmes suivants :

- i-* Les objectifs du journal.
- ii-* Identification de la rédaction et du public du journal *Gbich* : Qui sont les journalistes et les lecteurs ciblés ?
- iii-* Définition la fréquence lecture du journal *Gbich* et les raisons de cette fréquence
- iv-* Les dangers linguistiques possibles pouvant être causés par la lecture de ce genre de document.
- v-* Evaluation de la popularité de ce genre d'ouvrage sur le marché de la presse ivoirienne et les raisons de cette popularité.
- vi-* Le style d'écriture comme une réflexion du vécu linguistique des Ivoiriens : Nous voulons déterminer si le niveau et style de langue s'apparente au langage véhiculaire employé pour les besoins linguistiques de la population active.

4. Profil des sujets interrogés

Comme indice d'identification des sujets au cours de notre recherche, nous avons attribué à chaque sujet interrogé un code d'identification selon le public. Ainsi, les questions attribuées aux sujets journalistes auront le code (QJN) tandis que les sujets lecteurs auront le code (QLT).

100 sujets ont été interrogés sur l'emploi du français non soutenu dans le journal *Gbich* : précisément 2 journalistes et 98 lecteurs. Parmi les 2 journalistes, nous avons un rédacteur de rubrique et une femme. Leur expérience professionnelle en matière de journalisme varie de 6 à 14 ans et ils sont tous les deux titulaires de baccalauréat et de licence. D'ailleurs le journal venait de célébrer sa 15^{ème} année en 2015. La dame, Aline Apoutri est une animatrice de deux rubriques (*Courrier du Cœur* et *Situation drap*) dans *Go Magazine* et responsable de *Go Mag Love*. Ce qui implique qu'ils ont tous reçu une formation académique leur permettant de faire la distinction entre le français soutenu et ses variantes.

Chez les lecteurs, la tendance diffère. Ils viennent de différentes couches sociales avec différents niveaux d'études allant du CEP, BEPC au doctorat. Ils ont des emplois variés allant du commerce, à la couture et au job de fonctionnaire d'état ou privé. On retrouve parmi eux aussi des chômeurs et des retraités. Une autre partie est constituée d'élèves, surtout en classes de 2nd, 1^{ère}, Terminal et d'étudiants. Ils ont donc différents niveaux de connaissance en français. A cause de l'influence urbaine qui impose plus l'usage du français que des dialectes locaux, presque tous ont un niveau linguistique assez acceptable. Les moindres, qui sont des commerçants, couturières et coiffeuses, ont un niveau basilectal qui ne se fait pas trop sentir.

L'enquête a montré que les rubriques favorites de ces lecteurs étaient: *Gnamankoudji Zékinan*, *Sergent Deutogo*, *Affaires moussocologiques*, *Gazou la doubleuse*, *Enquêt'Expres*, *Tommy Lapoasse*, *Papitou*, *En quête de vérité*, *Cauphy Gombo*, etc.... Ces rubriques ont en commun l'usage d'un français non soutenu (régional) dans leurs narrations.

5. Bref aperçu des œuvres étudiées

Aline APOUTRI, Auteure du livre "*Situations Drap*", est une animatrice de deux rubriques (*Courrier du Cœur* et *Situation drap*) dans *Go Magazine* (un hebdomadaire ivoirien) et responsable de *Go Mag Love*. Le 1^{er} tome du livre *Situations Drap*, qui est un recueil d'histoire, avait été publié aux Editions Go Média en 2013 et il est présentement disponible dans toutes les librairies au prix de 2500 francs.

Gbich est un journal satirique ivoirien publié chaque semaine à Abidjan. C'est le premier journal satirique du genre en Côte d'Ivoire qui a vu le jour en 1999. *Gbich!* est avant tout un journal d'humour et de bande dessinée qui se veut être un baromètre de la vie sociale en Côte d'Ivoire. Les rubriques proposées collent au vécu quotidien des lecteurs. Ce nom quelque peu bizarre est la transcription d'une onomatopée qui selon les auteurs du journal,

représente le son d'un violent coup de poing au visage. D'où l'idée du slogan du journal : *Le journal d'humour et de bande dessinée qui frappe fort*. L'objectif donc du journal est de frapper fort la conscience du peuple ivoirien à travers un approche bien unique dans le monde de la presse.

Lire et s'informer à l'aide d'un français : Analyse des opinions

Dans les paragraphes précédents, nous avons mentionné de la collecte de l'opinion des lecteurs qui lisent et s'informent à des publications rédigées dans une français bâtarde (voir régional ou non standard). Cette étape de notre recherche a cherché à analyser les réponses données aux questions posées dans le questionnaire afin de sonder surtout l'opinion des lecteurs vis-à-vis du langage du journal *Gbich* ou tout d'autre document faisant usage du même style de communication. En outre, on a aussi cherché à établir, leurs opinions sur le niveau de concurrence entre le journal *Gbich* et les autres journaux qui maintiennent toujours l'usage du français standard. Nous avons aussi jeté regard sur les irritations possibles causées par l'existence du journal *Gbich* au sein de la population et chez les autorités locales. Rappelons que les questions qui ont conduit à nos conclusions avaient été discutées au préalable dans le sous-titre *schématisation des questions*.

6. Analyses et interprétations des résultats

Nous aimerions rappeler que les réponses analysées se rapportent uniquement aux opinions des lecteurs. Néanmoins l'opinion de certains écrivains-journalistes qui utilisent purement un français en dessous de la norme dans leur narration sera aussi prise en compte.

6.1. QLT01 : Comprenez-vous souvent le contenu du journal Gbich ?

Cette question vise à savoir si les journalistes ont vraiment pu atteindre leur objectif, c'est-à-dire informer le public dans un français purement régional. Voyons les réponses :

Tableau 1 : Réponses des lecteurs sur la compréhension du journal "Gbich"

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Très bien	76	76%
Un peu	15	15%
Pas vraiment	9	9%
Non, pas du tout	0	0

L'analyse des réponses montrent que 76%, plus de la moitié des lecteurs, comprennent très bien le contenu du journal. Le genre de registres employé ne

nuit aucunement à l'assimilation des informations diffusées dans les rubriques. Seul un nombre restreint de lecteurs (9%) n'arrivent pas à toujours comprendre le contenu du journal. Sur le terrain, nous avons remarqué que le niveau d'expression en français de ces derniers se limitaient au basilecte en raison de leur niveau d'études qui variait entre le primaire et le 1^{er} cycle du secondaire. Ensuite, nous avons tenté de comprendre ce qui a facilité la lecture et la compréhension de ces rubriques par la question suivante?

6.2. QLT02 : Qu'est ce qui facilite votre compréhension ? pourquoi ?

Cette question cherche à comprendre la base des connaissances qui facilitent la compréhension des lecteurs ou d'autres facteurs qui provoquent l'incompréhension.

Tableau 2 : Les éléments qui facilitent la compréhension chez les lecteurs

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Les expressions utilisées sont standard et familières.	27	27%
Les expressions utilisées proviennent du français quotidien	66	66%
Les expressions ne sont pas du tout françaises donc je ne comprends pas	7	7%

27% des lecteurs ont assuré leur compréhension grâce aux expressions en français standard utilisé par les journalistes malgré les autres expressions en français non standard. Par contre 66% des lecteurs ont attribué leur compréhension du journal à l'usage des registres dans un français quotidien, c'est-à-dire un français de rue qui ne se conforme pas au français standard et auxquelles ils étaient plus familiers à cause de son usage quotidien, tandis que 7% ont attribué souvent leur incompréhension au fait que certaines expressions étaient totalement inconnues ou selon eux trop soutenues pour eux.

Cette analyse nous amené à conclure sur faits : Le premier s'oriente sur le fait que la familiarité des lecteurs avec les expressions en français non standard provient du fait que c'est la population d'elle-même qui a créé ses propres expressions à des fins précises selon le courant des événements. Une fois que la popularité de cette expression est approuvée généralement dans certaines communes de la capitale, elle devient une norme endogène ; puis la

presse s'en empare et la diffuse à l'échelle nationale, voire internationale. Ce processus est comparable à celui de la norme exogène que définit Ngalasso (1987-131). Selon lui :

cette norme « se définit essentiellement par la ou les variante(s) de prestige parlée(s) par la classe dominante, selon des facteurs extérieurs à la matière linguistique : codification, production littéraire, puissance du groupe social... »

Mais selon les apparences, nous supposons que le français *bâtard* n'est pas une langue de prestige parlée par une classe dominante mais plutôt par un groupe social dominant soutenu par une forte concentration d'intellectuels provenant de diverses couches sociales ; il évolue sur le plan linguistique, d'abord, en fonction des facteurs sociaux culturels, et ensuite du courant de l'actualité nationale et internationale. Ensuite, nous observons un mélange de la norme standard avec la norme endogène dans le style d'écriture des journalistes et de l'auteur du livre en cause.

6.3. QLT03 : Quelle est votre fréquence de lecture du journal ?

Dans un pays qui a adopté à son indépendance, le français comme une langue d'ouverture sur le monde extérieur, on est bien obligé de poser des questions concernant l'attitude des Ivoiriens vis-à-vis la lecture d'un journal qui présente ses informations dans un langage contraire à la norme du français standard. Voici l'analyse des réponses obtenues :

Tableau 3 : Analyses sur la fréquence de lecture

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Régulièrement	49	49%
Souvent	40	40%
Rarement	11	11%
Pas du tout	0	-

En fonction des données obtenues, une grande familiarité avec le français régional existe déjà chez les lecteurs Ivoiriens. 49% des interrogés lisent régulièrement dans cette langue tandis que 40% souvent. Cependant, 11% en lisent rarement. On peut déduire de ces données que la fréquence de lecture de ce journal est assez élevée.

6.4. QLT04 : Depuis quand lisez-vous *Gbich* ?

Tableau 4 : Analyses sur la durée du patronage du journal

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Depuis des années	62	62%
Depuis l'année dernière	21	21%
Depuis cette année	7	7%

62% des sujets déjà habitués à la lecture de ce journal depuis bien longtemps, ce qui en fait une large source d'expressions pour l'apprentissage du *nouchi* et du Français Populaire Ivoirien, les deux variétés populaires de français régional en Côte d'Ivoire. Cela confirme aussi que l'usage du français non soutenu dans la presse ivoirienne ne date pas d'hier mais depuis des années.

6.5. QLT5 : A part le fait que le journal *Gbich* vous informe, Qu'apprenez-vous d'autre en lisant ce journal ainsi que *Situations Drap* ?

Tableau 5 : Analyses des bénéfices tirés de la lecture de ces œuvres

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Il développe votre sens d'analyse critique	14	14%
Il vous apprend de nouvelles expressions ivoiriennes et améliore votre humeur	73	73%
Il vous aide à mieux vous exprimer en français	13	13%

Ce tableau d'analyse montre qu'en plus de son style d'écriture qui dans un français régional particulier à la Côte d'Ivoire (le Français Populaire Ivoirien et le *nouchi*), le journal et le livre *Situation drap* servent aussi de point de référence à l'apprentissage des mots *nouchi* et d'autres nouvelles expressions du français régionale. Grâce à la publication régulière du « *Nouchi gléou* » le dictionnaire du *nouchi* et autres rubriques telles *Gnamankoudji Zékinan* et *Sergent Deutogo*, dans le journal et autres histoires dans *Situations Drap*, 73% des lecteurs sont tenus informés des nouveautés du sur le français régional (Exemple : Le *nouchi* et le FPI), et apprennent de nouvelles expressions en FPI à travers d'autres rubriques. D'autres, 14%, voient se développer en eux, un esprit d'analyse critique puisque nous rappelons que ce journal satirise les événements nationaux aussi bien qu'internationaux. Les 13% restant pensent que ce journal améliore leur prouesse linguistique en français. Nous rappelons que ces derniers font partie de la catégorie des lecteurs qui ont arrêté les études à mi-chemin du parcours secondaire (entre la 6^{ème} et la 3^{ème}). Pour eux, la lecture d'un journal est déjà un atout suffisant pour améliorer leur compétence linguistique en français. Qu'il soit soutenu ou non, ils ne font pratiquement aucune différence.

Par rapport à cette dernière réaction, nous avons essayé d'identifier les conséquences possibles que l'usage de ce français régional ivoirien pouvait avoir sur la population, surtout sur le plan linguistique.

6.6. QLT06 : Pensez-vous que le genre de français employé dans ces œuvres puisse créer de mauvaises habitudes dans l'écrit et le parler des lecteurs ?

Tableau 6 : Analyses de l'opinion des lecteurs sur les dangers pouvant résulter de la lecture de ce genre d'œuvre

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Totalement d'accord	19	19%
Partialement d'accord	23	23%
Peu probable	43	43%
Totalement improbable	15	15%

19% des lecteurs ont été totalement affirmatifs sur le fait que le journal pouvait corrompre le parler et l'écrit des lecteurs, tandis 15% ont admis l'improbabilité de ce fait. Cependant, un groupe de 23% soutient avec un peu de doute qu'on pourrait adopter de mauvaises habitudes de parler et d'écrire par manque d'attention tandis qu'un dernier groupe de 43% soutient que cela se produit rarement.

6.7. QLT07 : Préférez-vous la lecture de telles œuvres rédigées dans ce genre de langage par rapport aux autres variétés de journaux ou roman sur le marché ?

Tableau 07 : Analyse sur le choix de tels documents, voir le journal "Gbich" par rapport aux autres journaux sur le marché

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
Oui	70	70%
Non	30	30%

D'après les analyses, 70% préfèrent la lecture du journal *Gbich* aux autres variétés de journaux sur place, tandis que 30% préfèrent les autres variétés publiées dans un français soutenu. Il était naturel pour nous de nous interroger sur la/les raison(s) de leur préférence, d'où la question qui suit.

6.8. QLT08 : Pourquoi cette préférence ?

Nous analysons ici les réponses des lecteurs qui ont dit oui à cette question.

Tableau 08 : Analyse sur les raisons de ce choix

Réponses	Lecteurs	Pourcentage
a- Je le trouve facile à lire et à comprendre	42	42%
b- Je le trouve amusant et satirique	21	21%
c- Les deux options a et b	37	37%

42% des lecteurs, qui préfèrent le modèle de journal *Gbich* et *Situations Drap* par rapport aux autres journaux rédigés en français standard, ont attribué ce fait à la facilité de lecture et de compréhension de son contenu. 21% des lecteurs ont attribué cette préférence au fait qu'ils trouvaient ce journal amusant et satirique tandis que 37% attribuent cette préférence aux deux premières réponses, c'est-à-dire la facilité de compréhension, l'humour et la satire. Afin d'appuyer plus notre raisonnement, nous citons Aline Apoutri, auteur du livre *Situations Drap*, lors d'une interview sur les particularités de son livre.

Question : (Vous pensez ainsi pouvoir vous imposer dans le milieu littéraire?)

Réponse : *Bien sûr! Regardez par exemple nos humoristes. Ils ont réussi aujourd'hui à se faire une place dans la culture ivoirienne. Avec ce style, je pense que ça passe. C'est un style d'écriture accessible à tout le monde. Les enfants, les grands, tout le monde peut s'y retrouver. Et j'espère que le reste va suivre.*

Elle renforce l'importance du français régional en ajoutant :

*(...) rares sont ceux qui s'intéressent vraiment à la lecture. Peut-être parce que les styles d'écriture sont souvent soutenus, mais toujours est-il que nos bibliothèques sont pratiquement vides et qu'on ne porte aucun intérêt à la lecture. Mais avec *Situations Drap* qui est un bouquin accessible à tous, la lecture devient agréable. En plus, il y a des illustrations qui accompagnent chaque histoire. Les histoires ne sont pas longues et elles sont écrites dans le jargon ivoirien. C'est donc pour inviter les gens à s'intéresser davantage à la lecture et à se procurer le livre *Situations Drap*.*

Voir:

http://www.gbich.com/index.php?choix=interviou_detail&&gbident=29

Nous pouvons déduire, à partir de ces réponses, qu'aucun des lecteurs ne trouve difficile la compréhension du contenu du journal ou du livre compte tenu de ces particularités lexicales qui non seulement régionales mais aussi illustratives à tels point que quiconque dans la communauté ivoirienne ne manquerait de savourer et de comprendre le contenu de ce genre de document. Cela explique en grande partie la popularité de ces œuvres usant le même type de français régionale.

6.9. QJN01 : Qui sont les lecteurs ciblés par votre/vos rubriques ?

L'examen des réponses des journalistes a permis de savoir si l'usage du français *bâtard* dans leurs rubriques ou bandes dessinées s'adressait à un public particulier afin d'expliquer leur succès sur le marché.

Selon des travaux ultérieurs effectués par Oyeleso (2014), 20 journalistes contribuant à la rédaction du journal *Gbich* avaient été saisis sur cette question et voici l'analyse de leurs réponses.

Tableau 9 : Identification des lecteurs du journal "Gbich"

Réponses	Journalistes	Pourcentage
La jeunesse scolarisée	0	-
Ceux qui n'ont pas fait des études assez poussées.	2	10 %
Les hommes politiques	0	-
La population entière	18	90%

Source : Oyeleso (2014 :126)

Les journalistes ont répondu à 90% que le niveau de langue employé dans les rubriques permettait de communiquer facilement et sans distinction avec toute la population ivoirienne. Cette réponse s'accorde avec l'objectif de l'écrivaine et auteure de *Situations Drap*, Aline Apoutri, qui pense qu'avec un français régional, toutes les couches de la population s'y retrouvaient. Cette réponse a été aussi confirmée chez les journalistes quand nous avons voulu déterminer le succès du journal.

6.10. QJN2 : Quel est le but d'un français régional dans ce journal ?

Cette question demande une explication à la réponse du QJN09, à savoir, comment la population entière se retrouve attirer par ce style de communication.

Tableau 10: Le français populaire et le *nouchi* comme style de communication

Réponses	Journalistes	Pourcentage
Pour les encourager tout simplement à lire	4	20%
A cause de leur faible niveau d'études	0	-
Pour satiriser la vie quotidienne des ivoiriens à tous les niveaux (politique, social, etc...)	14	70%
Pour battre le record de vente	0	-
Autres opinions	2	10%

70% des journalistes expliquent que les activités quotidiennes de la population ivoirienne sont d'abord ciblées et satirisées à tous les niveaux par ce journal. 20% des journalistes pensent que cette différence dans le style de communication va tout simplement encourager la population à lire, ce qui est vraisemblable. Cependant, 10% (représentant 2 journalistes) pensent autrement en disant que ce style de communication est adopté pour:

- faire rire les Ivoiriens, ensuite les amener à oublier leurs soucis à travers l'humour ;
- informer le public tout en l'amenant à se détendre.

Conclusion

Notre recherche nous a permis de comprendre le concept du français 'bâtard', ces caractéristiques ainsi que son importance dans le monde des publications littéraires en Afrique francophone contemporaine. On a pu observer que ce français, qui était auparavant méprisée, jouit aujourd'hui d'une grande popularité grâce à l'importance qui lui a été accordée par la presse écrite ivoirienne et les publications littéraires africaines francophones. Par le biais des écrivains et surtout des journalistes convoqués, les écrits en français régional font désormais preuve d'une acceptabilité dans les pratiques scripturales et dans les usages quotidiens.

Et dans un deuxième temps, le sondage d'opinion des lecteurs du journal et du livre de référence a permis de déterminer l'opinion de ce public composé de différentes couches sociales.

- i. Définition la fréquence lecture du journal Gbich et les raisons de cette fréquence ;*
- ii. Les dangers linguistiques possibles pouvant être causés par la lecture de ce genre de document ;*

- iii. *Evaluation de la popularité de ce genre d'ouvrage sur le marché de la presse ivoirienne et les raisons de cette popularité ;*
- iv. *Le style d'écriture comme une réflexion du vécu linguistique des Ivoiriens : Nous voulons déterminer si le niveau et style de langue s'apparente au langage véhiculaire employé pour les besoins linguistiques de la population active.*

Les résultats nous ont permis de comprendre que le journal *Gbich* et *Situations Drap* visait tout simplement à satiriser, éduquer et informer toute la population dans un français régional coloré d'humour. De plus, le sondage a montré une fréquence régulière dans la lecture d'œuvres publiées dans ce genre de français à cause d'un penchant affectueux pour le français régional par les lecteurs qui s'identifient à travers le langage satirique employé. Contrairement aux craintes d'une pollution linguistique, les élites ivoiriens ne voient aucune influence négative dans la lecture régulière d'un français régional qui d'un fait partie du vécu linguistique quotidien, puis de deux, ils peuvent toujours s'exprimer la norme standard, le cas échéant.

Un autre fait que nous avons pu découvrir est le fait que le français régional ivoirien servait de facteur motivant pour l'achat et la lecture de tout document de presse rédigé et imprimé se servant de cette langue. Raison pour laquelle le Conseil National de la Presse Ivoirine s'est basé sur le chiffre de vente des périodiques au troisième trimestre 2013 pour annoncer que les journaux "*Go Magazine*" et "*Gbich*" étaient en tête des ventes sur les périodiques ivoiriens. Pour les périodiques tels que le journal "*Go Magazine*", les chiffres de ventes montaient à 46.779.600 copies, environ 70,73% de vente. Ce record est suivi par celui de "*Gbich*" qui totalise 33.288.600 copies vendues, environ 65,71% de vente. (Voir le site web du Centre National de Presse Ivoirienne : www.lecnp.com). Cette information montre l'importance du français régional ivoirien qui est très populaire et apprécié par une large clientèle.

Référence bibliographique

- Aboa abia, A. L. (2009) « La Côte d'Ivoire et la langue française : les facteurs d'une appropriation. » dans *UFR Langues, Littératures et Civilisations*. Université de Cocody-Abidjan. pp.1-13.
- Agbotoun, C. (2013) *Le français au Togo. Une enquête sociolinguistique*. Thèse de maîtrise soutenue au département de langue française. Université d'Ilorin, Nigeria.
- Diabate, M. M. (1995) *Trilogie de Kouta*, Publication C.L.A.D, Dakar.

- Kesteloot, L. (2006) « Les interférences des langues autochtones dans la littérature negro-africaine » dans *Ethiopiennes* n° 76 Centième anniversaire de L. S. Senghor.
- Lafage, S. *La Côte d'Ivoire : une appropriation nationale du français?* D. Robillard et M. Beniamino (eds), (1996). 587- 602.
- Le nouveau Petit Robert (2008): Dictionnaire Alphabétique et analogique de la langue française. Nouvelle édition millésime.
- Thiam, M. (2009) : *Les interférences entre le français et le wolof au Sénégal*. Thèse de Maîtrise sous la direction de Francois Charles Gaudard, Université de Toulouse le Mirail.
- Ngalasso Mwatha, M. (1987): « Usage, norme et enseignement du français en Afrique», dans *Recherches linguistiques et formation des formateurs. Bilan, Evaluation des matériels didactique*. Paris : Kigali, UPEL, pp. 127-144.
- Oyeleso, R. (2014) : *Effets et usages du français dans la presse écrite ivoirienne : le cas du journal Gbich*. Thèse de doctorat défendue au département de langue française, University of Ilorin, Kwara State, Nigeria. 264 p

Sitographie

- **La batarsité** : (Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89criture_ronde.)
- **Interview Gbich**: http://www.gbich.com/index.php?choix=interviou_detail&&gbident=29. Interview réalisée par Carole Kouassi / carole@gbich.com le 17-10-2011 20:34:00. Consulté le 16/09/13
- **Centre National de Presse ivoirienne**: http://www.lecnp.com/publication/ca_2013%283%29.pdf. Consulté le 13 janvier 2014.

Information & Communication

VERS L'INVENTION DU E-COMMERCE AFRICAÏN : EXEGESE DU CAS DU BENIN

Géraud AHOUCANDJINOU,
Martina NOUTAÏS
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Résumé

Le présent travail fait l'état des lieux du commerce électronique en Afrique et particulièrement au Bénin. Une appropriation du commerce en ligne favorisera un développement des petites et moyennes entreprises et boostera l'économie. L'apport de l'Etat est une condition essentielle pour impulser le développement de nouveaux services numériques. Après vingt d'expérience de commerce électronique mondiale faite de disparités, de performance et de succès, l'Afrique a une place à prendre et un retard à combler. Ceci passera par la pose de fondements technologiques, financières, juridiques et sociales.

Mots-clés : *e-Commerce, économie numérique, transformation digitale, Internet, Afrique*

Abstract

This paper describes the state of e-commerce in Africa, and particularly in Benin. The introduction of e-commerce promotes the development of small and medium-sized enterprises, boosting the economy. The State contribution is essential to stimulate the development of new digital services. After twenty years of global e-commerce experience of disparities, performance and success, Africa has a place to take, a gap to fill. This will require the lay of new technological, financial, legal and social foundations.

Keywords: *e-Commerce, digital economy, digital transformation, Internet, Africa*

Introduction

Au cours de ces deux dernières décennies, le commerce de détail a connu de nombreux changements grâce aux avancées dans le secteur des technologies de l'information et de la communication qui ont rendu possible l'éclosion d'un nouveau type de commerce nommé le e-commerce avec une évolution du rapport commerçant et acheteur (SOULTANBEIEFF, 2016 : p 4). Encore appelé commerce électronique, ce type de commerce est apparu pour la première fois dans le monde en 1992 avec la création de la société Book Stacks Unlimited et la mise en ligne du site *books.com* orienté sur la vente et qui est devenu aujourd'hui *barnesandnoble.com*.

« À Philadelphie, Phil Brandenberger a commandé en ligne l'album *Ten Summoners' Tales* de l'artiste Sting¹⁰ sur le site de e-commerce NetMarket.

¹⁰Sting, de son vrai nom Gordon Matthew Thomas Sumner, est musicien, auteur-compositeur, interprète, Britannique. Il est l'auteur de l'album *Ten Summoners Tales*.

Cela lui a coûté 12,48\$, sans compter les frais de port. Cet achat représente véritablement le tout premier paiement en ligne par carte bancaire à être sécurisé par un logiciel de cryptage. Ce dernier n'était autre que le logiciel PDP (Pretty Good Privacy), développé par Phil Zimmermann dès 1991. À l'époque, le New York Times avait couvert l'évènement et parlait du paiement en ligne sécurisé comme étant une étape primordiale – si ce n'est fondatrice – du développement du e-commerce. C'est particulièrement grâce à cela que les transactions pourront devenir communes, rapportait le journal américain».¹¹

La généralisation de l'internet, favorisée d'un côté par la prolifération des micro-ordinateurs et de l'autre par l'apparition d'outils de navigation, a permis au commerce électronique de connaître un essor sans précédent, bouleversant ainsi sur son passage les vieilles habitudes du commerce national et international (NDIAYE, 1999 : p 6). Ceci a suscité de nouveaux métiers, de nouveaux modes d'organisation, de nouveaux comportements du consommateur, de nouveaux produits. L'autre grand bouleversement qu'a engendré l'e-commerce est l'ouverture à l'international. Les frontières physiques n'existent plus et les consommateurs ou les entreprises peuvent non seulement commander leurs produits ou biens dans leurs pays mais également partout dans le monde. « *L'e-commerce séduit parce qu'il est possible d'y entrer sans bouger de chez soi, sans personne* » (CERISE, 2018 : p 51), pour peu que l'on dispose d'une petite connexion et que l'on puisse créer une page sur le réseau social Facebook. Le commerce en ligne a rendu possible la dématérialisation et une flexibilité de la relation vendeur/acheteur comparativement au commerce classique.

Si se connecter n'a jamais été aussi simple grâce au développement des smartphones et des réseaux sociaux, acheter en un clic depuis son canapé est tout aussi facile. Cette facilité décrite est depuis plus de vingt ans déjà bien éprouvée dans les pays développés. En Afrique, la situation est à nuancer. L'économie numérique en Afrique et au Bénin se développe dans un contexte particulier de forte expansion de l'activité sur le mobile. La télédensité estimée à 2% dans les années 1990 a explosé pour atteindre les 71% en 2016 (HUET, 2017 : p37). A cela, il faut ajouter une lente, progressive et irréversible processus de transformation digitale de la société béninoise (AFFOIGNON, 2017 : p 515 -518). Logiquement le commerce en ligne est corrélatif de cette situation. Malgré ces avancées technologiques, l'Afrique a le taux de pénétration le plus bas dans le monde alors même que son taux de croissance est le plus élevé.

¹¹<https://www.rsln.fr/fil/e-commerce-premier-site> consulté le 05/07/2018

L'analyse des quelques spécificités actuelles du commerce électronique dans le monde précité dans notre développement, montre le retard important des pays d'Afrique (DUCASS et KWADJANE, 2015, p 87). Malgré les nombreux atouts et perspectives de développement du e-commerce en Afrique, plusieurs facteurs pourraient expliquer ce retard sur le continent. C'est dans ce cadre que nous avons choisi de mener notre réflexion sur le contexte béninois du e-commerce à l'aune de la réalité mondiale et africaine. Nous partons du postulat selon lequel l'e-commerce est en cours d'implantation sur le continent et au Bénin dans un marché marqué par l'informel et le sous équipement en matière d'accès au numérique. Nous nous basons sur un corpus de littérature spécialisée sur le sujet pour analyser l'ensemble des dispositifs disponibles en ligne, référencés et visibles aussi bien sur le web que dans l'environnement Facebook. Cette démarche de recherche et d'analyse a été renforcée par des entretiens semi-directifs à 10 acteurs engagés dans un projet d'e-commerce et par une observation plus poussée de l'usage d'une des rares plateformes locales les plus abouties en commerce électronique ; de la commande à la livraison à travers ses étapes et l'utilisation de son interface et de son architecture technique adaptée au terminal mobile.

1. Contexte historique, enjeux et typologie des acteurs du commerce électronique

1.1. Contexte historique

La tendance générale est de rapporter la naissance du e-commerce à l'avènement de l'Internet et donc à la création des premiers sites de vente en ligne aux Etats-Unis en 1994. Pourtant, d'autres réseaux électroniques existaient. Le Minitel en France bénéficiait d'une infrastructure de vente en ligne bien élaborée pour l'époque et avait, par exemple, représenté jusqu'à 17% du chiffre d'affaires de la Redoute en 1997 (ISAAC, 2017 : p 11)

Toutefois, c'est au cours des années 90 que le commerce électronique est apparu dans le monde dans sa forme actuelle. La transformation numérique était amorcée dans toutes les sociétés et les usages sociotechniques de l'Internet n'étaient plus exclusivement réservés au monde professionnel. C'est surtout avec la mise en place du paiement sécurisé en ligne que l'histoire des sites de e-commerce comme nous les percevons aujourd'hui a pu réellement commencer. L'évolution du commerce électronique depuis les années 90 à nos jours a été possible grâce à la diffusion et à la généralisation d'Internet au fil du temps. Vingt-huit ans plus tard, le commerce électronique s'est étendu au reste du monde. L'on peut en retracer l'histoire à travers certaines étapes clés.

« Voici les principales dates-clés à retenir¹²:

- 1979 : Michael Aldrich¹³ invente la transaction en ligne,
- 1981 : Citibank¹⁴ lance les premiers services bancaires,
- 1981 : Première transaction B2B¹⁵ au Royaume-Uni,
- 1991 : The National Science Foundation¹⁶ autorise le web commercial¹⁷ ;
- 1992 : Charles M. Stack fonde la première librairie en ligne (Book Stacks Unlimited) et crée le site [books.]com,
- 1994 : Le 11 août de cette année Phil Brandenberger effectue la première transaction en ligne entièrement sécurisée par un logiciel de cryptage. Il achète en ligne l'album Ten Summoners' Tales, de Sting,
- 1994 : Pizza Hut la chaîne de pizzeria propose d'offrir une pizza à ses clients passant commande depuis le site internet de la marque. La chaîne lance ainsi le premier système de commande et de paiement en ligne,
- 1995 : Amazon¹⁸, Ebay¹⁹ et Dell²⁰ ouvrent leur site,
- 1997 : Naissance du commerce mobile ; les Finlandais inventent le m-commerce. En envoyant un SMS, ils achètent leurs canettes depuis un distributeur de Coca-Cola connecté,
- 1998 : Lancement de PayPal, grâce à la fusion entre Cofinity et X.COM et apparition des premiers timbres électroniques,
- 2001 : Naissance d'ITunes Store²¹,

¹²<https://www.twenga-solutions.com/fr/insights/histoire-e-commerce/> Consulté le 16 mars 2018

¹³Michael Aldrich (22 août 1941 - 19 mai 2014) était un inventeur anglais, un innovateur et un entrepreneur. En 1979, il a inventé le magasinage en ligne pour permettre le traitement des transactions en ligne entre les consommateurs et les entreprises, ou entre une entreprise et une autre.

¹⁴ Citibank est une banque d'importance mondiale, fondée en 1812. Elle portait auparavant le nom de City Bank of New York, puis First National City Bank of New York. Citibank appartient au groupe Citigroup, l'un des plus importants dans le monde.

¹⁵ B2B: Business to Business. C'est le commerce électronique entre entreprises.

¹⁶La National Science Foundation (NSF) ou Fondation nationale pour la science, est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis, qui soutient financièrement la recherche scientifique fondamentale.

¹⁷ Le web commercial ou site commercial (site internet marchand) est tout site qui achète, vend, ou qui fournit un service moyennant des frais.

¹⁸ Amazon est une entreprise de commerce électronique américaine basée à Seattle. Sa spécialité initiale est la vente de livres, mais elle s'est diversifiée dans d'autres produits, notamment dans la vente de tout type de produits culturels et même alimentaires. Elle a été créée par Jeff Bezos en juillet 1994.

¹⁹Ebay est une entreprise américaine de courtage en ligne, connue par son site web de ventes aux enchères du même nom. Elle a été créée en 1995 par le Français Pierre Omidyar.

²⁰Dell était une entreprise américaine, actuellement remplacé par Dell Technologies et actuellement troisième plus grand constructeur d'ordinateurs au monde derrière Lenovo et Hewlett-Packard. Son siège est basé à Round Rock dans l'État du Texas aux États Unis.

- 2002: Premier énorme achat d'entreprise spécialisée dans le e-commerce : eBay rachète PayPal, pour la somme record de 1,5 milliards de dollars,
- 2003 : Google²² lance Google AdWords²³,
- 2004: Amazon réalise une année pleine de bénéfice,
- 2006 : Apparition de Google Checkout²⁴,
- 2008 : Lancement de Groupon²⁵ et apparition de Magento²⁶ pour faciliter la création des boutiques en ligne. »

1.2. Clarification du concept d'e-commerce

Plusieurs définitions du commerce électronique sont proposées. L'article 1 du Livre préliminaire de la Loi 2017-20, portant code d'un numérique en République du Bénin, définit le commerce électronique comme étant une :

« activité économique par laquelle une personne propose ou assure par voie de communications électroniques la fourniture de biens ou de services. Entrent également dans le champ du commerce électronique les services tels que ceux consistant à fournir des informations en ligne, des communications commerciales et des outils de recherche, d'accès et/ou de récupération de données, d'accès à un réseau de communications ou d'hébergement d'informations, y compris lorsqu'ils ne sont pas rémunérés par ceux qui les reçoivent ».

BONJAWO (2011 : p 59), reprend à son compte la définition de l'OMC plus concrète comme étant « l'ensemble des activités de production, de publicité, de

²¹ iTunes Store, d'abord appelé iTunes Music Store est un service de vente de musique et autres contenus en ligne proposé par Apple depuis le 28 avril 2003 aux États-Unis.

²² Google est une entreprise américaine de services technologiques fondée en 1998 dans la Silicon Valley, en Californie par Larry Page et Serguei Brin. C'est une filiale de la société Alphabet depuis août 2015. L'entreprise s'est principalement fait connaître à travers son moteur de recherche

²³ Google AdWords est le programme de publicité en ligne de Google, rebaptisé récemment (2018) Google Ads. Grâce à Google Ads il est possible de créer des annonces qui sont diffusées sur le web pour toucher les internautes au moment même où ils s'intéressent aux produits et services que vous proposez.

²⁴ Google Checkout est un service de paiement sur Internet qui permet à l'utilisateur d'envoyer et de recevoir ses paiements par internet, sans avoir à communiquer ses coordonnées de carte bancaire lors de ses transactions. Ce service a été créé par Google, en janvier 2006, à la suite du lancement de Google Video Store, service d'achat de contenus vidéo en ligne.

²⁵ Groupon est un site de commerce électronique basé sur le concept d'achat groupé. L'achat groupé est un type d'achat où un groupe de personnes s'unissent pour obtenir une remise substantielle sur un produit.

²⁶ Magento est une plateforme de commerce électronique libre lancée le 31 mars 2008. Elle a initialement été créée par l'éditeur américain Varien sur les bases du Framework Zend.

vente et de distribution de produits effectués par l'intermédiaire des réseaux de télécommunication ». Cette conception-ci plus large, prend en compte la phase de production. Il paraît alors bien fondé de se demander où mettre le curseur ; où démarre et prend fin l'activité du e-commerce.

Pour la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance (Fevad) en France, le e-commerce n'est qu'une forme de vente à distance, se faisant donc par téléphone fixe, mobile ou internet dès lors que la commande est effectuée en ligne, le paiement pouvant se faire autrement (STENGER et al, 2014 : p 10). Le concept d'e-commerce a cependant beaucoup évolué au fil des années, en fonction du positionnement des organisations et des auteurs. Face à toutes ces variétés de littérature, une plus simple, claire et concise a retenu notre attention. Il s'agit de celle de BATHELOT (2016)²⁷, pour qui le e-commerce ou commerce électronique regroupe « l'ensemble des transactions commerciales s'opérant à distance par le biais d'interfaces électroniques et digitales ». Il s'agit donc d'un échange de service entre des acteurs se situant à une certaine distance les uns des autres via le numérique. Nous retiendrons ici la définition la plus communément répandue, qui a le mérite d'être simple, à défaut d'être exhaustive: le commerce électronique ou la vente en ligne, est l'échange de biens et de services sur Internet.

Le commerce en ligne appartient à la catégorie des activités caractérisées de e-business. Il s'agit de l'intégration au sein de l'entreprise d'outils basés sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), pour améliorer la qualité de sa gestion, de ses services et de ses produits afin de satisfaire ses employés, ses clients et ses partenaires (SEHLIN, 2017 : p 22).

Thème inventé en 1997 par *Lou Gerstner*, Président d'IBM (STENGER et al, 2014 : p 9), plus large que l'e-commerce, l'e-business désigne tous les processus économiques qui se gèrent sur Internet et regroupe : les transactions économiques (sites marchands), les services en lignes (systèmes d'information clients/fournisseurs avec accès réservés), le travail en entreprise via des réseaux d'information et sites web, le recrutement, la finance, le tourisme, les médias, etc.

Il recouvre les achats électroniques, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la relation clients et parties prenantes. Il englobe non seulement les ventes et les achats par internet (e-commerce) mais également l'ensemble des usages des TIC dans les entreprises. L'e-commerce fait donc parti du e-business avec lequel il est souvent confondu à l'exemple de la définition de la Commission Européenne citée par NDIAYE (2000 : p.5). Pour

²⁷ Bertrand BATHELOT, <https://www.definitions-marketing.com/definition/e-commerce/> consulté le 17 mars 2018

cet auteur, l'e-commerce, rend possible les affaires électroniques, sur la base du traitement électronique et de transmission des données (textuelles, sonores et vidéos).

« Il couvre des activités multiples et diverses, et notamment le commerce des biens et services, la livraison en ligne d'informations numériques, les transferts électroniques de fonds, les activités boursières électroniques, le connaissance électronique, les enchères commerciales, la conception en collaboration et l'ingénierie, le sourcing en ligne, les marchés publics, la vente directe aux consommateurs et les services après-vente ».

1.3. Enjeux du commerce électronique

Les achats en ligne grimpent en chiffre comme en notoriété et au plan mondial, il a été enregistré une progression de 7% en 2017 par rapport au bilan de l'année précédente²⁸. Ils révolutionnent la manière de consommer et de faire des affaires²⁹. Face à l'incontournable expansion du commerce en ligne, des défis attendent aussi bien les consommateurs que les vendeurs en ligne. Entre les risques et les perspectives d'avenir du e-commerce, nous avons identifié comme enjeux de cette économie en plein essor: les enjeux liés au prix, les enjeux de la logistique, et les enjeux de médiatisation des supports.

Le prix est le critère essentiel de décision pour les consommateurs. Il joue un rôle considérable dans la décision d'achat. Il est devenu un élément important dans la recherche de satisfaction de la clientèle.

C'est un critère particulièrement utilisé par les acheteurs afin de juger de l'offre qui leur est proposée³⁰. Les acheteurs sont toujours à la recherche de la meilleure offre au meilleur prix. Ils sont nombreux aujourd'hui à utiliser un appareil mobile afin de comparer les prix d'un produit particulier sur plusieurs sites. Le discount³¹, la promotion, la bonne affaire sont synonymes d'opportunité d'achat sur le web pour le consommateur. Pour les e-commerçants, l'enjeu commercial majeur est d'être le moins cher. Les vendeurs doivent donc s'assurer de détenir la meilleure offre. C'est à dire d'avoir la meilleure qualité de produit au meilleur prix afin de motiver, susciter la vente et fidéliser le client. Mais c'est encore le prix qui entraîne

²⁸<https://www.journalducsm.com/e-commerce-bilan-2017> consulté le 24 mars 2018

²⁹http://www.contact.ulaval.ca/article_dossier/4-enjeux-commerce-electronique/ consulté le 17 mars 2018

³⁰<https://blog.iziflux.com/2017/02/27/limportance-prix-strategie-de-vente-marketplaces-20811901> consulté le 17 mars 2018

³¹ Le discount est un rabais sur un prix

l'infidélité du client envers une entreprise ou une marque³². Un meilleur prix amène plus souvent les acheteurs à changer d'entreprise. Pour maintenir leur clientèle, les e-commerçants se doivent donc de recourir à des astuces comme : le remboursement de la différence si les clients trouvent une meilleure offre, l'offre des frais de livraison, le déstockage³³, ventes flash³⁴, la mise en place de thématiques commerciales régulières avec rendez-vous périodiques par email et sur les réseaux sociaux.

Les enjeux liés à la logistique³⁵ deviennent essentiels une fois l'achat effectué. C'est là que la logistique intervient ; le e-commerçant doit mettre en œuvre une stratégie intégrée de ^préparation des commandes, de livraison et de gestion de la relation après-vente afin de satisfaire l'acheteur, de le fidéliser et de susciter un nouvel acte d'achat. C'est un facteur important à prendre en compte. La logistique passe par la gestion du stock³⁶, la proposition de tarifs d'expédition à tarifs préférentiels ³⁷, le respect des délais de livraison, l'indication des informations sur la livraison et la définition des conditions de rétractation et de retour³⁸. Par exemple au titre de l'article 348 de la loi portant Code du numérique au Bénin, l'acheteur en ligne « dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour exercer son droit de rétractation ».

Quant aux enjeux liés au référencement, ils constituent l'ensemble des techniques visant à positionner favorablement un site internet dans les premiers résultats des moteurs de recherche³⁹ (Google, Yahoo, Bing etc.). Le référencement est d'un intérêt pour la stratégie de médiatisation de la vente en ligne. Il permet de développer la visibilité d'un site, d'un produit, d'un service. Google est le principal moteur de recherche dans le monde ⁴⁰

³² <https://blog.iziflux.com/2017/02/27/limportance-prix-strategie-de-vente-marketplaces-20811901> consulté le 18 mars 2018

³³ Le déstockage est la mise en vente de produits gardés en stock.

³⁴ La vente flash est une vente promotionnelle de très courte durée.

³⁵ <http://www.e-logik.fr/fr/blog/2017-05-30/La-logistique-enjeu-de-taille-pour-le-ecommerce> consulté le 20 mars 2018

³⁶ Gérer son stock correctement est primordial dans la logistique pour l'e-commerçant car s'il ne dispose pas ou plus des articles qu'il a mis en avant sur son site, il risque de décevoir ses clients. Pour éviter cela il doit optimiser sa logistique ou demander à son partenaire logistique s'il en a un de gérer au mieux son stock et d'intégrer ses produits dans les emplacements selon les processus dédiés.

³⁷ Les frais de livraison sont une des principales raisons qui poussent le client à abandonner le processus d'achat sur un site de e-commerce. Il est recommandé à l'e-commerçant d'indiquer les frais de livraison aux clients plutôt que de le leur facturer car cela entraîne l'abandon du processus d'achat par le client sur le site e-commerce.

³⁸ La possibilité offerte par la loi à l'acheteur de pouvoir revenir sur sa décision d'achat. Il s'applique à la vente à distance et sur le commerce en ligne.

³⁹ <http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21 mars 2018

⁴⁰ <https://www.webrankinfo.com/dossiers/etudes/parts-marche-moteurs> consulté le 15 juin 2018

aujourd'hui, excepté en Russie et en Chine. Il est ainsi le premier canal de communication et de promotion des ventes. Beaucoup d'acteurs l'ont compris car Google leur apporte une très grande visibilité⁴¹. Les consommateurs sont de plus en plus digitaux⁴², ils passent beaucoup de temps sur internet car c'est le moyen le plus rapide et le plus efficace pour eux de faire des recherches et d'accéder à l'information. Lorsqu'ils cherchent une information sur un produit, ils se rendent sur internet, et plus précisément sur le moteur de recherche de Google. Le vendeur doit donc se positionner sur les mots-clés stratégiquement porteurs pour son affaire.

Pour avoir un bon référencement, Google offre aujourd'hui de nombreuses possibilités aux entreprises pour référencer un site d'e-commerce. Il existe d'une part les solutions payantes comme le SEA, *Search Engine Advertising* c'est-à-dire le référencement payant, et d'autre part la solution gratuite, le SEO, *Search Engine Optimization*. Il s'agit du référencement naturel gagné au prix d'efforts techniques et de mise à jour continue des pages d'un site. Ces deux façons de se référencer constituent le SEM, *Search Engine Marketing*⁴³. Le e-commerçant doit régulièrement faire une veille pour s'assurer des innovations dans son domaine d'activité et des évolutions qui interviennent dans le domaine du référencement. Il doit souvent mettre à jour sa stratégie de référencement, au risque de perdre son positionnement avantageux dans les résultats des moteurs de recherche. Une bonne stratégie de référencement doit donc prendre en compte 4 éléments⁴⁴ importants que sont : l'optimisation sémantique⁴⁵, l'optimisation éditoriale⁴⁶, l'optimisation technique⁴⁷, sans oublier l'influence des réseaux sociaux⁴⁸. Au-delà du référencement, c'est toute la stratégie de la publicité et de l'achat média en ligne qui doit être bien pensée. Le marché de la publicité en ligne fait partie de

⁴¹<http://fr.myebox.com/importance-du-referencement> consulté le 21 mars 2018

⁴² Digitaux signifie tourné vers le numérique

⁴³<http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21 mars

⁴⁴<http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21 mars 2018

⁴⁵ Son but est de choisir les bons mots-clés sur lesquels se positionner afin d'optimiser son référencement par la rédaction d'articles en y associant des mots-clés et des synonymes correspondant le mieux à l'activité exercée.

⁴⁶ Le contenu est l'élément primordial. C'est lui qui renseigne et attire l'internaute. Il doit être claire, concis et surtout répondre aux attentes du visiteur. Le contenu éditorial intègre aussi bien les textes, que les éventuelles images ou vidéos.

⁴⁷ Toute personne ayant un minimum de connaissances techniques dans le domaine du web peut prétendre savoir créer un site internet. La différence réside dans l'optimisation technique du site et la mise en pratique des normes liées au web.

⁴⁸ Les plateformes sociales sont des alliées majeures aussi bien dans la stratégie de référencement que dans l'e-réputation du site. Vu leur importance aujourd'hui ce serait un atout d'associer le site web d'une entreprise soit à une page Facebook soit à un compte Twitter, ou à une page LinkedIn afin de créer des visites sur le site internet.

l'ADN de l'activité d'e-commerce (MERCANTI-GUERIN&VINCENT, 2016 : p 16). Il n'est pas seulement restreint au seul référencement sur Google ; il concerne des pratiques de médiatisation plus larges qui prennent en compte des éléments textuels, visuels et vidéos utilisant des canaux et supports aussi variés tels que l'e-mailing, les bannières sur site, les sites de comparaisons, la sponsorship de contenus... Ceci se base sur la collecte et le traitement de données personnelles en ligne (données nominatives, déclaratives, comportementales...) dans le but de mieux connaître les prospects (futurs clients) et les clients afin de leur proposer des offres personnalisées aussi bien en publicité qu'en produits (ROCHELANDET, 2010 ; p 63).

Au-delà, la réussite d'une activité digitale comme le e-commerce dépend de la capacité de l'organisation à manager le flux massif de données disponibles à travers tous les points de contact avec son public en mettant en œuvre la règle des 3 V que sont : « *Volume, Vitesse, Variété* ». Défi de volume afin de faire face à l'explosion du flot de données collectable en utilisant des technologies permettant de les stocker ; défi de la vitesse de création de celles-ci pour faciliter les prises de décisions ; défi d'analyse et du traitement d'une grande variété de données... (BABINET, 2015 : p 35-37).

1.1.4 La typologie des acteurs du commerce électronique

La typologie des acteurs du e-commerce varie en fonction de plusieurs critères desquels nous retenons trois principaux. Il s'agit de la présence ou non des acteurs sur internet, du modèle d'activité et de la nature des acteurs.

➤ **Premier critère : les acteurs sont présents ou non sur internet**

Ils sont au nombre de trois, sur la base de ce premier critère. Il s'agit⁴⁹ de

:

- *Brick et Mortar* : Dans le contexte de l'internet et du commerce électronique, l'expression brick and mortar, ou briques et mortier en français, sert à désigner une entreprise de vente traditionnelle ayant pignon sur rue, c'est-à-dire des points de vente physiques dans des immeubles. Le concept est associé à l'idée d'une certaine permanence de l'entreprise liée aux immeubles qu'elle occupe ;
- *Click and Mortar* : ce sont des entreprises traditionnelles avec une activité en ligne contrairement au brick and mortar. Une entreprise de type Brick and mortar qui se met à proposer des produits sur internet devient

⁴⁹<http://www.hi-commerce.fr/dossiers/consultant-e-commerce/p02.html> consulté le 22 mars 2018

dans le langage internet des bricks and clicks (des briques et des clics) autrement dit click and mortar ;

- *Pure Player* : Ils sont à 100% en ligne. Les pure players sont des marchands en ligne qui ne disposent pas de réseau de distribution physique. Exemple : le site internet amazon.com. Leurs méthodes de ventes sont basées uniquement sur l'internet.

➤ **Deuxième critère : les acteurs en fonction du modèle d'activités**

Il existe plusieurs acteurs en fonction du modèle d'affaires. Nous en retenons quatre grands types ici à partir de la typologie proposée par ISAAC (2017 : p 26 - 33) :

- les sites marchands : ils font de la vente directe de biens et services en ligne. Cela entraîne la diminution des coûts et des intermédiaires ;
- les places de marché ou marketplaces: ce sont des plateformes permettant à tous types de fournisseurs de proposer leurs produits à tous types d'acheteurs, en contrepartie d'une commission et parfois d'un abonnement mensuel. Elles servent de mise en relation, des marchés virtuels. Elles permettent aux petits e-commerçants d'être visibles sur le web, en proposant un trafic d'acheteurs potentiels très important. La plupart des systèmes de e-commerce proposent en fonctionnalités, des modules permettant d'exporter ses articles sur différentes places de marché ;
- les sites de ventes privées : c'est le e-commerce classique mais ayant pour principe de ne proposer ses produits ou services que sur invitation et après inscription sur une plateforme à accès réservés ;
- Les comparateurs de prix : ce sont des services en ligne qui à partir d'une requête vont établir une liste des sites proposant un produit. La liste des propositions est souvent présentée par ordre de prix décroissant et comporte les liens directs vers les sites des vendeurs.

➤ **Troisième critère : les acteurs en fonction de leur nature :**

Plusieurs catégories de destinataires et d'émetteurs sont en jeu dans le commerce électronique. Les étapes d'achat ou de vente en e-commerce ont permis d'identifier sept acteurs (DUCASS et KWADJANE, 2015 : p.5) :

- les e-commerçants: ce sont les promoteurs de produits et de services en ligne ; ils coordonnent les diverses fonctions classiques du métier de distributeurs et assurent la gestion au quotidien du site de vente en ligne, avec sa mise à jour en temps réel, son exploitation, sa

maintenance, sa sécurité. Ils assurent également le support aux clients, les remboursements et les retours, etc. ;

- les acheteurs qui sont en fait les clients, consommateurs et qui peuvent être aussi bien des personnes physiques que morales ;
- les fournisseurs de services numériques aux e-commerçants et à leurs clients: il s'agit principalement des opérateurs de télécommunications qui fournissent la connexion avec les plates-formes d'e-commerce, mais aussi les différentes agences qui interviennent dans la production/maintenance des sites et dans la prestation d'hébergement, nom de domaines et de diverses configurations techniques... ;
- les fournisseurs de services de paiement : les banques qui délivrent et gèrent les transferts, virements, prélèvements, cartes bancaires de crédit, de débit et prépayées, les opérations bancaires commandées à distance, les distributeurs automatiques bancaires (DAB) et les guichets automatiques bancaires (GAB). Il s'agit, en second lieu, des autres opérateurs de services de paiement comme les opérateurs de télécommunication, qui offrent les transferts et paiements par mobile. Et, en troisième lieu, les commerçants classiques qui peuvent être inclus dans des circuits du commerce électronique en délivrant les produits contre paiements en espèce à réception de la marchandise après vérification de la conformité avec la commande ;
- les livreurs et autres acteurs de la chaîne logistique incluant les transporteurs, les transitaires et les points de distribution qui, en défaut d'une livraison au client final, réceptionnent les marchandises et les remettent aux clients en différé ;
- les pouvoirs publics qui jouent ici le rôle de régulateurs du secteur, mais qui peuvent aussi arborer le rôle d'acheteurs dans le cadre des marchés publics, ou vendeurs dans le cas de téléprocédures, comme par exemple, la délivrance des visas en ligne, le paiement des impôts ;
- les producteurs, fournisseurs ou créateurs de produits ou de services, qui font l'objet du commerce en ligne ne sont en général pas aux premières lignes, sauf dans le cas où ils sont des acteurs puissants en relation direct avec le client final. Nous pouvons citer par exemple les compagnies aériennes, les banques et assurances. Autrement, les producteurs ou concepteurs font recours aux distributeurs que constituent les e-commerçants.

1.1.5 Les modèles de développement économique du e-commerce

Dans cette partie, nous allons nous atteler à expliquer brièvement les modèles de développement économique du e-commerce. C'est la nature du commerçant et de l'acheteur, qui met en évidence le modèle économique en question. Il existe une multitude de modèles économiques, voici les plus rencontrés (ISAAC, 2017 : p 21 – 23)(BROUSSEAU, 2000 : p.1) :

➤ **Business to Consumer (B to C)**

Le e-commerce Business to Consumer est l'e-commerce des entreprises à destination des particuliers. Les entreprises de cette catégorie peuvent vendre des biens et services à des particuliers, au grand public. Ce type de modèle est le plus rencontré ; et de nombreuses sous catégories appartiennent au type B to C. C'est sans doute l'aspect le plus viable du commerce électronique car il permet au consommateur d'acheter directement sur internet des biens et des services pour son usage personnel. Le commerce électronique B to C rend possible l'offre et la demande à l'échelle internationale.

➤ **Business to Business (B to B)**

Le B to B renvoie aux échanges entre entreprises ou organisations. Ceci peut se faire entre deux partenaires qui décident de s'échanger des informations commerciales via des médias électroniques, soit une entreprise qui vend des biens ou des prestations à une autre. Le commerce entre entreprises concerne les transactions électroniques entre deux ou plusieurs entreprises. Le marché Business to Business a fait apparaître un certain nombre d'exigences dans les relations d'affaires qui s'y passent. Il s'agit du développement d'une relation de partenariat avec les clients et les fournisseurs, la nécessité grandissante de disposer d'une information en temps réel que l'entreprise doit impérativement respecter.

➤ **Consumer to Consumer (C to C)**

Le e-commerce Consumer to Consumer renvoie aux plateformes qui mettent en œuvre des échanges de particulier à particulier. Il est basé sur le principe des petites annonces postées pour vendre ; tout le monde pouvant vendre à tout le monde. Le C to C désigne tous les services d'intermédiation entre particuliers, qu'il s'agisse de la vente d'occasion, de systèmes de trocs ou des services de mise en relation.

1.2 Etat des lieux du e-commerce dans le monde

Le e-commerce a connu un essor fulgurant au cours de ces dernières années. Les technologies nouvelles et les avancées sans cesse croissantes dans

le secteur des TIC ont contribué à cet essor. Il s'est ainsi développé et fait aujourd'hui partie du mode de vie d'un grand nombre de personnes. Vingt ans après son lancement, le commerce électronique reste statistiquement difficile à appréhender avec une réalité disparate d'un pays à l'autre et entre les continents ; marqué également par un déséquilibre entre secteurs : il est très développé dans le secteur du tourisme et du voyage par exemple (ISAAC, 2017 : p 12 – 17).

Le e-commerce dans le monde est aujourd'hui un marché en pleine expansion avec une forte croissance annuelle notamment sur le marché américain, chinois et européen. Plusieurs millions d'individus constituent un marché potentiel de consommateurs ayant différents besoins à combler par une explosion de nouveaux produits physiques et des services dans un contexte d'accès à Internet très haut débit. Il est également caractérisé par un très fort taux de bancarisation qui se matérialise par la disponibilité des cartes de crédit, un niveau de vie élevé, des revenus importants, l'amélioration permanente de la sécurité en ligne, etc. *eMarketer*⁵⁰ (parution de février 2014), prévoyait que le commerce électronique mondial entre entreprises et consommateurs devrait atteindre 2357 trillions de dollars dans le monde en 2017, avec une croissance annuelle de 17,5 % entre 2012 et 2017, principalement du fait des pays émergents (DUCASS ET KWADJANE, 2016 : p 86). Les ventes en ligne entre entreprises et consommateurs devraient dépasser les 4 000 milliards de dollars dans le monde en 2020.

Sur le marché nord-américain, le commerce électronique représentait, en 2013, l'essentiel du commerce électronique mondial avec un montant de 431 milliards USD. Ce succès s'explique notamment par la taille et la maturité de l'économie nord-américaine et par l'unicité de la langue anglaise utilisée en commun.

16 %, c'est la part du e-commerce dans le chiffre d'affaire des entreprises en Europe (ISAAC, 2017 : p 13). Il est impulsé par l'agenda Europe 2020⁵¹ et par la mise en place généralisée, à partir du 1er août 2014, du SEPA (Single Euro Payments Area) qui est un espace unique de paiement en euros. La part du commerce en ligne européen a connu une croissance constante, d'environ 12 à 13%, entre les années 2012 à 2017. Dans les années à venir, cette croissance devrait se poursuivre et se traduire par des ventes aux alentours de 510 milliards d'euros en 2016, de 598 milliards d'euros en 2017 et de 660 milliards d'euros en 2018 (SOULTANBEIEFF, 2016, p 8). On comprend alors que le e-commerce est en pleine croissance en Europe, le mobile est

⁵⁰Magazine économique américain

⁵¹La stratégie Europe 2020 est le programme de l'UE en faveur de la croissance et de l'emploi

aujourd'hui devenu un canal important et en forte croissance pour l'achat de produits en ligne. L'utilisation des ordinateurs est de 7% contre 32% et 31% pour les tablettes et smartphones dans le cadre des achats en ligne.⁵²

Pour l'Asie-Pacifique les analystes ont prédit que la région deviendrait la première région du monde en matière de commerce électronique. Les ventes à l'étranger de la Chine ont eu une croissance de 58,8 % en 2013 et ont atteint les 35 milliards € en 2015. De plus en plus de Chinois sont à la recherche de produits importés (DUCASS ET KWADJANNE, 2015 : p.87).

L'Amérique latine est plus dynamique que l'Afrique en matière de commerce électronique avec environ 60 millions de dollars de commerce électronique pour 390 millions d'habitants, contre 34 millions pour la zone Afrique Moyen-Orient, peuplée de plus d'un milliard d'habitants. Cette région est marquée par une forte pénétration d'Internet malgré la forte disparité observée entre les sous régions et les pays (61 % en Amérique du Sud contre 46 % de taux de pénétration en Amérique Centrale). Avec une telle pénétration d'Internet, les ventes en ligne sont estimées à environ 41 milliards de dollars en 2015, « soit un peu moins de la moitié du chiffre d'affaires du e-commerce français ». Et à l'échelle sous-continentale, le Brésil se taille, à lui seul, la part de 42%⁵³.

1.3 L'e-commerce en Afrique

Avec une population d'environ 1,2 milliard⁵⁴ d'habitants en forte croissance le continent noir représente un marché potentiel immense pour le commerce B2C. L'e-commerce se développe en parallèle à la vente au détail qui est encore en plein développement dans un contexte de 16% de taux de pénétration d'Internet ; 167 millions d'utilisateurs et de 52 millions de personnes sur Facebook (MANYIKA et al, 2013 : p 19)⁵⁵.

Dès 2010, on a assisté à la naissance d'une classe moyenne sur le continent portée par la bonne santé économique dans certains pays tels que le Sénégal et la Côte d'Ivoire. C'est un phénomène récent qui est en pleine croissance. Selon une étude réalisée par CFA en 2015⁵⁶, 200 millions d'adultes pouvaient être considérés comme appartenant à la classe moyenne soit 20 % de la population. Selon les estimations de l'étude citée, en 2040, quelques 495 millions⁵⁷ d'adultes devraient appartenir à cette classe moyenne, soit 26 % de

⁵²(opcit.)

⁵³<https://blog.hipay.com/fr/lamerique-latine-un-marche-e-commerce-en-construction> consulté le 20/06/2018

⁵⁴Selon les estimations de l'ONU, la population africaine pourrait atteindre 2,5 milliards en 2050 soit 25% de la population mondiale,

⁵⁵McKinsey, Lions Go Digital: The Internet's Transformative Potential in Africa , 2013

⁵⁶CFAO, 2015, Les classes moyennes en Afrique Quelle réalité, quels enjeux ?

⁵⁷Op.cit

la population africaine⁵⁸. L'avènement de cette classe moyenne a permis au secteur du détail de se structurer quelque peu mais il demeure encore sous développé dans plusieurs pays africains. Au Nigéria, par exemple, les ventes en détail physiques entre 2009 et 2014, ont connu une croissance annuelle de 13,7%⁵⁹.

Cette croissance annuelle montre que l'e-commerce est arrivé dans un marché bien différent de celui connu dans les pays d'Europe et d'Amérique, où le marché du détail était déjà mature et structuré. Contrairement à l'Europe et à l'Amérique, les habitudes de consommation sont encore orientées sur un commerce de proximité, ce qui peut s'expliquer par la consommation d'aliments frais achetés à la semaine ou la connaissance des commerçants locaux. L'Afrique reste donc un marché où la place du commerce structuré reste à prendre. Les plateformes d'e-commerce ont potentiellement les atouts nécessaires pour s'imposer face à la vente au détail traditionnel. De plus, les faiblesses des supermarchés physiques que sont : l'éloignement, le temps et les prix, deviennent pour les sites d'e-commerce une grande opportunité.

Actuellement, le e-commerce est néanmoins minoritaire avec une part de marché estimée à 3 % et qui pourrait représenter 10 % en 2025. On note cependant une apparition timide de sites de vente en ligne en 2017⁶⁰. Le marché des services mobiles notamment le *mobile banking* se développe et les habitudes de consommation des populations urbaines évoluent également sur le continent. Actuellement, c'est environ 12% d'internautes ouest-africains qui réalisent des achats en ligne à partir d'un terminal mobile. Malgré une faible pénétration d'internet en Afrique, celle-ci permet néanmoins d'offrir un accès internet à plus de 20% d'Africains (AFRIKATECH, 2017 : p 1). L'émergence de ce secteur d'activité se justifie par les manques de produits et de services auxquels la population africaine doit faire face. L'un des premiers freins à éluder concerne l'accès quasi inexistant aux moyens de paiement utilisés ailleurs⁶¹.

L'ouverture d'un compte bancaire est souvent restreinte à une petite partie de la population (DELOITTE, 2016)⁶². Le taux de bancarisation ne s'élève qu'à 12% en Afrique (AFRICATECH, 2017 : p 1). Des solutions de paiement mobile ont été mise en place et semblent être pour l'instant un pis-aller. Les

⁵⁸<http://happens.africa/2017/06/12/etude-ipsos-les-classes-moyennes-subahariennes/> consulté le 24/03/2018

⁵⁹<https://www.journaldunet.com/ebusiness/expert/66230/le-marche-de-l-e-commerce-en-afrique-et-ses-acteurs.shtml> consulté le 12/06/2018

⁶⁰<http://happens.africa/2017/06/12/etude-ipsos-les-classes-moyennes-subahariennes/> consulté le 24/03/2018

⁶¹Europe, Amérique du Nord

⁶²<https://www2.deloitte.com/ci/fr/pages/systemes-dinformation-et-technologie/articles/decollage-presque-imminent-pour-le-e-commerce-en-afrique.html> consulté le 27 mars

opérateurs de téléphonie mobile et les nouvelles entreprises du numérique participent à la construction des nouveaux modèles dont la spécialité porte sur le transfert d'argent. Parmi les acteurs télécoms ayant pris ce virage bancaire, Orange s'impose avec « Orange Money », une solution de paiement mobile qui se substitue aux comptes bancaires traditionnels pour 14 millions d'Africains. L'opérateur MTN, leader en Afrique est aussi positionné sur ce marché avec sa solution MTN Mobile Money. (DELOITTE, 2016)⁶³.

1.4 Le Bénin, contexte économique et processus de transformation digital

1.4.1 Bref aperçu du contexte économique

Le Bénin fait partie de plusieurs organisations internationales, dont notamment l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En termes d'indice de développement humain (IDH), il se classe au 166^e rang sur 188 du rapport Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) 2015, reculant d'une place par rapport à 2014. En matière de croissance, en 2010 le taux de croissance du Bénin était tombé à 2,5 %, le plus bas de l'Afrique de l'Ouest, mais depuis 2011 il a fait un bond, passant à plus de 5%. Le Bénin est doté d'un port autonome qui en est l'un des pivots de son économie mais 80 % des marchandises importées sont réexportées vers le Nigeria, ce qui rend le pays très dépendant de son puissant voisin. L'autre source de richesse est le coton, qui a réussi d'excellentes récoltes. Le Bénin était à la quatrième place du palmarès des sept premiers producteurs africains de coton au milieu des années 2010⁶⁴.

1.4.2 Transformation digitale au Bénin

La transformation digitale, encore appelée transformation numérique, est un « *processus qui consiste, pour une organisation, à intégrer pleinement les technologies digitales dans l'ensemble de ses activités* »⁶⁵. En effet, les entreprises utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication depuis déjà bien longtemps. L'email, à titre d'exemple, est entré dans le quotidien des organisations et de leurs employés. La transformation digitale désigne le passage d'une économie essentiellement matérielle, s'appuyant sur des points de ventes physiques à une économie dématérialisée s'appuyant sur des échanges de données au travers des bases de données sur serveur et des

⁶³<https://www2.deloitte.com/ci/fr/pages/systemes-dinformation-et-technologie/articles/decollage-presque-imminent-pour-le-e-commerce-en-afrique.html> consulté le 27 mars

⁶⁴Op.cit.

⁶⁵<https://www.1min30.com/dictionnaire-du-web/transformation-digitale-numerique> consulté le 08 avril 2018

plateformes e-commerces, de la monnaie virtuelles, etc.⁶⁶ Ce sont les changements associés au pilotage et à la gouvernance du numérique dans tous les aspects de la société humaine⁶⁷.

Une des révolutions technologiques les plus significatives vécues ces dernières années sur le continent africain est le développement fulgurant de la téléphonie mobile. Le téléphone mobile est devenu une réalité inéluctable ; un moyen essentiel d'accès aux télécommunications pour les populations.

L'Opérateur *Libercom GSM* construit par l'OPT⁶⁸ aujourd'hui Bénin Télécoms SA en 1995, sur la base de la technologie AMPS (réseaux analogiques) a été le premier acteur. Ce réseau ne couvrait à ses débuts que certaines grandes villes comme Cotonou, Porto Novo et Ouidah. Le secteur de la téléphonie mobile sera libéralisé dès 1997. Les premières licences furent accordées à deux opérateurs : *Télécel*⁶⁹ et *Areeba, ex Bénin cell*⁷⁰. Ces derniers ont démarré leurs activités commerciales en 2000.

L'infrastructure de l'internet au Bénin a évolué au fil des années. Entre 2006 et 2017 il y a eu grands changements. Le Bénin a été connecté à Internet pour la première fois en décembre 1995 lors du sommet de la Francophonie⁷¹. L'inauguration du câble SAT-3 est intervenu le 7 mai 2003 avec l'ajout d'une nouvelle connexion internationale de 45 Mb/s portant ainsi la bande passante à 47 Mb/s, accessible seulement à Cotonou. Bénin Telecoms était le principal fournisseur d'accès Internet au Bénin mais plusieurs autres opérateurs privés ont commencé à fournir l'accès Internet soit par réseau téléphonique commuté (RTC), soit par boucle locale radio, soit par satellite VSAT ou soit par. La situation jusqu'à fin décembre 2006 au niveau de Bénin Télécoms faisait état de : 6007 abonnés par liaison RTC, 154 par liaison ADSL, 21 par liaisons Spécialisées Wireless, 17 liaisons spécialisées. On dénombrait en juin 2004, une soixantaine de sites web locaux avec l'extension géographique du nom de domaine en bj, dont 51 sont hébergés par Bénin Télécoms et 15 par des fournisseurs à l'extérieur du pays.

Selon les informations fournis l'ARCEP⁷², Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste, il existe au Bénin deux types de fournisseurs d'accès à internet. Nous avons d'un côté les fournisseurs d'accès à Internet conventionnel et de l'autre les opérateurs de réseau de téléphonie

⁶⁶<https://www.videotelling.fr/transformation-digitale/> consulté le 09 avril 2018

⁶⁷<https://www.digital-conseil.fr/definition-transformation-digitale/> consulté le 09 avril 2018

⁶⁸Office des Postes et Télécommunications

⁶⁹Moov aujourd'hui

⁷⁰Aujourd'hui MTN

⁷¹Avec une passerelle d'accès de 64 kilobits par seconde

⁷²<http://arcep.bj/fournisseurs-dacces-internet/> consulté le 09 avril 2018

qui fournissent également l'accès à Internet par des réseaux de téléphonie mobile.

Tableau 1: Liste des fournisseurs d'accès à internet

Noms des fournisseurs d'accès internet	
ABC CORPORATION SAR	ALINK TELECOM SARL
BENIN TELECOM SA (BTSA)	JENY SAS
FIRST NET SA	OMNIUMDES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INTERNET (OTI)
ISOCEL TELECOM	CANALBOX
SUD TELECOM SOLUTIONS SA	UNIVERCELL SA

Source : ARCEP, 2018

Tableau 2 : Liste des opérateurs des réseaux de téléphonie au Bénin

Opérateur mobile	Opérateur fixe
SPACETEL BENIN SA	BENIN TELECOM SA (BTSA)
ETISALAT-BENIN S.A	
GLO MOBILE BENIN SA	
BELL BENIN COMMUNICATIONS	
LIBERCOM	

Source : ARCEP, 2018

Au premier trimestre 2018, il ne reste plus que deux opérateurs de réseaux de téléphonie mobile actifs sur le territoire béninois. Il s'agit de SPACETEL BENIN SA connu sous sa dénomination de MTN et ETISALAT-

BENIN S.A connu sous la marque MOOV avec 4 473 081 abonnés pour MTN et 4 906 164 pour MOOV.

En matière de connexion à Internet, le nombre d'abonnés a augmenté en 2017 comparativement à 2016 passant à 2 793 438 soit une augmentation de 25,39%. Le nombre d'abonnés à internet est subdivisé entre ceux qui sont abonnés aux fournisseurs d'accès à Internet filaire et ceux qui sont abonnés par le réseau mobile. Ainsi selon ARCEP (2017), le nombre d'abonnés aux fournisseurs d'accès à internet (FAI) et réseau mobile sont respectivement passé entre 2015 et 2016 de 1433 à 3591 (pour le filaire) et de 2 155 041 à 2 770 627 (pour le réseau mobile).⁷³

1.5. Etat des lieux du e-commerce au Bénin

Le e-commerce est encore méconnu par un grand nombre de la population Béninoise et reste balbutiant à l'image de la situation décrite en Afrique. Parmi le nombre de personnes connectées à internet (cf. statistiques citées plus haut) seule une partie a recours au commerce électronique. La grande majorité n'y a pas recours ou n'a aucune connaissance sur ce qu'est l'e-commerce. Certains ne veulent pas s'y adonner car ils ont peur de l'escroquerie. En effet la cybercriminalité a pris une grande ampleur depuis quelques années au Bénin. Appelés communément « Gayman⁷⁴ » ils sont de plus en plus nombreux à s'adonner à la cyber-arnaque⁷⁵. Cela n'a fait qu'accroître le sentiment d'insécurité des populations et décourager les béninois à se tourner vers le numérique. Outre la cybercriminalité, le système d'adressage et de logistique reste à optimiser. Les professionnels du commerce électronique ont besoin d'une chaîne logistique permettant de livrer les clients au plus vite. Ceci est un défi que les acteurs de la vente en ligne au Bénin doivent relever. Deux acteurs majeurs sont utilisés en dehors du système de débrouille mis en place par les acteurs : la Poste, *ZemExpress* et *Bleoun Mail*⁷⁶.

Pour la livraison extérieure la poste béninoise reste la solution la moins onéreuse mais la plus lente. A l'inverse, les sociétés de courriers express livrent assez rapidement avec un inconvénient : les prix restent élevés et plombent la rentabilité et la compétitivité à l'internationalisation des produits mis en vente.

En dehors de l'aspect logistique, pour ceux ayant déjà fait l'expérience de l'achat des produits de la vente en ligne, les articles reçus ne correspondent parfois pas à ceux commandés par voie électronique. Il se pose donc un problème de conformité des produits commandés par rapport aux produits

⁷³<http://arcep.bj/fournisseurs-dacces-internet/> consulté le 09 avril 2018

⁷⁴Mot communément utilisé au Bénin pour désigner les arnaqueurs sur internet

⁷⁵<http://beninsite.net/2018/03/12/cybercriminalite-afrique-de-louest-benin-classe-3eme/> consulté le 30/05/2018

⁷⁶Selon l'entretien réalisé avec un des promoteurs de la plate-forme e-commerce Oqenyite

réceptionnés. Les béninois n'ont pas l'habitude des sites e-commerce. Ils préfèrent encore le commerce de détail, notamment pour les raisons précitées. Les sites e-commerces sont peu fréquentés. Nos recherches nous ont permis d'en dénombrer quelques-uns aussi bien dans le web en général que sur Facebook.

Tableau 3 : Liste des acteurs ayant un site web

Secteurs d'activités	Entreprises	Site web
Restauration et Hôtellerie	NUDUDU	mangeracotonou.info
	TOC TOC RESTO	toctocresto.com
	BENIN MARINA HOTEL	benin-marina-hotel.com
	COTONOU BOOKING.COM	booking.com
	BENIN ROYAL HOTEL	beninroyalhotel.com
	GOLDEN TULIP	goldentulip.com
Agriculture	JINUKUN	jinukun.com
BTP et décoration	LA MAISON 229	maison229.com
High-tech, vestimentaire et alimentation générale	AFRIMALIN	afrimalin.com
	VILLE COMMERCIALE	villecommerciale.com
	BENIN MARCHÉ	beninmarche.bj
	LOLO ANDOCHE	loloandoche.com
	ODJALA	odjala.com
	AFRIBABA	afribaba.bj
	MISANO	misanou.com
	AFRIMARKET	afrimarket.bj
	ASD MARKET	sdmarket.net
	EYA STORE	eyastore.com
WALAWALA	walawala.bj	
Transport/logistique	ASKY AIRLINES	flyasky.com
	BENIN TAXI	benin-taxi.com
	ZEM XPRESS	zemexpress.com

	AIR COTE D'IVOIRE	aircotedivoire.com
	BRUXELLES AIRLINES	brusselsairlines.com/fr-bj
	ETHIOPIAN AIRLINES	ethiopianairlines.com/BJ/Fr

La liste n'est pas exhaustive, mais ce tableau regroupe les opérateurs majeurs positionnés sur le commerce en ligne au Bénin. Le véritable problème posé à ces acteurs est celui du paiement en ligne. Ils utilisent les paiements mobiles de MTN et MOOV réalisés souvent hors ligne et donc en dehors du processus de transaction classique avec la carte bancaire sur des interfaces de programmation de paiement directement sur les sites web. Ici, il est besoin d'une intervention humaine et manuelle. Cette logique crée une rupture et une forte déperdition lors de l'achat. Plusieurs autres e-commerçants se sont positionnés sur des groupes WhatsApp et Facebook et sur des pages Facebook afin de contourner les coûts de création de site web. Ici aussi, le paiement mobile hors ligne est privilégié avec les mêmes inconvénients que sur les sites web.

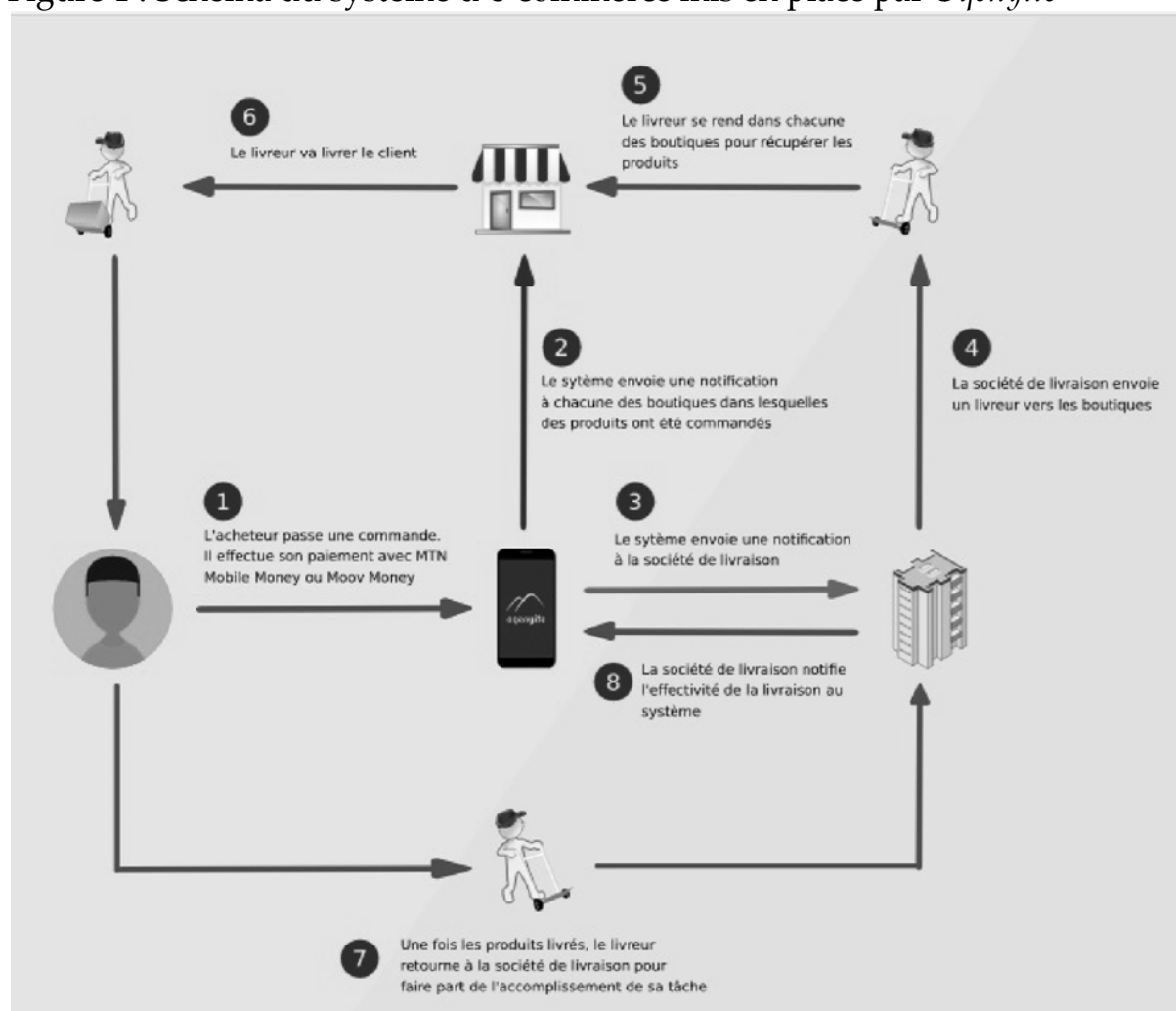
Tableau 4 : Acteurs de e-commerce sur Facebook

Nom de l'entreprise	Type de produits ou services	Abonnés
ALIMENTATION		
Dayélian	Produits alimentaires (Snacks modernisés)	39700
Odjala	Produits agroalimentaires	16300
Cotonou Pizza	Produits alimentaires (Livraison de Pizza)	7100
Top Food EatFresh	Produits alimentaires (Livraison de nourritures)	648
VETEMENTS		
Lolo Andoch Fashion	Vêtements	18000
Haut de Gamme	Vêtements	25000
IMKAY STORE	Vêtements femmes	32000
TELECOMMUNICATION		
Electroland	Téléphonie mobile	81800

Alo mobil Bénin	Téléphonie mobile	38300
Espace Informatique	Téléphonie mobile	17600
GENERALISTES		
Afrimarket Bénin	Alimentaire, Electroménager, Beauté, High Tech etc.	48800

De notre observation, l'opérateur le plus abouti dans les dispositifs en ligne est *Oqenyite*. Le nom signifie la cime de la colline en langue *Idatcha* selon l'un de ses promoteurs. Il s'agit d'une application mobile développée par l'agence *Tecnonia* et basée sur le modèle économique des marketplaces, une place de marché virtuelle qui répertorie les e-commerçants à travers leurs boutiques en ligne.

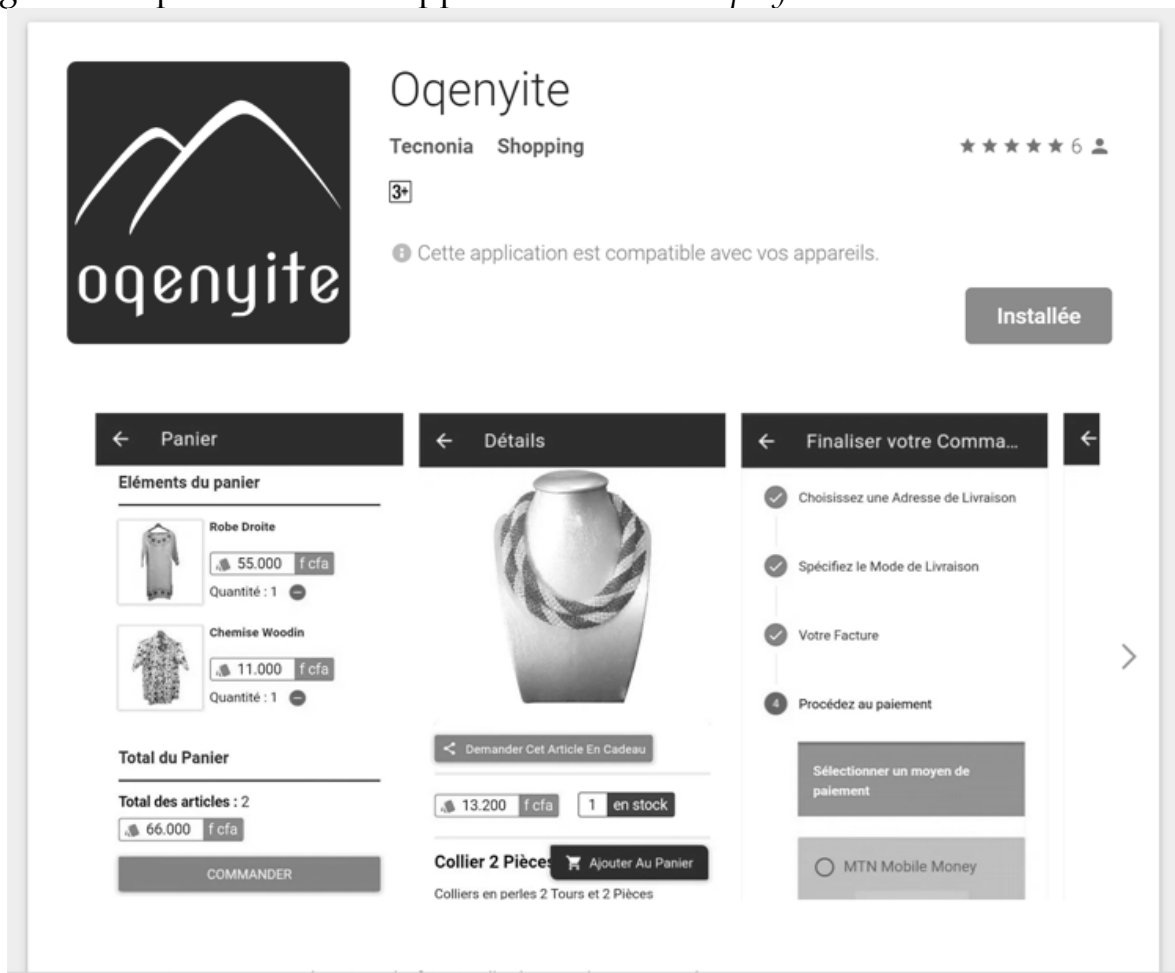
Figure 1 : Schéma du système d'e-commerce mis en place par *Oqenyite*



Source : *Tecnonia*, 2018

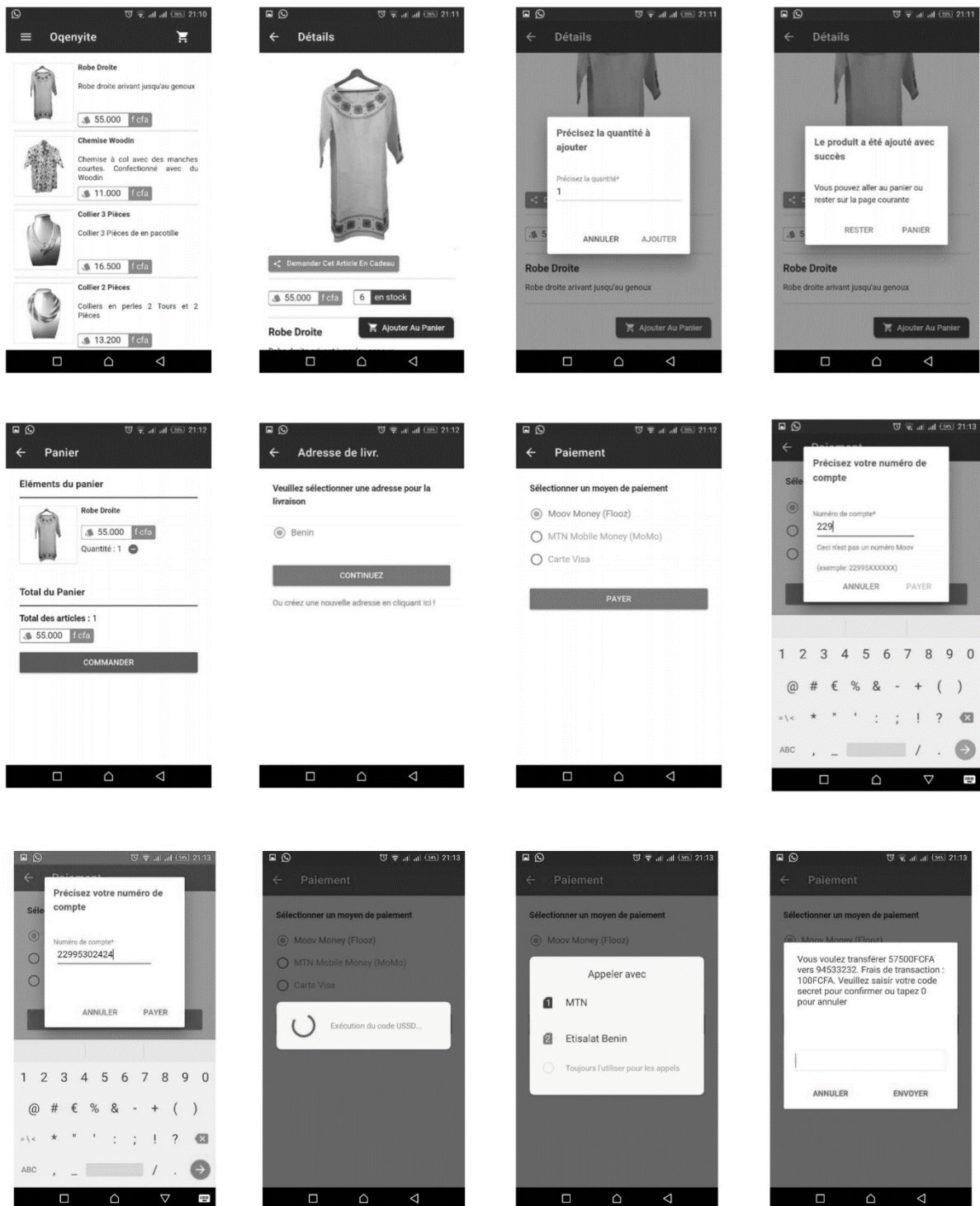
La plateforme *Oqenyite* peut être considérée comme complète dans la mesure où toutes les opérations depuis le choix du produit jusqu'au paiement se fait en ligne. C'est la seule plateforme relevée lors de nos recherches qui a pu assurer une interopérabilité et donc un interfaçage avec les systèmes de paiement de MTN et de MOOV rendant ainsi possible l'aboutissement complet de l'acte d'achat en ligne. *Oqenyite* assure également la livraison avec à ses partenaires : la Poste et *Bléoun Mail* et grâce à un système d'information développépécifiquement pour gérer la traçabilité des colis. Pour l'acheteur, l'option de livraison est choisie lors de la finalisation du panier entre une livraison dite expresse (deux heures) et une autre moins rapide pouvant aller jusqu'à deux jours. L'application ne bénéficie pas encore d'une bonne médiatisation et d'un bon référencement. Il est disponible exclusivement au Niger, au Nigéria et au Bénin.

Figure 2 : copie d'écran de l'application mobile *Oqenyite*



Source : *Tecnonia*, 2018

Figure 3 : Les étapes d'achat sur l'application *Oqenyite*



Source *Oqenyite*, 2018

Conclusion

Comment rester chez soi et accéder en un clic à des produits et des services ? Comment commander un taxi ou se faire livrer un repas sans avoir à sortir l'argent et payer en liquidité ? Les réponses à ces questions constituent une infirme partie des opportunités offertes par l'économie du numérique. Le commerce électronique rend possible, facile et accessible à tous le fait de pouvoir acheter et vendre sur le réseau Internet. Il suffit de disposer d'une « *connexion Internet, d'un peu d'imagination et de persévérance pour développer son business* » (CERISE, 2018 : p 52). L'e-commerce au plan mondial a déjà plus de vingt ans d'expérience et de développement et les exemples à succès sont légions : Amazon avec ses 136 millions de dollars en 2016 ou Alibaba avec 20,85 millions de dollars en 2015 (ISAAC, 2017 : p 11). C'est pourtant une réalité complexe et inégalement répartie d'un continent à l'autre et entre pays au sein d'un même continent. L'Afrique dans son ensemble y est à la traîne.

En dépit d'un développement spectaculaire de la téléphonie mobile ces dernières années, qualifié de « *double sursaut quantique* » (HUET, 2017 : p 37) son économie reste marquée par l'informel et par l'ancien modèle *brick and mortar*⁷⁷. Le Bénin n'échappe pas à ce constat. Cependant des efforts sont faits aussi bien par les opérateurs privés que les pouvoirs publics pour mettre le pays sur les rails de l'économie du numérique et de la data. Ceci devra passer par la prise en compte d'un certain nombre de défis dont, entre autres, l'environnement des infrastructures technologiques permettant l'accès à une connexion de très haut débit et à coût abordable ; l'accès aux équipements informatiques ; le développement d'un environnement logistique, financier et de paiement facilité en ligne ; la formation des acteurs et la promotion d'un environnement juridique d'organisation du commerce en ligne et de protection des consommateurs.

La loi n° 2017-20 portant Code du numérique en République du Bénin adoptée le mardi 13 Juin 2017 est déjà une des prémices intéressantes de l'option prise par le pays. Les projets en cours sur le développement et le maillage de tout le pays en fibre optique confirme cette tendance. Il y a un retard à rattraper, des opportunités à saisir pour l'économie béninoise et africaine. Les sociétés amorcent partout une digitalisation inéluctable ; le commerce électronique est en passe de changer aussi. Les objets connectés font leur apparition et nous font évoluer vers un changement de paradigme : l'ère du commerce connecté avec le *big data* et l'hégémonie des algorithmes pour traiter des afflux de données.

⁷⁷Briques et mortier

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Affognon P., (2017), Ubérisation de la société béninoise mythe ou réalité ?, *Revue des Sciences du Langage et de la Communication (ReSciLaC)*, N°5, Université d'Abomey-Calavi (UAC), République du Bénin, 2^e semestre, pp : 498 - 521, ISSN : 1840-8001.
- AfrikaTech, (2017), Etat des lieux du secteur e-commerce en Afrique, rapport d'étude.
- Babinet G., (2015), Big data, penser l'homme et le monde autrement, Le Passeur.
- Bonjawo J., (2011), la révolution numérique dans les pays en développement, l'exemple africain, Dunod, Paris.
- Brousseau E., (2000), Commerce électronique : ce que disent les chiffres et ce qu'il faudrait savoir, *Economie et statistique*, n°339-340, 2000. *Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance*.
- Cerise S., (2018), Enfin rentier. Devenir multi-millionnaire avec l'e-commerce, PACA éditions, Marseille.
- CFAO, (2015), Les classes moyennes en Afrique, étude, Livre blanc, IPSOS.
- Deloitte, (2016) : Décollage presque imminent pour le e-commerce en Afrique, étude.
- Ducass A. & Kwadjane J.-M., (2015), Le commerce électronique en Afrique, *IPEMED*.
- Grawitz, M., (2000), Lexique des sciences sociales, Dalloz, Paris
- Huet J.-M., (2017), Le digital en Afrique, Michel Lafon, Paris
- INSAE, (2010), Les entrepreneurs des TIC au Bénin, Ministère de la Prospective, du Développement, de l'Évaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale, Cotonou.
- Isaac H., (2017) e-Commerce. Vers le commerce connecté, Pearson, Montreuil, (4^e ed.).
- Loi 2017-20, portant code du numérique en République du Bénin.
- Lorentz F., (1999), Commerce électronique : une nouvelle donne pour les consommateurs, les entreprises, les citoyens et les pouvoirs publics, *Rapport Mission pour le Commerce Électronique*, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris.
- Mercanti-Guérin M. & Vincent M., (2016), Publicité digitale, Dunod, Paris.
- Ndiaye, A., (1999), Développement du commerce électronique en Afrique : le cas du Sénégal, *CAPAS Union Internationale des Télécommunications*.

- Quivy R. & Campenhourdt, L., (1995), Manuel de recherche en sciences sociales, Dunod, Paris.
- Rochelandet F, (2010), Economie des données personnelles et de la vie privée, La Découverte.
- Sehlin F., (2017), E-business et gestion de la relation-client : Cas de CMA CGM Bénin, *mémoire master HERCI/UAC*.
- Soultanbeieff L., (2016), L'e-commerce d'aujourd'hui et ses perspectives, Programme Explort Bureau de l'AWEx-Budap
- Stenger T. et al (2014), E-marketing & e-commerce, Dunod, Paris (2è ed.).

REFERENCES WEBOGRAPHIQUES

- <http://arcep.bj/fournisseurs-daces-internet/> consulté le 09 avril 2018.
- <http://arcep.bj/fournisseurs-daces-internet/> consulté le 09 avril 2018.
- <http://fr.myebox.com/importance-du-referencement> consulté le 21 mars 2018.
- <http://happens.africa/2017/06/12/etude-ipsos-les-classes-moyennes-subahariennes/> consulté le 24/O3/2018.
- <http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21mars 2018.
- <http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21 mars.
- <http://www.business-aptitude.com/referencement-naturel-site-web/> consulté le 21mars 2018.
- <http://www.commentcamarche.net/forum/affich-25363926-definition-d-un-site-web-commercial> consulté le 16 mars 2018.
- http://www.contact.ulaval.ca/article_dossier/4-enjeux-commerce-electronique/ consulté le 17 mars 2018.
- <http://www.e-logik.fr/fr/blog/2017-05-30/La-logistique-enjeu-de-taille-pour-le-ecommerce> consulté le 20 mars 2018.
- <https://blog.hipay.com/fr/lamerique-latine-un-marche-e-commerce-en-construction> consulté le 20/06/2018.
- <https://blog.iziflux.com/2017/02/27/limportance-prix-strategie-de-vente-marketplaces-20811901> consulté le 17 mars 2018.
- <https://blog.iziflux.com/2017/02/27/limportance-prix-strategie-de-vente-marketplaces-20811901> consulté le 18mars 2018.
- <https://www.1min30.com/dictionnaire-du-web/transformation-digitale-numerique> consulté le 08 avril 2018.
- <https://www.definitions-marketing.com/definition/e-commerce/> consulté le 17 mars 2018.

<https://www.digitall-conseil.fr/definition-transformation-digitale/> consulté le 09 avril 2018.

<https://www.journalducsm.com/e-commerce-bilan-2017> consulté le 24 mars 2018.

<https://www.twenga-solutions.com/fr/insights/histoire-e-commerce/> consulté le 16 mars 2018.

<https://www.videotelling.fr/transformation-digitale/> consulté le 09 avril 2018

<https://www.webrankinfo.com/dossiers/etudes/parts-marche-moteurs> consulté le 15 juin 2018.

<https://www2.deloitte.com/ci/fr/pages/systemes-dinformation-et-technologie/articles/decollage-presque-imminent-pour-le-e-commerce-en-afrique.html> consulté le 27 mars.

REPRESENTATIONS MEDIATIQUES ET REDUCTION DE L'INCERTITUDE SUR LES STRATEGIES ET TACTIQUES DE COMBAT DE BOKO HARAM AU CAMEROUN

Alexandre T. DJIMELI

Université de Dschang (Cameroun)

Alexandre.djimeli@dschang.org

Résumé

En période de guerre, il est en général difficile pour les médias de rendre compte de ce qui se passe réellement au front. C'est pourtant ce que certains journaux ont essayé de faire lors de la guerre contre Boko Haram au Cameroun. Qu'ont-ils bien pu dire ou montrer au public dans cette situation périlleuse d'accès aux informations de première main sans aide militaire particulière? Cette question est au centre du présent développement. L'article a pour objectif d'énoncer ce qui se révèle à travers le discours des médias comme le modus operandi essentiel des acteurs engagés dans les combats. L'analyse est cadrée par le paradigme du contrat de communication. Selon ce paradigme, les médias exécutent leur part dans le contrat en répondant aux attentes de leurs publics dans la limite des conditions de la communication. La démarche d'investigation est celle de l'approche sociodiscursive du journalisme. Le corpus examiné est constitué de 13 éditions de 03 journaux (L'Œil du Sahel, Le Point du Jour, Repères) qui ont particulièrement couvert la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun au cours de l'année 2014 alors qu'elle en était au zénith. Au terme de l'étude, il apparaît que ces médias ont donné à percevoir des stratégies et tactiques des combattants structurées en deux temps : une préparation très subtile des attaques/affrontements et une exécution marquée par la ruse. Les nouvelles et les analyses qu'ils proposaient n'étaient pas forcément justes, mais elles ont contribué à entretenir une opinion publique avide d'information sur cette guerre à un moment où le gouvernement essayait d'y faire un black-out.

Mots-clés : Boko Haram, Cameroun, Contrat de communication, stratégies/tactiques de combat.

Abstract

It is usually difficult for the media to report what is really happening at the war front. However, this is what some newspapers tried to do during the war against Boko Haram in Cameroon. What have they then been able to say or show to the public in this perilous situation of access to firsthand information without a particular aid from the military? That question is at the centre of this development. The article aims to state what is revealed through the media discourse as the essential modus operandi of actors involved in the fighting. The analysis is framed by the paradigm of the communication contract. According to this paradigm, the media perform their part in the contract by meeting the expectations of their audiences within the limits of the conditions of communication. The investigative method is that of the sociodiscursive approach to journalism. The examined corpus consists of 13 editions of 03 newspapers (L'Œil du Sahel, Le Point du Jour, Repères) which particularly covered the war in the Far North of Cameroon during the year 2014 while it was at its zenith. At the end of the study, it appears that these media have shown fighters strategies and tactics structured in two stages: a very subtle preparation of the attacks / clashes and an execution marked by the ruse. The news and analysis they proposed were not necessarily accurate, but they helped to fuel a public opinion that wanted information about the war at a time when the government was trying to blacken it.

Keywords: Boko Haram, Cameroon, Communication contract, strategies / tactics of combat.

Introduction

Les nouvelles que publient les moyens d'information de masse perturbent généralement la quiétude des citoyens. Ces nouvelles sont en effet, le plus souvent, une relation de faits extraordinaires qui surviennent dans la société. Ce qui est médiatisé est susceptible de susciter l'étonnement voire l'angoisse au sein du public. Certains chercheurs à l'instar de Luhmann (2012) ont ainsi pu établir que la véritable fonction des médias est d'irriter les gens. Si cette thèse se vérifie dans certaines conditions, elle n'annihile pas l'idée que les médias réduisent, par la diffusion des mêmes nouvelles, l'incertitude sur les modifications que subit l'environnement (Bertrand, 1999). Les informations publiées sont des constructions sujettes à de nombreux biais (Chareaudeau, 1997; Champagne, 2000), certes, mais ceux qui les consomment ont de ce fait l'impression d'en savoir un peu plus sur ce qui se passe autour d'eux.

La réduction de l'incertitude en vue de coordonner la réponse collective à une menace apparaît ainsi comme l'une des fonctions que des études pionnières des phénomènes de communication de masse attribuent aux médias (Lasswell, 1948; Lasswell, 1971). L'une des implications de cette conception c'est que la participation des médias à la réduction de l'incertitude tend à s'accroître en temps de crise. La médiatisation de la guerre ouverte à l'Extrême-Nord du Cameroun depuis 2013 à l'initiative de Boko Haram, une organisation classée comme terroriste en 2014 par les Nations Unies, en est une illustration. Lors des conflits opposant cette organisation à l'armée camerounaise ou aux populations civiles, les médias classiques et les médias sociaux ont constamment essayé de combler un déficit d'information sur la « réalité » d'une guerre dont le déroulement apparaissait comme un mystère (Kouosseu & Tadajeu, 2017). Grâce à ces médias, cette guerre est apparue comme un événement au sens où l'entend Champagne (2000, p. 413). Pour ce dernier, l'événement n'est pas simplement « ce qui est constaté par le champ journalistique » en tant que fait extraordinaire, « mais ce qui est produit par celui-ci, notamment sous la pression des agents appartenant aux autres champs sociaux », en particulier pour répondre aux attentes du public.

Les citoyens étaient en effet plus ou moins au courant qu'une guerre impliquant les pays du bassin du Lac Tchad se déroulait et qu'elle avait redoublé d'intensité sur le territoire camerounais au cours de l'année 2014 (Ntuda Ebode, Bolak Funteh, Mbarkouta et Kalwo, 2017). Ce qui se passait concrètement sur les théâtres d'opération était cependant presque méconnu. Le discours gouvernemental n'apportait pas toujours des réponses satisfaisantes aux questions que se posait le public (Djimeli, 2017a). Les citoyens avaient pourtant besoin d'éléments pertinents de compréhension, au-

delà de simples évocations d'aspects de la guerre. Sur la base du principe qui voudrait que le journalisme ait pour dessein la satisfaction des besoins d'un public qui justifie son utilité sociale (Helmore, 2001; Schulte & Dufresne, 1994), les médias ont ainsi proposé des bribes de savoirs entre autres sur l'identité des assaillants, les enjeux de la guerre, la mobilisation de l'armée et des citoyens, etc.

L'à-propos des informations que les moyens de communication ont pu donner sur la « réalité » de cette guerre est parfaitement questionnable lorsqu'on sait qu'il était très pénible pour un reporter d'investiguer pour montrer ce qui se passe. Le traitement journalistique de ce sujet s'est en effet révélé difficile pour deux raisons majeures au moins : d'une part, rares sont les publications qui avaient des reporters sur le terrain; d'autre part, cette guerre était une situation exceptionnelle dans laquelle le gouvernement a continuellement tenté d'imposer de fait un *embargo* sur certaines données. Comment dans ces conditions les médias ont-ils essayé de satisfaire le besoin d'information de leurs publics ? En consultant la presse, l'on se rend compte que celle-ci a particulièrement usé de genres journalistiques d'opinion et assez peu de genres d'information. Si l'on peut estimer qu'avec cela elle a entretenu l'opinion publique et contribué à réduire l'incertitude, la compréhension des dynamiques de construction du sens sur la réalité des combats demeure préoccupante : qu'est-ce que les médias ont bien pu montrer ou dire, relativement au déroulement de la guerre, dans une situation périlleuse d'accès aux sources sans facilitation institutionnelle spéciale ou sans aide militaire particulière?

En théorie comme en pratique, l'on peut présumer que ce qui a été rapporté par les médias fut incohérent au regard du difficile contexte du travail journalistique dans lequel ils affichaient leur prétention à informer. Les informations laconiques et les idées parfois contradictoires publiées sur différents supports ont exposé un désordre dans le rendu sur la guerre. Derrière ce désordre manifeste, l'on peut toutefois postuler l'existence d'un ordre latent que l'analyse permettrait de saisir. Envisagé ici au sens de structures sous-jacentes que les études qualitatives se proposent d'investiguer (Mucchielli, 1994), cet ordre caché est retenu comme une tendance lourde des représentations médiatiques de stratégies et tactiques d'acteurs qui attaquaient ou combattaient dans la partie septentrionale du Cameroun.

Cette analyse se propose ainsi d'énoncer ce qui se révèle à travers le discours des médias comme le *modus operandi* essentiel des acteurs engagés dans les combats au cours de l'année 2014. Elle se développe en deux mouvements : d'une part, la présentation des perspectives théoriques et

méthodologiques de l'étude; d'autre part, l'articulation de ces perspectives au discours diffusé.

1. Du paradigme du contrat de communication à l'approche sociodiscursive du journalisme

Dans sa réflexion sur l'événement dans le contrat médiatique, Charaudeau (2000) affirme qu'il n'est pas de description d'un phénomène, d'analyse de ses composantes et de son fonctionnement qui ne dépendent d'un cadre théorique. Si ce cadre théorique oriente la compréhension du phénomène étudié, celui-ci ne s'opérationnalise qu'à travers une démarche appropriée. Aussi la présente section discute-t-elle non seulement de ces perspectives théoriques, mais aussi des orientations méthodologiques. Elle entend saisir la représentation, par les médias, du mode opératoire des acteurs de la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun à partir du paradigme du contrat de communication, sous une approche sociodiscursive du journalisme.

1.1. Comprendre la médiatisation de la guerre à partir du paradigme du contrat de communication

Pris comme notion par les uns, théorie par les autres et paradigme par certains, le contrat de communication exprime avant tout un accord explicite ou implicite de volonté en vue de créer des obligations d'émission, de réception ou d'échange des messages selon des formes et des règles connues par les parties en présence. En s'inspirant de la pragmatique linguistique, Ghiglione a mis au point une « théorie du contrat de communication » qui pose que tout sujet communiquant tisse avec son interlocuteur réel ou imaginaire un système de règles latentes qui gère le déroulement de la communication (Beauvois, 2001). C'est ce système de règles qui rend le partage et la co-construction des significations possibles.

Dans le champ des mass-médias, le contrat de communication est généralement implicite. Il implique une offre en vue de répondre à une sollicitation tacite d'information ou de divertissement d'un public donné. Ce contrat n'est pas donné *a priori*; il est constamment négocié grâce à l'ajustement permanent de l'offre médiatique à une demande présumée et aux intentions des producteurs des contenus. De nombreux modèles, à travers l'histoire des études de la communication de masse, permettent de comprendre ce type de contrat. Ceux de Lasswell (1948; 1971), de Hiebert, Ungurait et Bohn (1991) et, surtout, celui de Charaudeau (1994; 2000; 2011) paraissent particulièrement éclairants pour l'analyse du contrat de communication médiatique.

Lasswell (1948) a proposé un modèle d'analyse sociopolitique des communications de masse à travers sa quintuple question (« qui, dit quoi, par quel canal, à qui, avec quels effets? »). En concevant dès les années 1920 les médias comme un moyen de contrôle de l'opinion pendant la guerre (Lasswell, 1971), son projet est d'évaluer les effets des messages médiatisés sur le comportement individuel et collectif. L'on reproche à ce modèle entre autres le fait qu'il considère l'acte de communication comme un processus dans lequel l'instance émettrice seule déterminerait le sens, sans tenir compte de la situation de l'instance réceptrice et sans influence présumée de celle-ci, en espérant que cette dernière réagira aux messages dans une perspective voulue par la première. Dans cette perspective, l'on peut penser que les contenus médiatiques sur la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun seraient uniquement déterminés par l'instance de production en fonction de son agenda à elle.

L'absence de *feedback* dans le modèle de Lasswell est rattrapée dans les propositions ultérieures, notamment le modèle « HUB » (Hiebert et al, 1991). Ce modèle concentrique mis au point dans les années 1970 montre que la production des contenus médiatiques subit des influences diverses (*gatekeepers, regulators, etc.*). Ces influences se font dans un mouvement ondulatoire d'un centre (lieux de production des contenus) vers une périphérie (lieux de participation à la production et de réception) et vice-versa. Les contenus médiatiques sont ainsi la résultante des influences qui constituent autant de filtres. Les messages diffusés apparaissent dès lors comme l'expression d'un « consensus » acceptable entre les différentes parties prenantes du processus d'information : journalistes, patrons de médias, consommateurs d'information, État et autres régulateurs, annonceurs, etc. (McQuail & Windahl, 1993). Ce modèle ne s'attarde cependant pas particulièrement sur les significations des contenus.

Pour compléter la compréhension des contenus et, surtout, saisir la relation qui lie les producteurs aux consommateurs, le modèle du contrat de communication de Ghiglone revu par Chareau (1994; 2000) affiche une certaine pertinence. Dans une approche interdisciplinaire, Charaudeau redéfinit les quatre variables de ce contrat : la finalité, l'identité des partenaires, le propos, les conditions matérielles et physiques de la communication. Dans l'analyse du discours des médias sur la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun tel qu'envisagée ici, la finalité c'est l'explication de ce qui se passe sur les théâtres d'opération. Les partenaires, ce sont les journalistes d'une part et les citoyens camerounais d'autre part.—Le propos c'est le mode opératoire des forces en présence. Les conditions matérielles,

enfin, ce sont les journaux qui portent l'information à un public qui se trouve loin des sites d'affrontements. Le discours médiatique produit est donc une résultante de la mise en sens de ces variables. Dans cet article, en particulier, nous nous attardons sur le propos qui réfère à la représentation discursive de l'événement.

D'après Charaudeau (2011), l'événement n'est pas transmis à l'état brut par les médias; il est construit par des signes à partir des attentes d'un public imaginé et en respect des contraintes techniques des moyens d'information choisis. Cette construction se fait selon trois principes : la perception, la saillance et la prégnance. En effet, pour qu'un fait soit un événement, il faut d'abord que l'esprit humain se rende compte que quelque chose s'est produit, que cette chose marque une rupture d'avec le continuum des routines et des normes, que la signification que l'on en projette s'intègre dans un système de références connues. Dans le cas d'espèce, les citoyens ont effectivement su que des attaques et affrontements ont eu lieu à l'Extrême-Nord du Cameroun. Ceux-ci ont marqué une certaine rupture ayant créé une dissonance avec le discours gouvernemental tendant à faire du Cameroun un havre de paix dans une Afrique centrale tourmentée par les guerres (Djimeli, 2017b).

Tout cela justifie que les médias accordent une place de choix à la guerre dans la partie septentrionale du Cameroun. Il s'agit ainsi d'un sujet éditorialement pertinent, digne d'être élevé au statut d'événement. Grâce à la mise en scène médiatique, l'événement « acquiert la consistance d'un 'macrosgne' par l'amplification dont il est l'objet » (Abolo Mbita, 2017, p. 172). La médiatisation donne ainsi à l'événement « une dimension sémiotique particulière ». Dans une perspective lamizienne⁷⁸, l'on peut comprendre cette sémiotique par la notion de « complexe sémiotique » dont les principaux éléments relevés par Abolo Mbita sont le récit, la représentation des acteurs et de leurs identités, les actions de ces acteurs, le méta-événement qui montre ce que représente l'événement pour les acteurs engagés.

La mise en évidence de ce complexe sémiotique suppose que le discours médiatique sur un événement est précis, notamment avec références de lieux, de dates, d'acteurs, de mobiles, d'actions, etc. Or, dans des circonstances aussi difficiles que celles évoquées à l'introduction, certains médias auraient simplement fait semblant d'ignorer la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun. Mais beaucoup d'autres ont essayé, au nom du respect du droit du public à

⁷⁸ Cf. notamment Bernard Lamizet qui a consacré de nombreux travaux sur la médiation, notamment dans le champ politique. Trois de ses travaux, en particulier (*La médiation politique, Sémiotique politique, Le miroir politique - Enquête sur la communication politique*), traitent de préoccupations sémiotiques. Ces préoccupations sont actualisées dans son article « Critique sémiotique de la politique » publié dans *Fréquence Sud*, n°19, jan. 2008, pp. 351 - 394.

l'information, de proposer des éléments de compréhension de ce qui se passait. Parmi les aspects qui nécessitaient des éclairages, il y a celui, crucial, des modes d'opération des acteurs engagés au front. Les développements ci-après cherchent à décrypter comment les médias camerounais ont donné à le saisir. Ce décryptage procède par une méthodologie qu'il convient d'explicitier.

1.2. Explorer le mode opératoire des combattants par l'approche sociodiscursive du journalisme

La démarche proposée pour saisir ce que les médias ont pu servir à leurs audiences dans le difficile contexte de collecte/traitement de l'information sur la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun est l'analyse du discours de presse. Cette analyse propose deux perspectives principales d'investigation : les études spécialisées sur le langage et, les études à visée sociologique. Les premières insistent sur les mécanismes sémio-linguistiques alors que les secondes mettent un accent sur les conditions de production du discours. La présente analyse s'appesantit sur la seconde perspective puisqu'elle entend établir un lien entre discours et société.

L'exploration du lien le discours médiatique et la société s'appuie essentiellement ici sur l'approche sociodiscursive de Ringoot (2014). Dans son déploiement, cette approche croise deux types d'énonciation : éditoriale et textuelle. L'examen de l'énonciation éditoriale renseigne sur les éléments qui caractérisent matériellement le support d'information, la mise en page des éléments de la publication (textes, illustrations, publicité), le moyen par lequel le contact avec le public est établi, bref les formes dans lesquelles le contenu est proposé. L'étude de l'énonciation textuelle, quant à elle, s'intéresse à la signification des éléments iconiques et verbaux que la publication offre comme contenu. Ces deux types d'énonciation révèlent le positionnement éditorial des journaux.

Le positionnement auquel référence est ici faite est la manière dont la publication se présente à elle-même et au public. Il résulte théoriquement d'une synthèse de l'énonciation éditoriale et de l'énonciation textuelle. Dans la réalité, cependant, ce positionnement émerge comme une porte d'entrée. Il se rapproche de l'éthos prédiscursif (Amossy, 2010; 2014). Cet éthos renvoie à la connaissance que l'on a d'un locuteur avant même qu'il ne prenne la parole. Il est fait parfois de prénotions sur ce que ce dernier peut dire et les orientations que son discours peut prendre. Dans cette analyse, le locuteur se substitue aux journaux ayant diffusé des informations sur la guerre. Cela implique que la signification des faits publiés dans ces journaux est aussi déterminée par une

connaissance que l'on peut préalablement avoir de ces supports. En fonction de l'éthos prédiscursif, un lecteur peut choisir de faire confiance ou non à un journal. Le positionnement éditorial d'une publication apparaît ainsi comme une pré-condition nécessaire à la réalisation du contrat de communication médiatique.

Dans l'analyse du contrat de communication entre les journaux ayant couvert la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun en 2014 et les citoyens, il est ainsi important de commencer par préciser leur positionnement éditorial. Une telle exigence implique une spécification de l'échantillon des publications sur lesquelles se fait l'étude. Grâce à un échantillonnage à choix raisonné et au critère de diffusion d'articles montrant comment les combats se sont déroulés, l'étude tire ses principales données d'analyse de trois journaux : *L'œil du Sahel*, *Le jour* et *Repères*. Il s'agit de médias ayant particulièrement proposé une lecture des opérations de guerre. Leur offre de contenus comprend les trois catégories d'articles généralement utilisées en journalisme pour exprimer l'actualité : d'abord les articles pour présenter des faits (comptes-rendus, reportages, interviews, entrefilets, ...) que l'on retrouve surtout dans *L'œil du Sahel*; ensuite les articles pour expliquer les faits (enquêtes, analyses, ...) que *Le jour*, par exemple, a proposés; enfin des articles pour commenter les faits (éditoriaux, chroniques, ...) que l'on peut découvrir entre autres dans *Repères*. Comment le positionnement éditorial envisagé ici à partir de l'éthos prédiscursif de chacune de ces publications s'est-il actualisé pour que le contrat de communication soit dynamisé à l'occasion de cette crise?

Créé en 1997, *L'œil du Sahel* est un « tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun ». Ce journal se distingue par une couverture et une présence affirmées - en termes de sources d'information, de reporters, de point de diffusion, de contenus, etc. - dans les Régions septentrionales du Cameroun (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord). Si ses reporters n'ont pas toujours été dans les lieux de combats au moment de leur déroulement, ils en étaient plus proches que ceux des autres médias nationaux. La publication a continuellement été à l'avant-garde des nouvelles de cette partie du pays. Elle avait été la première, dès 2012, à affirmer dans son édition du 09 janvier (n°462) que « Boko Haram recrute au Cameroun ». Cette révélation a été confirmée entre autres par la déclaration de guerre contre Boko Haram par le chef de l'Etat camerounais le 17 mai 2014 à Paris. Au moment où la guerre bat son plein, l'éthos prédiscursif de *L'œil du Sahel* est ainsi principalement structuré autour de sa vocation (informer sur le Nord-Cameroun), de sa présence sur ce territoire et de l'avance pris quant à l'information sur l'activité de Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord.

En dehors de *L'œil du Sahel* qui a régulièrement publié des informations sur la guerre à l'Extrême-Nord au cours de l'année 2014, le quotidien *Le jour*, fondé en 2007, a été le premier journal camerounais à consacrer une de ses éditions spéciales, hors journal ordinaire, à un dossier sur la question. Ce dossier a été livré dans le 13^e numéro de *Le Point du Jour* (mensuel) de septembre 2014. Cette édition synthétisait et évaluait ainsi un travail abattu depuis plusieurs mois par les correspondants de *Le Jour* ainsi que ses analystes à travers le pays, sur la situation de l'Extrême-Nord. Comme l'indique la dénomination de la publication, sa prétention à faire le point sur des questions sensibles chaque fois que l'intérêt national est touché, apparaissait comme un atout sur lequel pourrait se bâtir une certaine confiance dans le fait que la synthèse proposée édifierait, entre autres, sur la réalité des combats.

L'hebdomadaire *Repères*, enfin, a aussi contribué à saisir les logiques de la guerre. Il y a un rapprochement entre la tenue de ce journal et son défunt fondateur, Richard Touna, qui fut un journaliste d'investigation reconnu et un éditorialiste futé. Sa photo qui fait partie de la manchette de la publication semble être une prétention qu'affiche le journal à toujours travailler dans le sérieux qui le caractérisait. De même, la dénomination de la publication fait penser à un support de référence dont l'ambition est d'énoncer des lignes à partir desquels l'on peut saisir une actualité dont les significations sont souvent voilées par la frivolité des faits. De ce fait, les commentaires de ce journal sont susceptibles d'être reçus comme des opinions averties sur l'actualité au Cameroun. C'est avec ce background, entre autres, que les articles de *Repères* sur la crise à l'Extrême-Nord ont été reçus au sein de l'opinion publique nationale.

L'éthos préalable de l'ensemble de ces publications les créditait globalement, dans un moment d'incertitude, d'une présomption de compétence sur l'information relative aux modes d'opération des acteurs de la guerre, en particulier Boko Haram. Le contrat de communication entre elles et leurs lecteurs était ainsi arrimé à la croyance qu'elles pouvaient délivrer des informations crédibles. L'analyse du positionnement ne s'arrête cependant pas aux identités ou à l'énonciation éditoriale. Elle se prolonge avec l'énonciation textuelle. Celle-ci se fait sur un corpus qui, au sens de Bardin (2003), sont des traces communicationnelles retenues pour l'analyse. Ces traces sont des articles répertoriés dans le tableau ci-après.

Tableau n°1/ Les articles du corpus d'analyse

N°	Publication	Références	Articles
1	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°622, mardi 29 juillet 2014, p.3.	20 ans de prison pour des membres de Boko Haram
2	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°623, jeudi 31 juillet 2014, p.3	La bataille de Bargaram
3	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°625, jeudi 07 août 2014, p.3	Terrorisme : Boko Haram justifie l'attaque de Kolofata
4	<i>L'Œil du Sahel,</i>	n°625 du jeudi 07 août 2014, p.5	Kolofata, ville fantôme
5	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°629, jeudi 21 août 2014, pp. 4-5.	Mai – Août 2014 : le bilan des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord
6	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°630, lundi 25 août 2014, p. 5.	Mebe Ngo'o Edgard Alain : « Nous infligeons de lourdes pertes à Boko Haram »
7	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°630, lundi 25 août 2014, p.4.	Mahamat Ahamat : « Boko Haram recrute des jeunes contre une moto »
8	<i>L'Œil du Sahel</i>	n°637, jeudi 18 septembre 2014, p.3	Fotokol – Désertions massives dans les rangs de Boko Haram
9	<i>Le Point du Jour</i>	n°013, septembre 2014, p.5	Les 'liaisons dangereuses' de Boko Haram
10	<i>Le Point du Jour</i>	n°013, septembre 2014, p.2.	Ignorances...
11	<i>Le Point du Jour</i>	n°013, septembre 2014, p.7	Ce que Boko Haram cherche au Cameroun
12	<i>Le Point du Jour</i>	n°013, septembre 2013, pp. 8 – 9.	Sors Ali, sors rapidement – Au secours, les terroristes s'installent
13	<i>Repères</i>	n°389, mercredi 10 septembre 2014, p. 4.	Menace terroriste – Boko Haram sème la pagaille dans le sérail

Source : Corpus constitué par l'auteur

Le corpus ainsi constitué est extrait des trois journaux de notre échantillon. D'autres publications se sont penchées sur cette préoccupation mais en dehors de l'année de référence choisie (2014). Certains de leurs textes sont exploités pour substantifier l'analyse. Ainsi en est-il par exemple de

l'hebdomadaire *L'Épervier* (n°341) qui traite du trafic d'informations au profit de BH, du quotidien *Cameroon tribune* (n°10808/7007) qui livre des tranches de vie en zone de conflits, des journaux en ligne *News du Camer* et *Les Afriques* qui, respectivement, analysent, entre autres, les financements de BH et la psychose que les raptés créent.

Pour l'analyse de l'énonciation textuelle, l'approche sociodiscursive du journalisme se préoccupe autant de ce qui est dit que de la manière de le dire. Ce travail se limite cependant à ce qui est dit. Il n'est en effet pas question d'interroger des enjeux purement linguistiques mais, davantage, de sonder les conditions de production du discours journalistique pour notamment voir comment celui-ci reconstruit une réalité pour un besoin d'information. L'examen du corpus fait ainsi attention à tout indice verbal pouvant renseigner sur le contexte, l'action des combattants, l'impact des combats, etc. L'emphase est mise sur le verbal parce que les indices iconiques directement rattachés aux combats se déroulant sur le terrain sont presque inexistantes dans la presse. En l'occurrence, les images illustrant les textes étaient la plupart du temps des photographies d'archives ou, au mieux, les images des lieux désertés après les affrontements. La confrontation des indices verbaux recueillis éclaire la compréhension des opérations que la section suivante se charge de décrypter.

2. La reconstitution médiatique du mode opératoire des attaques et affrontements sur le terrain

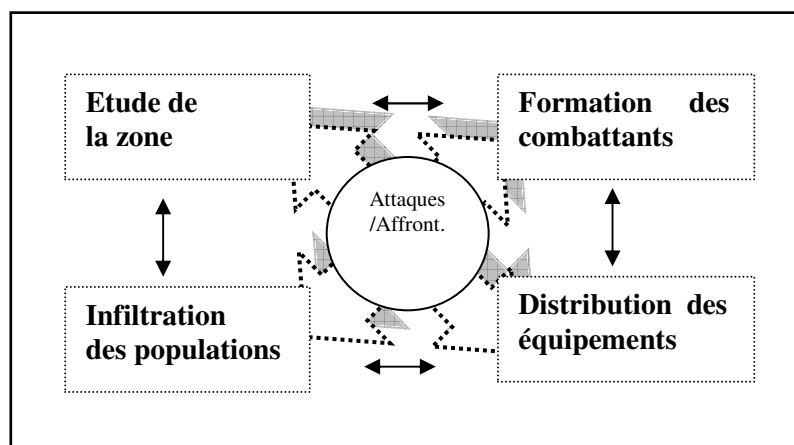
Les articles de notre corpus, si l'on se réfère simplement à leurs intitulés, n'avaient pas forcément une ambition explicite d'exposition des modes d'opération des acteurs de la guerre. Leur contenu n'était toutefois pas blanc sur la question. Au détour de certaines préoccupations intimement liées à la manière dont les protagonistes des conflits évoluaient, se sont glissés, par bribes, des idées sur les actes posés par les combattants en situation. Ces idées se sont révélées particulièrement intéressantes lorsque les journaux de notre échantillon (*L'œil du Sahel*, *Le Point du Jour* et *Repères*) ont entrepris d'expliquer les événements de fin juillet 2014. L'examen de la médiatisation de ces événements permet de distinguer deux moments essentiels dans les opérations de guerre: la préparation de l'action et son exécution.

2.1. La préparation des attaques et des affrontements

L'actualité rapportée au sujet du déroulement de la guerre à l'Extrême-Nord au Cameroun en 2014 montre que celle-ci comprenait fondamentalement deux mouvements. Le premier, ce sont les attaques contre les populations

civiles et, le second, les affrontements avec l'armée. D'après les idées qui se dégagent de différents articles de presse consultés, ces mouvements étaient préparés. Ceux qui attaquaient disposaient les choses à l'avance et attendaient juste le vent le plus favorable pour accomplir, avec des chances de succès, leur action. En s'appuyant sur un relevé de récits de *L'œil du Sahel (L'OS)* et de *Le Point du Jour (LPJ)*, l'on peut esquisser une modélisation de cette préparation en quatre points principaux : l'étude des zones ciblées, la formation des combattants, l'infiltration des populations et la distribution des équipements.⁷⁹

Schéma n°1/ Préparation des attaques/affrontements



Source : Schéma établi à partir d'un relevé de récits de presse.

Les assaillants, en l'occurrence les membres de BH, commençaient ainsi par étudier leur zone d'opération. Cette étude est surtout socio-anthropologique et géographique. Ils se mettaient ainsi au courant des composantes sociologiques de la localité, de leurs conditions de vie, de leurs aspirations sociopolitiques, etc. C'est par exemple sur ce genre de données que l'idée selon laquelle BH s'appuie sur l'état de pauvreté généralisée et de chômage des jeunes pour recruter s'est répandue. Cela se perçoit par exemple dans les raisons pour lesquelles les jeunes intègrent BH (cf. *L'OS* n°630, 25 août 2014, p.4; *LPJ* n°13, septembre 2014, p.7). La connaissance socio-anthropologique du milieu a servi à construire un discours qui a deux orientations majeures : soit enrôler les populations dans le mouvement, soit exercer sur eux une contrainte psychologique telle qu'ils ne trahissent pas les assaillants.

⁷⁹ D'autres éléments de cette préparation, dont le recours aux marabouts, ont été publiés. Nous n'en retenons toutefois ici que les traits essentiels permettant de comprendre schématiquement la situation selon les représentations dominantes que suggèrent les articles de presse.

L'étude géographique de la zone, quant à elle, avait pour but de « cartographier » le milieu physique et les positions des différentes forces, notamment les unités de l'armée camerounaise. Elle a permis aux combattants de BH d'adopter un placement territorial plutôt difficile à localiser et à déstabiliser ainsi que le révèle par exemple les récits des grandes opérations à l'instar des affrontements de Bargaram et Kamouna (cf. *L'OS* n°623, 31 juillet 2014, p.3) ou l'attaque de Kolofata (cf. *L'OS* n°625, jeudi 07 août 2014, p.3). Ce positionnement concerne surtout les points de stationnement des troupes et les voies de circulation en cas d'attaque des cibles civiles, d'affrontement avec l'armée, d'évacuation des blessés et des corps, de repli des troupes, etc.

A travers les mêmes récits médiatiques, l'on apprend que l'étude des zones d'opération était généralement concomitante à l'infiltration des populations dans les villages et autres agglomérations. La forme la plus visible c'était l'arrivée inopinée de personnes dans certains milieux qui, originellement, ne sont pas les leurs. Mais si des étrangers accueillis comme réfugiés ont pu fréquenter au cours des années 2011, 2012, 2013 et 2014 la Région de l'Extrême-Nord du fait des massacres de BH au Nigeria, il faut relever que c'est la forme subtile de l'infiltration qui y a beaucoup marché. Cette infiltration avait surtout pour objectif, entre autres, de donner du renseignement aux combattants de BH et de transporter le matériel qui leur servira par la suite (cf. *LPJ* n°13, septembre 2014, p.7). Cela sera confirmé plus tard par d'autres journaux et des études. *L'Épervier* (n°341, p.6), notamment, affirme que des gens « auraient reçu 04 milliards Fcfa des mains des membres de Boko Haram pour livrer des informations ». *L'International Crisis Group* (ICG), quant à lui, explique la pénétration et la dissimulation d'éléments de BH à l'Extrême-Nord ainsi que la remontée des renseignements à leur profit par la continuité culturelle et linguistique entre les Kanuris de l'État fédéré du Borno au Nigeria et les Kanuris du Cameroun, présents dans le département du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga dans la Région de l'Extrême-Nord (*Briefing Afrique de Crisis Group* n°101, 04 septembre 2014, p.8).

Étant au courant des mouvements des populations et de l'armée, BH a pu alors agir. L'action suppose cependant, à la lecture des journaux qui tentaient d'expliquer leurs opérations, qu'ils aient préalablement formé des combattants et disposé des équipements. Les membres de BH ont ainsi reçu une formation, souvent par essai-erreur, aux renseignements de sécurité et de défense, au maniement des armes, à la conduite des véhicules de combat, aux déplacements sur le terrain, aux tactiques d'assauts et de repli, etc. Ils ont en plus reçu une formation spirituelle au nom d'une certaine idéologie islamiste qu'ils prenaient comme un alibi pour faire précisément ce qui serait en

principe contre les préceptes du Coran (qu'ils revendiquent comme étant le fondement spirituel de leur action) : tuer ou se faire tuer. Il leur était promis, au cas où ils mourraient au combat pour la cause qu'ils défendaient, le paradis et la félicité éternelle (cf. *Jeune Afrique* n°2799, 31 août - 06 sept. 2014)

La distribution du matériel de guerre se faisait dans des points stratégiques. Une partie de ce matériel était entreposé dans des domiciles privés. *L'OS* (n°622, 29 juillet 2014, p.3) rapporte à titre d'illustration qu'il a été découvert chez des villageois à Abidek, dans l'arrondissement de Goulfey, un arsenal de guerre constitué de « 6000 munitions, 239 kalachnikovs, une tonne de grenades, un canon, un mortier, 9 mitrailleuses, 2 fusils colt, 3 PA, 6 FAL, 3 calibres 12 et 11 lance-roquettes ». L'un des villageois affirme, dit le journal, avoir accepté de garder ces armes en échange de l'argent, 1 500 000 Fcfa au total, que des « *inconnus* » lui avaient versé. Une autre partie des armes utilisées par BH se trouvait dans des caches spécialisées. Ainsi, révèle l'ICG, « entre janvier et avril 2014, huit caches d'armes appartenant à Boko Haram ont été découvertes à Fotokol, Kousseri, Goulfey, Makari et Mokolo » (*Briefing Afrique de Crisis Group* n°101, 04 sept. 2014, p.8.). Ces caches contenaient une grande quantité de matériels. L'une d'elles, mis à découvert à Kousseri (chef-lieu du département du Logone & Chari), avait, entre autres, « 05 mitraillettes, 14 fusils éclairants, 24 roquettes, 04 lance-roquettes, 06 armes de gros calibre de type kalachnikov, 60 chargeurs kalachnikovs vides, 04 pistolets automatiques, plus de 500 munitions de 9 mm, 469 munitions de 12,7 mm, 4 454 munitions de 7,62 mm, 1 491 munitions de 5,56 mm, 06 grenades à fusil, 28 chargeurs lance-roquettes, 01 chargeur FAL » (cf. l'article repris dans *The Cameroon Report* n°43, 06 au 11 octobre 2014, p.6.). Que ce soit dans les domiciles privés ou dans des caches spécialisées, le dépôt du matériel de guerre se faisait de façon progressive pour éviter qu'au moment d'attaquer l'on en voit des cargaisons en train de passer.

Dans la presse, la provenance et le financement de ce matériel de guerre ne sont pas toujours exacts. Selon certains médias, ce matériel avait été acheté directement pour les besoins de BH. Avec quoi BH l'achète-t-il? *News du Camer* a synthétisé des éléments éparpillés dans *L'OS* et *LPJ*. Avec environ 30 000 combattants, affirme la publication, BH mobilise ses moyens d'existence à partir de plusieurs sources dont les enlèvements (elle parvenait par exemple à tirer « en moyenne un million de dollar US par otage dans les milieux de milliardaires nigériens » alors qu'au Cameroun elle aurait reçu par exemple « 3,15 millions de dollars US en vue de la libération de la famille Moulin-Fournier ») ; les trafic de drogue et le vol – en particulier le braquage des banques ; les impôts auprès des civils dans les zones où ils ont un contrôle

territorial évident (ceux-ci leur aurait « rapporté l'équivalent de 35 milliards de Fcfa entre 2006 et 2011 ») ; le soutien financier des « monarchies pétrolières du Golfe » dont le Qatar et de Al Qaeda au Maghreb islamique (*News du Camer*, 10 février 2015, <http://newsducamer.com>). Le matériel acquis à l'étranger grâce à ces sources de financement « aurait transité par le Tchad, en provenance de Lybie », avant d'arriver au Cameroun et au Nigeria (*LPJ* n°013, sept. 2014, p.5). Selon l'ICG, « le Cameroun constitue [en effet] un espace de transit d'armes en provenance du Soudan et de la Libye qui passe par le Tchad, pénètre dans le département du Logone et Chari et arrivent au Nigeria très souvent par les villes de Fotokol et Goulfey » (*Briefing Afrique de CG* n°101, 04 sept. 2014, p.8.).

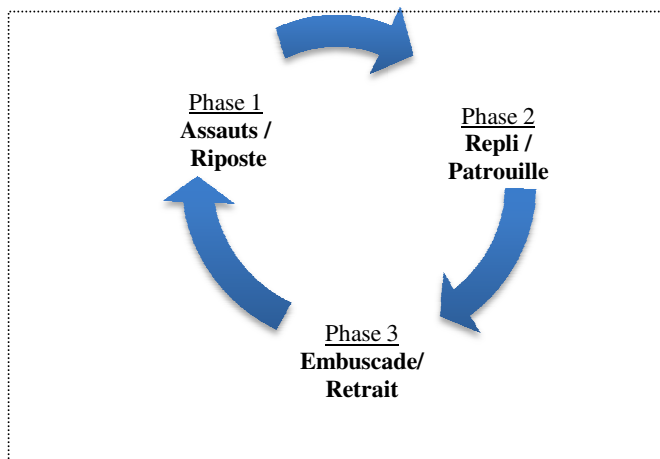
A côté de ce matériel qui vient d'ailleurs, une partie s'est constituée par le braquage des postes de défense et de sécurité aussi bien au Nigeria qu'au Cameroun. Par exemple, à l'issue de l'attaque d'un poste militaire à Gwoza au Nigeria en 2014, BH avait emporté 200 obus de mortier, 50 grenades propulsées par fusée et des centaines de munitions. Le même type d'opération a été dirigé contre les camps militaires d'Amchidé et de Kolofata au Cameroun au cours de la même année (cf. *News du Camer*, 10 février 2015, sous : <http://newsducamer.com>).

Ainsi les assaillants se préparaient-ils du point de vue des médias, ainsi entreprenaient-ils différents assauts sur divers fronts. Comment y opéraient-ils concrètement?

2.2. L'exécution des attaques et des affrontements

Pour exécuter les attaques/affrontements, *L'OS* (n°625, 07 août 2014, p. 3) révèle que les assaillants prenaient parfois le départ à partir de Saguir, village nigérian d'environ 1500 âmes situé à environ 07 kilomètres de Bargaram au Cameroun. Les « unités » qui partaient de là rejoignaient dans les villages d'autres membres du groupe qui étaient eux-mêmes soit des combattants, soit des personnes qui assuraient la garde arrière par le ravitaillement en armes préalablement dissimulées, en informations sur les déplacements de l'armée et des « traîtres », etc. Les initiateurs d'attaques/affrontements partaient aussi de certaines enclaves occupées par les assaillants réfugiés dans des parcs ou qui se sont subrepticement établis dans les villages. Une tentative de modélisation de ces attaques/affrontements peut se faire en trois phases principales schématisées dans la figure ci-après.

Schéma n°2/ Exécution des attaques et des affrontements



Source : Schéma réalisé à partir d'un relevé de récits de presse

La première phase était ainsi constituée des assauts et des ripostes. Il s'agissait des attaques contre les populations civiles et des affrontements avec l'armée camerounaise. Le terme attaque est utilisé ici dans le sens où des gens armés agressaient celles qui ne le sont pas *a priori*. Lorsque ce cas de figure se présentait, les populations étaient tuées en masse, leur bétail décimé et leurs biens détruits (cf. *L'OS* n°629, 21 août 2014, pp. 4-5; *LPJ* n°013, sept. 2014, pp. 8-9). La notion d'affrontement, quant à elle, renvoie à une opposition de tirs entre ces gens armés et d'autres groupes armés, les forces camerounaises de défense en l'occurrence. Si les assaillants avaient, pour l'essentiel, l'initiative des assauts, l'armée régulière y procédait aussi bien souvent. Toutefois, les comptes-rendus de presse montrent que ce sont les assaillants qui se levaient généralement les premiers pour attaquer les populations et affronter l'armée nationale. Des articles de notre corpus rapportent qu'en 2014 ils attaquaient la nuit. Là où il y avait une trentaine de militaires, ils venaient avec une centaine de combattants au moins. Ils étaient souvent organisés en trois contingents : un à bord des voitures, un autre à bord des motos et un dernier qui allait à pieds. Contre des civils, ils avaient des pistolets automatiques, des fusils de longue portée, des grenades, des machettes, des gourdins, des flèches, etc. Contre l'armée, ils utilisaient toutes sortes d'armes de guerre blindées ou non dont des chars d'assaut, des canons, des roquettes, des grenades, des mines anti-personnelles, etc.⁸⁰ (cf. *L'OS* n°623, 31 juillet 2014, p.3; *L'OS*, n°625, 07 août 2014, p.3).

À la lecture des articles de presse, l'on constate qu'à l'issue de la première phase, il y avait habituellement des replis. Ce retour en zone faisait souvent suite à l'obtention d'un butin qu'il fallait sécuriser. C'était le cas

⁸⁰ Dès le début de l'année 2015, ils ont inauguré d'autres formes d'attaques, notamment les attentats-suicides.

lorsque les assaillants attaquaient des cibles civiles, lorsque des équipements étaient arrachés à l'armée nationale ou quand un de leurs membres détenu dans une gendarmerie ou un camp militaire était libéré. Le retour des assaillants à leurs bases était aussi souvent la résultante d'une défaite. Il en était ainsi quand, face à l'armée nationale, ils avaient été acculés jusqu'à leurs derniers retranchements. Ils s'en prenaient alors aux populations civiles qu'ils tuaient parfois par égorgement, amputation de membres, etc. (cf. *L'OS* n°630, 25 août 2014, p. 5).

Ce ne sont pas seulement les assaillants qui faisaient des replis. L'armée nationale repliait aussi régulièrement. Les replis de cette dernière se sont multipliés entre le 20 et le 30 juillet 2014 alors qu'elle avait perdu l'essentiel de ses affrontements contre BH. Les replis tactiques de l'armée ont donné aux populations un sentiment d'abandon par la puissance publique censée les protéger. Ainsi, après le retrait de l'armée de certaines de ses positions, « des villages entiers ont été désertés à l'instar de Bargaram, Kamouna, Mourdaf, Kaforam, Chahak et Gorey Talgoutoum » (*L'OS*, n°625, 07 août 2014, p.5). Dans ces circonstances, les assaillants étaient tentés de s'installer. L'armée nationale allait mieux se pourvoir et revenait faire des patrouilles. Cette technique lui avait souvent réussi. Les assaillants l'ayant compris s'étaient désormais bien embusqués, sachant que l'armée va revenir. C'est ce qui s'est passé entre Kousseri, Bargaram et Kamouna le vendredi 25 juillet 2014.

Les patrouilles ne s'achevaient pas toujours dans la gaïté d'une mission accomplie. Elles ont en effet souvent révélé leur côté tragique. Ce fut le cas le 25 juillet, selon la médiatisation (cf. *L'OS* n°623, 31 juillet 2014, p.3; *L'OS*, n°625, 07 août 2014, p.3) de l'oraison funèbre du chef d'état-major de la 41^e Brigade d'Infanterie Motorisée (BRIM),⁸¹ à la Brigade du Quartier Général de l'armée nationale à Yaoundé le 28 août 2014 à l'occasion de la cérémonie d'hommage à 21 militaires et 05 gendarmes morts en opération à Bargaram, Kamouna, Kolofata, Zigagué et Bozoum.⁸² Ils étaient déployés dans le cadre des opérations « *Émergence 3* », « *Alpha* » et « *Serbeouel* » pour la défense du territoire, et dans le cadre de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) en République Centrafricaine. Pour ceux de l'opération *Émergence*, les troupes de l'armée camerounaise parties de Kousseri ont ratissé la localité de Bargaram (arrondissement de Hile-Alifa) avant de marcher en direction de Kamouna, à six kilomètres de là.

⁸¹ Le 34^e Bataillon d'Infanterie Motorisée est devenu la 41^e Brigade d'Infanterie Motorisée à la suite des décrets présidentiels du 14 août 2014 réorganisant l'armée.

⁸² Parmi les 26 soldats en effet, il y avait en effet 01, le soldat de 2^e classe Fung Achu Rostand, né le 02 mars 1991 à Bamenda et décédé le 08 juillet 2014 des suites d'une agression par les anti-balakas dans la ville de Bozoum en RCA.

Le village Kamouna était vide de sa population. Sur le chemin retour, les soldats ont été surpris par des tirs d'armes légères, de roquettes et de mitrailleuses montées sur véhicules. À en croire le chef d'état-major de la 41^e BRIM dont les propos étaient ainsi rapportés par les journaux, ces tirs provenaient d'une troupe d'environ 200 assaillants qui avaient au préalable fait une manœuvre d'encerclement et coupé les arrières de l'armée nationale. Malgré l'énergique riposte des soldats républicains, le rapport de forces s'est révélé défavorable à ces derniers alors contraints à se retirer.

Le retrait ne signifie cependant pas abandon. Il a bien souvent permis aux assaillants ou à l'armée de se réorganiser pour relancer l'assaut et que le cycle de violence recommence jusqu'à ce qu'il y soit mis momentanément fin. C'est ainsi qu'après les attaques /affrontements de juillet et même d'août 2014, l'armée camerounaise, réorganisée, semblait prendre le dessus sur les assaillants. Sumo de Tayo (2017) explique notamment que les forces de défense camerounaises ont su faire preuve d'une adaptation intelligence aussi bien de leur stratégie militaire que de leurs tactiques de combat face à un ennemi essentiellement mutant. La presse nationale a magnifié ses exploits en relayant les communiqués et interviews de *satisfecit*, en avançant ci et là des chiffres de personnes tuées et en mettant en relief l'hémorragie des désertions dans les rangs de Boko Haram (cf. *L'OS* n°637, 18 sept. 2014, p.3). En tout état de cause, les idées qu'elle a suggérées ont laissé de la place à une évaluation sommaire des combats.

Une telle évaluation, par la presse, des combats au dernier trimestre 2014, montrait d'abord que cette guerre a un impact psychologique. Elle a installé dans la Région un climat de peur généralisée qui s'est étendue à tout le pays (cf. *Les Afriques*, <http://www.lesafriques.com/cameroun/psychose>). Des villes et villages se sont momentanément vidés dans l'Extrême-Nord alors qu'au sommet de l'État l'on a vécu des batailles de positionnement nourries par des accusations et contre-accusations sur les responsables de la guerre (cf. *Repères* n°389, 10 sept. 2014, p.4). L'activité économique s'est drastiquement ralentie (*Cameroon tribune* n°10808/7007, 26 mars 2015, pp. 7-11). L'armée camerounaise, tout autant que BH et les civils, ont essuyé des pertes matérielles. Chez les combattants, le matériel de guerre a souvent été détruit ou emporté (*L'OS* n°629, 21 août 2014, p. 5). Chez les civils, des maisons et des écoles ont été incendiées, du bétail emporté ou tué, des équipements domestiques et des véhicules volés, des boutiques dévalisées, etc. (cf. *L'OS* n°629, 21 août 2014, p.5; *LPJ* n°013, sept. 2013, pp. 8-9). Plusieurs analyses scientifiques se sont ultérieurement penchées sur cette psychose, dont ceux de Mboé (2017) et Abani Mahamat (2017).

Les pertes enregistrées étaient aussi et surtout humaines. Malgré le secret entretenu, les mêmes médias ont pu donner quelques indications. *L'OS* (n°629, jeudi 21 août 2014, pp. 4-5) a notamment proposé un bilan des affrontements de mai à août 2014. Le décompte des morts de fin juillet, par exemple, renseigne sur la gravité de la situation : 6 soldats morts à Bargaram le 24 juillet, 17 tombés à Kamouna le 25 juillet, 14 personnes (civils et militaires) tuées à Kolofata le 27 juillet. Les médias sont toutefois restés opaques sur les pertes humaines subies par les assaillants. A ce sujet, le ministre de la Défense avait simplement affirmé : « Nous infligeons de lourdes pertes à Boko Haram » (*L'OS* n°630, 25 août 2014, p. 5). En célébrant son 20^e anniversaire en mars 2018, *L'Œil du Sahel* a affirmé que cette guerre avait fait jusque-là plus de 2000 morts (*L'OS spécial*, mars 2018, p.3).

Conclusion

A partir de contenus de trois journaux représentatifs de la presse camerounaise qui s'est intéressée au déroulement de la guerre à l'Extrême-Nord du Cameroun au cours de l'année 2014, cette analyse a essayé de décoder les représentations discursives du mode opératoire des combattants. L'analyse du contrat de communication (entre ces médias et leurs publics) ayant déterminé ces représentations a exposé des conditions de production difficiles pour les médias, dans une situation où les citoyens attendaient pourtant d'être édifiés sur ce qui se passait concrètement sur le terrain. Les médias ont tout de même joué leur partition dans l'exécution de ce contrat grâce notamment à l'éthos pré discursif qui présupposait leur capacité à délivrer des informations pertinentes sur la guerre. Cette présupposition a créé des conditions *a priori* favorables à une réception du discours sur le mode opératoire de tous les combattants en général et celui des membres de Boko Haram en particulier.

Le relevé de récits médiatiques de notre corpus révèle une action structurée des combattants en deux temps : la préparation des attaques / affrontements et leur exécution. Ce que l'on peut en retenir c'est que Boko Haram a imposé au Cameroun une guerre qu'il avait stratégiquement préparée. Les attaques des civils, des postes de sécurité et de défense ainsi que les affrontements avec l'armée camerounaise ont été orchestrés par des gens qui ont pris le temps de maîtriser la zone à la fois dans ses aspects physiques et humains, de former des combattants et d'entreposer le matériel de guerre dans des points névralgiques. Les civils et les soldats ont ainsi souvent été pris au dépourvu avant de prendre le temps de se préparer pour, plus tard,

reprendre la main face à des assaillants teigneux, dans un cycle de violence où les moyens furent asymétriques.

Les journaux camerounais ont ainsi essayé de combler tant bien que mal ce qui peut apparaître comme un relatif vide communicationnel (Djimeli, 2017a) laissé dans un premier temps par le gouvernement dans les moments initiaux de vifs affrontements avec l'armée nationale. Les nouvelles qu'ils donnaient et les analyses qu'ils proposaient n'étaient pas forcément justes, loin s'en faut, mais elles entretenaient l'opinion publique. L'occasion a permis de consolider l'assertion selon laquelle ce qui compte généralement pour la gestion de l'opinion publique en situation de crise ce n'est pas ce qui se passe sur le terrain mais la représentation que l'on en a. Cela étant, les journaux ne sont pas les seuls moyens d'information du public sur cette guerre. D'autres technologies ont été mises à contribution. Aussi serait-il intéressant de savoir quel aura été leur apport.

Références bibliographiques

- ABANI MAHAMAT (2017). Discours sur Boko Haram : l'Extrême-Nord du Cameroun entre dérives discursive, stigmatisations et psychose. In Wassouni et Gwoda (dir), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles* (pp. 497-514). Bruxelles : Peter Lang.
- ABOLO MBITA, C. (2017). La mise en scène de l'événement par les médias - Essai d'analyse sémiotique sur la médiation symbolique dans l'espace public en Afrique. *Solon*, 17(3), 169 -193.
- AMOSSY, R. (2014). L'éthos et ses doubles contemporains. Perspectives disciplinaires. *Langage et société* 2014/3 (n° 149), 13-30. DOI 10.3917/l.s.149.0013
- AMOSSY, R. (2010). *La présentation de soi. Éthos et identité verbale*, Paris, PUF.
- BARDIN, L. (2003). L'analyse de contenu et de la forme des communications. In MOSCOVICI, S. & BUSCHINI, F., *Les méthodes des sciences humaines* (pp. 243-270). Paris : PUF.
- BEAUVOIS, R. (2001). *Rodolphe Ghiglione : un parcours théorique et son impact*. Grenoble : PUG.
- BERTRAND C.-J. (dir.). (1999). *Médias – Introduction à la presse, la radio et la télévision*. Paris : Ellipses.
- CHAMPAGNE, P. (2000). L'événement comme enjeu. *Réseaux* n°100/18 (communiquer à l'ère des réseaux), 403-426.
- CHARAUDEAU, P. (1994). Le contrat de communication de l'information médiatique. *Le Français dans le monde*, num. spécial, juillet 1994. Paris :

- Hachette. Accédé le 11 mars 2018 sous <http://www.patrick-charaudeau.com/Le-contrat-de-communication-de-l.html>
- CHARAUDEAU, P. (2000). L'événement dans le contrat médiatique. *Dossiers de l'audiovisuel*, 91 (La télévision de l'événement). Paris : La documentation française. Consulté le 11 mars 2018 sous <http://www.patrick-charaudeau.com/L-evenement-dans-le-contrat.html>
- CHARAUDEAU, P. (2011). *Les médias et l'information – L'impossible transparence du discours*. Bruxelles-Paris : De Boeck-INA.
- DE CERTEAU, M. (2010). *L'invention du quotidien. Les arts de faire*. Paris : Gallimard.
- DJIMELI, T.A. (2017a). La communication gouvernementale en contexte de guerre au Cameroun. *Intel'Actuel* 16, 169-193.
- DJIMELI, T.A. (2017b). Médias et mobilisation des Camerounais dans la guerre contre Boko Haram », *Rhumsiki* 4(1), 219 - 234.
- HELMORE, K. (2001). *ABC de la presse écrite*. Paris: Nouveaux Horizons
- HIEBERT, R.E.; UNGURAIT, D. & BOHN, T. (1991). *Mass Media: An introduction to Modern communication* (6th ed.). New York: McKay, Longman.
- LASSWELL, D.H. (1948). The structure and function of communication in society. In Bryson Lyman (eds), *The communication of Ideas* (pp. 37 – 51). New York: Harper and Row.
- LASSWELL, D.H. (1971). *Propaganda Technique in the World War*. London: Kegan Paul. (Edition originale, 1927).
- LUHMANN, N. (2012). *La Réalité des médias de masse* (Le Bouter, trad.). Paris : Diaphanes.
- Mboé, G.G. (2017). Aversion des affectations dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun : quand Boko Haram réactive les fonctionnaires ... In Wassouni et Gwoda (dir), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles* (pp. 539 - 556). Bruxelles : Peter Lang.
- MCQUAIL, D; WINDAHL, S. (1993). *Communication Models* (2nd ed.). New York: Longman
- MUCCHIELLI, A. (1994). *Les Méthodes qualitative*. Paris : PUF.
- NTUDA EBODE, BOLAK FUNTEH, MBARKOUTA MAHAMMAT, KALWO NGOULA (2017). *Le conflit Boko Haram au Cameroun - Pourquoi la paix traîne-t-elle?* Yaoundé : Friedrich Ebert Stiftung.
- RINGOOT, R. (2014). *Analyser le discours de presse*. Paris : Armand Colin.
- SCHULTE, H.; DUFRESNE, P. M. (1994). *Pratique du journalisme*. Paris : Nouveaux Horizons.
- SUMO DE TAYO, A.R. (2017). L'armée camerounaise face à Boko Haram : analyse séquentielle des stratégies d'innovation et d'adaptation des forces

de défense face à un ennemi hybride. In Wassouni et Gwoda (dir), *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles* (pp. 241 - 258). Bruxelles : Peter Lang.

Corpus (articles de presse)

Bambou François, « Qui finance Boko Haram ? », *News du Camer*, mardi 10 février 2015, sous : <http://newsducamer.com/index.php/politique/item/4436-qui-finance-boko-haram>.

Carayol Rémy, « Boko Haram – Shekau, le fléau de Dieu », *Jeune Afrique* n°2799 du 31 août au 06 septembre 2014, p. 29.

CIN, « C'est un maire RDPC qui ravitaillait le Boko Haram en armes de guerre », *The Cameroon Report* (version française) n°43 du 06 au 11 octobre 2014, p.6.

Guivanda Raoul, « La bataille de Bargaram », *L'Œil du Sahel*, n°623, jeudi 31 juillet 2014, p.3

Guivanda Raoul, « Terrorisme – Boko Haram justifie l'attaque de Kolofata », *L'Œil du Sahel* n°625, jeudi 07 août 2014, p.3.

Haman Mana, « Ignorances... », *Le Point du Jour* n°013, septembre 2014, p.2.

ICG, « Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir », *Briefing Afrique de Crisis Group* n°101, 04 septembre 2014.

Lamissa Kaikai Olivier & Efan Peter, « Grand reportage – Vivre en zone de conflit », *Cameroon tribune* n°10808/7007, 26 mars 2015, pp. 7 – 11.

Les Afriques, « Psychose des rapt de Boko Haram dans le nord-Cameroun », accédé le 14 août 2014 sous <http://www.lesafriques.com/cameroun/psychose-de-rapt-de-boko-haram-dans-le-nord-du-cameroun.html?Itemid=320>

Mahamat Ahamat, « Boko Haram recrute des jeunes contre une moto », *L'OS* n°630, lundi 25 août 2014, p.4.

Mbassi Dominique, « Menace terroriste – Boko Haram sème la pagaille dans le sérail », *Repères* n°389, mercredi 10 septembre 2014, p.4.

Mebe Ngo'o Edgard Alain, « Nous infligeons de lourdes pertes à Boko Haram », entretien avec Wenaï David, *L'Œil du Sahel* n°630, lundi 25 août 2014, p. 5.

Mountapmbene Yaya, « Les 'liaisons dangereuses' de Boko Haram », *Le Point du Jour*, n°013, sept. 2014, p.5.

Tadjon Claude, « Ce que Boko Haram cherche au Cameroun » [*Le Point du Jour* n°13, p.7].

- Wanedam David & Guivanda Raoul, « Fotokol – Désertions massives dans les rangs de Boko Haram », *L'Œil du Sahel* n°637, jeudi 18 septembre 2014, p.3.
- Wenai David, « 20 ans de prison pour des membres de Boko Haram », *L'OS*, n°622, mardi 29 juillet 2014, p.3.
- Wenai David, « Mai – Août 2014 : le bilan des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », *L'Œil du Sahel* n°629, jeudi 21 août 2014, p.5.
- Wenai David, « Mai – Août 2014 : le bilan des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », *L'Œil du Sahel* n°629, jeudi 21 août 2014, p.5.
- Wenai David, « Mai – Août 2014 : le bilan des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », *L'Œil du Sahel* n°629, jeudi 21 août 2014, pp. 4 – 5.
- Younoussa Ben Moussa, « Sors Ali, sors rapidement – Au secours, les terroristes s'installent », *Le Point du Jour* n°013, septembre 2013, pp. 8 – 9.
- Zoa Barthélémy, « Extrême-Nord – L'armée camerounaise découvre le secret de Boko Haram », *L'Épervier* n°341, p. 6. Selon l'auteur de cet article, « plus de 200 Camerounais [...] auraient reçu 04 milliards Fcfa des mains des membres de Boko Haram pour livrer des informations ».

DISCOURS COMBATTANT DES MILICES CONGOLAISES : HYMNES, FORMULES ET NEO-LEXIES

Bienvenu BOUDIMBOU,

Université Marien Ngouabi de Brazzaville (Congo Brazzaville)

bboudimbou@yahoo.fr

Résumé

Le présent article se résume à un constat : le discours combattant des miliciens du Congo-Brazzaville est pluriel et polémique à certains égards. Fonctionnant comme un référent social, ce discours est analysé à travers les hymnes (chants de guerre et de gloire), les formules de mobilisation (devises et slogans) et tous les mots et expressions forgés par les combattants dans leurs interactions discursives pour caractériser leurs actions, qualifier leurs adversaires et légitimer leur statut social. Les isotopies référentielles de la violence y sont notoires. Ce discours est révélateur d'un ethos martial construit en amont à travers les noms de baptême des groupes armés et de leurs membres.

Mots-clés : *Analyse du discours, milices congolaises, hymnes, formules, mots de guerre.*

Abstract

This article boils down to a finding: the fighting speech of the militias of Congo-Brazzaville is plural and polemical in some aspects. Functioning as a social referent, this speech is analyzed through the anthems (war song and song of glory), the mobilization formulas (motto and slogans) and all the words and expressions forged by the fighters in their discursive interactions to characterize their actions, qualify the opponents and legitimate their social status. There are many references to violence. This speech is indicative of a martial ethos built upstream through the baptismal names of the armed groups and their members.

Keywords: *Discourse analysis, congolese militias, anthems, formulas, war words.*

Introduction

Le phénomène des milices constitue un précieux objet d'étude, en particulier en sciences sociales. Comme l'écrit J.-S. Massamba-Makoumbou (2011, p. 127), il s'agit d'un « phénomène social total », un élément à travers lequel « il semble possible d'entrevoir toute la réalité sociale (...) Il convient (...) de l'étudier dans les dimensions politiques, économiques et sociales » (*Idem*). Une foisonnante littérature rend compte de l'expansion du phénomène à travers le monde, en mettant l'accent notamment sur le poids de ces groupes armés dans les équilibres des Etats en proie à des guerres civiles et à des revendications nationalistes (J. Delperrié de Bayac, 1994 ; P. Chapleau, 2007 ; J. F. Muracciole et D. Domergue-Cloarec, 2010 ; T. Lukanda Mutyebele, 2017). A ce titre, pour le cas du Congo-Brazzaville, les articles, entre autres auteurs, de P. Bonafé (1968), R. Bazenguissa Nganga (1996), E. Dorier-Apprill (1997), ainsi que les ouvrages des historiens T. Obenga (1998), D. Ngoïe Ngalla (2003) et E. Ngodi (2006 et 2013), sont d'une éclairante actualité.

Les sciences de la communication réclament une participation à l'étude de cet objet multiforme qu'est le phénomène milicien. Groupes marginaux ou

de marginaux(a priori), les milices et leurs membres revendiquent un important espace d'expression dans la Cité. Les moyens de cette expression sont multiples, des plus conventionnels tels que la prise de parole aux plus violentes, à savoir le recours aux armes. Dans tous les contextes, le premier réflexe de ces acteurs particuliers de la vie sociale est de se donner à voir et à être craints. Leur identité ne se définit pas exclusivement à partir de la nature de leurs actes présumés antisociaux. Une part importante de cette identité est façonnée par les noms particuliers dont ils s'affublent (R. Bazenguissa, 1997). Les modalités de leur engagement dans le champ des luttes sociales et politiques – qui contribuent à les définir – pourraient davantage être identifiées à travers leurs discours. D'où l'exigence d'explorer ce champ d'étude au plus près des pratiques sociales et des interactions discursives.

La problématique au centre de la présente étude consiste en la nécessité d'explorer le champ discursif de ces acteurs sociaux dont l'image est davantage associée à l'usage des armes qu'à celui de la parole. Les productions langagières constituées se rapportant à leur activisme forment le substrat de ce que nous désignons sous le vocable de « discours combattant ». Dans les pages qui suivent, après une présentation sommaire des milices qui ont marqué l'histoire du Congo, nous faisons l'inventaire des chants de gloire et des chants de guerre de ces différents groupes armés (officiels, paramilitaires, illégaux ou privés); sans oublier les formules (devises et slogans) qui rythment leurs actions sur le terrain, ni les néo-lexies qui fleurissent dans le langage courant de ces acteurs pas si marginaux de la vie politique du pays.

Notre analyse repose sur une double présupposition : le discours combattant des milices congolaises est l'expression des imaginaires de leurs auteurs, de leurs rêves de domination, de leurs éthè ; et le caractère polémique et martial des énoncés étudiés est dicté par les contextes de leur production et de leur utilisation.

1. Posture épistémologique et cadre de l'étude

1.1. Approche d'analyse du discours combattant

La présente étude est une dimension de l'analyse des discours politiques et institutionnels contemporains dont l'emploi a enrichi même le vocabulaire des médias. Comme l'écrit A. Krieg-Planque, elle vise à montrer « comment ces discours sont à la fois l'instrument et le lieu (et non pas seulement l'origine ou la conséquence) des discours et des rassemblements qui fondent l'espace public » (2009, p. 12). Dans un ouvrage édité en 2012, sous le titre *Analyser les discours institutionnels*, cette auteure suggère de dépasser les aspects normatifs,

d'impact, de reflet et de représentation sociale. Elle propose également que le discours soit étudié comme une action, car il est son propre réel dans ses observables et dans son contexte. Considérant que les discours sont des actes de langage, Krieg-Planque donne à comprendre que ceux produits par les institutions, quelles qu'elles soient, sont construits pour préparer ou accompagner des actions (mise en œuvre d'une décision politique ou affirmation de l'ethos de légitimité ou d'autorité d'un acteur social).

Nous épousons l'approche théorique et méthodologique proposée par cette auteure. Ici, l'étude est menée dans un contexte conflictuel, car en politique, « le sens des mots s'échafaude sur " des nécessités sociales de consensus ou de dominance " » (A. Krieg-Planque, 2009, p. 19). Pour ce faire, nous avons constitué un corpus d'hymnes, de devises, de slogans et de mots et expressions au cœur des pratiques langagières des organisations politiques armées ayant opéré (ou encore actives) au Congo-Brazzaville. Ces éléments du corpus sont considérés comme des objets de sens. Selon les prescriptions de J.-M. Floch, le contexte dans lequel ils apparaissent – le fameux contexte de communication – « sera pris en considération... à partir du moment où il est lui-même abordé comme un objet de sens, comme un " texte " (J.-M. Floch, 2009, p. 3-4). Dans toute analyse d'essence sémiotique, c'est le contexte qui détermine la valeur des éléments de surface perceptibles par les organes de sens et dont la forme et la mise en rapports concourent à la construction du message. Toutes choses que L. Hjelmslev résume en une formule : « Pris isolément, aucun signe n'a de signification. Toute signification naît d'un contexte » (1971, p. 62).

Les éléments constitutifs de notre corpus découlent d'une recherche documentaire, mais aussi de notre immersion dans le milieu des miliciens. De 2005 à 2009, en effet, nous avons travaillé en qualité de responsable de la communication au sein de l'unité de gestion du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants (PNDDR) de la République du Congo. A cette occasion, nous avons observé les miliciens dans leurs zones d'action, et collecté certaines productions langagières qui servent de corpus pour l présente étude.

Sur le plan de l'analyse, notre grille a consisté en la classification des milices puis des discours qui leur sont attribués. Plus précisément, la démarche aura conduit à :

- décrire les conditions de production et de saisie du sens qui se rattache aux éléments du corpus constitué ;
- saisir les invariants des productions langagières constitutives du discours à l'étude ;

- définir le système des relations entre les hymnes, les formules et les lexies et les univers de référence qui en font des formes signifiantes ;
- dévoiler les présupposés et les sous-entendus (les non-dits) de certaines formules et lexies des miliciens.

1.2. *Les milices, un phénomène multidimensionnel et d'actualité*

Le concept de milice recouvre des réalités multifformes. Contrairement aux stéréotypes négatifs qui caractérisent son acception courante dans l'opinion, historiquement la milice a d'abord été conçue comme une force supplétive appelée à appuyer l'armée dans sa tâche de défense du territoire. (J. Delperrié de Bayac, 1994 ; J. F. Maracide & D. Domergue-Cloarec, 2010). Avec la multiplication des types de conflits, des objectifs poursuivis et des modes d'engagement des combattants dans ces conflits, le phénomène a pris des formes variées. Le rapport à l'armée n'étant plus le seul critère de définition, le terme milice s'applique désormais aussi bien aux groupes paramilitaires qu'aux groupes de vigilance et d'autodéfense qui naissent dans le contexte des guerres civiles, qu'ils soient structurés ou mal organisés.

En fonction de leur rapport au pouvoir et en tenant compte de leurs idéologies, les milices se regroupent principalement en quatre catégories : milices paramilitaires (supplétives de l'armée), milices vigilantes (souvent à l'échelle d'une communauté, elles sont parfois proches du pouvoir ou de l'Etat), milices autonomes (complètement en rupture avec l'Etat, elles assurent leur financement en exploitant une ressource ou en levant des taxes illicites) et les milices contestatrices (qui contestent foncièrement la souveraineté de l'Etat sur la portion du territoire qu'elles contrôlent ; elles ont des relents nationalistes). Cette catégorisation peut être affinée en fonction des terrains et donc des facteurs socioculturels déterminant la création de la milice.

Dans le cas de la République du Congo (prosaiquement désignée sous le nom de Congo-Brazzaville pour distinguer le pays de la République démocratique du Congo ou Congo-Kinshasa), on a dénombré deux grandes catégories de milices : les milices officielles, créées pour appuyer l'action de l'administration centrale de l'Etat et les milices privées, constituées sur des bases ethno-régionalistes pour défendre les intérêts des leaders de partis constitués eux-mêmes sur la base des solidarités d'origine. (R. Bazenguissa-Ganga, 1996 ; E. Dorrier-Apprill, 1997).

L'histoire des milices officielles a commencé avec la mise en place des corps habillés et armés par l'administration coloniale, en manière de forces supplétives chargées d'« encadrer » les populations indigènes, alors que sourdaient ici et là des vellétés de révoltes populaires avant l'indépendance

du pays. Cette milice formée d'hommes recrutés dans les colonies de l'Afrique équatoriale française autres que le Moyen-Congo (notamment des territoires de l'actuel Tchad et de l'actuelle République centrafricaine) a eu pour nom : les Mboulou-mboulou, un appellatif péjoratif⁸³ forgé en langues congolaises pour dénoncer la violence aveugle caractéristique de ses interventions musclées. Les Mboulou-mboulou ont disparu avec l'indépendance du Congo, le 15 août 1960.

Au lendemain du mouvement de révolte syndicale des 13, 14 et 15 août 1963 qui eut raison du régime du premier Président, l'Abbé Fulbert Youlou, le Congo se dota d'une autre milice officielle dénommée « Défense civile ». Bras armé de la Jeunesse du Mouvement national de la Révolution (MNR – parti unique au pouvoir), cette milice se rendit tristement célèbre par ses atteintes aux libertés publiques des populations au nom desquelles ses animateurs – des jeunes formés au maniement des armes par des instructeurs venus notamment de Cuba) – tentèrent de supplanter l'embryon d'armée régulière mise en place depuis l'indépendance. Des affrontements entre les militaires et les membres de la Défense civile, remportés par les premiers, en juillet 1968, signèrent la dissolution de ce groupe armé dont les membres furent reversés dans la nouvelle Armée populaire nationale. (P. Bonafé, 1968).

L'idée de créer un nouveau groupe de jeunes supplétifs de la force publique conduisit à la création de la Milice populaire, au lendemain du Mouvement du 5 février 1979 qui porta au pouvoir, le Président Denis Sassou-Nguesso. Les membres de cette nouvelle milice bénéficiant d'un encadrement militaire conséquent faisaient d'office partie de l'Union de la jeunesse socialiste congolaise, le mouvement juvénile du Parti congolais du travail, alors parti unique. La milice populaire a été dissoute en 1991, à l'occasion de la Conférence nationale souveraine.

Par ailleurs, en 1993, alors que s'ouvrait la période d'expérimentation de la démocratie, Pascal Lissouba, élu Président en 1992, leva des troupes exclusives dans les régions du sud-ouest du pays (Niari, Bouenza et Lékoumou), son fief électoral, et les plaça sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Cette milice de fait porta le nom officiel de « Réserve ministérielle », avec des hommes formés dans le camp d'Aubevillie (les Aubevillois) et à Loudima (les Cocoyes). Le Président Lissoubavoulut s'appuyer sur ces groupes qui lui furent ethniquement et géographiquement proches, en vain : la guerre civile de juin - octobre 1997, perdue par son régime, signa la mort de la Réserve ministérielle.

⁸³ En langues kongo, notamment, mboulou signifie chacal. Le nom de la milice coloniale a été forgé en doublant ce substantif, comme pour dire « double-chacal », « deux fois chacal » ou « trop bestial ».

A propos des milices privées créées par les partis politiques post-Conférence nationale souveraine de 1991, on cite (E. Ngodi, 2006 et 2013) :

- les Ninjas : Proche du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI – parti de Bernard Kolélas, chef de l’opposition au régime de Lissouba), cette milice est née en 1993. Ses membres se recrutèrent dans le fief électoral du MCDDI (région du Pool et quartiers sud de Brazzaville, capitale du pays) ;
- les Cobras : Ils sont nés au cours de la même période et défendirent les intérêts politiques du Parti congolais du travail, ancien parti unique au pouvoir, dirigé par l’ancien Président Denis Sassou-Nguesso, alors deuxième leader de l’opposition. Le gros de cette troupe était originaire des régions nord du Congo, ainsi que des quartiers nord et est de Brazzaville, considérés comme des fiefs électoraux de l’ancien parti unique ;
- les Zoulous et les Mambas : Ces miliciens qui écumèrent les quartiers sud-ouest de Brazzaville rassemblèrent des jeunes originaires des régions du sud-ouest du Congo. Proches du Président Pascal Lissouba et de son parti, l’Union panafricaine pour la démocratie sociale, les Zoulous et les Mambas eurent pour adversaires les Ninjas et les Cobras, au cours des conflits politiques successifs des années quatre-vingt-dix ;
- les Nsilulus (les Anges en langue lari) : la naissance de cette milice est actée à partir des violences qui endeuillent à nouveau le Congo à partir du mois de décembre 1998. Celle-ci mobilise (jusqu’à ce jour), entre autres membres, des anciens Ninjas de Bernard Kolélas ainsi que des adeptes d’une secte animée par leur leader : Frédéric Bintsangou alias Pasteur Ntoumi. Jusqu’en fin 2017, les Nsilulus étaient en guerre contre les forces régulières, dans la région du Pool, leur terrain d’opérations. Leur dissolution n’a pas encore été actée.

La liste des milices privées est cependant un peu plus longue, car chaque parti politique majeur a eu tendance à se doter d’une milice au Congo. Parmi ces dernières, nous citons :

- les Requins, proches de Jean-Pierre Thystère Tchicaya, Président du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) ;
- les Faucons, groupe d’autodéfense né à Owando, bras armé du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD) de Jacques Joachim Yomby Opango ;

- les B10⁸⁴ : groupe d'autodéfense créé en 1999, dans le Niari, la Bouenza et la Lékoumou, trois régions ayant constitué le fief électoral de Lissouba.

Examinons à présent les éléments constitutifs du discours de ces différents groupes de combattants.

2. Des hymnes révolutionnaires aux chants de guerre martiaux et/ou messianiques

Le Congo a une riche tradition d'hymnes. Depuis son indépendance, le pays a eu deux hymnes nationaux (B. Boudimbou, 2017). Et toutes les organisations de masse créées sous le monopartisme⁸⁵ en ont eu une chacune, de même que les grands partis politiques⁸⁶ nés au début des années quatre-vingt-dix (B. Boudimbou, 2014). Cette tradition des chansons engagées devrait avoir des suites dans la vie des organisations juvéniles armées.

Le chant joue un rôle important dans la vie d'un groupe. Dans le cadre de notre étude, nous distinguons d'une part, les hymnes, sorte de chants institutionnels dont se dotèrent les organisations juvéniles pourvoyeuses de milices officielles supplétives de l'armée, à l'époque du parti unique, et d'autre part, les chants de guerre ou de gloire, sorte de chants de mobilisation associés aux faits de violence des milices ethno-politiques des deux dernières décennies.

Conformément à la tradition évoquée ci-dessus, les hymnes ont eu une très forte orientation idéologique.

2.1. *L'hymne de la JMNR et donc de la Défense civile*

La Défense civile, bras armé de la JMNR (Jeunesse du Mouvement national de la Révolution) n'a pas eu d'hymne spécifique. Ses membres

⁸⁴ Le nom B 10 est emprunté à une puissante arme de guerre.

⁸⁵ Il s'agit des organisations à caractère social, culturel et politique telles que : la Confédération syndicale congolaise, avec *l'Internationale*, puis *Ô Congo !* comme hymnes, l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (*Libération*), le Mouvement national des pionniers (*Servir*), l'Union nationale des artistes et artisans congolais (hymne sans titre connu)...

⁸⁶ Parmi les partis dotés d'hymnes, se trouvent le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral, MCDDI, de Bernard Kolélas (*Le Soleil*), le Rassemblement pour la démocratie et le développement, RDD, de Jacques Joachim Yhombi Opango (*Le Rassemblement*), le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social, RDPS, de Jean-Pierre Thystère-Tchicaya (*Libemb' li semo* – la colombe, en langue vili). Le Parti congolais du travail (PCT), ancien parti unique, qui a repris les symboles graphiques de l'ancienne République populaire, notamment l'emblème, n'a pas hérité de l'hymne *Les Trois Glorieuses*, qui était bien celui du parti-Etat.

fredonnaient l'hymne de l'organisation juvénile. Cet hymne, composé par Ange Dandou, à l'occasion d'un concours ad hoc lancé en 1964, clamait :

*Jeunes Congolais, debout !
Notre heure a enfin sonné.
Il ne faut plus somnoler,
L'avenir est à nous.
Hier encore persécutés,
Hier encore très divisés,
Aujourd'hui dans l'unité,
Chantons la liberté.*

Le refrain de l'hymne reprend (en gras ci-dessous) la devise du MNR qui, lui-même, n'a jamais eu d'hymne :

*JMNR révolutionnaire,
Œuvrons pour notre pays,
Regroupons-nous tous,
Retroussons les manches,
Travaillons pour l'avenir :
Un seul peuple, un seul parti !
Un seul idéal, un seul combat !
Dans l'unité, nous gagnerons.*

Moins patriotique que l'hymne national, ce chant trahit la boulimie du pouvoir des jeunes du MNR et donc des miliciens réunis au sein de la Défense civile. L'hymne est composé dans un contexte de conflit de génération entre les jeunes intellectuels qui se posent en défenseurs de la Nation et des idéaux d'indépendance, d'unité et de progrès de la nation en construction, contre le classe politique ayant conduit le Congo à l'indépendance (P. Bonafé, 1968). Le deuxième vers du couplet ci-dessus est très expressif à ce sujet (« Notre heure a enfin sonné ! »), même si le fond du texte se nourrit des nobles projets de défendre la Révolution (le mouvement insurrectionnel des 13, 14 et 15 août qui poussa le Président Fulbert Youlou à la démission) et de sublimer le travail et l'unité comme valeurs fondatrices de leur foi en l'avenir.

2.2. *L'hymne de l'UJSC et donc de la Milice populaire*

Dans la même perspective que sa devancière, la Milice populaire a partagé le même hymne que l'UJSC-JP (Union de la jeunesse socialiste congolaise – Jeunesse du Parti congolais du travail). Cet hymne intitulé *La Force montante* a une sémantique martiale. En voici le couplet :

Jeunesse énergique du Congo,

*Comme une balle sortie du canon,
Marche droit au son de cette chanson
Contre l'impérialisme international
Et les tendances qui sont rétrogrades.
Jeunesse, bouclier du Congo,
Prenez les armes pour le combat !
Entraînez dans le courant
Toute la masse qui croupit,
Réveillez les peuples endormis,
Dans la lutte contre l'ennemi commun.*

Dans le contexte international des années soixante et soixante-dix marqué par une division du monde en deux camps géopolitiques antagonistes (le Bloc de l'Est, communiste, sous la mouvance de l'Union des républiques socialistes soviétiques – URSS – et le Camp de l'Ouest comprenant les Etats-Unis d'Amérique et l'ensemble des pays occidentaux, capitalistes), le refrain de ce chant indique plus clairement l'ennemi à combattre. Ce sont les Yankees, les Américains :

*Vaillant peuple congolais,
Debout contre les Yankees,
La victoire nous appartient,
Brandissez le flambeau
Du progrès dans la paix.
Nous assurerons, très fermement,
La victoire de notre chère
Révolution du Congo.
Nous bâtirons, sous la conduite
De notre grand parti,
La société socialiste au Congo.*

Chant patriotique et chant de combat, *La Force montante* assurait clairement la promotion de la violence armée autant qu'elle affichait la posture idéologique du Congo sur l'échiquier international, avec le choix du socialisme comme voie du développement national et gage de succès de la Révolution.

2.3. *Le chant de guerre des Cobras*

Le chant de gloire des Cobras est un véritable chant de guerre. Il s'agit d'une rengaine dont on ne saurait déterminer l'auteur. Il est né dans le contexte fort agité des confrontations électorales depuis le début des années

1990. Les militants du Parti congolais du travail l'ont d'abord utilisé pour galvaniser leur électorat à l'occasion de la présidentielle de 1992. Ce chant se résume à la strophe ci-dessous, qui comprend, en lingala, une apostrophe et un ordre à l'impératif :

*Otchombé,
He !
Otchombé,
Sua ye, bomaye !*

En français, ce texte se traduit comme suit : Otchombe / Oui ! / Otchombe / Mords-le, achève-le (tue-le) ! Otchombe, c'est l'un des sobriquets attribués par les militants du PCT à Denis Sassou-Nguesso, Président et candidat du parti à l'élection présidentielle. Cette chanson scandée comme un slogan au cours des rassemblements électoraux, sans que l'invitation à tuer l'adversaire ne doive être prise ou comprise au premier degré de son sens, a été récupéré au plus fort des affrontements armés, devenant ainsi une sorte de chant de mobilisation des combattants. Une fois la paix restaurée dans le pays, le texte a retrouvé son usage initial, en périodes électorales, avec une reformulation de son dernier vers. En effet, au cours des campagnes des présidentielles de 2002, 2009 et 2016, les équipes de communication du candidat Sassou-Nguesso, président sortant, ont remplacé l'énoncé « *Sua ye, bomaye !* » (Mords-le, achève-le (tue-le) !) par « *Fanda n'ebonga !* » (Occupe le siège ! Autrement dit, installe-toi dans le fauteuil présidentiel !). Le lifting subi par ce chant traduit une prise de conscience de son caractère violent, martial et incitateur au meurtre, dans le camp de ceux qui le fredonnaient pendant la guerre civile.

2.4. *Les chants des Ninjas et des Nsilulus*

L'engagement aux combats des Ninjas, bras armés du MCDDI, repose sur des schèmes religieux, en raison de la croyance au messianisme du leader du parti et non moins géniteur de cette milice : Bernard Kolélas. Parce que celui-ci se voit digne continuateur de la mission politique d'André GrenardMatsoua⁸⁷, les miliciens de son parti se mobilisent sous les airs des chansons qui rythmèrent la résistance matsouaniste⁸⁸ sous la colonisation. Certains de ces chants relèvent de la religion kimbanguiste, très implantée

⁸⁷ Cette orthographe du nom du résistant est plus courante que l'autre : Matswa.

⁸⁸ Le matsouanisme est un mouvement de résistance et de libération (de l'homme noir et du Congo) impulsé par André GrenardMatsoua. Proscrit et réprimé, ce mouvement se transformera en culte religieux, messianique. Bernard Kolélas en expose les fondements dans un essai intitulé *La philosophie matswaniste et le pouvoir politique* et publié aux éditions La Pensée universelle, à Paris, en 1990).

dans le département du Pool, principal vivier des Ninjas, et dans le Bas-Congo, en République démocratique du Congo.

Ce sont des chants religieux. Les Ninjas avaient récupéré un chant des Ngunzas (une église prophétique implantée majoritairement dans le sud du Congo).

Ce chant en lari, devenu populaire, stipule :

Lulendolua tata

E hee e lulendo

Lulendoluatataa

Baverelabamonalo

(Traduction : La puissance du Père n'est vue que par les saints.)

L'allusion à Dieu et à sa toute-puissance est claire. Ce chant, interprété pour invoquer la puissance de Dieu le père, a pour finalité de galvaniser la troupe. Point n'est besoin d'appartenir à une quelconque église pentecôtiste pour l'entonner. D'ailleurs, ce chant retentit presque spontanément au cours des meetings politiques du MCDDI ou de ses démembrements, mais aussi dans les stades de football, de la bouche des supporters des Diabes noirs ; cette équipe puisant la majorité de ses fans dans le Pool et dans les quartiers sud de Brazzaville.

De façon plus ou moins évidente, cette chanson opère une sorte de mise en réseau des militants du parti politique représentatif du Pool (le MCDDI de Bernard Kolélas) avec les supporters de l'équipe de football (surnommée en lari "Yaka dia mama", autrement dit, en français : le pain de manioc pétri par maman) et les Ninjas. Ce qui ne veut pas dire, nécessairement, que ceux-ci se confondent avec ceux-là.

Les Nsilulus utilisent aussi des chants religieux, messianiques, tous composés en kongo-lari. Le premier d'entre eux, dont Ngodi (2013, 126) propose la traduction en français, célèbre l'immortalité d'André GrenardMatsoua⁸⁹ :

Ceux qui ne veulent pas croire

Que Matsoua est vivant

L'apprendront un jour,

Ô, nous, enfants orphelins, pleurons, oho,

La tribu Lari a contribué à l'évolution du pays.

Dans le passé on mettait la corde au cou.

Mais maintenant la corde n'existe plus.

⁸⁹ Résistant congolais. Il lutta contre les exactions de l'administration coloniale française à travers une association dénommée l'Amicale.

....

*Le jour où nous serons arrêtés,
Nous demanderons la pluie à Dieu*

....

*La route de Mayama est une route de tristesse.
La route de Mayama est le chemin de croix du Père Matsoua.*

Selon E.Ngodi (2013,p. 115), dans le mouvement nsilulu, « les chants ont une portée historique ». Leur thématique, riche, tourne autour de l'annonce de la Bonne nouvelle du Christ, du sauvetage des âmes, de la gloire de l'au-delà et des souffrances endurées par le peuple. Ces chants actualisent les récits tirés des traditions kongo-lari ; ils narrent des événements douloureux vécus par le peuple kongo. Parce qu'il se dit victime d'exactions ou d'une répression depuis les temps coloniaux, ce peuple se voit perpétuellement à la recherche d'un « libérateur », d'un « justicier » face au pouvoir de Brazzaville considéré par lui comme un envahisseur.

Support d'archivage du passé douloureux de la région du Pool, le chant nsilulu revisite les passages bibliques, les adapte à la situation actuelle des populations, présente les miliciens comme des martyrs dont le sacrifice est la condition sine qua non de l'avènement des temps nouveaux ; car l'apocalypse prédit serait la chute rêvée du régime au pouvoir à Brazzaville. C'est ce qui ressort de la chanson intitulée *Mu kanda dia Saint Michel* (Traduction : Dans la famille de Saint Michel) :

...

*Nungusunuyanza mu moko meno yi luveni
Ndikutulumiantotomietibwa
Ka lutinandi
Nungusunuyamambum'andi
Manamakatele
Talazetihelicozetikubula
Ka lutinandi
Bidimbubiatelemfumubiawubietilunga*

...

En français, cet extrait de chanson⁹⁰ se traduit comme suit :

La victoire est entre vos mains
Les tremblements de terre se manifestent
Ne craignez point
C'est l'accomplissement des promesses faites

⁹⁰ Emprunté à E. Ngodi (2013), comme les autres extraits cités dans ce paragraphe.

Voilà les hélicos qui bombardent
N'ayez pas peur
Les signes des temps annoncés par le Seigneur s'accomplissent.

Comme on le voit, ce chant sert à galvaniser le moral des combattants et à justifier leur engagement dans la lutte armée. Il participe d'un processus d'endoctrinement de ces hommes. Par ailleurs, quoique fondé sur l'évocation des écritures, le chant nsilulu reste discriminatoire, à partir du moment où il glorifie en priorité l'identité kongo-lari, comme dans l'extrait du chant matsouaniste cité plus haut : « La tribu Lari a contribué à l'évolution du pays... »

En conclusion : les chants de guerre des milices privées ne sont pas des hymnes au sens plein du terme. L'engagement des miliciens aux côtés des hommes politiques ne repose pas sur la défense d'un projet politique concerté, les partis eux-mêmes étant créés sur des bases ethno-régionales. A la différence des membres de la Défense civile et de ceux de la Milice populaire qui reçurent une formation idéologique, les miliciens des décennies 1990, 2000 et 2010 ne bénéficient d'aucun encadrement politique. Ceci peut expliquer cela. Que leurs chants de gloire ou de guerre soient moins structurés que ceux de leurs devancières n'étonne guère.

Bien entendu, le cas des chants des Nsilulus est tout à fait particulier car, dans leurs chants, ceux-ci associent plusieurs facteurs socioculturels, politiques et religieux. Ces chants sont louanges à Dieu, à Matsoua et à Ntumi⁹¹ ; conjuration des souffrances du peuple de la région du Pool pour la libération duquel ils prétendent se battre, armes aux poings et versets bibliques à la bouche.

Si les hymnes des milices officielles mettaient en exergue la défense de valeurs, fût-ce à l'aide des armes, les chants de guerre des milices à base ethno-régionaliste célèbrent la gloire des leaders (Otchombé, Matsoua, Ntumi...). Cette approche du discours confine à la mise en légende, par les miliciens, de personnes au nom – ou pour le compte – desquelles se mène la lutte.

3. Des devises et slogans

En termes de devises et de slogans, nous parlons des formules et des mots d'ordre brefs que les organisations utilisent comme vecteurs de leur communication institutionnelle, mais aussi comme expression d'une idéologie à laquelle ils apportent leur caution. En tant que variantes de la formule, les

⁹¹ Un chant lui est dédié de façon spécifique, *Tata Ntumi*(Papa Ntumi), pour célébrer « sa puissance » et « son intelligence ».

devises et les slogans fonctionnent comme des référents sociaux. Ce sont « des énoncés qui signifient quelque chose pour tous à un moment donné » (Krieg-Planque, 2009, p. 55). Ainsi, ils se prêtent à la paraphrase – car ils sont repris dans les discours (notamment celui des médias) par des personnes partageant le même espace et la même contemporanéité – et cristallisent des thématiques précises.

3.1. *Devises et slogans des milices officielles*

Comme indiqué plus haut, à l'ère du monopartisme, les organisations de masse avaient été créées sous le modèle de celles des pays dits du Bloc de l'Est. Les milices dites officielles ont alors bénéficié d'un encadrement politique au point où elles s'étaient dotées d'un large éventail de symboles de communication au nombre desquels des devises et des slogans.

La JMNR et la Défense civile partagèrent la devise du MNR : « *Un seul peuple, un seul parti! ! Un seul idéal, un seul combat !* ». La notion de combat a été reprise sous une autre forme par l'UJSC et la Milice populaire : « *Production – Discipline – Fusil* ». A l'époque du monopartisme, cette référence à l'arme a connu sa plus lourde et claire sémantique à travers un slogan mémorable, scandé par les miliciens mais aussi par certains hommes politiques, à savoir : « *Le pouvoir est au bout du fusil !* ». Pendant les heures les plus agitées de l'histoire du monopartisme au Congo, cette formule fit partie du quotidien des « révolutionnaires » les plus déterminés. La sémantique du slogan épouse celle de l'hymne évoqué plus haut.

3.2. *Devises et/ou slogans des milices privées*

Les milices ethno-régionalistes ont également à leur actif, des formules de mobilisation. Chez les Ninjaset les Nsilulus, il ne s'agit pas d'une devise, mais de la récupération d'une expression utilisée dans la culture kongo-lari, pour attirer l'attention des membres d'une assemblée d'hommes. Au début d'une réunion ou d'une adresse, le chef déclare : « *Bayayabayay' eh !* » Et la foule répond en guise d'acquiescement : « *Heee !* ». Littéralement, cela équivaut à la formule : « *Grands hommes, votre attention, s'il vous plaît !* ». Dans le milieu des miliciens, la formule prend cependant la valeur d'un cri de guerre émis pour galvaniser la troupe.

De leur côté, à l'issue de la guerre civile de juin-octobre 1997, les Cobras se sont forgé un slogan qui se lit à la fois comme un conseil prodigué à un proche ou une menace proférée à l'endroit d'un adversaire : « *Kili kili,okweyi !* » (“ Gare à toi, si tu fais n'importe quoi, tu vas mourir ! ” Entendu également : “ Si tu blagues, je te tue ! ”).

Par ailleurs, de la même manière qu'on ne leur connaît pas de chants de guerre spécifiques⁹², les miliciens proches de Pascal Lissouba n'ont pas eu de devises ou de slogans propres à eux. Tout au plus, ils avaient repris à leur compte la formule « *Ya ba colère vé !* » (Traduire du Kituba : Pas besoin de vous énerver ! Autrement dit : Soyez fairplay !). C'est la récupération du slogan des militants de la jeunesse de l'UPADS (Union panafricaine pour la démocratie sociale) après les élections de 1992 que remporta ce parti. Le mot est subtilement adressé aux militants du Parti congolais du travail qui, après avoir soutenu le candidat Lissouba au deuxième tour de la présidentielle, s'allia à l'opposition, non satisfait du partage des portefeuilles ministériels avec l'UPADS. Employé dans le cadre d'une confrontation armée, avec pertes en vies humaines, ce slogan qui, au premier degré, apparaît comme une invite à cultiver la tempérance, se révèle une expression cynique, polémique, voire provocatrice.

Au regard de ce petit inventaire, nous constatons que les slogans des milices privées diffèrent des devises et slogans des milices officielles de l'époque du monopartisme. Si ces derniers, avec leur vernis officiel, étaient utilisés ou scandés à l'occasion des meetings populaires, mais aussi inscrits sur les timbres des documents administratifs, les formules des milices privées sont des discours polémiques, ou provocateurs qui n'intègrent même pas leurs actes de communication scriptovisuelle. Si les slogans des milices officielles étaient conçus par les idéologues de ces organisations, ceux des autres milices sont nés spontanément et se sont imposés aux groupes sans que l'on soit capable d'en désigner les auteurs réels.

Les premiers slogans sont prototypiques. Ils intègrent le processus de ce que R.Amosy (2010) appelle « la gestion collective de l'éthos », sans nécessairement une interaction présenteielle des acteurs de l'interlocution. Dans le second cas, le milicien privé qui prononce le slogan, en privé, entre dans une sorte de négociation d'éthos. Les mots proférés par lui participent d'un discours monogéré, dans le but d'orienter la réaction immédiate de son interlocuteur. Dans le cas précis d'une interaction (heurtée) entre un Cobra et un Zoulou ou un Mamba, lorsque le premier déclare : « *Kili kili, okwei !* » (Si tu blagues, je te tue !), le premier protagoniste cité affiche l'éthos d'une personne supérieure, nantie d'un pouvoir, qui donne un ordre et qui peut sanctionner son vis-à-vis, s'il n'obtempère pas à cet ordre. Au rebours, le Zoulou ou le

⁹² Les seuls chants enregistrés au cours de rassemblements des Zoulous et des Mambas ont été tirés du répertoire des chants d'animation des Beembés, une ethnie des régions de la Bouenza et de la Lékoumou à laquelle l'opinion attache comme stéréotype tenace, une réputation de bagarreur. C'est au rythme des mêmes chansons d'animation populaire que l'armée officielle effectue ses exercices physiques jusqu'au déclenchement de la guerre civile de 1997.

Mamba qui répond « *Ya ba colère vé !* » (Soyez fairplay !) négocie ou cherche à afficher un ethos de pacifiste vis-à-vis d'un interlocuteur à qui il prête des intentions belliqueuses. Toutes ces formules créées en temps de guerre – de même que les néologies que nous citons *infra* – ont été repris dans les situations de communication courantes, au-delà des interactions conflictuelles pourtant stigmatisées par le corps social.

Ainsi, l'étude des devises et slogans, formules brèves et concises à visées poétique et pragmatique, permet de mettre en évidence certaines lignes de fracture entre les membres de la société.

4. Mots de la guerre et enjeu du choix des langues

4.1. Le nouveau vocabulaire dû aux miliciens

La langue du milicien au sortir des guerres civiles congolaises de la décennie 1990 est devenue charnue. Elle s'est enrichie de mots et expressions par lesquels les jeunes combattants donnent la preuve d'une ingéniosité et traduisent en même temps leur imaginaire. Dans un article publié en 2004, A.-N.Malonga souligne les conditions de naissance de ce qu'il appelle « une langue de la guerre » qui rend « parfois le tragique risible [et] trahit plus une identité désaxée, une crise morale » (p.19). Selon l'auteur, « les Congolais inventent, à la faveur des événements, des vocables et expressions dotés du pouvoir d'exprimer à la fois une idée et un état d'esprit » (*Idem*). Cette invention a été particulièrement florissante au sortir de la guerre civile de 1997. On doit aux acteurs de ce conflit, de nouvelles lexies, surtout des euphémismes, qui tendent à justifier les actes de violence commis, ou à en modérer la perception. Ainsi :

- pour ne pas nommer de façon truculente les assassinats, vols, viols et destructions commis par les uns et les autres, la communication politique a inventé et prêté aux miliciens le concept générique et globalisant « *bêtise humaine* », comme dans un sursaut de prise de conscience du mal causé ;
- les objets volés sur le terrain des opérations miliciennes, autrement dit les galets de guerre, sont appelés « *efforts de guerre* » ;
- le marché ouvert en plein Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, a été baptisé « *Marché Koweït* », comme si les meubles, produits de quincaillerie et autres appareils électro-ménagers, fruits des vols et pillages revendus ici, étaient comparables au pétrole qui coule à flots dans ce petit pays du Golfe persique ;
- le verbe « tuer » ne se prononce plus dans les milieux des combattants ; ici on dit désormais « *faire voyager quelqu'un* », « *barrer une personne* »,

- « *faire avaler des arachides* » (tuer avec des balles), pour signifier qu'on exécute un individu ;
- les orgues de Staline (les BM 21), dont les tirs faisaient courir les populations civiles dans toutes les directions, ont pris le nom de « *ndombolo* », une danse à la mode en 1997 et qui exigeait grâce, souplesse et grand investissement de muscles.

Malgré ces euphémismes, la langue de la guerre des miliciens congolais reste violente, car elle se nourrit de mots... violents. A titre d'exemple, le supplice que les Nsilulus infligent à leurs captifs ou à certains membres de leur groupe, coupables de quelque manquement aux règlements, porte un curieux nom : « *Mbetengue* » ou « *la gifle de Saint Michel* ». Ce supplice consiste à frapper la victime avec le côté plat de la machette.

Par ailleurs, à l'issue du conflit de 1997, les miliciens Cobras ont créé l'expression « *rouler en mbeba* », pour caractériser toutes les formes d'inconduite, tous les manquements aux règlements dont ils se rendirent coupables. L'expression a été construite à partir du mot lingala *mbeba* (le mal, le désordre, l'entropie). Tout est parti de l'expérience de certains miliciens qui, devenus propriétaires de véhicules volés, sans formation en la matière, les conduisaient sans respecter le code de la route. Puis est né un slogan (« *on roule en mbeba !* ») proféré pendant la période post-conflit par tous les citoyens qui osaient fouler aux pieds les lois et les règlements. Cette attitude a été nommée *mbebisme*, un mode de pensée et un comportement déviants.

4.2. *Les non-dits du choix des langues*

Dans une situation de communication conflictuelle, le choix d'une langue n'est pas neutre, surtout dans un espace où se posent des problèmes identitaires et des conflits de langues en relations d'inégalité.

Au regard de ce qui précède, l'examen de notre corpus permet de comprendre l'enjeu des langues en œuvre dans le contexte des luttes politiques et intercommunautaires au Congo. Il apparaît que le français, langue officielle de l'Etat, est le support de la communication politique des milices officielles. Leurs hymnes, devises et slogans ont été formulés essentiellement dans cette langue. A l'opposé, les milices privées nées au début des années quatre-vingt-dix et bien plus tard ont davantage eu recours aux langues nationales, voire aux langues des différentes tribus dominantes de l'échiquier socio-politique national. A priori, ce choix de langues ne peut pas être assimilé à une consciente remise en cause de la langue française, langue du colonisateur.

Qu'à cela ne tienne, de manière sous-jacente, le combat politique mené par les milices privées apparaît comme un combat tendant à faire de la langue ethnique utilisée, « une forme haute »⁹³ en face de celle de son adversaire voire en face de toutes les autres langues, y compris le français. Toutefois, étant entendu que le français reste une langue en présence, le discours combattant en langues endogènes se nourrit d'interférences avec cette langue. J. A. Mfoutou (2000 : p. 11) justifie cette situation par « l'habitude généralisée du code-switching pratiqué aussi bien en français qu'en langues endogènes ». Il en découle une créativité que le sociolinguiste apprécie : « cette inventivité semble révéler une orientation à la fois psychologique et sociologique, en même temps qu'elle reflète l'organisation sociale (culture des sujets, contacts entre langue française et langues locales, transformation des institutions, etc.) toute mutation historique se traduisant par une mutation dans la langue. » (J. A. Mfoutou, p. 12).

Conclusion

L'analyse du discours combattant des miliciens est opportune à plus d'un titre : elle introduit le chercheur dans le champ des représentations de ces acteurs de la vie publique ; elle permet également de définir les contours de leur ethos, mais aussi de cerner les enjeux des langues, dans un espace social où celles-ci contribuent à la définition des identités sociopolitiques.

Les hymnes, les devises, les slogans et les néo-lexies sont des productions discursives à forte valeur référentielle. Ceux des milices congolaises trahissent une certaine volonté de soigner le moi des combattants, puisque ces derniers se soucient de prime abord de manifester leur puissance supposée ou de justifier leurs actes. En réalité, la création des formules et des néologies participe d'un processus d'idéation et de verbalisation de la pensée et du moi. (P. Chauchard, 1973). Très polémiques, le discours combattant est au service d'une idéologie hégémoniste qui fait de soi le nec plus ultra, et qui dépersonnalise l'Autre, considéré comme étant la source de tous les maux. Heureusement, pour les néologies, comme l'analyse A.-N. Malonga (2004), les mots de guerre ne sont que des faits de mode. Leur existence est éphémère : « les guerres enrichissent la langue française parlée au Congo-Brazzaville, mais cet enrichissement est limité dans le temps », écrit ce dernier (p. 34).

Se doter de chants de gloire, adopter des cris de guerre, de ralliement ou de mobilisation, inventer des mots et expressions très contextualisés pour se dire, se décrire, désigner l'adversaire ou qualifier ses faits et gestes, sont des choses naturelles pour tout acteur de la vie communautaire. Que ces faits de

⁹³ L'expression est de J. A. Mfoutou (2000, p. 12).

communication renvoient presque systématiquement à la violence et aux conflits est encore plus que logique pour les miliciens. Que cette inclination soit lisible à la fois sous diverses modalités est tout aussi logique : les isotopies relevées à travers les hymnes, les devises, les slogans et les néo-lexies sont la preuve de l'élasticité du discours étudié. Cela sous-entend de possibles autres développements à son sujet.

L'étude du discours combattant des milices congolaises pourrait, en effet, être élargie en termes de problématiques et d'approches d'analyse. A titre d'exemple, une large mise en miroir des discours des miliciens avec ceux des partis politiques dont ils sont proches pourrait davantage témoigner des connivences entre les uns et les autres et faire la preuve d'une certaine circularité des énoncés dans le champ de la politique.

Références bibliographiques

- Amossy, R.(2010).*La présentation de soi*. Paris : PUF.Coll. « Interrogation philosophique ».
- Bazenguissa Ganga, R.(1996).*Milices politiques et bandes armées à Brazzaville : Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés*. Paris :Etudes du CERI.
- Bazenguissa Ganga, R.(1997). Le rôle des médias dans la construction des identités de violence politique à Brazzaville. In P.Yengo (Eds).*Identités et démocratie*. Paris :L'Harmattan, 213-242.
- Bonafé, P.(1968).Une classe d'âge politique : la JMNR de la République du Congo-Brazzaville. *Cahiers d'études africaines*. Vol. 8, n°31.327-368.
- Boudimbou, B.(2014)*L'iconographie de la pochette de disque dans la musique congolaise : Conditions de production et significations*(Thèse de doctorat unique en sciences de l'information et de la communication). Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Marien Ngouabi (Brazzaville).
- Boudimbou, B.(2017). Regard critique sur les hymnes nationaux des pays d'Afrique noire francophone. *Annales de l'Université de N'Djamena*.Série A (lettres et sciences humaines). n° 09. 97-125.
- Chapleau, P.(2007).*Enfants-soldats : victimes ou criminels de guerre ?*. Paris : Editions du Rocher. Coll. L'Art de la Guerre.
- Chauchard, P.(1973).*Le langage et la pensée*(3^{ème} édition). Paris : PUF.
- Delperrié de Bayac, J. (1994).*Histoire de la milice : 1918-1945*. Paris : Fayard. Coll. Document.
- Dorier-Apprill, E.(1997). Guerre des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville.*Hérodote*. n° 86-87. 182-221.

- Floch, J-M.(2009). *Sémiotique, marketing et communication. Sous les signes, les stratégies.* (3^{ème} édition, 4^{ème} tirage). Paris :PUF. Coll. « Formes sémiotiques ».
- Kolélas, B. B.(1990).*La philosophie matswaniste et le pouvoir politique.* Paris : La Pensée universelle.
- Krieg-Planque, A.(2009).*La notion de “ formule” en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique.* Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté.
- Krieg-Planque, A.(2012).*Analyser les discours institutionnels.* Paris : Armand Colin. Coll. Icom, série « Discours et communication ».
- LukandaMutyebele, T.(2017). *La construction sociale du phénomène des milices armées. L'exemple de l'Iturie en RDC.*Saarbrücken : Editions universitaires européennes.
- Malonga, A.-N.(2004). Guerres et congolismes. Les mots de guerre dans le français du Congo-Brazzaville.*Repères.n° 3 (Les Congolais et la langue française).* 21-38.
- Massamba-Makoumbou, J.-S.(2011).*Congo-Brazzaville : Conflits et politique de la mémoire.* Paris :L'Harmattan.
- Mfoutou J.-A.(2000).*Le français au Congo-Brazzaville.*Maromme : Editions Espaces culturels.
- Muracciole,J.-F.&Domergue-Cloarec, D.(2010).*Les milices du XVI^e siècle à nos jours : entre construction et destruction de l'Etat.*Paris :L'Harmattan. Coll. « Défense, armée, sécurité et histoire ».
- Ngodi,E.(2006).*Milicianisation et engagement politique au Congo-Brazzaville.* Paris : L'Harmattan, Coll. « Etudes africaines ».
- Ngodi,E.(2013).*Le mouvement nsilulu dans le Pool ou les combattants de Saint Michel : Congo-Brazzaville.* Paris : L'Harmattan, Coll. « Etudes africaines ».
- Ngoïe-Ngalla, D.(2003).*Le retour des ethnies. Quel Etat pour l'Afrique ?.* Pierrefitte sur Seine : Editions Bajag-Meri.
- Obenga, T.(1998).*Histoire sanglante du Congo-Brazzaville. Diagnostic d'une mentalité politique africaine.* Paris : Présence Africaine.

Sciences sociales & Didactique

DISCUSS IN SOCIOLOGY OF RELIGION

Balogun, O. O. E. Ph.D

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)
olaniranbalogun56@gmail.com

&

Odunlami, Idowu Adeniyi Ph.D

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)
odunlamiidowu@gmail.com

&

Akinsanya Adebayo Olatunde Ph.D

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)
akinsanyao@tasued.edu.ng

Abstract

We must now consider in more detail the sociological aspects of religion - its functions, or what it does to and for individuals and society, ways in which the religious activities are organized, and the relation of religion to other aspects of the social structure and to social change. Religion is, in Durkheim's famous definition, a system of beliefs and practices. The beliefs, indeed, are logically prior to the practices: people act in particular ways because they believe particular things, not the other way about.¹⁶ We cannot therefore avoid considering religious beliefs in any sociological treatment of the subject, and I must first set out, therefore, what is the sociological approach to matters of religious faith. It is important to bear in mind in all that follows that the truth or otherwise of religious beliefs is not a matter for sociological consideration. Individual sociologists may assent to particular religious beliefs, they may dissent from them, or they may find them inconclusive, meaningless, or incapable of demonstration. Many sociologists are agnostic in matters of religion, and the sociological temper is to be sceptical and anti-dogmatic; there are also, however, many competent sociologists who are committed to religious faith of one sort or another. But the state of individual sociologists' beliefs is not the point. What is sociologically relevant is not the truth or otherwise of particular beliefs, but their social consequences. Thus, to take just one example, the statement 'There is one god' may be true or false or incapable of demonstration. Christians and Muslims would doubtless assent ancient cheeks and traditional Baganda would dissent, Hindus would add 'But god takes many forms. For a sociologist, however (that is, when he is acting in his role as a sociologist) the relevance of that statement lies not in its truth or otherwise, but in any connections that can be traced between the belief and the actions of those who believe it. Does it, for example, make them want to engage in controversies with polytheists? Does it sometimes lead them to destroy objects (idols, fetishes') which are regarded as embodying wrongful beliefs in false gods? How does it affect the relations between Christians and Muslims on the one hand, and the followers of pagan African religions with many gods and spirits on the other? Beliefs, whether true or false, are social facts. They are facts about the people who believe them, and from a sociological point of view they require to be treated with the same objectivity as other social facts, like kinship systems or laws.

Keywords: *Sociology, religion, Christian and Muslims*

Introduction

We have already seen how religious ritual, like magical ritual, can allay anxiety and raise morale. We may now perhaps enlarge upon this and, following Nadel, consider religion in terms of four functions, or as he prefers to call them 'capacities' or 'competences' - the things which religion can do, the effects it may have, the desires, needs, or purposes which it may serve. These are first, the cosmological aspects - 'the capacity of religion to furnish certain supplements to the view of the world of experience'; secondly, its capacity to announce and maintain moral values; thirdly, its competence to hold together societies and sustain their structure; and fourthly its competence to furnish individuals with specific experiences and stimulations.¹⁷

Religion tends to be linked with cosmology (that is, a view or conception of the nature of the universe and man's place in it) because of the need which people experience to 'relativize' (as Yinger phrases it) the risks and disasters to which human life is subject from the action of natural forces.¹⁸ Among the deeper anxieties which man feels are those about the whole nature of the world and man's place in it. Is the rest of the universe hostile to man, or friendly, or indifferently neutral? Can particular disasters like floods, droughts, locust swarms, be 'relativized by being seen as part of some larger good? Is there more to the universe than the evidence of our senses conveys to us - some deeper design, some cosmic purpose? Man seems to experience a need for reassurance about such large, vague problems as these, and religion's capacity to furnish certain supplements to the world of experience' goes at any rate some way towards meeting it.

It is a need which arises most poignantly at death - at the death of a person's close kin or friends, and in contemplation of his own inevitable end. Here (the desire for reassurance - or if not reassurance at least for some view which makes the process tolerable - is overwhelming. It is no accident that all religions are very largely concerned with death. All have rituals for the disposal of the dead, affording a means of marking in a socially and psychologically acceptable way the transition of a human body from a living person to a piece of decaying flesh, to be disposed of in some effectively hygienic manner. All have a set of beliefs about the continuation of the personality in some form after death, since the shock of absolute bereavement and the prospect of absolute extinction seem to be unbearable to most men.* Hence arise beliefs in spirits, in ghosts, in other worlds to which the souls of the dead migrate - worlds which have to be fitted in to whatever view is taken of the nature of the universe. Hence also is a relation to the nature of time - for example, beliefs in the circulation of souls through their rebirth in new

bodies or, by contrast, beliefs in an eternity to which souls go when they have left their earthly bodies.

Religion, then, is quite largely concerned with furnishing the individual with a view of the universe which provides some kind of an answer to questions like the origin of the personality and the nature of death. Not, it must be added, an answer with an intellectual emphasis. Religion is not science. What is sought is not the kind of cosmology which satisfies man in his scientific mood — a view of the universe based on facts, observations, and logical deductions from them — but one which is emotionally helpful to people at times of stress. To ask so specific a question as, Where is heaven? Is it above or below the ground? still more to object that the answers conventionally given are hard to reconcile with the known facts about the solar system -is irrelevant and even unsympathetic when one is consoling a bereaved friend who desperately wants to be told that the dead person has gone somewhere good.

Secondly, religion may be concerned with morals, though not all religions are and the connection may not be a simple one. Christianity and Islam — both heirs to the Jewish tradition -stand at one extreme in linking faith and morality very strongly. The ten commandments, which are the basis of morality and can be elaborated into secular law, are regarded as having been divinely handed down, and there are beliefs about punishment for bad deeds and rewards for good ones in the life after death. Buddhism too is a very strongly ethical religion. Indeed, in its pure, original form it was nothing else; the saintly prince Gotama's prescriptions for right conduct were accompanied by no more than a promise that those who followed them would find inner peace and a withdrawal from the stresses of the world. There were no beliefs in gods or spirits, nor were any rituals or sacrifices prescribed.

In traditional African religions, at the other extreme, there seems characteristically to have been little or no connection between religion and morals. Right actions consisted of what a man owed to his kinsmen; they were grounded in the kinship system, rather than being thought of as sanctioned or rewarded by the gods or spirits. Nadel indeed concludes that, so far as this second 'capacity' goes, Nupe religion was amoral, and somewhat similar conclusions were reached about the traditional religions of the Ba-Lovedu by Krige, Rwanda by Maquet, and Ashanti by Fortes.¹⁹

In other religions, the connection between faith and morals may be more complex. The gods of religions like those of ancient Greece and Rome, or those of the traditional beliefs of north-west European peoples, included bad gods as well as good, and gods among these pantheons committed acts such as incest,

murder, and treachery in a manner which would have been highly immoral among mortals; but possibly the social function of such myths was to emphasize that what is permitted to gods may be forbidden to men. In Hinduism, the relation between belief and morality is intricate. The gods (or forms or manifestations of god) include the destroyer as well as the creator; every aspect of the universe and of human life, indeed, is so personified. There are beliefs about rewards and punishments in the form of rebirth into a higher or lower caste, but the morality which is prescribed is not a set of rules applicable to all men. First and foremost a man should follow the rule of his particular caste, so that for instance it is right for a Rajput to be fierce and warlike whereas a Brahmin should be pious and studious ; and further, it is the task of the religious adviser to prescribe for each person a set of rules especially applicable to him. Thus one man may find it right to fast three days a week, another may find it a pious duty to walk barefoot to source of the Ganges river; this does not mean that it is necessarily desirable for all Hindus to do so.

We may conclude, then, that though religion *may* have a moral function, not all religions do, and the relation between religion and morals is not a simple or straightforward one.

Thirdly, Nadel listed the competence of religion 'to hold together societies and sustain their structure'. It was upon this aspect of the sociology of religion that the greatest emphasis was laid by Durkheim in his profoundly important study *Elementary forms of religious life*. It is not possible here adequately to summarize Durkheim's analysis. I can only baldly state his main conclusion, that the social function of religion is to engender and sustain social solidarity. Durkheim, indeed, goes so far as to suggest that the god is the group; when an assembled group are worshipping a god, whom they think of as being beyond themselves, they are really strengthening the bonds that link them to one another in a social group. Ritual employs all the resources of art and drama, the dance, and the feast to symbolize and uphold the values that the participants have in common and hence to re-affirm their solidary membership of the group.

It goes without saying that Durkheim's theory reflects the consensus, integration, or functionalist view of society which we discussed in the last chapter, and of which Durkheim was perhaps the greatest exponent. When it is used to analyse the rituals of the people whom Durkheim took as his example -Australian aboriginal tribes, as described in the works of Spencer and Gillen, and other sources - the analysis is certainly extremely persuasive. Here it is a whole community, a totemic group, which participates in a

common ritual and, as Durkheim says, 'revivifies the sentiment it has of itself by assembling. I could, indeed, go a little further than Durkheim does at this point and say that his analysis seems also to apply to some forms of secular ritual like a University graduation ceremony. The group congregates; its values are symbolically expressed in the award of academic distinction to those who have earned it by study and research; the unity, coherence, and continuity of the Academe are impressively revived. Such an analysis, then, seems to work in the case where the participating group forms a community characterized by consensus or among whom at least consensus can be presumed.

It even continues to hold, up to a point, when we are considering a society driven by denominational strife; for the rituals of the different denominations continue to assert the unity *of each group* and to uphold its distinctive values. But when Anglicans or Catholics, Muslims or Seventh-Day Adventists assemble, what is asserted is the unity of each group in contradistinction to the others. In such a case, religion can scarcely be said to unite the community as a whole, and we clearly need to move over towards an interpretation in terms of dissensus, conflict and change. Characteristically, Durkheim's theory is incomplete in giving no indication of how dissenting groups can arise. Based as it is on the assumption that moral consensus is what makes a group a group, it leaves no place for the dissenting individual who may get a following which can turn into a group expressing its unity in a distinctive ritual. Without, therefore, controverting Durkheim's analysis so far as it goes, I may say that it is insufficient by itself and needs to be supplemented; and as we saw in the last chapter, Weber's theory of charismatic leadership and its routinization affords the kinds of supplement we need.

Another way of putting it would be to say that Durkheim's is essentially a conservative view of religion; that is, it views religion as a conservative force, upholding and sustaining the existing social structure. To a large extent and in a great many cases this is undoubtedly justified, but we must also take account of the fact that religion is sometimes and in some circumstances an innovating force, tending to make for social change. The dissenting individual is one case in point, another, perhaps more familiar in the recent history of Africa, is the introduction of new religious ideas from outside a society. Both Christianity and Islam, well-established and on the whole conservative parts of the social structure in the countries from which they spread to Africa, appear here as revolutionary forces, drastically changing peoples' ideas and associated with other changes, such as literacy, modern education, and modern medical methods, which have also been revolutionary in their impact on traditional

African societies. We shall try in the next section to say a little more about the very large subject of religion and social change.

Nadel's fourth heading, religion's 'competence to furnish individuals with specific attitudes and stimulations', amounts to looking at the social 'competences', which he has already listed, from a different viewpoint — that of individual psychology. Nadel's analysis is well borne out here by the evidence assembled by the psychologist Michael Argyle and drawn mainly from British and American studies.²⁰ Many of these studies show that those who undergo a definite religious experience of conversion do so mostly in adolescence. Equally, however, adolescence in western countries is the age at which religious doubts grow, and church attendance — encouraged by the institutionalized religious teaching which children receive in school — tends to fall off. This apparent paradox is resolved if we view adolescence as a time of decision — a period in the individual's life when a definite standpoint is taken up, either of faith or doubt, which is more often than not maintained throughout life. Religious activity (whether church attendance or the saying of private prayers) declines steadily with age into young adulthood, but recovers after the age of 30. American studies in particular show that certainty of an after-life increases sharply in old age. More women than men go to church, say private prayers, and avow belief in God — commonly about twenty-five per cent more. Finally, some American studies show a consistently negative relation between intelligence and faith.

Such evidence fits in well with the view which we arrived at earlier, of religion as the institution which enables men to allay the anxieties natural at the crises of life such as adolescence (with all the phenomena of sex, love, and choice of marriage partner) and old age (with the regular toll of death among one's friends, and one's own approaching end). The greater religious activity of women can perhaps be related to their particular anxieties about childbirth and the rearing of children, and their greater concern with what Parsons calls the 'expressive' side of family life.²¹ In the light of evidence such as this it perhaps seems reasonable to postulate, arising from the anxiety which is distinctive to man, a *need for ritual*, especially at the crises of life — ritual which is derived from, and intelligible in the light of, belief or faith. This need is presumably common to all men, but possibly it is experienced more strongly by those who are less likely to be satisfied by a rational or naturalistic view of the hazards of life. Hence, perhaps, the significance of the American finding of a negative relation between intelligence and faith.

1. Forms Of Religious Organization

It would follow from this analysis that any religion which is a viable social institution affords a framework of regular and occasional rituals within which people's needs for ritual can find fulfillment. Any institutionalized religion, that is, must prescribe definite things to be done both regularly (for example, every day, every seventh day, at the seasons of the agricultural year) and on particular occasions (birth, marriage, death, sickness, disaster, or rejoicing) which are related to the lives and needs of the people.

At this point we must draw a broad distinction between ethnic or folk religion on the one hand and the great world religions on the other. It is characteristic of ethnic or folk religions that their relation to the way of life — the culture, the economy, and hence the prevailing anxieties — of the people is relatively simple and direct. Sometimes it seems as if one could almost predict the religion from the rest of the culture; for example, among many African peoples, anxiety about a fickle but crucial rainfall leads to religious systems like the rain-dance of the Lango²² or the rain-quern of the Lovedu.²³ Further, folk religions are associated with particular tribes or groups, all of whom share in the main rituals; and mark off those groups from others. In Parsons' terms they are particularistic.

By contrast, the great world religions are universalistic. Beginning as 'revealed' or 'prophetic' (i.e. charismatic) movements, their membership extends across the boundaries of particular groups, cultures, languages, or nations. Muslims of northern Nigeria, for example, share their Islamic beliefs with Muslims in Buganda, with Arabs, with people in Pakistan, Indonesia, and in many other parts of the world. People of widely different languages, cultures, and standards of living all congregate in Mecca and Medina. The appeal is to all believers, and ultimately to all men since all men can become believers if they choose. It follows that a world religion cannot be so directly or simply related to any particular culture as a folk religion; on the contrary, the world religions have a certain independence of time, place, or particular circumstance. This is associated with the fact that, whereas most folk-religions are essentially traditional in the strict sense of being handed on by word of mouth from one generation to the next, the world religions are associated with writing. Religions of the book, they have scriptures, commentaries, exegesis, which accumulate over the centuries, in a body of theological knowledge which exceeds the capacity of any one believer to know. Hence accordingly the world religions tend (though not all to the same extent) to have a specialized body of priestly scholars whose function is to know the scriptures and expound them to the ordinary laity.

From this point of view, Christianity, Islam and Buddhism are clearly to be included among the world religions, while at the other extreme come the pagan folk religions. In between we can perhaps put such religions as Hinduism and Judaism; they have many of the attributes of the world religions —books, theology, a high intellectual level, a specialized class of priestly scholars —but they remain also the traditional religion of particular peoples rather than having originated as charismatic - movements; and they embody a whole way of life rather than a set of definite beliefs to which a person can assent or be converted.

Where a system of belief and practice unites a whole community, it is normal in sociology to use the term church. This usage follows Durkheim who defined religion as a system of beliefs and practices which unite into one single moral community called a church, all those who adhere to them'. Following Weber, it has become accepted sociological usage to distinguish a church from a sect, by which is commonly meant a dissident minority group, often with charismatic leadership, as we saw in chapter 7. A simple distinction between these two forms of religious organization, however, seems inadequate, and we need other categories.

First, as we have seen, the pure or charismatic phase of a religious (or for that matter political) movement is an unstable phenomenon. Such movements tend to settle down and become routinized, and to be accepted as a more or less stable part of the local social structure. Instead of a two-fold distinction between sect and church, therefore, we need to recognize a third intermediate category, that of the denomination. Such a three-fold distinction is now generally accepted in the sociology of religion, and has been elegantly set out by David Martin.²⁴ Where a church recruits its members by birth, and a sect primarily by conversion, a denomination does so in both ways. Family tradition usually plays an important part, but many denominations require their young members to reaffirm their faith by means of an act of positive choice. Generally speaking, a church is largely identified with the local political order. As an example we may contrast the attitudes of different Christian bodies to war. Since a church ministers to all members of a community, including soldiers, it can hardly reject war absolutely, though it may qualify its acceptance of the necessity of war in certain circumstances by defining just war doctrines. A sect usually unites a small minority who are persecuted or at least dispossessed by the wider society, and are at odds with the local political system. Many sects accordingly reject secular wars outright and try to dissuade their young male members from joining the army, urging them to refuse compulsory military service. Denominations characteristically take up a

middle position on this issue. They do not withdraw their ministrations from those of their members who join the army, but they may well stand up for the rights of those who as a matter of conscience refuse to fight. Again, a church generally upholds the laws of the state and the authority of those whose duty it is to enforce them. Denominations generally accept the necessity of state. Laws and enjoin their members to obey them so long as conscience and morality are not outraged. In the political arena they accordingly act as pressure groups urging the reform of the law or campaigning against administrative practices-which they find objectionable. Though not in general hostile to the state, they emphasize their independence from it and their right to criticize its actions. Sects tend to reject the laws and institutions of the state altogether, and are often found in direct conflict with it, for example by refusing to pay taxes or by defying health regulations. In matters of doctrine, a church usually stresses the essential and central nature of the sacraments. Many sects reject the sacraments outright. Denominations tend to find a place for the sacraments, but to regard them as secondary to more important aspects of the religious life such as preaching and fellowship. Finally, for a church the world and its place in it have been validated by events which took place in the past — for example, among Christian churches, the incarnation of God in human form. Characteristically a sect looks to some dramatic event in the future — a Second Coming or Day of Judgment, when the existing social order will be overturned. For a denomination, the important events are those which take place in the present, such as the repeated conversion of sinners and the fellowship of believers.

Conclusion

The term denomination, then, is applied to groups which were originally sects and have settled down and become rather church-like, though their members form only a minority of the community. It also enables us to deal with a situation like that in the United States, where there is no one established form of religion but where a number of religious organizations are regarded as more or less equally acceptable alternatives, and all form more or less stable parts of the social structure. To be nothing — agnostic, atheist— is associated with being Socialist or Communist, and is accordingly disapproved as potentially un-American. As Morris Cohen has put it, 'The number of our outspoken atheists is negligible and even to call oneself a free-thinker is considered "bad form".'²⁵ To belong to any of the accepted denominations is better than nothing, though they are not quite exact equivalents for one another.

They differ in social status, some Protestant denominations being respected more than others, and more than Catholics and Jews.

References

L. A. Coser, *The functions of social conflict* (1956).

Max Weber, *The theory of social and economic organisation* (translated from the German by A. R. Henderson and T. Parsons, Edinburgh, William Hodge and Co., 1947).

No section has been included on social control in traditional African societies, since there are two books which deal with this subject systematically:

M. Fortes and E. E. Evans-Pritchard, *African political systems* (Oxford University Press, 1940). L. P. Mair, *Primitive government* (London, Penguin, 1962).

On this subject also, a subtle and perceptive approach is that of M. Gluckman, *Custom and conflict in Africa* (Oxford, Blackwell, 1959).

On military organization, a highly original and suggestive though very technical book is S. Andrzejewski (or Andreski), *Military organization and society* (London, Routledge, 1954).

The trend towards military rule in many modern states is analysed in S. E. Finer, *The man on horseback* (London, Pall Mall Press, 1962).

ESSENCE OF VOCATIONAL TRAINING FOR TECHNICAL COLLEGE STUDENTS' PERFORMANCE IN AUTO-MECHANICS IN OGUN STATE, NIGERIA'S NATIONAL TECHNICAL CERTIFICATE EXAMINATION

LEMO, O. O.

Tai Solarin University Of Education, Ijagun, (Nigeria)
rossandlemo@yahoo.co.uk.

&

Oyenuga, A. O.

Tai Solarin University Of Education, Ijagun, (Nigeria)
tajeam@yahoo.com,

Abstract

The study researched on the vocational training necessary for technical college students' performance in auto-mechanics in National Technical Certificate Examination in Ogun State, Nigeria. Two purposes, research questions and hypotheses were formulated for the study. The study covered all the five technical colleges in Ogun State, Nigeria. The population for this study was 115 respondents, which was made up of 20 students and three auto-mechanics teachers in each technical college in the State. The instrument used for data collection was a structured questionnaire of four-point scale which is a modification of five-point Likert scale. Mean, standard deviation and t-test were used to analyze the data collected. The t-test statistics was determined at 0.05 level of significance. The responses of the opinions of auto mechanics students and teachers on the vocational training activities and the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination were not significant. The study recommended that adequate training and facilities for practical work should be provided by the government.

Keywords: *Vocational Training, Technical College Students', Performance, Auto-Mechanics and National Technical Certificate Examination*

Introduction

The importance of technical and vocational education in the development of a nation cannot be over emphasized. In Nigeria, auto-mechanics is one of the technical and vocational education programme that can be utilized to bring desirable development in the country's economy. The promotion of auto-mechanics would enable its outputs to be more useful and productive in the world of work and be able to contribute their quota for sustainable development in Nigeria.

Auto-mechanics, one of the vocational subjects in the technical college, is geared towards the production of craftsmen who have skills, attitude, and knowledge to meet the demand and development in the automobile industry (Osho, 2007). These craftsmen are expected to test, diagnose fault, service and

repair modern automobiles (Oyenuga, 2010). The improvement and development of auto-mechanics technology necessitates effective vocational training. If vocational training is effective, students will likely show more interest in auto-mechanics.

Effective vocational training of auto-mechanics students may foster the students' enhanced academic performance in the technical colleges. Jimoh (2010) observed that students' achievement connotes performance in school subjects as symbolized by a score on an achievement test. Osho (2007) contended that students' performance is dependent of several factors among which are learning environment, instructional facilities and vocational training for students. A demanding vocational training would challenge students to work at higher intellectual level.

Vocational training, according to Tsang (2000) is any type of job-related learning that raises an individual's productivity. In the views of Oliver, Kersten, Vinkka-Puhakka, Alpasan, Bearn, Cema, Delap, Dummer, Goulet, Gugushe, Jeniati, Jerolimov, Kotsanos, Krifka, Levy, Neway, Ogawa, Saag, Sidlauskas, Skaleric, Vervoorn, and White (2008), vocational training includes learning that takes place in formal, vocational and technical schools, in training centers or institutes and in work place, both on and off -the-job (Oliver et al , 2008). However, vocational training is a training that may make an individual to be self-reliant and become an employer of labour.

The objective of vocational training, according to Oplatka (2004) is to teach new skills or to upgrade existing skills in order to raise the trainee's capacity to handle the specific job being trained for. According to Chunghwa (2000), technical and vocational training systems that respond to the needs of the society, industry and individuals are a critical prerequisite to a country's economy. Therefore, such training must be accompanied with appropriate facilities. For effective training of auto-mechanics at the technical college, training facilities is not negotiable. Where there are training facilities to work with, it may influence concrete hand on experience as this will corroborate the Chinese Dutum that say "what I do I understand". According to Mkpa (2001), at all levels of the nation's educational system and for all known and existing school types, instructional resources or teaching and learning materials are an indispensable factor in the attainment of goals. However, training with appropriate facilities may help technical college students to be equipped with necessary skill that would be useful to them in the world of work.

1. Statement of the Problem

Auto-mechanics in the technical colleges is still bedeviled by a torrent of problems ranging from improper management of human and material resources, ineffective vocational training and lack of appropriate instructional materials/facilities, to facilitate learning. The above is an indication that students of auto-mechanics in the technical colleges in Nigeria need to be equipped with adequate training so that they would be able to cope with the work challenges in the world of work after graduation. Also, the Federal Ministry of Education (2014) in her report on technical colleges, revealed that not many students in technical colleges are interested in vocational education (auto-mechanics inclusive) because of the way/approach the teachers use or adopt in their teaching.

The ineffective of vocational training and inadequacy of facilities in Nigerian technical colleges is a thing of concern and one of the greatest obstacles to the expansion of auto-mechanics education. According to Puyate (2002), the present state of vocational education facilities is very poor. There is no planned means of maintenance of the already broken down equipment or means of purchasing new ones, there is little or no concern on the part of government, teachers and students for the improvement of the present state of facilities.

With the above, there is the need to determine the vocational training activities and facilities that will facilitate good performance of auto-mechanics students in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria.

1.1. Purpose of the study

This study investigated the training necessary for improving technical college students' performance in auto-mechanics at the National Technical Certificate Examination. Specifically, the study will:

- (1) determine the vocational training activities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State;
- (2) determine the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State.

1.2. Research Questions

- (1) What are the vocational training activities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria?

- (2) What are the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria?

1.3 Hypotheses

The following hypotheses were formulated and tested at 0.05 levels of significance:

- (1) There is no significant difference in the responses of auto-mechanics students and teachers on the vocational training activities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria.
- (2) There is no significant difference in the responses of auto-mechanics students and teachers on the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria.

2. Methodology

This study made use of a survey design. The design was considered suitable since this study solicited information from teachers and students on the training that will improve students' performance in auto-mechanics in the National Technical Certificate examination. The area of this study was Ogun-State, Nigeria.

The study covered all the five technical colleges in the state. The population for the study was all the vocational students in the five technical colleges. 115 respondents were randomly selected and this was made up of 20 students and three auto-mechanics teachers in each of the technical college in the state.

The instrument used for data collection was a structured questionnaire of four-point scale of Strongly Agree (SA) – 4; Agree (A) – 3; Disagree (D) – 2 and Strongly Disagree (SD) - 1. It is a modification of the five-point Likert scale. The questionnaire was on appropriate training activities with 7 items and also on appropriate training facilities with 11 items. The questionnaire was subjected to face validation by three (3) experts in the field of study. Based on their corrections and suggestions, amendments were made on the instrument before a final copy was produced and used for the study.

The reliability of the instrument was established using the Cronbach's Alpha. A trial test of the instrument was carried out once in Lagos-State with 10 auto-mechanics teachers and 20 Year 3 auto-mechanics students. The reliability coefficient was 0.81.

Copies of the questionnaire were administered to the respondents with the help of 5 research assistants. One research assistant covered each technical college. The research assistants collected the completed copies immediately after filling.

All the 115 copies of the questionnaire were returned; that is, one hundred percent return was recorded. The data collected from the respondents were analyzed using mean, standard deviation and t-test statistics. The mean and standard deviation was used to answer the research questions while t-test statistics was used to test the two null hypotheses at 0.05 level of significance.

Any item with a mean rating of 2.50 and above was regarded as agreed while any item with a mean rating less than 2.50 was regarded as disagreed. Hypothesis whose calculated t-value was greater than table value was rejected while hypothesis whose calculated t-value was less than the table value was accepted or upheld at 0.05 level of significance and relevant degrees of freedom.

3. RESULTS

Research Question 1

What are the vocational training activities that will improve auto-mechanics students’ performance in National Technical Certificate Examination in Ogun State, Nigeria?

Table 1: Mean responses of technical college auto-mechanics students in Ogun-State on the vocational training activities that will improve auto-mechanics students’ performance in National Technical Certificate examination.

S/N	Appropriate Training Activity	STUDENTS N = 100		TEACHERS N = 15	
		\bar{X}	S.D	\bar{X}	S.D
1.	Identification of on-board diagnostic port in vehicles.	3.40	0.57	3.33	0.62
2.	Interpreting ignition diagnostic trouble code.	3.45	0.56	3.27	0.59
3.	Carrying out throttle cable inspection and adjustment.	3.34	0.49	3.13	0.64
4.	Checking crank sensor using diagnostic tool.	3.45	0.50	3.27	0.76
5.	Performing magnetic sensor testing.	3.24	0.68	3.33	0.46

6.	Checking supply voltage and signals with multi-meter and oscilloscope.	3.22	0.46	3.47	0.51
7.	Conducting engine performance test using engine analyzer.	3.51	0.50	3.53	0.52
	Weighted Average Mean	3.37	0.54	3.33	0.59

The result presented in Table 1 showed that the mean responses of the groups on all the items are above the cut-off point of 3.00 mean. This revealed that the respondents agreed that all the seven items of the vocational training activities will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination.

The respondents (students and teachers) most agreed mean (\bar{X}) are 3.51 and 3.53 with a standard deviation (SD) of 0.50 and 0.52 respectively. This shows that both the students and the teachers need to be able to conduct engine performance test using engine analyzer. The respondents (student and teachers) least agreed mean (\bar{X}) are 3.22 and 3.13 with a standard deviation (SD) of 0.46 and 0.64 respectively. This is on the need of training on carrying out throttle cable inspection and adjustment.

Research Question 2

What are the appropriate vocational training facilities that will improve auto mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun State, Nigeria?

Table 2: Mean responses of auto-mechanics teachers and students on the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate examination

S/N	Appropriate Training Facilities	STUDENTS N = 100		TEACHERS N = 15	
		\bar{X}	S.D	\bar{X}	S.D
8.	Automobile digital multi-meter.	3.42	0.54	3.13	0.83
9.	On-board diagnostic equipment.	3.31	0.54	2.93	0.88
10.	Engine analyzer.	3.42	0.52	3.00	0.53
11.	Magnetic Sensor tester.	3.37	0.61	3.20	0.77
12.	Vehicle communication kit	3.43	0.56	3.47	0.51
13.	Oscilloscope.	3.19	0.72	3.20	0.68

14.	Scan tool.	3.30	0.67	3.07	0.79
15.	Students to take their practical projects home to their parents.	3.06	0.85	2.93	0.88
16.	Calibration machine	3.07	0.91	3.40	0.51
17.	Handheld machine	3.04	0.87	3.20	0.68
18.	Adaptor	3.43	0.54	3.53	0.52
	Weighted Average Mean	3.28	0.54	3.19	0.69

The results presented in Table 2 showed the means and standard deviations of the respondents. The result indicated that all the eleven items of the factor on training facilities were agreed by the respondents since they obtained means greater than 3.00.

The respondents (students and teachers) most agreed mean (\bar{X}) are 3.43 and 3.53 with a standard deviation (SD) of 0.54 and 0.52 respectively. This is an indication that the students need adaptor as one of the most appropriate training facility. The respondents (student and teachers) least agreed mean (\bar{X}) are 3.04 and 2.93 with a standard deviation (SD) of 0.88 and 0.87 respectively. This reveals that the students least agreed is the need to handle machine while the teachers least agreed is on-board diagnostic equipment and students taking their practical projects home to their parents.

Hypothesis 1

There is no significant difference in the mean responses of auto mechanics students and teachers on the vocational training activities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria.

Table 3: Test of significance on the mean responses of auto-mechanics students and teachers on vocational training activities

Variables	N	\bar{X}	SD	t_c	t_v	Df	Significance level
Students	100	3.37	0.54	0.089	1.98	113	0.05
Teachers	15	3.33	0.59				

Table 3 above signified that the calculated t (t_c) with a value of 0.089 is less than the table value (t_v) of 1.98. This is an indication that there is no significant difference in the mean responses of auto mechanics students and teachers on the vocational training activities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State. Therefore, hypothesis 1 was accepted.

Hypothesis 2

There is no significant difference in the mean responses of auto mechanics students and teachers on the appropriate vocational training facilities that will improve auto-mechanics students' performance in National Technical Certificate Examination in Ogun-State, Nigeria.

Table 4: Test of significance on the mean responses of auto-mechanics students and teachers in appropriate vocational training facilities

Variables	N	\bar{X}	SD	t_c	t_v	Df	Significance level
Students	100	3.28	0.68	0.285	1.98	113	0.05
Teachers	15	3.19	0.69				

Table 4 above revealed that the t-calculated (t_c) value of 0.0285 is less than the table value (t_v) of 1.98. This is an indication that there is no significant difference in the mean responses of auto mechanics students and teachers on the appropriate vocational training facilities that will improve students' performance in auto mechanics for national development at the National Technical Certificate Examination in Ogun-State. With this, hypothesis 2 was accepted.

4. Discussion of Findings

The result in table 1 revealed that students and teachers agreed on all the 7 items in the table. This is a pointer that when there is appropriate training activities, the technical college students are likely to perform better in auto-mechanics and will be able to cope with the industry after graduation. Hypothesis 1 when analyzed did not reveal significant difference in the responses of students and teachers on appropriate training activities. The result is in line with Eichhorst (2012) that vocational education and training at the secondary level can ease the transition from school to work while supplying employers with trained workers.

Table 2 indicated that the students and teachers agreed on all the appropriate training facilities highlighted in the table. This result indicated that where there are appropriate training facilities for students to work with, the issue of half-baked auto-mechanics students would be a thing of the past in the technical colleges in Ogun State. Hypothesis 2 when analysed did not reveal significant difference in the responses of students and teachers on

appropriate training facilities in auto-mechanics toward improving students' performance in National Technical Certificate examination. The result corroborates Bulama (2001) that instructional facilities for vocational and technical education encompass all basic hand tools, equipment, machines, instruments among others which help the learners to learn properly.

Conclusion and Recommendations

Vocational training and facilities are twin sockets that can never be separated in order not to produce half-baked technical college auto-mechanics students for the industry. Therefore, adequate training and appropriate facilities and training staff should be made available in the technical colleges in Ogun State.

References

- Bulama, K. H. (2001). An evaluation of educational facilities in technical colleges in North Eastern Nigeria. An unpublished Ph.D thesis Department of Vocational Teachers Education, University of Nigeria Nsukka.
- Chunghwa, W. B. (2000). Technology Education and World Development: Challenges and Opportunities for Education in Africa. *The Journal of Educational Administration* 16, 40-46.
- Eichhorst, W (2012). *Does vocational training help young people find a (good) job?* IZA World of Labor wol.iza.org
- Federal Republic of Nigeria (2014). National Policy on Education (Revised). Lagos: Federal Ministry of Information Printing Division.
- Jimoh, J. A. (2010). Comparative Effects of Two and Three Dimensional Techniques of AutoCad on Spatial Ability, Interest and Achievement of National Diploma Students in Engineering Graphics. *Unpublished Ph.D Thesis*. University of Nigeria. Nsukka.
- Mkpa, A. M. (2001). *Optimization of Available Teaching and Learning Materials/Facilities*. In O. Nnoli and I. Sulaiman (Eds). *Reassessing the Future of Education in Nigeria*. Abuja: ETF Publication
- Ojera, D. A., Simatwa, E. M. W. and Ayodo, T. M. O. (2012). Perception of Students and Staff on Determinants of Performance in Science Laboratory Technology in Institutes of Technology in Southern Nyanza Region, Kenya. *International Journal of Academic Research in Progressive Education and Development*. 1 (4).
- Oliver, R, H. Kersten, H., Vinkka-Puhakka, G., Alpasan, D., Bearn, I., Cema, E., Delap, P., Dummer, J. P., Goulet, T., Gugushe, E., Jeniati, V., Jerolimov, N., Kotsanos, S., Krifka, G., Levy, M., Neway, T., Ogawa, M., Saag, A.,

- Sidlauskas, U., Skaleric, M., Vervoorn, Y. and White, D. (2008). Curriculum structure: principles and strategy, S 2.1, Journal compilation, Blackwell Munksgaard and The American Dental Education Association, European. *Journal of Dental Education*. (Suppl. 1), 74-84.
- Oplatka, I. (2004). Principalship in developing countries; Context, characteristics and reality. *Journal of Comparative Education*. 40 (3). 423-456.
- Osho, S. O. (2007). The future of Auto-mechanics work Students in Nigerian Technical Colleges. A paper presented at a Seminar organized by the Department of Technical Education, Tai Solarin University of Education, Ijagun, on 28th April.
- Oyenuga, A.O. (2010). Effect of models on interest and academic achievement of technical college auto-mechanics students in Lagos State. Unpublished Ph.D. Department of Vocational Teacher Education, University of Nigeria, Nsukka.
- Puyate, S. T. (2002). Survey of Vocational Education Facilities in Government Technical Colleges in Rivers State. *Journal of Nigerian Association of Teachers of Technology (JONATT)*. 4 (1), 175 – 181.
- Tsang , M. C. (2000). "Cost analysis and educational policy making; A review of cost studies in Education in developing countries. *Review of Educational Research*. 58, 181-183.
- Teaching Service Commission (2007). *Post Primary Planning, Research, Information and Statistics*. Lagos: NERDC
- WAEC (2007). *Nigeria Statistics of Entries for Senior Secondary School Certificate Examination*. Lagos: WAEC Printers.

THE EFFECT OF INSTRUCTIONAL SUPERVISION IN QUALITY ASSURANCE ON THE ADMINISTRATION OF SECONDARY SCHOOL EDUCATION IN NIGERIA

ODUMADE, Akorede Serifat

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)
akoredeodumade@yahoo.com

&

OLOWOYE, Adebisi Olufemi

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)
bolowoye@yahoo.com

&

ALAKE, Moses Ajibola

mosesajibola791@gmail.com

Abstract

The study investigated the effect of instructional supervision in quality assurance on public secondary schools administration in Ijebu-ode local government area of Ogun state. A total of 88 teachers, 50 heads of department, 7 vice principals and 5 principals, were randomly selected. A descriptive research design was adopted for the study. The internal consistency of the instruments was established through test-retest method which produced a coefficient of 0.72. One hypothesis was generated and tested at 0.05 level of significance. The data collected were analyzed using Pearson's Product Moment correlation. The study revealed that there was significant relationship between instructional supervision and quality assurance. The study also showed that principals and inspectors were alert to the possibilities for improvement of instruction, possess the ability to work and actively engage in discharging their duties in terms of monitoring and evaluating. Based on the findings, it was recommended that principals and inspectors should be given more orientation to guide them the more in their positions as instructional supervisors. They should be refreshed through working in conjunction with neighbouring schools. Workshops, seminars, and in-service training should be made available to them. Inspectors from the ministry of education should be equipped to make reports available and follow up to see that weaknesses identified in schools are corrected.

Keywords: *Instructional Supervision, Quality Assurance, Administration, Secondary School, Education*

Introduction

The introduction of Western education in Nigeria started with establishment of the first primary school by the missionaries at Badagry, Nigeria in 1842. Hence, the approaches to supervision were also practiced in the field of education in Nigeria initially; the missionaries were supervising their own schools using the administration supervision approach prevalent at the time, a situation where the catechist were also teachers and the laymen in the church served as supervisors or inspectors. It was with the appointment of

Red Metcalf Sumter as War Majesty's Inspector of Schools of the West African Settlement in 1882 that government started to demonstrate commitment to educational standards and school inspection. The appointment of Henry Carr in 1889 as the first indigenous inspector of schools for Lagos Colony further confirmed governments concern for the quality of education in Nigeria. During the first quarter of the twentieth century, inspectorate service got an unprecedented boost with the appointment of a Director of education and three zonal inspectors of schools in order to improve the effectiveness and efficiency of school inspection through expansion and restructuring of the inspectorate service (Glickman, Gordon, & Ross, 2008). This development was no doubt influenced by prevailing scientific management approach to supervision. The regionalization of education by the Macpherson constitution gave rise to the establishment of Western Region (Okeke 2011).

Inspectorate service was able to expand its scopes of activities and make considerable impact on the educational standards of the region, also the establishment of the Federal Inspectorate Service in 1973, the federal ministry of education made significant impact on the quality of instruction in schools. throughout the period that the independence lasted, supervision faced the greatest challenge with the takeover of all educational Institutions in the country by the federal government in 1975, since the government now became the accuser and the judge in its own case. This challenge was confounded by government's unprecedented expansion of enrolments without a corresponding increase in the facilities all over the country, Ajayi (2008).

Consequently, supervision of instruction became weak and ineffective and gradually degenerated to its present state of paralysis. This notwithstanding, the modern supervisor in Nigeria is regarded as a professional colleague a democrat, a humanist, a facilitator, a friend and a counselor. The National Policy on Education (2013) makes it clear that one of the cardinal objectives of administration in education is to ensure quality assurance through regular and continuous supervision of instruction and other educational services. The concept of supervision has been given different meaning at different times in history in response to a wide variety of forces, with impact on the educational system. However the structure of a school to a very large extent, determines the main features of supervision change so also do the principle of supervision (Archibong, 2013).

The concept, supervision is often referred to as instructional supervision in order to reflect the content in which the supervision is undertaken very often too, supervision is used interchangeably with inspection or school inspection yet some literature makes certain distinction between inspection

and supervision. Inspection belongs to the British tradition while supervision originated from the America tradition, inspection activities focused on school administration and finding out what was not done right by the teachers? On the other hand, supervision in America tradition was land of help or a assistance to a professional colleague, the teacher in the process of teaching Pansiri (2014)

Over the years, however, the two terms reached a meeting point in their operational depictions and application. Yet, one can still see traces of the original differences between the two terms. Inspection can be define as a process involving regular visits to school to check that everything is satisfactory and that roles are being obeyed by the principal , whereas the emphasis of inspection was defined as a process, facilitated by a supervisor, through which the teachers help each other, counsel each other, plan with each other and talk with each other about how to improve the teaching learning situation in the school supervision is an assistance or hand of help given to a professional colleague, the teacher in the process of teaching , it is synonymous to inspection.

The evolution was influenced by certain forces and changes, which include security and technology, knowledge explosion, population explosion, demands for educational reform and some others. However, the meaning of supervision differs from one person to another person. Hence, to a teacher or a subordinate who is being supervised, supervision may mean a challenge to his personality, to another teacher, supervision may mean an avenue for personal recognition to a principal, it may mean an inquisition. Supervision takes place in educational organization which is a social system with a number of interacting sub systems. Theses sub system are the teaching sub system the school management sub system, the instructional supervision sub system, the counseling sub system, and the co-curriculum sub system.

Supervision is a professional, continuous and cooperative exercise that covers all aspects of the life of a school. Hence, the instructional supervision sub system of the school influences other sub system. The main purpose of influencing the other sub systems is to ensure that there is improvement in the learning situation and the quality of learning in the school. But beyond these formal sub system is the informal support sub system, which provides a great deal of assistance to the formal. Supervisory system in various ways for example, teachers help each other, students also help each other, teacher help students, and students help teachers.

They exchange suggestion, or discuss ideas, experiences, resources materials e.t.c. However, supervision is carried out by persons designated to

do so. Supervision does not mean an inquisition of fault finding, rather supervision means guidance, assistance, sharing of ideas to all those involved in the process of teaching and learning. It is also the facilitate creation and continuous improvement of a conducive learning and teaching environment Babalola & -+Ayeni (2009).

The supervision is curriculum development, it is communication, it is leadership and it is about helping the teacher and the learner to realize their full potentials in their respective careers. Aguba (2012) opined that the nation is finding ways of improving supervision of schools in the wake of assumed falling standard of learning, increased school enrolment, and increased recruitment of unqualified teachers. He emphasized the importance of supervised instruction in schools as correlate of students "positive" academic performance. Adesina (2009) was of the opinion that schools have not been regularly visited by supervisors of the Ministry of Education and when supervision is done, it is far from being thorough. Supervision reports are hardly made available and there are no follow-up that would ensure that the weaknesses identified have been corrected, knowing that the principals of schools and supervisors from the Ministry of Education are meant to be instructional leaders, it therefore becomes imperative to conduct a comparative study on instructional supervisory roles of these two key instructional leaders and see if there is any relationship between their supervisory roles of these two key instructional leaders and see if there is any relationship between their supervisory roles.

Secondary education is the education children received after primary education and before the tertiary stage within the age range of 12 to 18 years. The broad goal is to prepare the individual for useful living within the society and higher education under the context of the 6-3-3-4 system of education (Federal Republic of Nigeria) 2004. To be able to effectively provide education, there is need to ensure that the educational system is reliable. Reliability in terms of educational system can only be enhanced through supervision According to Nwakwo (2004) as cited by Peretomade (2006) supervision can be divided into two categories.. they are instructional and personnel supervision. Instructional supervision has been defined as a set of activities which are carried out with the purpose of making the teaching and learning purpose better for the learner personnel supervision on the other hand deals with the set of activities which are carried out by the supervisor with the basic aim of sensitizing, mobilizing and motivating staff in the school towards performing their duties optimally interms of the achievement of the stated aims and objectives of the educational system.

According to Akinwumiju and Agabi(2013) instructional supervision is defined as a collaborative effort involving a set of activities designed to improve the teaching and learning process. The purpose of supervision is not to find faulty or to punish, but rather to work cooperatively with the teacher, supervision as the element of the administrative process is concerned with efforts to guide the day to day activities of the work group by stimulating, directing and coordinating the workers and their efforts, cultivating good working personnel relationship so that they all work towards a more efficient achievement of the task goal.

Quality assurance is the programme of activities that are performed by an organization for the purpose of making the quality of its product or service meets the prescribed standard. The desired quality is achieved by anticipation and avoidance of faults or mistakes which enables the top management in the organization to be focused in work scheduling, the process documenting and reviewing the operational strategies and communicating decisions to all concerned for the attainment of set goals, Robinson (1994) cited in Ayeni & Ibukun (2013). Veukaiau (1995) cited in Ayeni & Ibukun (2013) see quality assurance as a management principle that ensures equitable treatment in the planning, controlling and implementation of all the functions and activities of an organization for the purpose of achieving the goals set. Harvey, (1999) cited in Ayeni & Ibukun (2013) defined quality assurance as the process of providing the required resource inputs, ensuring effective control and improving the process for the purpose of raising the quality of output to meet the prescribed standard and fulfill public accountability. This thought underscore the issue of raising the “product value” and learners’ potential development through effective transformational process (teaching and learning) and effective supervision and management in the school system. Raouf (2008) cited in Ayeni & Ibukun (2013) opined that quality assurance in education is the continual improvement in the methods of implementing the various aspects of educational programs and activities in an institution of learning to meet the desires of the stakeholders in education.

1. Statement of the Problem

Instructional supervision in schools is a complicated and complex task for school based supervisors. Some teachers view instructional supervision as subjective and also question the criteria used. Instructional supervision is poorly conceptualized and often under developed. The problem that led to this study is poor perception of instructional supervision by teachers and variation in supervising knowledge by some supervisors. In Nigeria

secondary schools, empirical data to guide supervisors can still be improved. It is therefore, considered essential to gain a clear picture of the problem associated with instructional supervision in schools and work out possible solutions to improve this task.

The problem of the study arose from the background information that the field of supervised instruction has been duly neglected for one reason or another in the midst of modern secondary schools. Instructional supervision is crucial to the success of any educational programme. It is an exercise that brings about adequate utilization of the full potentials of the teachers and improvement of schools academic performance in the educational system. However, there appears to be little or no regular instructional supervision in most secondary school. This research gives insight into the importance of instructional supervision as a form of measuring teachers' competency and improving on it, and as such it intends to address the following issues;

- Irregularity of supervisors from the state education board and zonal education board to secondary schools in Ijebu ode local government area;
- Poor in-debt supervision of curriculum and content delivered to the students;
- Inadequate resources to carry out good intend and external supervision of instruction.

1.1 Purpose of the Study

The purpose of this study is to investigate the effect of instructional supervision on quality assurance in Ijebu ode local government area specifically, the study intends to;

- Determine the need for instructional supervision in schools;
- Determine how often and regular instructional supervision is carried out in schools by external supervisors from the ministry of education;
- Ascertain how trained the principals, vice principals and Heads of department are, as internal instructional supervisors;
- Determine the level of facilities available to the schools to implement curriculum content;
- Find out the challenges facing the implementation of instructional supervision in Ijebu-Ode public secondary schools.

1.2 Research Questions

The research questions of this study seeks to proffer answers to include the following

- i. How successful is the implementation of instructional supervision in secondary schools in Ijebu ode local government area?
- ii. How regular is instructional supervision carried out in Ijebu-Ode public schools by external supervisors from the ministry of education?
- iii. How effective is the training of principals, vice principals and Heads of departments as internal instructional supervisors?

1.3 Hypothesis

Ho: Instructional supervision has no significant relationship with quality assurance.

2. Methodology

Descriptive survey research design was adopted to carry out this study and it involves administering of questionnaires to the respondents and receiving them on completion. The target population for the research study is public secondary school teachers in Ijebu ode, the total population of this study is teachers from 25 public secondary schools in Ijebu ode local government area. The sample of this study is 20% of the total population which are all teachers from 5 public secondary schools in the local government area of Ogun State.

An instrument known as Instructional Supervision Assessment Questionnaire (ISAQ) was used for data collection. The questionnaire were administered to collect data from teachers in 5 public secondary schools in Ijebu-Ode local government area. The questionnaire was made up mainly likert-type scale of four viz: Strongly agree, Agree, Disagree and strongly disagree. The first part of the questionnaire was designed to gather information on respondents' demographics. The second part focused on the level of agreement responds had regarding their perspective on instructional supervision. The test – retest methods were adopted which involves testing the same set of respondents twice using the same instrument that is test – retest reliability coefficient of .72.

3. Results

Ho: Instructional Supervision has no significant relationship with quality assurance.

Correlation analysis of instructional supervision and quality assurance

Variable	Number	Mean	StdDev	R	Sig	Decision
Instructional Supervision	150	3.75	1.07	0.12	0.05	Significant
Quality assurance		5.09	2.05	0.53		

From table 1 above, Pearson Product Moment Correlation (PPMC) result for the two variables was positively correlated with $r = (0.12, 0523)$. The null hypothesis is therefore rejected while the alternative hypothesis is accepted. It is therefore concluded that instructional supervision has significant relationship with quality assurance. This result implies that classroom visitation and observation is an effective strategy for the implementation of instructional supervision. Lack of motivation and provision of allowances by the government may reduce the rate of school instructional supervision by supervisors. The use of inexperienced teachers as supervisors does not promote effective school instructional supervision.

4. Discussion

The result of the hypothesis showed that instructional supervision has significant relationship with quality assurance. This result implies that classroom visitation and observation is an effective strategy for the implementation of instructional supervision. The use of inexperienced teachers as supervisors does not promote effective school instructional supervision.

Lack of motivation and provision of allowances by the government may reduce the rate of school instructional supervision by supervisors. The use of inexperienced teachers as supervisors does not promote effective school instructional supervision. Incompetent supervisors are usually unable to assist teachers to improve in their teaching assignments. Teachers are usually less enthusiastic to instructional supervision when school facilities are lacking or inadequate. Adequate planning of supervision ensures regularity of supervisory activities. The result shows that instructional supervision has significant relationship with quality assurance. This result implies that

classroom visitation and observation is an effective strategy for the implementation of instructional supervision.

This result is consistent with the study of Rous (2010) in her study of public schools on teachers' perspective about instructional supervision and behaviour that influence pre-school instruction find out that instructional supervisors in the study who showed respect for staff, families, and children and demonstrated caring for children and teachers facilitated classroom instruction. The National Policy on education (2013) observed and made it clear that one of the cardinal objectives of administration in education is to ensure quality assurance through regular and continuous supervision of instruction and other educational services, the concept of supervision of instruction and other educational services.

Corroboration with the study of Aguba (2012) opined that the nation is finding ways of improving supervision of schools in the wake of assumed falling standard of learning, increased school enrolment, and increased recruitment of unqualified teachers. He emphasized the importance of supervised instruction in schools as correlate of students "positive" academic performance. Supervision is as assistance or help given to a professional colleague, the teacher in the process of teaching, it is synonymous to inspection. The study reveals that instructional supervision has significant influence on quality assurance.

Conclusion and Recommendation

A vivid look at the interpretation of the data gathered and analyzed obviously reveals that instructional supervision has significant influence on quality assurance. Conclusively, classroom visitation and observation is an effective strategy for the implementation of instructional supervision. Community with teachers is an effective strategy for the implementation of instructional supervision.

The quality assurance has they enhance the achievement of secondary school educational goals. Mentoring of new teachers by experienced teachers is a way of implementing instructional supervision. Lack of motivation and provision of allowances by the government may reduce the rate of school instructional supervision by supervisors. The use of inexperienced teachers as supervisors does not promote effective school instructional supervision.

Based on the findings of this study, the following recommendations are hereby put forward:

- Government should organize training programmes for teachers as well as school administrators with greater emphasis on the need for supervision of instruction in the school system;
- Necessary equipment and materials should be given to the instructional supervisors to enable them perform their function effectively.
- Instructional supervisors should engage in regular training to update their knowledge and skills and provide them with useful information that will keep them abreast of the current trends in the educational system,
- Necessary facilities and instructional materials should be supplied to all secondary schools in order to generate effective functional school system that would facilitate effective supervision exercise;
- Parents as well as community should be properly involved in the supervision of instruction in the school system. This would form a synergy in the system to achieve greater effectiveness.

References

- Adesina.S. (2009).Supervision of instruction. A developmental approach (2nded) University of Ibadan.
- Aguba, C. R. (2012). *Educational administration and management issues and perspectives*. Enugu: Tons and Tons, PDS Publishers.
- Ajayi, I.A &Ekundayo, H.T (2008).The deregulation of university education in Nigeria; implication for quality assurance. Retrieved April 16, 2016 from <http://www.nobleworld.biz/images/Ajayi/ekundayo>
- Akinwunmiya, J. A &Agabi, C. O. (2008). *Foundations of school management*. Port Harcourt; University of Port Harcourt Press
- Archibong, F. I. (2013). Quota admission system and quality output in the federal government colleges in Rivers State. Unpublished M.ed Thesis, University of Port Harcourt.
- Ayeni, A. J. and Ibukun, W. O. (2013). A conceptual model for school based management operation and quality assurance in Nigeria secondary school. *Journal of Education and Learning*.Publishedby Canadian Centre of Science & Education. 2(2) pp 105-116
- Babalola, J. B. &Ayeni, A. O. (Eds) (2009).*Educational management theories and tasks*.Yaba, Lagos. Macmillan Nigeria Publishers Limited.
- Federal Republic of Nigeria (2013).National Policy on Education.Yaba Lagos NERDC Publisher

- Glickman, C. D, Gordon, S. P. & Ross Gordon J. M. (2008).Supervision of instructional. A developmental approach (4thed). Boston: Allyn and Bacom.
- Okeke, B. S. (2011). Quality management and national goal attainment in education: The case of Nigeria. An inaugural lecture series No 28 of University of Port Harcourt.
- Pansiri, N. O. (2014). Instructional leadership for quality learning: An assessment of the impact of the primary school management development project in Botswana Educational Management, Administration and Leadership.
- Peretomode, V. F. (ed) (2006). Introduction to educational administration planning and supervision. International Universities Press, Owerri
- Rons, B. (2010). Perspective of teachers about instructional supervision and behaviour that influence pre-school instruction, *Journal of Early intervention* 26/4/

ENTREPRENEURSHIP EDUCATION AS PIVOT FOR YOUTH EMPOWERMENT AND POVERTY ALLEVIATION

OKUSANYA ADEDOYIN OPEYEMI

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)

okusdoyin@gmail.com

&

OSEJI AKPORS SUNDAY

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)

akporsej@yahoo.com

&

GABRIEL ADEWALE SOYEBI

Tai Solarin University of Education, Ijagun (Nigeria)

adewalesoyebi@yahoo.com

Abstract

Entrepreneurship education has a great emphasis on the commerce and economic viability of a nation; it prepares and builds persons to be creative, innovative, responsible, self-reliant and enterprising individuals capable of deep entrepreneurial thinking that contributes to economic and sustainable development. Entrepreneurship focuses on expertise that is needed and used to conceive and commercialize business opportunities, thereby making graduates to become job “creators” and not job “seekers”. This paper, examines concept of entrepreneurship, entrepreneurship education, concept of youth and youth empowerment, the challenges facing entrepreneurship education, the needs for entrepreneurship education, strategies for youth empowerment and It was recommended among others that the entrepreneurial concept should be integrated into the school curriculum from elementary school to post-secondary education. Pedagogy and facilities must be upgraded to deliver the entrepreneurial educational experience and youths must be ready to imbibe entrepreneurship culture at school and when they are out of school as a possible remedy for unemployment.

Keywords: *Entrepreneurship, Empowerment, Poverty, Education and Development*

Introduction

Nigeria, a country with an estimated population of 170 million people (National population sensor, National Bureau of Statistics, 2013) is well endowed with abundant human and natural resources and a favorable geographical location in the world map. The current global financial crisis has impacted negatively on the macro and micro levels of the economy of Nigeria. As at present, the situation has poses serious threats and challenges to both government and well-meaning citizens. Nigeria like most developing nations of the world is faced with myriad of problems which include youth and graduate unemployment, high rate of poverty, conflict and diseases, insincerity, over-depending in foreign goods, low economic growth and

development, lack of capacity and skills needed to move the economy forward and urbanization.

Unemployment has become a major problem bedeviling the lives of Nigerian Youth causing frustration, dejection and depending on family members and friends. The high rate of unemployment among the youths in Nigeria has contributed to the high rate of poverty and insecurity in the country (Ajuto, 2013). More than half of the Nigerian population is under the age of 30 according to the National Population Commission (2013). Awogbenla and Iwumadi.(2010) observed from the excerpts of statistics obtained from the National Manpower Board and Federal Bureau of statistics that Nigeria has a youth population of eighty (80) Million representing 60 percent of the total population of the country. Sixty four (64) Million of them are unemployed while one million six hundred thousand (1.6 million) are underemployed.

According to Ossal and Nwalado (2012) the need for entrepreneurship education started emerging in the mid 1980s, when there were political instability and inconsistencies in the socio-economic policies of successive government, high level of unemployment, large scale lay off of workers and early retirements as a result of structural adjusted policies and bad economic trends. In the face of these challenges there was no encouragement from the federal government for public and private investors to embark on entrepreneurial activities. These situations pose great challenges to the very existence of individuals and the national development. To salvage these situations there is need for the training of educated man and woman who can function effectively in their society in which they live in terms of self-employment and self-reliant which only entrepreneurship education can provide. Based upon this premise, the paper examined entrepreneurship education as a veritable tool for youth empowerment in Nigeria.

1. Concept of Entrepreneurship and Entrepreneurship Education

Entrepreneurship from a general point of view can be defined as response to the diverse opportunities and potentials that exist within an individual and his environment. The concept refers to a creative and innovative response in economic and social ventures, it involves setting up of business ventures through willingness and ability of an individual to explore investment opportunities and being able to run it successfully, through making it profitable or suffering loss of invested capital. It involves combining resources to increase value and introducing change and innovation into the production process and creating wealth and employment

opportunities. Education is a veritable tool for achieving the goals of the society.

Entrepreneurship Education means many things to many people. Nwabuama (2004) view entrepreneurship education as the identification of the general characteristics of entrepreneurs and how potential entrepreneurs can be trained in management techniques needed for effective performance of persons for long time survival of an organization after the acquisition of occupational skills. Olawolu and Kaegon (2012) confirms that entrepreneurship education prepares youths to be responsible and entering individuals who become entrepreneurs or entrepreneurial thinkers by exposing them in real life learning experiences where they will be required to think, take risks, manage circumstances and incidentally learn from the outcome. Ememe (2010) observes that entrepreneurship education enables youths to seek for success in ventures through one's effort.

To Ebele (2008) entrepreneurship education is the teaching of knowledge and a skill that enables the students to plan, start and run their own business. In the view of Swarland (2008), entrepreneurship education aims to stimulate creativity in students, enables them to identify opportunities for innovation and motivate them to transform the ideas into practical and targeted activities whether in a social, cultural or economic context. Amusan (2004) agrees that entrepreneurship education will provide opportunities for students to access their attitude, aptitude and skills relating to those necessary for developing and running business.

Entrepreneurship education entails teaching students, learners and would-be businessmen, the essential skills required to build viable enterprises, equipping the trainees with skills needed for taking responsibility and developing initiatives of prospective trainees (Ezeani, 2012). According to Abefe-Balogun (2012). Entrepreneurship education involve a dynamic process of creating wealth through the process of creating something new and in the process assumes both attendant risks and rewards. Izedonmi (2006) states categorically that it is a process of preparing trainees for self-employment.

2. Objectives of Entrepreneurship Education

Entrepreneurship education according to Paul (2005) in Ossai and Nwalado (2012) is structured to achieve the following objectives:

1. To offer functional education to the youths that will enable them to be well employed and self-reliant;
2. Provide the young graduates adequate training that will enable them to be creative and innovative in identifying novel business opportunities;

3. To serve as a catalyst for economic growth and development;
4. To reduce high rate of poverty;
5. Create employment opportunities;
6. Reduction in rural-urban migration.

3. The Roles of Entrepreneurship Education

1. Entrepreneurship education can positively impact a learner at all levels on a wide number of contexts. This may explain why there are such a wide entrepreneurship education programs, all of which can provide important outcomes at various stages of a learner's life;
2. Entrepreneurship education is a key driver to economy, wealth and a high majority of jobs are created by small business started by entrepreneurially minded individuals. Thus it would make learners to be relevant in today's economy;
3. Entrepreneurship education equipped people with traits of creativity, innovation, independence and foresight or promoting local technology. A nation like Norway has also used entrepreneurship education to inculcate innovation spirit, deliberately targeted at the youths. This assertion is in line with the study conducted by Oviare (2010) which state that "entrepreneurship education will enable potential entrepreneurs and create avenues for people to: manage innovation; manage entrepreneurial process, and develop their potentials as managers of creativity in given fields;
3. Entrepreneurship activities are a real-life vehicle for developing academic skills. Hence, trained entrepreneurs are always empowered to tap form local resources in their immediate environment. This is a phenomenon that has been demonstrated in China, Japan, India and other emerging economies of the world;
4. Entrepreneurship education enables employees to be more successful as a result of understanding the operations of a small business and the problems of their boss;
5. Entrepreneurship education inculcates in learners the mentality of hard work, one of the keys to unlock poverty doors in developing areas. Entrepreneurs are trained to work hard to be able to run businesses profitably and successfully;
6. Youth / Young people can build confidence in their abilities to become entrepreneurs in their future as a result of a variety of entrepreneurial activities provided throughout education.

3. Concept of Youth and Youth Empowerment

Youth is defined by Webster's New Oxford Dictionary in Adebayo (2002) as "the time of life when one is young especially the period between childhood and maturity of the early period of existence, growth or development" the word "youth", "adolescent", "teenager" and "young person's" are often used interchangeably. Youth generally refers to a time of life that is neither childhood nor adulthood but rather somewhere in between. Youth is an alternative word to the scientifically oriented adolescent and the common terms of teen and teenager.

According to Jega (2012) "Youth can be define as a special group of people with strong stamina and passion for realizing certain set goals and objectives ". The way in which a nation defines its youth is related to the objective conditions and realities that exist on the ground especially historical and contemporary socio-economic and political issues that need to be addressed. That is why nations use different parameters and variables in defining their youth. For the purpose of execution of Nigeria's National Youth Development Policy; the youth comprises all young persons of age 18-35 who are citizens of the Federal Republic of Nigeria. This category represents the most culture, the most volatile and yet the most vulnerable segment of the population, socio-economically, emotionally and in other respect. Youth shared certain characteristic that distinguish them from others generation. Such characteristics include, impatient for change, zealousness, radicalism, rebellions, curiosity, hard work, ego and ambition. Looking at the above definition, it is safe to say that, youths are the engine and actualize of national development, if their mindsets are channels in the right direction.

Empowerment means assisting people to overcome obstacles which might prevent them from achieving their potentials. The need for empower arises from the inability of an individual or a group of people to actualize their dreams and reach their greatest potential due to artificial barriers created by individuals and other groups within the same society (Olakulein and Ojo 2006) Youth Empowerment is an attitudinal, structural and cultural process whereby young people gain ability, authority and agency to make decisions and implement change in their own lives and the lives of other people including adults (Valrus and Fletcher, 2006). Youths are empowered when they acknowledge that they have or can create choices of life, are aware of the implications of these choices, make an informed decision and accept responsibility for the consequences of those actions. According to Fletcher (2005), youth empowerment means creating and supporting the enabling

conditions under which young people can act on their own behalf, and on their own terms, rather than at the direction of others.

Youth empowerment is an altitudinal, structural, and cultural process whereby young people gain the ability, authority and agency to make decisions and implement change in their own lives and the lives of other people, including youths and adults (Sasaki, 2006). Empowering youth in this context means creating and supporting the enabling conditions under which young people can act on their own behalf, and on their own terms, rather than at the direction of others. These enabling conditions includes, economic and social base, political will, adequate resources allocation and supportive legal and administrative frameworks, a stable environment of equality, peace and democracy, and access to knowledge, information and skills and a positive value system.

4. Entrepreneurship Education for Wealth Creation and Poverty Reduction among Youth

Entrepreneurship enables individuals to use their potentials and energies to create wealth through the creation of goods and services. Poverty is a condition of living that is characterized by lack of the basic necessities of life. One of the major cause of poverty is unemployment and since entrepreneurship is preoccupied with employment generation, then by extension the generation of employment will therefore reduce the level of poverty. Wealth if created will definately reduce the incidence of poverty by empowering the citizens and increasing their access to basic necessities of life (food, clothing, shelter, security and education).

- 1. Reduction of Crime Rate:** It is strongly believed that unemployment is responsible to a large extent for the level of social complication of armed robbery, political thuggery, drugs peddling, prostitution, money laundering, currency counterfeiting, e-mail scam, and other such related crimes. When individuals are unable to satisfy their needs, most often, frustration occurs. These frustrations breed fraudulent practices. Employment generation therefore will reduce the level of frustration and consequently, crime rate;
- 2. Raising the Standard of Living:** Entrepreneurship through job and wealth creation raises the standard of living of people. Owing to higher income earning and availability of disposable income, they can therefore, afford the basic necessities of life such as housing, clothing and food, education, good health care delivery, etc.

- 3. Rural Development:** Rural enterprises through employment generation stimulate rural development and the achievement of a meaningful level of broad economic development. It decreases inequality in distribution of rural income and reduces urban-rural imbalances in income and economic opportunities;
- 4. Skills Acquisition and Increase in the Level of Productivity:** Employment generated by entrepreneurship can be a training ground where individual acquires and develops skills for creativity leading to a general increase in the level of productivity;
- 5. Poverty Alleviation and Economic Growth:** Entrepreneurship empowers people to take advantage of opportunities for wealth creation, enthrone a system of incentives that reward hardwork, discourage, condemn and punish corruption. By so doing the people especially youths are enabled to create opportunities for employment and consequently income. The generation of income leads to savings and investment including the establishment of industries and companies which are key factors or indices of economic growth.

5. Need for Entrepreneurial Education for Youth Empowerment

Youth unemployment in Nigeria has been increasing because most graduates seem to lack relevant marketable skills. The Federal government recently acknowledged that about 80 percent of Nigeria's youth are unemployed while 10 percent are underemployed (Salami, 2013). According to the National Bureau of statistics (2010) the national unemployment rates for Nigeria between 2000 and 2009 showed that unemployed persons constituted 31.1%, 13.6% in 2001, 12.6% in 2002, 13.4% in 2004, 13.7% in 2006, 14.9% in 2008, and 19.7% in 2009. With respect to age group, education and sex NBS (2010) data showed that persons aged between 15 and 24 years had 41.6% unemployed. For persons between 25 and 44 years, 17% were unemployed. For persons with primary education 14.8% were unemployed while those with post-secondary education had 21.3% unemployed.

Nigeria had a population of 164.38 million in 2011. Out of this figure the labour force stood at 67.25million out of which 51.18 million were employed and 16.07 million unemployed. Unemployment has become a major problem for Nigeria (Salami, 2013). Salami (2013) noted that, with an unemployment ratio of 23.9 percent of the total population, over 38 million Nigerians are unemployed. Of the workforce, it means that 16 million are unemployed. Furthermore, the National Bureau of Statistics (2010) report show that approximately 112.5 million (68%) out of 164 million Nigerians live in relative

poverty conditions. Given this gloomy unemployment picture, one way to empower the youth is to provide them with adequate and qualitative education in order to make them job creators and eradicate poverty. What informs quality is basically in its usability and in earning a living. They found in their study that there is a strong relationship between education and the probability of becoming an entrepreneur and the probability of having success as an entrepreneur.

Furthermore, entrepreneurship is not just skill acquisition for acquisition sake. It is an acquisition of skills and ideas for the sake of creating employment for ones-self and also for others. Entrepreneurship leads to the development of small, medium and sometimes large scale businesses based on creativity and innovation. The success of these businesses in turn helps in developing the nation. It also reduces poverty rate with visible increment of employment rate among the youths (Oviawe, 2010). He highlighted the following as benefits: provides practical applications for students. It can be used to inculcate innovation spirit, targeted at the youths, create avenues for people to: manage innovations; manage entrepreneurial process; and develop their potentials as managers of creativity in given fields, boosts job creation and crime reduction. Hence, if entrepreneurial programmes are well planned and properly executed it will ensure that the issue of youth self-employment and job creation will increase. Also, menaces usually visible due to youth unemployment and restiveness will be highly reduced.

6. Challenges Facing Entrepreneurship Education and Youth Empowerment in Nigeria

A number of challenges had been observed to hinder the growth and development of entrepreneurship education in Nigeria. These no doubt has adverse effect on unemployment among the youths in our society. They are:

1. Social/Cultural attitudes of Youths

The fear to take risk and the stigma of failure are key factors why young people don't engage in entrepreneurship. Some who engage in small scale business usually discontinue after a little while if it does not prosper as they wish. Many are highly impatient to see their business grow at a snail speed. The entrepreneurship culture of taking risk is not built in them and to develop it overnight had been a great challenge. The influx of foreign goods into the local market and corresponding unfortunate development of the uncontrollable local demand for foreign goods are disincentives that militate against the growth of start-up business by youths;

2. Access to Finance

The lack of initial start off capital is a great challenge to many youths. Credit facilities for potential young entrepreneur seeking to start their own are not available. Developing young entrepreneurs ought to be a major poverty alleviation and wealth creation strategy of the government. In most instances, small business in Nigeria can rarely meet the conditions set by financial institutions, who consider lending to SME's risky because of inadequate guarantees and insufficient information about their credit worthiness. The perceived risk associated with dealing withchants that have little financial history, along with the relatively high costs associated with SME finance, overregulation of the industry and interest rate ceiling imposed on financial institutions by government detract from the attractiveness of serving the small sector;

3. Poor saving Culture among the Youth

Poor saving culture among the youth serves as a major setback for accessing credit for start-ups. Young people hoping to be entrepreneurs must be made to understand that commercial banks and lending institutions are there primarily to protect and add value to shareholder's investment. They are neither charity institutions nor funding agencies. To access funds, therefore they must prove to such banks that they own equities in their enterprises rather than expecting full scale financing of their enterprises. The idea of taking loans with the mind-set of not willing to pay back possibly because it is government money is also very common among Nigerians both youth and adults. Some micro finance institutions had been indebted while some ventures like this championed by the government had failed because those who take such loans failed to pay back. The loan which is supposed to revolve is no longer revolving because of indebtedness as such necessary financial assistance could not be given to deserving entrepreneurs;

3. Economic, Social and Political Factors

Economic factors such as policy reversals, high and double taxation, difficulty in procuring licenses, high inflation, and unstable exchange rates are some concern areas for potential entrepreneurs. Registering business is also incredibly difficult. Politically, some governments policies favour friends and associations especially when it comes to awarding government contract and other benefits; this result in social malaise from systemic corruption which dissuades many people from venturing into business. Frustrated youth look away from entrepreneurship and turn to the public

sector where they are certain they will collect their pay at the end of every month without the worries associated with running a business;

7. Strategies for Youth Empowerment

Youths are believed to be the reservoir of the nation's strength, leadership and productivity. Hence, youth empowerment will in no small measure re-channel their energies towards worthwhile and productive activities needed for self and national development. In this wise, the following strategies can be employed to empower youths for increased performance and productivity.

1. School Curriculum Reform

Entrepreneurship education should be made compulsory in schools at all levels. This will inculcate in students from an early age, the qualities required of them to take up positions of responsibility. Schools, especially universities should provide their students with the fundamental tools to succeed academically and in life. It is high time more attention is paid to the problem of mismatch between teaching in our educational institutions and the needs of the labour market which usually create unemployment among the youths. To this end, school curriculum should be updated and restructured to meet the demands of the economy. New curricular and teaching methods should be introduced that will engage the students and build a closer connection between school and work;

2. Developing Entrepreneurship Culture

Promoting entrepreneurship among youths requires going beyond the school curricula to engage and empower youths. A strong entrepreneurship culture should be built in the youth. This should be done through non-governmental organizations, community based organizations and institutions like the family, churches and uniform groups. They should openly support the agenda of wealth creation, innovation and entrepreneurship "code ethic" in a more sustainable way to provide that basis upon which a new paradigm can be created;

3. Improving Technical and Vocational Education

The government should refocus its attention on technical and vocation as a sustainable means for improving entrepreneurship education, self-employment and youth empowerment. This should be in terms of improved facilities and making the curriculum to reflect the current needs. The curriculum should promote a culture of enterprise and entrepreneurship as a viable career option, inspire and equip young people in the local community to learn and succeed through enterprise, stimulate

entrepreneurship thinking amongst young people, enhance leadership skills and increase community awareness as well as enhance the educational experience of future leaders;

4. The Role of Government

The government should facilitate entrepreneurship in a non-interventionist way. A smooth running market economy is the best way to encourage entrepreneurship, rather than direct support. Government should provide business friendly infrastructure by providing a framework of enforceable competition law that discourage monopolies and unfair competition as well as by intellectual property rights that protect a firm's valuable but often intangible, knowledge assets. Government policies and other national business environment factors could be marshaled to influence the rates and types of entrepreneurship. Government should create an enabling environment that reduces the barriers to market entry. This can be possible by integrating entrepreneurship into the country's economic development efforts. They should also invest in diverse sources of risk capital to fund entrepreneurs but also to provide the fiscal incentive for investors to provide funding.

Conclusion and Recommendations

To decisively reorient Nigeria toward increasing success, equity, and stability, we must fully empower the nation's greatest untapped resource - its youth. Providing access to entrepreneurial opportunities and experiences will ensure that all young people have the opportunity to develop their talent and realize their dreams. Ultimately, youth empowerment through entrepreneurial education is the door to equipping the nation's active population with the necessary skills to survive in today's uncertain environment. National development, either from the socio-economic or political context is concerned with the entire life and needs of citizens. It is also concerned with the solving national problems and addressing pressing national issues. Thus the role of youths in the process of building a virile nation and igniting the fire of self-reliance which is necessary for national development cannot be over emphasized. The youths can only play the laudable roles of national development if they are empowered through entrepreneurship education. Through well planned and executed entrepreneurship education, the Nigerian youths will learn to be happy and fulfilled persons.

The wheel of development of any country lies on the shoulders of how productive and creative the youths are. The government, parents and guardians have obligations to ensure that youth are empowered to discharge

their obligations to the society and to better their life. In the light of the issues discussed above, the following recommendations are proffered:

1. Finding of entrepreneurship education should be taken seriously by the federal government. This can be achieved through increase in the budgetary allocation to educational sector;
2. Entrepreneurship education should be inculcated into the school's curriculum to promote human empowerment and development through entrepreneurial skill acquisition. It is a means of reducing unemployment since it is skilled oriented and employment motivated. All school programmes should be geared toward providing entrepreneurial skills;
3. The private partners and Non-Governmental Organization (NGO) should be encouraged to participate in entrepreneurship education through funding or contributions in kind. This involvement should be seen by firms as a long term investment, and as an aspect of their corporate social responsibility to the nation;
4. To empower youth, federal government should provide enabling environment and all the necessary equipment and materials for easy teaching and learning entrepreneurship education needed for economic enhancement and youth empowerment in Nigeria;
5. The youth should shun joblessness and criminality through the cultivation of entrepreneurial spirit and acquisition of relevant skills that will launch them into enterprise greatness and economic independence.

References

- Abefe – Balogun, and Nwankpa, N.N (2012). Tackling Unemployment through Vocational Education. Science Education Development.
- Adebayo, F.A. (2012). University Education and Poverty Alleviation as Mechanisms for enhancing youth development in Nigeria.
- Ajuto, B.I (2013). Challenges of Youth Unemployment in Nigeria: Effective Career Guidance as a Panacea. African Research Review.
- Awogbenle, A.C Iwuamadi, K.C (2010). Youth Empowerment: Entrepreneurship Development Programme as an intervention.
- Ebele, O.P (2008). Introduction of Entrepreneurship Education in Business Education Curriculum at University Level in Nigeria.
- Ememe, O. N (2011). Entrepreneurship Education in the University in the Eastern Nigeria; Implications for Higher Education.
- Ezeani, N.S (2012). The Teacher and Skills Acquisitions at Business Education:From the perspective of Accuracy skills: Arabian Journal.

- Fletcher, A. (2005). Guide to Students as Partners in social Change. Retrieved from [http://en.wikipedia.org/wiki/youth empowerment](http://en.wikipedia.org/wiki/youth_empowerment). On 25/712.
- Izodonmi, F. (2008). Entrepreneurship and Wealth Creation the Nigerian Accountant. April/June.
- Jega, B.M.B (2012). Nigeria Youth and National Development. Sahara Reporters. March 26, 28-59.
- National Bureau of Statistics (NBS, 2013). Poverty index in Nigeria.
- Nwabuana, E.C (2004). Information Technology (IT) and Enhancement of Entrepreneurship Education in Secretarial Studies Programme in Polytechnics in Nigeria. A Paper Presented at the Association of Business Educators UNICA Calabar 2nd – 6th November.
- Olakulehin F.K., Ojo O.D. (2006). Distant Education as a Women empowerment strategy in Africa. Turkey on-line Journal of distance Education TOJDE 7 (149-154).
- Olawolu, O.E and Kaegon, L.E.S .(2012). Entrepreneurship Education as Tool for Youth Empowerment through Higher Education for global workplace in Rivers. A paper presented at the Seventh Regional Conference on Higher Education for a Globalized World. Organized by the Higher Education Research and Policy Network (HERPNET): holding at the University of Ibadan, Ibadan Nigeria between the 19th to 21st Sept., 2012.
- Ossal, A.G and Nwalado, E.N (2012). Entrepreneurship Education: A Panacea for Sustainable Development in Nigeria. Journal of Resourcefulness and Distinction 1 (1) April.
- Oviame, J.B (2010). Repositioning Nigerian Youths for Economic Empowerment through Entrepreneurship Education. European Journal of Educational Studies. 2 (2).
- Sagagi, M. S. (2007). 'Change Management and Competitiveness: the Challenge for
- Salami, C.G.E (2013). Youth Unemployment in Nigeria: A time for creative intervention. International Journal of Business and Marketing Management. 1(2) pp. 18-26 July.

POLITIQUE LINGUISTIQUE D'INTEGRATION DES ETUDIANTS ALLOPHONES A L'UNIVERSITE D'ABOMEY- CALAVI

Cécile HOUNNONTIN

Centre Béninois de Langue Etrangère (UAC, Bénin)
Laboratoire de Sociolinguistique, Dynamique des
Langues et Recherches en Yoruba (LASODYLA-REYO)

Résumé

Ce travail s'est intéressé aux futurs étudiants allophones de l'UAC d'une part, et ceux qui sont inscrits dans les facultés et écoles d'autre part. L'analyse des résultats d'enquête nous a permis de recenser leurs besoins réels en matière de formation en français puis en suivi et accompagnement. Il s'agit du manque de niveau linguistique, des difficultés de communication, d'intégration, d'accompagnement, de suivi et de réussite académique. Au regard de ces constats nous avons proposé un dispositif propédeutique qui participe de la remédiation des besoins des étudiants allophones en milieu universitaire.

Mots-clés : Français sur Objectif Universitaire (FOU), formation linguistique, intégration, contexte universitaire, étudiants allophones

Abstract:

This work focused on UAC's future allophone students on the one hand, and those enrolled in faculties and schools on the other. The analysis of the survey results of these allowed us to identify their real needs in terms of training in French and follow-up and support. It is about the lack of linguistic level, the difficulties of communication, integration, accompaniment, follow-up and academic success. In light of these findings, we have proposed a propaedeutic device that will surely help to remedy the needs of allophone students in university settings.

Keywords: French for University Objective (FUO), language training, integration, university context, allophone students

Introduction

La langue officielle du travail au Bénin est la langue française. Ce statut de langue officielle dont jouit le français, fait d'elle une des pierres angulaires de la réussite scolaire, universitaire voire professionnelle et sociale. Sa maîtrise devient un impératif et une préoccupation majeure pour tous les étudiants béninois en général, mais aussi pour les étudiants non francophones (allophones) soucieux de réussir dans leur vie étudiante et professionnelle en milieu francophone. L'Université d'Abomey-Calavi (UAC) reçoit chaque année un nombre important d'étudiants non-francophones venus de plusieurs pays étrangers pour s'inscrire dans différentes facultés et écoles.

Les statistiques de ces dernières années montrent que l'UAC a reçu 29 différentes nationalités étrangères en 2011-2012, 34 durant l'année académique 2012-2013 puis 37 durant 2013- 2014⁹⁴. En clair, le nombre d'étudiants

⁹⁴ http://www.uac.bj/home/fileadmin/user_upload/Annuaire_Statistiques_2013_2014_Version_Definitive.pdf
annexe2: tableau des effectifs des étudiants étrangers de l'université d'Abomey-Calavi)

étrangers a connu un accroissement de 11,9%, passant ainsi de 1182 étudiants en 2012 à 1323 étudiants en 2014.⁹⁵

Cette forte mobilité interuniversitaire internationale observée, est en train de faire émerger au sein du Français Langue Etrangère (FLE) et de ses didacticiens une nouvelle approche dénommée le Français sur Objectif Universitaire (FOU). Cette approche, est une déclinaison du Français sur Objectif Spécifique (FOS), qui intègre fortement la dimension institutionnelle des situations langagières visées, et la dimension cognitive des comportements attendus de la part des étudiants inscrits dans une université francophone. Dans ce milieu universitaire, tout passe par la langue, s'il s'agit de l'intégration administrative, de la transmission des connaissances, ou de la validation des apprentissages, toute la compétence universitaire passe par la capacité linguistique. Or, nous constatons qu'il n'existe aucune réglementation (jusqu'à un passé récent où le gouvernement actuel a sorti un décret)⁹⁶ qui oblige les étudiants allophones à avoir un niveau minimum de langue avant de s'inscrire à l'université. Dans ce contexte de manque de niveau linguistique où les étudiants allophones sont mélangés avec les étudiants béninois, donc francophones qui ont déjà étudié le français depuis le cours primaire jusqu'à l'Université, il se pose à ce niveau un grand problème d'intégration linguistique.

Dans cette hétérogénéité linguistique, ces étudiants non-francophones n'arrivent toujours pas à suivre le rythme du programme universitaire, déjà très difficile pour les francophones. En effet, dans ce contexte compliqué, confus, et incertain beaucoup d'allophones échouent et perdent espoir dans leur cursus universitaire. Suite aux échecs successifs de ces étudiants ils retournent parfois dans leur pays ou s'inscrivent dans l'un des Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur du Bénin (EPESB).

Il est clair que ces étudiants qui sont en quête d'un diplôme, du savoir dans un milieu francophone qu'est le Bénin, échouent dans leur grande majorité et repartent désespérément dans leur pays.

Face à ce tableau peu reluisant des étudiants allophones, une formation linguistique s'avère obligatoire avant toute inscription dans une filière francophone. Cette formation linguistique se réalise à l'aide d'une méthodologie qui a pour objectif de répondre aux réels besoins de ce public particulier en partant des situations de communication les plus présentes auxquelles ce public est confronté et ce, pendant la formation linguistique ou

⁹⁵ Annuaire des statistiques des années académiques 2011- 2012 ; 2012-2013 ; 2013-2014 / VR-AARU/UACP

⁹⁶ Article premier de la constitution béninoise

après l'activité professionnelle. Nous nous proposons dans cet article de montrer comment la maîtrise de la langue française pourrait participer au développement de savoir - faire universitaire et par ricochet influencer sur la réussite des allophones en milieu universitaire francophone. Quel type de français peut-on enseigner à ce public ? Du Français Langue Étrangère (FLE) ? Du Français Général (FG) ? Est-ce du Français sur Objectif Spécifique (FOS) ? Du Français Langue d'Intégration (FLI)? Ou bien, s'agira-t-il de la combinaison de l'un ou de l'autre.

1. Statut du français et contexte du travail

1.1. Statut du français en tant que médium d'enseignement dans le système universitaire

En République du Bénin, et comme dans les pays francophones de la sous-région, le français, est le seul médium d'enseignement et la principale matière de l'enseignement dans les écoles, instituts de formation et universités du Bénin.

Peu avant la proclamation de l'indépendance de la République du Bénin, le 1^{er} Août 1960, le statut du français avait déjà été clairement défini dans les textes juridiques de la République. « La langue officielle de la République est le français » Par la suite, plusieurs documents officiels l'ont confirmé. Nous pouvons citer les articles 1^{er} ou 2 des Constitutions de 1959, de 1960, de 1964, de 1966, de 1968, de 1969, et celle de 1990.

Pendant la période du renouveau démocratique, la même formule a été reprise dans sa loi n°2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale et stipule : « L'enseignement est dispensé principalement en français, en anglais et dans les langues nationales » et que « Les langues nationales sont utilisées d'abord comme matières et ensuite comme véhicule d'enseignement dans le système éducatif ». Mais dans la pratique seule la langue française reste la langue de l'enseignement (du système scolaire et universitaire), langue des médias, langue de l'administration, d'intercommunication universitaire (dans les amphithéâtres, dans les résidences universitaires, lors de l'inscription, pendant les examens, au restaurant universitaire, lors de l'achat des tickets bus, ...). La langue française dans ce contexte n'est pas perçue comme une matière d'enseignement mais plutôt comme médium par lequel on pourrait passer un message précis dans un domaine donné.

Néanmoins, ce choix fait par la République du Bénin, serait inévitablement dû au plurilinguisme caractérisé des pays africains francophones dont fait partie le Bénin. Certains analystes comme N. Halaoui

(2001 : 44) pense que « le choix du français comme langue officielle était inévitable pour les Etats africains qui ne pouvaient pas assumer tous les facteurs impondérables relevant d'un choix de langue nationale officielle ».

Dans ce contexte, toutes les universités privées ou publiques s'appliquent en utilisant la langue française dans leur système éducatif. Quel que soit le type d'école (publique ou privé) l'étudiant allophone doit être confronté à l'apprentissage de cette nouvelle langue pour pouvoir atteindre ses objectifs d'études, puisque tous les enseignants sont francophones et toutes les disciplines de la filière choisit doivent être transmises par la langue française.

Selon M. Adjeran (2013), la maîtrise de la langue française par les Nigériens s'avère nécessaire dans plusieurs domaines et elle s'articule dans des projets à court, à moyen et à long terme. Il ajoute que « la langue française se présente comme un moyen pour atteindre des buts bien définis, entre autres « l'obtention de diplômes », étant donné qu'il s'agit d'une des langues d'enseignement aussi bien au collège qu'à l'université ». Pour l'étudiant allophone qui a pour objectif d'obtenir une maîtrise en linguistique par exemple il doit pouvoir comprendre, écrire, et parler le français.

Rappelons au passage que les étudiants béninois ne franchissent pas toujours aisément toutes les étapes du cycle universitaire qui débouchent sur le diplôme de fin de formation ;alors, qu'en sera-t-il pour les allophones qui doivent d'abord s'approprier la langue française qui est la langue de formation ? En effet,il ne serait pas superflue de présenter l'origine de ces étudiants allophones, et quelles étaient leur aptitude linguistique avant leur arrivée en milieu francophone ?

1.2. Etudiants allophones et leur hétérogénéité

Les étudiants allophones de l'UAC, viennent de différents pays étrangers de la sous-région et d'ailleurs et s'expriment dans différentes langues maternelles.Parmi les nationalités recensées, nous pouvons citer: les Nigériens, les Turcs, les Ethiopiens,les Ougandais, Brésiliens, des Libériens, les Tchadiens, les Ghanéens, les Equato-guinéens, les Sud-africains, les Angolais, les Malawites, les Canadiens etc..., mais il est à noter que les Nigériens sont toujours en grand nombre, vu la proximité du Bénin par rapport au grand voisin le Nigéria, avec qui il partage une large frontière et vu que la langue française représente la deuxième langue nationale au côté de l'anglais. Au Nigéria par exemple cette langue a été introduite dans le système éducatif depuis plusieurs années.

Selon Okoli (1999 : 32), le français a été introduit de façon formelle dans le programme d'enseignement scolaire au Nigéria en 1956 et par la suite dans le domaine universitaire vers les années suivantes. Omolewa (1971 : 379) indique que l'université d'Ibadan a prôné pour la création d'un département de langues vivantes dès 1959.

Ce public d'allophone est constitué en général, d'étudiants ou de bacheliers ayant pour objectif de s'inscrire en première, deuxième, troisième année ou en année de master et de thèse dans une école (ENEAM, ENAM, EPAC ...) en agronomie, dans une faculté de médecine, une faculté de langue et dans des instituts de formations universitaires.

Une autre hétérogénéité est celle des langues maternelles parlées par chacune des étudiants allophones. Parmi les différentes langues parlées par les étudiants de notre cible nous pouvons citer entre autre le « yoruba », le « Igbo », l' « Adara », le « haussa », le « birum », etc... (pour les allophones venant du Nigéria), les Malawites parlent le « Lomwe », le « chichewa », le « tumbuka », etc ..., les Tchadiens parlent « l'arabe », les Tanzaniens parlent le « Ha », les Ougandais parlent le « luganda », les Ghanéens parlent le « gan », le « tchi », le « Eve » les Turcs parlent la langue « turque » etc...

Cette hétérogénéité montre que ce public n'a pas les mêmes langues nationales mais ce qu'ils ont en commun c'est l'atteinte de l'objectif linguistique qui est l'apprentissage de la langue française avant leur entrée à l'université. C'est dans cet ordre d'idée que J.J. Richer (2008) estime que « les acteurs du FOS se singularisent, en ce qui concerne les apprenants, par une perception aiguë de leurs besoins focalisés sur des savoir-faire langagiers (.....). Les enseignants doivent former les apprenants en terme de compétence à communiquer langagièrement. »

La maîtrise de la langue française pour ces étudiants non francophones est donc capitale pour l'atteinte de leur objectif. Puisque dans toutes les relations interculturelles et d'intercompréhension entre ces différentes nationalités sur-citées d'une part, puis entre les francophones d'autre part, participent à leur intégration du système universitaire. Quelle est alors la situation sociolinguistique du Bénin ?

1.3. Quel(s) niveau(x) de langue faut-il avoir pour poursuivre les études universitaires ?

La langue est le pilier sur lequel toute formation doit être bâtie pour un enracinement effectif et durable. Dans tout dispositif de formation les étudiants à former (le récepteur) doivent obligatoirement être en phase de compréhension avec l'enseignant (l'émetteur) qui dispense un savoir. Tout savoir s'acquiert par le biais

d'une langue ; et l'étudiant doit donc avoir un niveau de langue requis pour avancer dans le processus d'apprentissage. D'où l'exigence d'un niveau de langue avant l'inscription dans une université choisie.

Une formation bien faite contribue substantiellement au développement d'un pays, d'une nation. Selon le type d'étudiant ou le profil recherché, plusieurs programmes de formation sont conçus et mis en œuvre. Il est pertinent d'indiquer que dans plusieurs milieux universitaires, à travers le monde entier, il existe des normes et des textes qui obligent tous les non-francophones qui aimeraient poursuivre leurs études dans un milieu où la langue leur est étrangère.

Pour poursuivre des études en Chine par exemple, l'étudiant peut choisir le chinois ou le mandarin pour suivre une formation dispensée dans cette langue. Ainsi, il doit passer un test spécifique, le HSK⁹⁷ attestant de son niveau de langue.

Aux États-Unis par exemple, vous avez l'obligation de passer aussi bien les tests du TOEFL ou de l'IELTS mais aussi prouver que vous avez atteint un niveau suffisant défini par les tests mentionnés.

En Allemagne par exemple, une fois vos différentes universités choisies, il vous sera demandé de prouver que vous avez le niveau de langue suffisant pour étudier en langue allemande ou anglaise pour les universités bilingues. Les deux tests allemands reconnus officiellement et dans toutes les universités sont le "Test Daf"⁹⁸ et le "DSH"⁹⁹ qui peuvent être passés un peu partout dans le monde au sein des « Goethe Institut »¹⁰⁰. Ces tests évaluent le niveau de

⁹⁷HSK : *HanyushuipinKaoshi*, c'est le nom donné au test de langue chinoise.

⁹⁸Test Daf (Test Deutsch Als Fremdsprache) est un examen d'allemand de niveau avancé. Il correspond aux degrés B2 à C1 de l'échelle de six niveaux de compétences du Cadre européen commun de Référence pour les langues. Ce test simplifie la vie des étudiants désireux d'intégrer une université allemande et qui ne participent pas à un programme de formation.

⁹⁹ Le DSH (Deutsche Sprachprüfung für den Hochschulzugang) représente un autre test d'allemand, similaire à celui du TestDaF. Les étudiants qui n'ont pas présenté le TestDaF dans leur pays d'origine et qui ne sont pas exemptés de l'obligation de passer un test de langue sont convoqués par l'établissement universitaire d'accueil en Allemagne pour passer le DSH qui représente un autre test d'allemand. Généralement c'est l'université elle-même qui fixe la date de cet examen. Les directives concernant le DSH sont les mêmes dans tous les établissements d'enseignement supérieur allemands. Il est possible de repasser l'examen une seule fois. Attention : Un échec lors de ce test comporte toujours le risque que votre inscription ne soit pas validée avec, pour conséquence, de ne pas pouvoir entamer le projet d'études prévu.

¹⁰⁰ Goethe Institut, c'est l'institut de langue allemande qui s'occupe de la préparation et l'administration des tests de niveau de langue en langue allemande. L'Institut Goethe est une organisation à but non lucratif dont la mission principale est de promouvoir l'apprentissage de la langue allemande comme deuxième langue, d'encourager le rayonnement de la langue allemande. Cet

l'étudiant à travers plusieurs épreuves, à la fois au niveau de la compréhension écrite et orale mais également de l'expression écrite et orale.

En France, d'où nous empruntons la langue française, tout étudiant non-francophone doit obligatoirement avoir un niveau de langue basé sur le Cadre Européen Commun de Référence pour les langues (CECRL¹⁰¹ niveau B1, B2, ou C1) avant d'accéder à une quelconque université française. Les exigences du niveau de langue, dépendent de la complexité des filières, des facultés, et surtout de chaque université. Pour certaines universités c'est le niveau B1 ou B2, pour d'autres c'est le niveau C1.

Mais dans le système éducatif béninois, il n'existe aucune loi ou aucune réglementation tangible qui oblige les étudiants non-francophones à obtenir un niveau en langue française avant d'accéder à l'Université d'Abomey-Calavi ou/et aux Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur du Bénin (EPESB). Néanmoins depuis peu, la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) actuelle, O. Attanasso a également fait la même remarque et un arrêté formel a été pris à cet effet. Il s'agit de l'arrêté ministériel N°735/MESRS/DC/SGES/DEPES/SA/016SGG16 du 19 octobre 2016 (voir *annexe N°1*)¹⁰². Cet arrêté stipule en son article 1^{er} : « Il est institué en République du Bénin un Certificat de Langue Française pour l'Accès des Etudiants non francophones à l'Enseignement Supérieur ». Le niveau de langue exigé au Bénin est celui du niveau B2. La signature de ce dernier arrêté vise évidemment à assurer aux étudiants non francophones (allophones) désireux de s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur du Bénin, un niveau de langue nécessaire pour leur formation quelles que soient

institut a été créé en 1951 et son siège social se situe à Munich en Allemagne ; Klaus-Dieter Lehmann est son président.

¹⁰¹ CECR : Le Cadre européen commun de référence **offre une base commune** pour l'élaboration de programmes de langues vivantes, de référentiels, d'examens, de manuels, etc. en Europe. Il décrit aussi complètement que possible ce que les apprenants d'une langue doivent apprendre afin de l'utiliser dans le but de communiquer ; il énumère également les connaissances et les habiletés qu'ils doivent acquérir afin d'avoir un comportement langagier efficace. La description englobe aussi le contexte culturel qui soutient la langue. Enfin, le Cadre de référence **définit les niveaux de compétence** qui permettent de mesurer le progrès de l'apprenant à chaque étape de l'apprentissage et à tout moment de la vie. www.coe.int/lang-CECR.

¹⁰² L'arrêté ministériel portant institution d'un certificat de langue française pour l'accès des étudiants non francophones à l'enseignement supérieur au Bénin, comporte Articles. Ces articles précisent clairement le contexte de création et d'organisation puis le déroulement de l'examen. Ce présent arrêté abroge toutes autres dispositions antérieures contraires notamment l'arrêté n°161/MESRS/DC/SGM/DRFM/DGES/DEPES/SA du 1^{er} février 2016 portant mesures d'accompagnement de la gestion de la filière anglophone dans les établissements privés d'enseignement supérieur prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au journal officiel de la République du Bénin.

leurs filières.

La signature de cet arrêté doit être accompagnée de sa mise en œuvre effective. C'est ceux à quoi tous les acteurs de l'enseignement à divers niveaux (privé comme public) s'attellent pour corriger ce « dysfonctionnement de niveau linguistique » qui ne permet pas aux allophones de s'intégrer facilement dans le système éducatif universitaire béninois pour donner un résultat plus performant.

2. Cadres de références et conceptuels

2.1. Cadres de références

Ce travail s'inscrit dans le cadre théorique de la didactique du Français Langue Etrangère (FLE), du Français sur Objectif Spécifique (FOS), du Français sur Objectif Universitaire (FOU) et évidemment sur le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL) qui permet de déterminer le niveau réel de l'étudiant allophone.

La perspective privilégiée ici est de type actionnel en ce qu'elle considère avant tout l'utilisateur et l'apprenant d'une langue comme des acteurs sociaux ayant à accomplir des tâches (qui ne sont pas seulement langagières) dans des circonstances et dans un environnement donnés, à l'intérieur d'un domaine d'action particulier.

Si les actes de parole se réalisent dans des activités langagières, celles-ci s'inscrivent elles-mêmes à l'intérieur d'actions en contexte social qui seules leur donnent leur pleine signification. Le CECRL, en plaçant l'apprentissage d'une langue dans une perspective actionnelle, apporte un éclairage sur la relation entre compétence pragmatique et compétence linguistique, en particulier grammaticale.

En effet, ce qui prime, c'est le sens et les aspects linguistiques qui soutiennent la compétence à communiquer langagièrement. Tout programme d'enseignement apprentissage conçu à l'égard des étudiants allophones doit être basé sur le CECR. Cette approche est celle adoptée dans plusieurs pays en Europe. En attendant que l'Afrique ne dispose de son Cadre Commun de Référence pour les Langues Africaines (Ca-CRLA), nous allons travailler dans cet article en nous basant sur celui de l'Europe.

2.1.1. Le CECR et son approche théorique

Le Cadre européen commun de référence (CECR) est un outil d'analyse des besoins des étudiants non francophones qui offre une base commune pour l'élaboration de programmes de langues vivantes, de référentiels, d'examens, de manuels, etc. en Europe. Il décrit aussi complètement que possible ce que

les apprenants d'une langue doivent apprendre afin de l'utiliser dans le but de communiquer ; il énumère également les connaissances et les habiletés qu'ils doivent acquérir afin d'avoir un comportement langagier efficace. La description englobe aussi le contexte culturel qui soutient la langue. Enfin, le Cadre de référence définit les niveaux de compétence qui permettent de mesurer le progrès de l'apprenant à chaque étape de l'apprentissage et à tout moment de la vie.

Le CECRL établit en effet un langage commun dans la mesure où il met en avant certains concepts déterminants pour l'apprentissage et l'enseignement des langues et où il trace des pistes méthodologiques, sans imposer une méthodologie spécifique. L'enseignant est libre de choisir la méthodologie qui correspond aux objectifs du public, mais en prenant soin d'identifier les besoins réels de l'étudiant.

En effet pour réussir l'enseignement apprentissage de la langue aux étudiants allophones l'enseignant doit pouvoir suivre ces pistes méthodologiques pour adapter aux filières d'enseignement que l'étudiant doit choisir à l'Université.

2.1.2. Les niveaux de références du CECR

Les divers niveaux du CECR ont été déterminés suite à un consensus plus ou moins universel sur le nombre et la nature des niveaux appropriés pour l'organisation de l'apprentissage en langues et une reconnaissance publique du résultat. Tout cela permet de penser qu'un cadre de référence sur six niveaux généraux couvrirait complètement l'espace d'apprentissage pertinent pour les apprenants en langues. Le cadre théorique de cet article est celui du CECR qui est fondé sur l'approche actionnelle où la langue est comprise comme système acquis pour réaliser des tâches et pour accomplir des tâches précises. La réalisation de ces tâches s'obtient à travers l'acquisition des compétences qui sont réparties en quatre (4). Il s'agit de :

- la Compréhension Orale (C O);
- la Compréhension Ecrite (C E);
- la Production Orale (P O);
- la Production Ecrite (P E).

Le CECR distingue 6 niveaux de compétence repérés par des termes-clefs : l'utilisateur élémentaire(A1 et A2), l'utilisateur indépendant (B1 B2), et l'utilisateur expérimenté (C1, C2). Le détail sur l'échelle globale des 6 niveaux de compétence est décrit par des actes de communication qui explique les capacités de savoir-faire par niveau (*annexe No 2*).

Pour poursuivre les études universitaires il est recommandé que les étudiants soient au moins des utilisateurs indépendants. Quelle est le niveau des étudiants identifiés dans cet article et quelles sont leurs difficultés ?

2.2. Cadres conceptuels

Dans le contexte béninois, la problématique du FLE, du FOS et du FOU est très peu connue dans les enseignements publics et privés. Les filières d'enseignement de ces derniers n'existent dans aucune des facultés classiques de langue des universités du Bénin. La méconnaissance de cette discipline est aussi vérifiée dans les établissements d'enseignement publics et privés. Néanmoins, cette didactique du FLE au Bénin n'est pas une ignorance générale des enseignants de la langue française, mais plutôt du fait que le FLE est une discipline trop jeune. Face à cette situation, comment pourrait-on dispenser des cours adaptés à un public non francophone étant donné qu'ils sont nombreux à vouloir continuer les cours dans le système éducatif béninois ?

2.2.1. Quels sont les concepts utiles pour une intégration universitaire réussie des allophones ?

Dans le domaine de l'enseignement/apprentissage du français, il existe un continuum de concepts qui est utilisé pour désigner les différentes disciplines d'enseignement aux non-francophones. Apparue sous la plume d'André Reboullet, en couverture de la revue *Les cahiers pédagogiques en Mai 1957* ; l'expression FLE (Français Langue Etrangère) a fait beaucoup de chemin et, aujourd'hui il existe des licences de lettres avec mention FLE, des manuels de FLE, des éditeurs spécialisés dans le FLE, des professeurs de FLE, des apprenants de FLE et des certifications en FLE. Or le FLE est simplement défini comme « le français langue d'apprentissage pour tous ceux qui ont une langue autre que le français comme langue maternelle »

Par ailleurs plusieurs d'autres disciplines existent et évoluent en corrélation avec le FLE ; il s'agit du FOS (Français sur Objectif spécifique) qui est destiné à des publics qui ont des besoins d'apprentissage ou d'enseignement spécifiques dans un domaine précis : l'hôtellerie et restauration, les sciences juridiques, etc

Au sein du FOS il y a plusieurs d'autres embranchements : il s'agit du FLI (Français Langue d'Intégration) destiné aux professionnels qui aimeraient utiliser la langue française pour travailler en France (les émigrés) ; du FLsco (Français Langue de Scolarisation).

Toujours dans cette même dimension, nous avons un autre concept qui commence à gagner du terrain dans les milieux didactiques et qui n'est qu'une déclinaison du FOS. Il s'agit du FOU, c'est-à-dire, du Français sur Objectif Universitaire. C'est une spécialisation au sein du FOS visant à préparer des étudiants à suivre des études supérieures dont la langue d'enseignement est le français.

2.2.2. Le FOU véritable enjeu pour une politique d'intégration

Nous nous proposons ici de montrer comment le « Français sur Objectif Universitaire » (FOU) devient un réel enjeu pour une politique d'intégration des étudiants allophones à l'Université d'Abomey-Calavi.

En effet, il s'agit d'un français conçu dans le but de répondre aux besoins spécifiques des étudiants. Il met en application des méthodologies et des activités au service des disciplines en question et il vise l'appropriation linguistique de ces activités.

Ainsi, le Français sur Objectif Spécifique (FOS) diffère du Français Général (FG) au niveau lexical et dans des situations de communication, il demande, dans les situations d'enseignement spécifiques, une méthodologie différente par rapport à l'enseignement du français général et vise plutôt un public qui possède déjà des connaissances de base de la langue française.

Or on désigne par Français Général le français usuel tel qu'on enseigne à travers les méthodes conçues pour enseigner le français à tous les publics c'est-à-dire, les publics non francophones en général. Son objectif reste global, ses contenus concernent plutôt la vie quotidienne et sa démarche vise à une répartition équilibrée entre l'oral et l'écrit.

Le public de ce contexte est spécifique, donc pour son intégration doit être aussi complète que possible pour lui faciliter ses études universitaires. L'intégration des étudiants allophones doit représenter une priorité pour les parents des allophones (qui doivent mettre les moyens à la disposition de ses enfants) d'une part ; pour le gouvernement d'autres part ; à travers son programme national de formation, et aussi pour les responsables des filières qui accueillent ces étudiants.

La maîtrise de la langue représente la clé du succès puisque c'est dans la langue et par la langue que tous les savoirs doivent être acquis. Le FOU a pour objectif de préparer et de familiariser les étudiants allophones qui ont préalablement obtenus un niveau **B1 ou B2** en langue française à la méthodologie des cours universitaires.

Toute cette proposition didactique et toute cette théorie ou méthodologie d'enseignement qui sous-tendent la didactique du français (le FG, le FLS, le

FLM, le FOS) nous permettent de choisir pour les étudiants allophones, la combinaison du FLE du FOS et du FOU qui est une déclinaison du FOS peut bien accompagner les étudiants allophones à une intégration universitaire.

3. Méthodologie du travail

Les données exploitées dans le cadre de ce travail ont été obtenues sur la base d'une enquête effectuée auprès des étudiants non francophones (allophones) en cours au Centre Béninois des Langues Etrangères (CEBELAE) durant toutes les sessions de l'année académique 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Rappelons au passage que chaque année académique comporte quatre (4) sessions de trois (3) mois de cours de langue au CEBELAE.

Nous avons distribué le questionnaire aux étudiants allophones qui ont déjà fini les cours à l'université et les étudiants qui ont abandonnés et qui sont déjà repartis dans leur pays. La stratégie utilisée à ce niveau est la conversion de notre questionnaire en un type de questionnaire numérique qui permet de répondre directement à toutes les rubriques en cliquant juste sur un lien d'une messagerie instantanée (whatup) ou par adresse courriel. Nous avons également exploité la base de données statistique et numérique de l'UAC grâce à l'ingénierie du chef de service chargé de la statistique des données de l'UAC.

En nous basant sur les différentes situations de communication dans lesquelles les étudiants non francophones seront obligés d'utiliser la langue française, nous avons aisément élaboré un questionnaire d'enquête (questionnaire d'analyse des besoins pour mieux connaître les difficultés rencontrées par les étudiants). Cette enquête a été réalisée auprès de 375 étudiants de plusieurs nationalités et selon des critères bien définis préalablement.

Un complément d'enquête est fait auprès des étudiants de la FLASH/UAC (Faculté des lettres arts et Sciences Humaines de l'UAC), suivi des entretiens avec les allophones des différentes filières dans lesquelles ces étudiants s'inscrivent en majorité. Il s'agit principalement des étudiants du département de linguistique, d'anglais, des lettres modernes ; de la 1^{er}, de la 2^{em} et de la 3^{em} année et de ceux rencontrés en année de master. Les quelques étudiants identifiés dans les facultés scientifiques et écoles ont été pris en compte dans cet article.

Pour cerner les situations dans lesquelles ces allophones sont formés et pour mieux appréhender les difficultés liées à leur intégration, nous avons adopté deux techniques : l'observation directe et l'entretien. Les enquêtés ont donc été choisis au hasard, c'est -à-dire sans aucune préférence de nationalité.

La méthodologie utilisée pour déterminer le niveau de langue des apprenants est celle basée sur le CECR. Compte tenu de nos objectifs, nous avons également effectué des entretiens avec des professeurs des différentes filières que nous avons citées plus haut et des enseignants de FLE qui côtoient ses étudiants à chaque session.

3.1. Analyse des besoins

L'analyse des besoins occupe une place capitale dans une formation de FOS-FOU. Pour une analyse des besoins efficaces, il est nécessaire de faire la distinction entre demandes, attentes et besoins¹⁰³.

Le public hétérogène du FOS-FOU qui représente notre cible est caractérisé par ses besoins langagiers spécifiques qui doivent être les objectifs principaux de toute formation à mettre en place.

Deux paramètres essentiels doivent être visés « l'identification de l'objectif à atteindre et l'urgence de cet objectif ».¹⁰⁴ Autrement dit, l'urgence de la formation nécessite une sélection minutieuse des données. Par conséquent, l'enseignement doit être orienté prioritairement sur les situations de communications auxquelles seront confrontés les étudiants dans leur vie estudiantine.

3.1.1. Détermination des situations de communication des étudiants non-francophones

Pour commencer notre analyse des données, nous avons décidé d'identifier dans un tableau les différentes situations de communication dans lesquelles les étudiants doivent utiliser le français à l'université. Suite à nos différentes séances d'observation, d'entretien et de questionnaire, nous avons constaté qu'il s'agit bien des situations d'interaction orale (IO), de Compréhension Orale, de Compréhension Ecrite et de Production Ecrite. Pour mieux représenter ces situations de communication, nous avons jugé utile de les classer dans un tableau :

¹⁰³J.-M. DE KETELE, M. CHASTRETTE, D. CROS, P. METTELIN, J. THOMAS, Guide du formateur, p. 15.

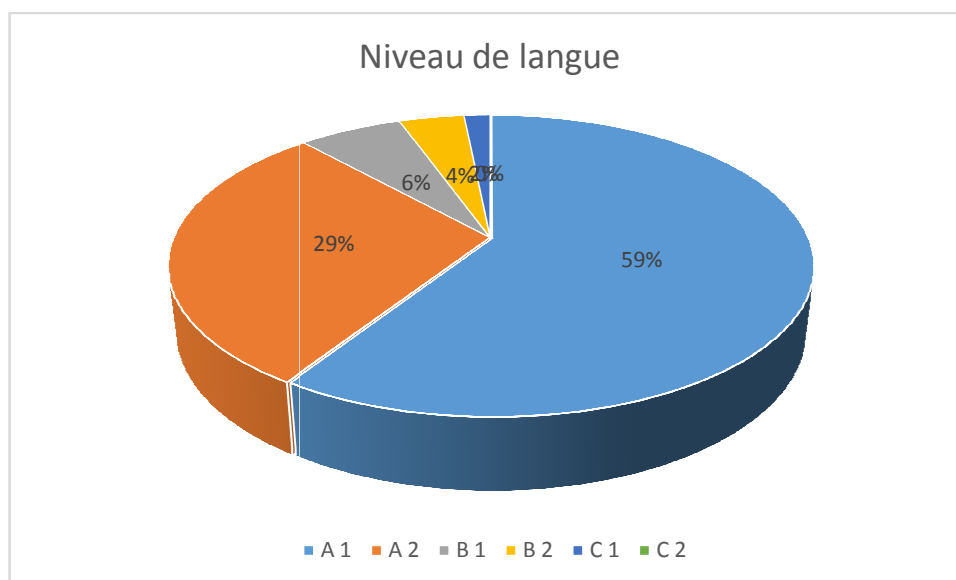
¹⁰⁴MANGIANTE, J.M, PARPETTE, (2004), *Le Français sur objectif spécifique : de l'analyse des besoins à l'élaboration d'un cours*, Paris, Hachette, p. 21.

3.1.2. Tableau recapitulative

Compétences Interlocuteurs	Interaction orale/Production orale	Compréhension orale	Compréhension écrite	Production écrite
Enseignants et personnels administratifs, (bibliothécaires, Secrétaire, ...) Camarades d'amphi, et d'autres facultés	<ul style="list-style-type: none"> - faire des échanges entre amis non-francophones et de différentes nationalités, - faire des échanges auprès du personnel administratif, - au cours des présentations d'un exposé formel ou informel, - Lors des échanges avec les étudiants francophones, - dans d'autres échanges au quotidien (discuter le prix du transport, lors des achats, demandes de photocopies, etc...) 	<ul style="list-style-type: none"> - suivre des cours magistraux, - comprendre les sujets des évaluations orales, - Comprendre les conférences - Comprendre les camarades étudiants, - comprendre les émissions radiophoniques et télévisées, - comprendre des documents authentiques (théâtres, cinéma, films), - comprendre les interlocuteurs francophones en général. 	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre les sujets des évaluations écrites, - Lire et comprendre les polycopies, les écrits universitaires et les données inscrits au tableau par le professeur, - Comprendre les articles et revues scientifiques, - Comprendre une bibliographie, - Lire et comprendre des mails d'information, de prise de rendez-vous, - Comprendre le système d'enseignement universitaire (les horaires de cours, des bus, etc...), les conditions de passage en classe supérieure, - Comprendre les informations du site universitaire, - Comprendre les documents et formulaires à remplir. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réussir les évaluations écrites, - Réussir les devoirs de maison (préparation d'exposé), - Réussir la rédaction des écrits structurés des TEEO (synthèse de documents, résumés, lettre de motivation, demandes d'emploi, etc...), - Prendre des notes aux cours.

3.2. Les résultats d'enquête d'analyse de besoins

Des nombreuses questions d'analyses des besoins nous révèlent que les étudiants allophones n'ont pas le niveau requis en langue française avant leur inscription. La majorité d'entre eux ont le niveau A1 A2 du CECR. Ce qui confirme les difficultés recensées.



Ce graphique montre le niveau de langue que les étudiants non francophones ont en langue française à l'université. Nous voyons bien que la majorité d'entre eux ont un niveau A1 (59%) et A2 (29%) ; or ceux qui ont le niveau requis B1 et B2 sont minoritaires 6% et 4%. Ce graphique reflète la difficulté des étudiants à suivre un cursus entièrement en français et à réussir sans difficulté. L'urgence pour eux est donc de mieux maîtriser cette langue avant leur inscription dans les filières.

3.2.1. Les principales difficultés des étudiants allophones

Les principales difficultés rencontrées par notre cible peuvent être présentées comme suit :

Difficultés à :

- Communiqué;
- connaître la culture d'enseignement-apprentissage "à la francophone" et les modalités de cours ;
- connaître les savoir-faire méthodologiques universitaires et les techniques de travail ;
- comprendre un discours oral (cours magistral) et adopter des stratégies de prise de notes ;
- argumenter "à la française" (avec un plan organisé et structuré – introduction et conclusion) ;

- savoir rédiger une évaluation de sujet de dissertation ;
- maîtriser les stratégies et les techniques de la rédaction (donc ponctuer un texte) ;
- rédiger une synthèse de documents ;
- s'exprimer et présenter des travaux à l'oral (exposé) ;
- rédiger et soutenir un rapport de stage, organiser un dossier ;
- organiser un travail de recherche: le mémoire ;
- rechercher des ressources documentaires et utiliser les normes académiques de la bibliographie et des citations.

Les résultats que nous venons de présenter confirme l'intérêt de la mise en place d'un dispositif propédeutique.

3.2.2. Discussion sur la politique d'intégration des étudiants allophones à l'université d'Abomey Calavi (UAC)

Une politique effective d'intégration des étudiants étrangers dans l'espace francophone doit partir d'une étude scientifique des situations d'enseignement/apprentissage, des besoins spécifiques, des contraintes institutionnelles de ce public croissant au Bénin. Cet article s'est évertué à proposer des pistes de prospections et de réflexions sur les différents volets qui peuvent baliser le parcours du cursus universitaire. Parmi ces volets nous pouvons citer :

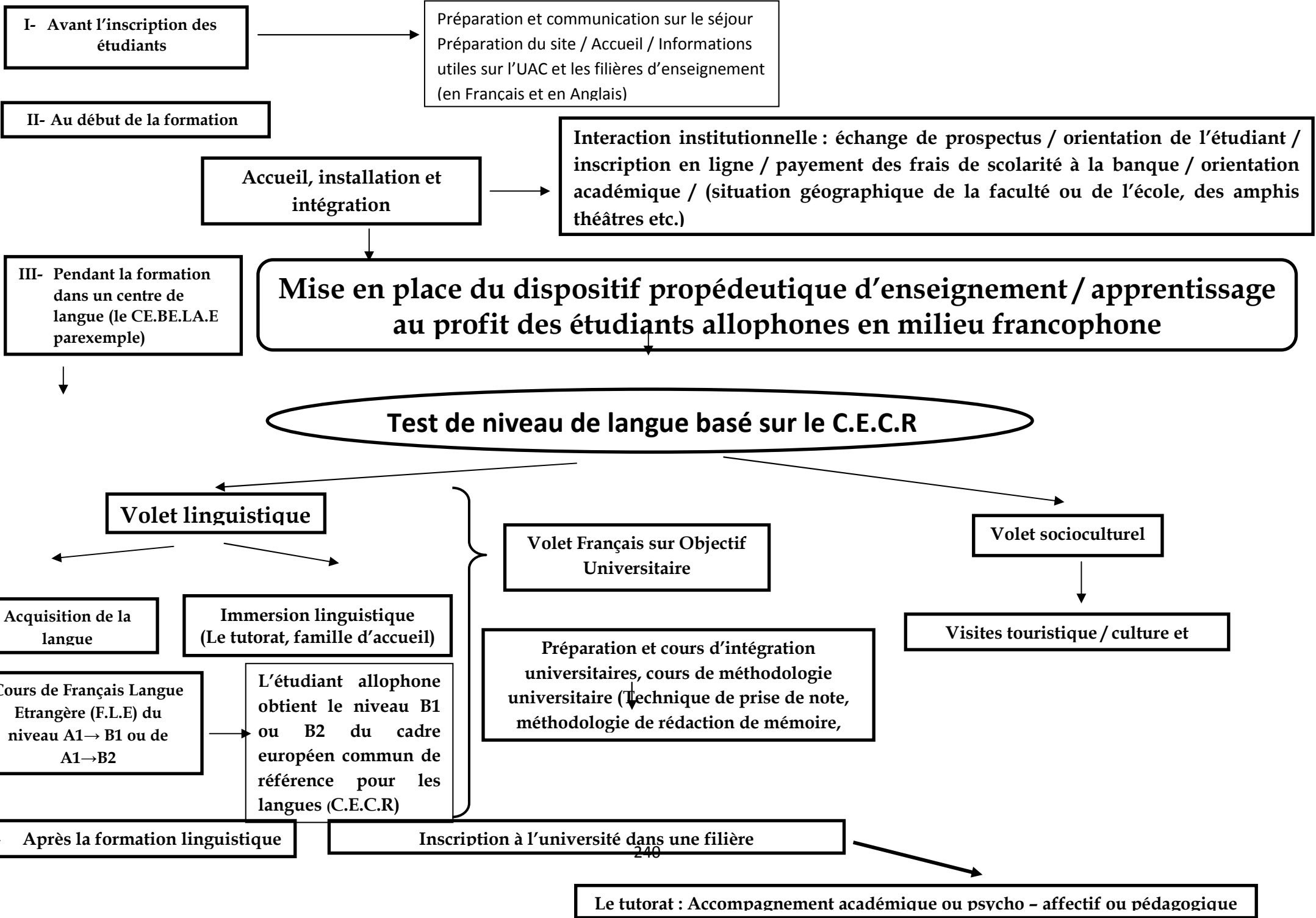
- le Volet1 : Préparation et communication sur le séjour linguistique ;
- le Volet2 : Intégration socioculturelle;
- le Volet3 : Acquisition de la langue française dans le pays d'accueil : Le volet linguistique ;
- le Volet4 : Français sur Objectif Universitaire (FOU) ;
- le Volet5 : Accompagnement et suivi des étudiants allophones.

Les différents volets qui constituent le dispositif d'accueil, d'accompagnement et d'enseignement apprentissage du français ainsi que des cours préparatoires universitaires représentent un ensemble d'un 'package' indissociable que l'étudiant non francophone doit suivre pendant une année préparatoire pour faciliter son intégration et sa réussite à l'université.

3.2.3. Proposition de dispositif propédeutique d'enseignement / apprentissage au profit des étudiants allophones en milieu francophone

La conception du dispositif part du contexte et des problèmes observés par rapport à la cible pour faire des propositions concrètes. Le dispositif prend en compte plusieurs paramètres. Il s'agit fondamentalement des paramètres :

- socioculturel (Société et Culture du pays d'accueil, Famille d'Accueil) ;
- linguistique (la maîtrise de la langue française et les cours universitaires) ;
- le Français sur Objectif Universitaire (FOU) ;
- etc.



Conclusion

Une politique linguistique d'intégration des étudiants allophones (non francophones) dans le système éducatif béninois mérite d'être pensée, structurée et accompagnée par tous les acteurs de l'éducation universitaire. La proposition du dispositif d'intégration linguistique que nous venons de faire dans cet article représente une proposition d'accompagnement des étudiants allophones dans notre système éducatif. Ce qui reste et demeure, c'est la faisabilité de la politique gouvernemental dans le respect de l'application du décret signé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Les acteurs universitaires (enseignants, responsables à divers niveaux) doivent également stimuler tout accompagnement (tutorat, vie en famille, intégration culturelle...) pour faciliter les études à ce public en mobilité universitaire dont le nombre est en perpétuel croissance. Les acteurs de la coopération universitaire doivent jouer leur partition en nous accompagnant dans les séances d'information, de sensibilisation et de communication sur le bien-fondé d'avoir un étudiant allophone apte à affronter les réalités universitaires en milieu francophone.

Bibliographie et sitographie

- Adjeran, M. (2014), « *L'enseignement du français dans un pays anglophone de l'Afrique de l'Ouest : le Nigeria Le français à l'université* », 19-01 | 2014_Mise en ligne le 20 mars 2014,
- Dictionnaire de didactique du français langue étrangère et seconde, 2003, p. 109.
- Halaoui, N., (2005), *Langues et systèmes éducatifs dans les États francophones d'Afrique subsaharienne. Un état des lieux*, Autrement, Paris.
- L'arrêté ministériel N°735/MESRS/DC/SGES/DEPES/SA/016SGG16 du 19 octobre 2016.
- Le Ninan C., Miroudot B., *Apprentissage du FOS, Diversité des situations d'enseignement, Le français dans le monde, Recherches et applications, numéro spécial, Paris, CLE International, Janvier 2004.,page 107.*
- Mangiante J.-M., Parpette C.,*Le Français sur Objectif Spécifique : de l'analyse des besoins à l'élaboration d'un cours*, Paris, Hachette, 2004, page 7, 17,21 *passim.*
- Martinez P., 1996, *La didactique des langues étrangères*, PUF, Collection Que sais-je ?
- Okoli S. (1999), « L'apprentissage et l'enseignement du français au Nigeria — De la Renaissance à l'Époque Contemporaine », in S. J. Timothy-Asobele (dir.), *Le français au Nigeria : une cartographie dynamique*, Printview Publishers, Lagos.

Omolewa M. (1971), « The Teaching of French and German in Nigeria Secondary Schools 1859-1959 », *Cahiers d'études africaines*, n° 3, vol. XVIII, pp. 379-395.

Projet "ALB" Atlas Linguistique de la République Populaire du Bénin, 1978, Eléments du Mini-atlas linguistique de la République Populaire du Bénin, Commission Nationale de Linguistique, Cotonou

Richer, J.J. (2008), « Le français sur objectifs spécifiques (FOS) : une didactique spécialisée ? » Synergie Chine n°3. Disponible sur <http://ressources-cla.univ-fcomte.fr/Chine3/richer.pdf> consulté le 5 Février 2018.

Takassi I., (2008), Langue française, diversité culturelle et intégration régionale, acte du premier colloque international du RECFLEA, Editions Haho 202 p.

www.coe.int/lang-CECR, Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues : Apprendre, Enseigner, Evaluer 196p.

Sigles et Acronymes

Ca-CRLA : Cadre Commun de Référence pour les Langues Africaines

CEBELAE : Centre Béninois des Langues Etrangère

CECR : Cadre Européen Commun de Référence

CECRL : Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues

CIEP : Centre International d'Etudes Pédagogiques

DALF : Diplômes Approfondi de Langue Française

DSH : Deutsche Sprachprüfung für den Hochschulzugang

ENAM: Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

ENEAM: Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management

EPAC: Ecole Polytechnique d'Abomey - Calavi

EPESB : Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur du Bénin

FLAC: Facultés des Lettres Art et Communication

FADESP : Faculté de droit et de Sciences Politiques

FG : Français Général

FLE : Français Langue Etrangère

FLI : Français Langue d'Intégration

FOS : Français sur Objectif Spécifique

FOU : Français sur Objectif Universitaire

HSK : HanyushuipinKaoshi,

IELTS : International English Language Testing System,

TOEFL : Test of English as a Foreign Language

Test Daf: Test Deutsch Als Fremdsprache

TOEIC : Test of English for International Communication

UAC : Université d'Abomey-Calavi

NOMS YORÙBÁ COMME ELEMENT DIDACTIQUE POUR ENSEIGNER LA GRAMMAIRE EN CLASSE DE FLE EN MILIEU YORÙBÁ DU NIGÉRIA

AJANI AKINWUMI LATEEF

Nigeria French Language Village, Badagry (Nigeria)

ftcoed@yahoo.com/ajanilateef63@gmail.com

Résumé

Pour tout apprenant yorùbá de la langue française, les difficultés rencontrées en classe de FLE sont nombreuses et l'une de ces difficultés est liée aux problèmes grammaticaux. Le but majeur de cet article est d'énoncer quelques solutions à l'enseignement de la grammaire en classe de FLE en milieu yorùbá du Nigéria en servant de noms yorùbá comment élément didactique.

Mots-clés : *Didactique, Enseignement, Apprentissage, FLE, Nom*

Abstract

For every yorùbá learners of French language, one of the major challenge in French class is problem associated with the mastery of French grammar. This study is set to take into some selected yorùbá names and offer some suggestions on the uses of those yorùbá names in teaching French grammar in French classes in yorùbá speaking areas of Nigeria.

Keywords: *Didactic, Teaching, Learning, FLE, Name*

Introduction

Les processus d'apprentissage qu'il soit par la grammaire ou non ne s'édifie pas sur le néant, mais il se construit sur des savoirs, des savoir-faire et des savoirs-être. L'apprentissage de la grammaire française en classe de FLE vient supposer ces savoirs. Ainsi le contact entre les phénomènes de la langue maternelle et de la langue étrangère est source tantôt d'une accélération du processus de l'apprentissage, tantôt d'un freinage de ce processus aboutissant à des erreurs linguistiques ou intralinguistiques. Ces interférences se conduisent en confusions dues à des ressemblances ou des dissemblances linguistiques avec la langue ou les langues étrangères préalablement apprises.

Dans cette étude, nous voulons lancer un regard à ce que Ukaeje (1995) cité par Ajani (2015) qualifie comme l'interférence positive, c'est-à-dire le contact des langues qui rend plus aiser ou qui renforce l'apprentissage de la

langue cible (le français) chez les apprenants. Nous nous intéressons donc dans cet article aux noms yorùbá comme des outils didactiques au service de l'enseignement de la grammaire en classe de FLE en milieu yorùbá du Nigéria car la tendance générale jusqu'ici concernant l'enseignement de la grammaire en classe de FLE très souvent s'est de faire comprendre que l'enseignement de points grammaticaux se résume seulement à l'apprentissage de phrases et d'expressions isolées, l'explication des règles grammaticaux ou la mémorisation de formule de la conjugaison sans se tenir compte du fait que la grammaire est pour un enseignant du FLE un lieu constant d'interrogation car selon Mohamed (2010) chaque Professeur de FLE doit à chaque moment se poser un certain nombre de questions et l'un des ces questions est quelles sont les méthodes adéquates peut on utiliser pour bien enseigner la grammaire française car la langue française est une langue dotée d'un appareil grammatical assez lourd qui s'organise selon une syntaxe où l'organisation des groupes de mots obéit à des règles complexes.

Au Nigéria, dès le commencement de l'enseignement de la langue française y compris l'enseignement de la grammaire, la tendance générale c'est de se servir de quelques méthodes d'enseignement commencé par l'évolution méthodologique de la méthode grammaire-traduction aux méthodes directes (audio-linguale, audio-visuelle) et approche communicative qui est la méthode la plus moderne.

Mais en dépit de toutes ces excellentes approches d'enseignement que nous venons de relever, il existe de nombreux problèmes d'apprentissage de grammaire en classe de FLE au Nigéria surtout dans le milieu yorùbá car une grammaire telle que la grammaire française ne se limite pas à la description de la langue française, c'est-à-dire les principes et règles qui expliquent l'usage de la langue française. La grammaire française a aussi pour but de préciser les conditions d'emploi correct de la langue française au niveau oral comme au niveau écrit.

Cet article a pour l'objectif majeur de lancer un regard pertinent aux utiles de noms yorùbá comme élément didactique pour enseigner la grammaire en classe de FLE en milieu yorùbá du Nigéria.

1. Cadre Théorique

Cette étude s'inscrit dans l'Approche communicative qui remontent aux travaux de Noam Chomsky qui révolutionna le monde de la linguistique. A l'heure où les théories structuralistes étaient en plein essor, postulant que chaque langue constitue un système de structures complexes théorique les unes dans les autres travaux de (Saussure et Skinner), Chomsky intervient et

contredit ces approches traditionnelles en introduisant le concept de « language acquisition device » (littéralement traduit par « dispositif d'acquisition du langage ». Selon Chomsky, tout être humain possède une capacité innée à décrypter et à comprendre un code langagier grâce à une fonction intellectuelle spécifique. Cette théorie est basée sur l'observation des enfants qui maîtrisent leur langue maternelle en moins de quatre ans sans apprentissage formel. Ainsi pour Chomsky, il n'y a pas plusieurs systèmes distincts mais une seule et unique grammaire universelle ».

2. Clarification conceptuelle

2.1 Didactique

Petit Robert (1998) cité par Ajani (2015) définit le mot didactique comme « science ayant pour objet les méthodes d'enseignement ». Selon Sedou (2015) à l'origine, la didactique n'est pas nettement différenciée de la science qui s'occupe des problèmes d'enseignement: la pédagogie, mais progressivement, la didactique se différencie de la pédagogie par le rôle central des contenus disciplinaires et par sa dimension épistémologie (la nature des connaissances à enseigner). La didactique des langues selon Claude (2001) cité par Ajani (2011) est l'étude systématique des relations réciproques entre l'enseignement et l'apprentissage d'une langue/culture étrangère ou seconde en milieu scolaire ». Cette définition recouvre les trois pôles majeurs du triangle didactique avec ses composantes : Enseignant, élève et contenu, (Chevallard 1985). En classe de FLE, le but clé de la didactique est de faire en sorte que les apprenants acquièrent une compétence de communication qui leur permet de résoudre les problèmes qu'ils auront dans les situations différentes de communication en se servant de la langue française.

2.2 Enseignement

Selon le Petit Robert (1998) l'enseignement est défini « comme action, manière d'enseigner, de transmettre des connaissances ». Le dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française par Paul Robert (Edition 2007) définit l'enseignement comme « action d'enseigner, de transmettre des connaissances à un élève ».

2.3 Apprentissage

Il s'agit d'un ensemble d'activités volontaires et consciences visant de façon explicitée l'appropriation d'une compétence, d'un savoir ou d'une information, souvent dans un contexte institutionnel avec ses propres normes

et rôles : écoles, enseignant, apprenant, emploi de temps (Dictionnaire de Didactique du Français, 2013).

2.4 Le FLE

Pour commencer le dictionnaire Hachette Encyclopédique (2004) définit la langue comme « instrument de communication d'une communauté donnée » et R. Lado (1961) voit la langue comme « un instrument de communication parmi les êtres humains dans une communauté ». Et d'après Kwamé, E.C. (2001), une langue étrangère est « une langue maternelle d'un groupe humain dont l'enseignement peut être dispensé par les institutions d'un groupe dont elle n'est pas la langue propre » comme le cas du français au Nigéria et au Ghana car le français est seulement enseigné à l'école par rapport au cas du français comme langue maternelle en France, en Suisse, en Belgique au Luxembourg, ou dans la région Québécoise, ou le français est non seulement une langue officielle mais aussi une langue maternelle.

2.5 Nom

Selon Petit Larousse (2012), le nom est « le mot qui sert à désigner une personne, un animal ou une chose et à les distinguer des êtres de même espèce ». Et d'après Dubois, J. et Lagane, R. (2013), le nom appelé aussi substantif est « un mot variable, qui désigne soit un être animé (personne ou animal) soit une chose (objet ou idée). Et selon Ntahombaye, 1983) cité par (Adjera, 2015) le nom est un signe linguistique tel qu'il est formalisé pour transmettre un message qui vise une certaine efficacité et dont le contenu est véritable d'après les conditions le contexte et les motivations qui précèdent au choix.

3. Langue yorùbá et la notion du nom

Selon Bamgboşe (1990), les yorùbá sont des peuples qui ont une origine qui remonte à la ville d'Ife au Nigéria. Au Nigéria, ils se trouvent dans 8 Etats de 36 Etats que forme le Nigéria : Lagos, Oyo, Ogun, Ondo, Ekiti, Osun, Kwara et Kogi. Au Bénin, selon Bada (2004), ils se trouvent dans les villes comme Ketu, Mokole, Şabe, Idaşa, Pobè et d'après Igue (2007), les yorùbá se trouvent au Togo et au Brésil. Ils ont tous une langue en commun qui est le yorùbá.

Sur le plan linguistique, selon Capo (2004) et Bada (2004) la langue yorùbá appartient selon (le classement de Greenberg) au groupe linguistique Niger-Congo et à la sous famille Kwa qui s'étend dans la partie méridionale

des Etats africains du Golf de Guinée. Selon Bamgboşe (1990) et Igue (2007) la langue yorùbá est une langue à 3 tons (haut, moyen et bas).

Concernant la notion de nom chez les yorùbá, chez les yorùbá, l'attribution de nom à quelqu'un ou à quelqu'une marque une place très distinguée car le nom ne s'accorde pas n'importe comment à une personne et c'est juste pour cette raison qu'on dit en yorùbá « Ilé ni à nwò kí a to fún ọmọ ní orúkọ » c'est-à-dire chez les yorùbá, choisir le nom d'un bébé ne se fait pas n'importe comment car pour accorder un nom à un enfant, on prend en compte quelques facteurs socioculturels qui entourent la naissance du nouveau-né. Et les cérémonies d'attribution des noms en général se tient le huitième jour. Et au moment de l'attribution des noms, on apporte le sel, la canne à sucre, le miel, l'eau friche, l'igname etc. selon Adjera (2015) et Olaoye (2015) ces éléments seront déposés à l'entrée de la porte de la mère du nouveau né le jour de l'attribution de nom avec un tabouret sur lequel s'assiéra la mère du bébé. Selon Adjera (2015) cette cérémonie est présidée par la plus vieille femme de la famille qui prend ensuite un échantillon de chaque produit suscités et les rapprocher attentivement et avec une grande attention aux lèvres de l'enfant en disant « tiens, c'est ce que nous mangeons sur la terre, manges en jusqu'à ta vieillesse. Cette étape marque la première étape. Et la deuxième étape selon Adjera (2015) marque le commencement proprement dit où la vieille femme chargée des cérémonies mettra quelques gouttes d'eau friche sur la tête de nouveau né et dès que le nouveau-né pousse les cris, les participants éclatent de joie en disant « sois le bienvenu, la vie est belle, sois de nôtre ». Après cette étape, le père de l'enfant précise les conditions qui entourent la naissance du nouveau-né et le chef de la famille prendra la parole pour donner le nom à l'enfant.

Dans la société yorùbá, le nom occupe une place très importante et on accorde jamais un nom à un enfant sans tenir compte du milieu où se trouve l'enfant et ceci fait que lorsqu'un enfant est né, pour donner un nom à cet enfant, on lance un regard profond aux circonstances qu'entourent l'arrivée de l'enfant au monde et en yorùbá on a le proverbe : Ile ni a nwo ki a to sọ ọmọ ni orúkọ – (c'est le milieu qui détermine le nom donné à un enfant). Et c'est pour cette raison que nous avons les noms yorùbá suivants parmi tas d'autres.

Noms yorùbá

Noms yorùbá	Version française	Abréviation
Olúwa ni ṣ'ọla	C'est Dieu qui fait la grâce	Ṣọlá ou Ọlá
Tání t'Ọlọrún	Qui égale à Dieu	Tántọlọrún
Olúwa Fẹmí	Dieu m'aime	Fẹmí
Olúwa fun mi layọ	Dieu m'accorde la joie	Fúnmi layọ
Olúwa rẹmí lẹkún	Dieu a séché mes larmes	Rẹmílẹkún
Ọlá mi di meji	Ma joie est doublée	Dẹ̀jì ou Ọlá
Ọlá mi lékan	J'ai encore acquis une fortune	Ọlá ou Lékan
Ará mi ti dé	Mon /ma semblable famille est arrivée	Arámíde
Adé kún ilé	Un autre roi est né	Kúnlé ou Adé
Akín tí ó wù mi	Un guerrier tant apprécié	Akín ou Wùnmí
Ají bá ọlá	Celui qui se voit réveillé dans la richesse	Ajíbọlá
Ifá tí ó ṣẹ ọlá	Le genie du Bonheur	Fáṣọlá
Ọmọ ni adé orí	L'enfant est la couronne	Ọmọladé
Olúwa tó yìn	Louange à Dieu	Toyìn
Ọlá tí ó ní iyí	Une richesse honorable	Ọláníyí
Orò tí ó di iran	Le pouvoir du génie est notre héritage	Oròdiran
Adé tí ó ní iyí	Une couronne de prestige/une personne de dignité	Adeníyí
Ọlá tí ó di púpọ̀	La richesse s'est multiplié	Ladiipọ̀
Adé tí a jù mọṣọ	La couronne protégée par tous	Adé
Ọlá tí ó gùn òkè	La richesse qui se hausse /qui s'accroît	Lágòké
Olúwa pẹ̀lú mi	Dieu est avec moi	Pẹ̀lúmi
Aláwo ti dé	Le guérisseur est arrivé	Aláwodé
Olúwa gbé mi ga	Dieu m'a élevé	Gbénga
Ọlá mi tejú	Ma richesse est vaste	Ọlatẹjú
Olúwa bá mi kọ̀ ilé	Dieu m'a bâti une maison	Bánkọ̀lé
Olúwa dúró tì mí	Dieu me soutient	Dúrótími
Olúwa ló ṣè èlẹ̀yí	C'est Dieu qui a fait ceci	Olusẹ̀yí
Ọlá tí ó di iran	La richesse qui s'est multiplie	Ọládiran

D'après Gérard (2013) le français est une langue dotée d'un appareil grammatical assez lourd et ceci fait que en classe de FLE au Nigéria, la

grammaire française est pour tout enseignant et apprenant un lieu constant d'interrogation car tout le monde (Professeur et apprenant) est sensible de son importance et se pose un certain nombre de questions et l'une de ces questions est la question liée à la démarche didactique.

L'enseignement du français au Nigéria, s'il faut le définir par tranches d'âge s'adresse aux publics (enfants et adolescents), ainsi la demande d'explication grammaticale en classe de FLE au Nigéria demande le fait de faire entrer des démarches didactiques très motivantes, des démarches qui vont pousser les apprenants de s'exprimer clairement car la langue comme nous le savons est apprise par son usage, dans un certain nombre de fonction dont la finalité est éclairée par le recours à l'univers ludique dans lequel les apprenants savent plonger aisément par référence à des activités perceptives déjà acquises par eux. Et voilà la raison pour laquelle nous voulons nous servir des noms yorùbá comme élément didactique pour enseigner la grammaire en classe de FLE en milieu yorùbá du Nigéria.

4. Perspective Didactiques des Noms yorùbá pour Enseigner la Grammaire en Classe de FLE en Milieu yorùbá du Nigéria

La Formation des Phrases : Chaque nom yorùbá comme nous venons de remarquer dans le tableau ci-dessus est une phrase complète et ceci est en rapport avec le Dictionnaire INAFLE (2003) Cité par Vigner (2005) qui définit une phrase comme :

« Assemblage de mots grammaticalement cohérent, marqué par une intonation ou une méthode spécifique, encadré de pauses (l'écrit de signes de ponctuation forte : point, point d'interrogation, point d'exclamation) que le locuteur considère comme produisant un sens complet ».

Dans une classe de langue, la classe de FLE inclue, l'élément langagier et le plus communément utilisé c'est la phrase. En plus, l'autonomie langagière de chaque apprenant de FLE passe par la maîtrise de la phrase soit la phrase simple ou complexe.

Et ce qu'est intéressant avec les noms yorùbá est que chaque nom est une phrase complète qui contient tout ce qui est dans une phrase à savoir.

- a) Un élément nominal (N) ;
- b) Un éléments verbal (V).
- Des éléments marginaux ou optionnels à savoir :
 - a) Groupe prépositionnels (P) ;
 - b) Lexiques figées ou semi figées.

Dans le nom (Rẹ̀mí)-Olúwa rẹ̀mí Lẹ̀kún (Dieu a séché mes larmes) comme un exemple, nous avons un élément nominal (N) 'Dieu', nous avons

un élément verbal (V) sèche. En plus au niveau de l'approche logico-grammaticale, nous avons le thème comme Dieu et le prédicat comme « a séché mes larmes ». Et le même nom, au niveau de l'approche par fonction, nous avons le nom Dieu comme sujet, a séché comme verbe et l'armes comme complément d'objet direct car la question qui se pose est Dieu a séché quoi ? (mes larmes).

En plus, au niveau de l'article défini et indéfini (le, la un et une) le nom : Fášọlá – Ifá tí ó ẹ̀ Ọlá – La richesse qui est multipliée, nous avons la présence de deux articles défini 'le' et 'la' qui signifié « the » en anglais. On peut se servir de ces deux noms pour enseigner nos apprenants l'article défini 'le', 'la' et qui sont des articles défini en français. Egalement on peut utiliser les deux noms suivants pour enseigner nos apprenants l'article indéfini « un » et « une », (Ọlá ou Níyì) – Ọlá tí ó ní Íyì – Une richesse honorable et (Adé) – Ọmọ ni Adé Orí – un enfant est une richesse.

Au niveau de l'enseignement de la préposition, les noms yorùbá sont très utiles et ceci peut se voir à travers les noms comme (Pẹ̀lúmi) – Olúwa Pẹ̀lú mi – Dieu est avec moi. Le mot Pẹ̀lú (Avec) qui est « with » en anglais est une préposition qui rattache Olúwa (le Créateur) avec 'mi' (moi). En plus, nous avons aussi l'enseignement de verbes (La conjugaison). Au niveau des verbes, chaque nom yorùbá est une phrase complète, chaque nom yorùbá est marqué par un verbe. Prénoms les cas de noms yorùbá suivants :

- Módúpe lówó Olúwa – Je rends grâce à Dieu (le verbe 'rends') ;
- Ọlá mi lékan – J'ai encore acquis une fortune (le verbe 'ai') ;
- Adé tí a jùmọ̀ ẹ̀ – La couronne est protégé par tous (le verbe a 'protège') ;
- Olúwa gbémi ga – Dieu m'a élevé (le verbe 'élevé') ;
- Olúwa bámi kọ́ ílé – Dieu m'a bâti la maison (le verbe a 'bâti').

Après avoir relevé les verbes, on peut avancer avec le classement au niveau de la conjugaison. Par exemple, le « est » vient du verbe être et conjugué au présent de l'indicatif première personne du singulier et le 'ai' vient du verbe avoir conjugué au présent du l'indicatif première personne singulière, etc.

Et au niveau de l'identification et classification des noms, on peut indiquer les noms suivants :

- Olúwa – Dieu – nom propre ;
- Ọlá – fortune – nom commun et abstrait ;
- Ara – famille – nom commun et abstrait ;
- Adé – couronne – nom commun/concret ;
- Ọlá – richesse non commun et abstrait.

- Ọmọ – enfant – nom commun et concret ;
- Aláwo – le guérisseur – nom commun et concret.

En plus, l'expression de nom au niveau de l'adjectif épithète, les noms yorùbá peuvent être utiles. Selon Vigner (2005) la question de la place de l'adjectif épithète par rapport au nom constitue toujours un problème délicat à résoudre en classe de FLE dans la mesure où n'existent pas des règles fixes qui déterminent une fois pour tout quelle est la place de l'adjectif épithète comme en anglais où l'adjectif épithète est toujours antéposée. Alors qu'en français selon Vigner (2005) nous avons :

L'adjectif épithète placé avant ou après le nom et on distingue :

- a) l'épithète liée directement au nom. Exemple, un vol extraordinaire, une réunion magnifique.
- b) l'épithète détaché, séparé du nom auquel il se rapporte par une virgule. Par exemple : une voiture extraordinaire, soudain, il se démarra.

Conclusion

Un enseignement de la grammaire en classe de FLE quelle que soit la méthode utilisée, quelle que soit la démarche adoptée, quel que soit le public comprend forcément une dimension didactique pratique et familière aux apprenants. En plus, il comprend un apprentissage guidé avec pour objectif de mettre les apprenants en contact direct avec les formes grammaticales d'une langue et c'est justement ce que nous avons tenté de faire dans cette communication en se servant de certains noms yorùbá pour enseigner les éléments pertinents de la grammaire française en classe de FLE en milieu yorùbá.

References

- Ajani, A. L. (2011). « Etude des facettes d'interférence linguistique commises par les étudiants nigériens du FLE, Mémoire de DEA, UAC, Bénin.
- Ajani, A. L. (2015). L'enseignement du français en milieu yorùbá du Nigéria ». Thèse Unique, EDF-FLASH-UAC, Bénin.
- Bada, M.B. (2004). « Développement des langues béninoises : Mythe ou réalité », *Roadel/Wajolt*, Porto-Novo : Edition Intre.
- Bamgbose, A. (1990). *Fonologi ati girama yorùbá*, Ibadan : U.I. Press.
- Capo, H.B.C. (2004). « Multilinguistique recherche scientifique et appropriation du savoir au Bénin du 21ème Siècle », *Roadel/Wajolt*, Porto-Novo : Edition Intre.
- Dubois, J. et Lagane, R. (2013). (Edition) *Grammaire*, Paris : Edition.

- Gerand, V. (2003). « Quelques approches dans un enseignement en classe bilingue FLE ou FL2 », *Actualité de l'Enseignement Bilingue*.
- Germain, C. (1993). *Le point sur l'approche communicative en didactique des langues* : Montréal, CEC.
- Kwame, F. (2010). « Error analysis : Perspective on foreign language study », *JOSLAN*, Vol. 2, (3).
- Labov, W. (1976). *Sociolinguistique patterns*, Philadelphia, University of Philadelphia Press.
- Olaoye, O.P. (2015). *Iwe girama Yoruba*, Ibadan: Adejanju Books.
- Potier, B. (2006). *Théorie et analyse en linguistique*, Paris: Nouvelle Edition.
- Sedou, K. (2015). « L'enseignement de la langue française comme langue officielle dans les écoles maliennes », *JOPES*, Lagos, Nigeria.
- Ukajeje, F.E. (1995). « L'Analyse contrastive au service des enseignants : Etude de la modalité possessive en Igbo et en Français, Communication Présentée au 2eme Conférence Annuelle pour les Professeurs, Nigeria French Language Village, Badagry.

DICTIONNAIRES

- Dictionnaire Petit Robert (1998). Paris : Edition robert.
- Dictionnaire de didactique du français (2013). Paris : Edition Robert.
- Dictionnaire Hachette Encyclopédique (2014). Paris : Edition Hachette.
- Dictionnaire Petit Larousse (2012). Paris : Edition Larousse.

